

---

---

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

---

VOL. XXIX

---

---



**JOURNAUX**  
**DE**  
**L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**DE LA**  
**PROVINCE DE QUEBEC**

**DU 20 NOVEMBRE 1894 AU 12 JANVIER 1895**

**CES DEUX JOURS INCLUS**

**DANS LA CINQUANTE-HUITIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME**

**LA REINE VICTORIA**

**ÉTANT LA QUATRIÈME SESSION DE LA HUITIÈME LÉGISLATURE DE LA**  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

---

**SESSION 1894-95**

---

***IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE***

**QUÉBEC**  
**IMPRIMÉ PAR LÉGER BROUSSEAU**

**Vol. XXIX.**







## PROCLAMATIONS.

---

CANADA  
Province de *Québec*.  
[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le QUINZIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous,—

SALUT :

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le QUINZIÈME jour du mois de FÉVRIER mil huit cent quatre-vingt-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.  
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Joseph-Adolphe CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DOUZIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous,—

SALUT :

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS, mil huit cent quatre-vingt-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI le CINQUIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.  
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-septième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA

Province de *Québec*.

[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le CINQUIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous,—

SALUT :

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le CINQUIÈME jour du mois de MAI, mil huit cent quatre-vingt-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le QUATORZIÈME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.  
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, ce CINQUIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-septième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

*VICTORIA*, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le QUATORZIÈME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous,—

SALUT :

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le QUATORZIÈME jour du mois de JUIN mil huit cent quatre-vingt-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*:  
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE  
CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce, VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne, la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Dfenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre dite Cité de *Québec*, le vingt quatrième jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous—

SALUT :

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-quatorze auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Québec*, SAMEDI, le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.  
 TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-HUITIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne, la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA  
 Province de *Québec*.  
 [L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous—

SALUT :

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre Cité de *Québec*, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.  
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le ONZIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous—

SALUT :

**A** TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le ONZIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le VINGTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec.  
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA  
Province de Québec. }  
[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-quatorze—

SALUT :

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au VINGTIÈME jour du mois de NOVEMBRE.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au VINGTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et Nous VOULONS en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le VINGTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.



EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*.  
TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.





JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE  
DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
SESSION 1894-95.

---

Mardi, 20 novembre 1894.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation, (ci-annexée) pour la dépêche des affaires et les membres de la Chambre étant assemblés :

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Gentilhomme, Huissier à la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif :

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle du Conseil législatif :—

Et étant de retour :

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts

---

électoraux de Compton et de Bonaventure ; et qu'il a adressé ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux respectivement :

A l'honorable P. EV. LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative

de Québec.

Monsieur,

Nous, Louis-Olivier Taillon, député du comté de Chambly à l'Assemblée législative de Québec, et John S. Hall, député de Montréal, division No 5, à la même Chambre, soussignés, vous donnons avis que l'honorable John McIntosh, qui représentait dans la dite Chambre le comté de Compton, a été nommé shérif du district de Saint-François par un arrêté du Conseil exécutif le vingt-six juillet dernier, qu'il a accepté cette charge, et que son siège est ainsi devenu vacant.

Donné à Québec sous nos seings, le vingt-et-unième jour de septembre 1894.

L. O. TAILLON, (L. S.)

JOHN S. HALL, (L. S.)

A l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC,

Orateur de l'Assemblée législative

de Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, vous donnons avis qu'une vacance est survenue dans l'Assemblée législative par le décès de l'honorable H. Mercier, en son vivant député du comté de Bonaventure, et nous vous requérons par la présente d'adresser votre mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie pour l'émission d'un bref pour remplir la dite vacance.

Donné sous notre seing, ce seizième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

L. O. TAILLON, (L. S.)

Député du comté de Chambly.

E. J. FLYNN, (L. S.)

Député du comté de Gaspé.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, le Greffier de la Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant, savoir :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 17 novembre 1894.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-huit septembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à E. Samuel Orr, officier-rapporteur pour le district électoral de Compton, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable John McIntosh, qui a accepté une charge de la Couronne, Monsieur Charles McClary, de Clifton, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Monsieur L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un bill relatif à la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit :

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative :*

C'est avec satisfaction que je vous vois réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette quatrième session de la Législature et étudier les questions qui intéressent cette Province.

Depuis la dernière session, les colonies sœurs de l'Australie et du Cap de Bonne-Espérance ont envoyé des délégués au Canada pour étudier les moyens d'établir des relations commerciales entre leurs pays et le nôtre. Le gouvernement impérial, appréciant justement l'importance de cette initiative, lui a donné

son concours en envoyant un personnage haut placé comme son délégué officiel. Ces visiteurs distingués, après une conférence prolongée avec les représentants canadiens, se sont entendus sur un plan d'action dont l'exécution assurera à toutes les colonies intéressées et à l'Empire des avantages signalés. Tous ont fait l'éloge de notre organisation politique et des ressources variées qu'offre notre pays.

Espérons qu'ils garderont un bon souvenir de l'accueil qui leur a été fait dans cette Province.

Le traité de commerce négocié entre la France et le Canada est le premier pas dans une voie où notre Province devra trouver de nouveaux éléments de progrès, car il doit y avoir des avantages à établir des relations d'affaires avec un pays aussi peuplé, aussi riche, et dont la prospérité repose sur des bases aussi solides.

Je constate avec plaisir que le progrès agricole s'accroît tous les jours davantage. Nos agriculteurs s'empressent d'adopter les nouvelles méthodes pour rendre leur culture rémunératrice. Le nombre toujours croissant des cercles et des sociétés d'agriculture et l'encouragement universel donné aux journaux d'agriculture indiquent la vigueur intelligente de ce mouvement.

Les dernières statistiques constatent le fonctionnement, cette année, de quatorze cent cinquante beurrieres et fromageries ; et, à côté de cette industrie dont le succès ne fait plus de doute, nous pouvons maintenant inscrire celle du sucre de betterave qui, après tant d'efforts, paraît solidement implantée dans la Province.

C'est mon devoir de dire que, dans ces importantes améliorations, l'Etat a été partout généreusement secondé. Pendant que les missionnaires agricoles parcouraient nos campagnes en prêchant cette nouvelle croisade, les évêques eux-mêmes n'ont pas cru au-dessous de leur dignité de présider les grands congrès de cultivateurs.

J'ai, moi-même, constaté avec plaisir l'admirable exemple donné dans l'établissement de la ferme modèle d'Oka. La nation ne saurait oublier ce haut encouragement offert au travail du plus grand nombre de ses enfants.

La colonisation se ressent de cette vive impulsion donnée à l'agriculture. Jamais nos terres n'ont été plus recherchées par les colons. Mon gouvernement s'est fait un devoir de tenir ouvertes les grandes artères conduisant à la forêt, et nous sommes heureux de constater que nos efforts ont été utiles à un aussi grand nombre. C'est une voie dans laquelle on ne saurait trop avancer.

Une mission importante a été confiée, depuis la session dernière, à l'Assistant-Commissaire de l'Agriculture. Le rapport de cette mission vous sera soumis ; vous y trouverez des renseignements précieux sur l'industrie agricole.

Ce progrès marqué de notre agriculture nous permet d'espérer que la Province prendra sa grande part des avantages que le Canada attend de l'extension de ses

relations commerciales avec la France et les colonies anglaises. Déjà elle n'a rien à envier aux autres provinces de la Confédération. Nous avons, là-dessus, le témoignage des administrateurs de nos grands établissements financiers.

Les comptes publics de l'exercice 1893-94 vous montreront que la Province n'a rien perdu des résultats que lui avait procurés une administration prudente, pendant l'exercice précédent. Mon gouvernement a pu augmenter les dépenses en faveur de la cause agricole, sans dépasser et sans même atteindre le chiffre de la dépense générale de l'exercice 1892-93.

L'exercice en cours devra satisfaire aux dernières dépenses que mon gouvernement se propose de faire pour les travaux extraordinaires énumérés dans le préambule de la loi autorisant un emprunt de dix millions de dollars, votée en 1890, ce qui permet d'espérer que la Province n'aura pas besoin de tout l'emprunt autorisé par cet acte.

Il y a tout lieu de croire que, d'ici à la prochaine session, les comptes entre cette Province et le gouvernement du Canada et la province d'Ontario, qui sont soumis à la décision d'arbitres, seront jugés, et les arrangements que demande encore la situation financière de la Province pourront être complétés. Mon gouvernement saura alors dans quelle mesure il pourra répondre à de nouveaux besoins tout en réduisant les taxes actuelles.

Pour payer la dette flottante et les subsides aux chemins de fer, le gouvernement, usant des pouvoirs accordés par la loi de 1890, a emprunté une somme de trois millions de dollars; et, pour rembourser, les obligations qui ont été souscrites en juillet 1893, afin de solder l'emprunt de quatre millions de dollars négocié en 1891 avec le Crédit-Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, mon gouvernement s'est mis en rapport avec ces deux établissements. Certaines conditions devant servir de base à un emprunt qui serait effectué en vertu de l'article 9 de la loi 57 Victoria, chapitre 2, ont été acceptées de part et d'autre, et un projet de contrat a été préparé en conséquence. Ce projet de contrat, ainsi que le contrat de l'emprunt de l'hiver dernier, sera mis devant les Chambres avec la correspondance s'y rattachant. J'espère qu'ils vous convaincront que mon gouvernement a fait des arrangements aussi avantageux que les circonstances le permettaient.

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Les comptes publics vous seront soumis, selon l'usage, et vous serez appelés à voter de nouveaux crédits pour les besoins du service public.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Vous aurez à légiférer sur divers sujets, notamment sur le libelle par les journaux, sur les moyens de prévenir la corruption dans les élections, sur le cens requis pour être juré, et sur le rachat des rentes dans les Iles de la Madeleine.

Mon gouvernement a décidé de réserver une certaine partie du domaine public pour mieux assurer la conservation des bois, ainsi que du poisson et du gibier. Vous serez saisis d'un projet de loi à cet effet.

Les travaux de la commission chargée de codifier les lois de la procédure civile vous seront soumis. Il ne faudra plus que quelques mois à cette commission pour achever sa tâche.

Je vous laisse maintenant à vos importants travaux, et je fais des vœux pour que vos délibérations soient marquées au coin de la sagesse et du plus pur patriotisme.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

*Ordonné*, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

*Résolu*, Que des comités spéciaux permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ; 2. Ordres permanents ; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ; 4. Bills privés ; 5. Législation et lois expirantes ; 6. Comptes publics ; Agriculture, immigration et colonisation ; 8. Différentes branches d'industries en cette Province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1893-94. (*Document de la session No. 5.*)

Aussi,—l'Etat financier du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1894. (*Document de la session No. 5.*)

Aussi,—le Rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'année 1894. (*Document de la session No. 6.*)



---

Aussi,—le Vingt-quatrième Rapport des Inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1893. (*Document de la session No. 9.*)

Et aussi,—les Statistiques municipales ou Rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1893. (*Document de la session No. 8.*)

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur trois messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et ils sont comme suit :

J. A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un Rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (*Document de la session No 11.*)

Hôtel du gouvernement,

Québec, 20 novembre 1894.

J. A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un Rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 5 novembre 1894, et approuvé par lui le 6 novembre 1894, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative, comme suit :

Hôtel du gouvernement,

Québec, 20 novembre 1894.

COPIE du Rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 5 novembre 1894, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 6 novembre 1894.

No. 570.—Sur la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du cinq novembre courant, (1894) recommande que l'honorable L. O. Taillon, président du Conseil exécutif, l'honorable E. J. Flynn, commissaire des Terres de la Couronne et l'honorable L. P. Pelletier, secrétaire et registraire de la Province, tous trois membres du Conseil exécutif et en même temps membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la Commission de l'économie interne de

---

l'Assemblée législative, aux termes de l'article 114 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session No 12.*)

J. A. CHAPLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (*Document de la session No 13.*)

Hôtel du gouvernement,

Québec, 20 novembre 1894.

L'honorable M. Flynn met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.—le Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1894. (*Document de la session No 4.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 21 novembre 1894.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition du Lord Evêque de Montréal et autres ; et la pétition de Walter Drake et autres de la cité de Montréal ; la pétition de la *Church Home*, Montréal ; et la pétition du *Philipsburg Junction Railway and Quarry Company*.

Par M. Carbray,—la pétition de la Compagnie de Pouvoirs électriques de Montmorency, Québec.

Par M. Cartier,—la pétition de Louis Marin, junior et autres, de la cité de St-Hyacinthe.

Par M. Cholette,—la pétition de C. A. Geoffrion et autres, du village de Dorion.

Par M. Descarries,—la pétition de la corporation du village de Ste-Anne de Bellevue.

Par M. Parizeau,—la pétition de S. St-Onge et autres, de la paroisse de St-Louis, à Montréal ; la pétition de Joséphine Vanier et autres, de Montréal ; et la pétition de Firmin Hudon, de la cité de Montréal.

Par M. Simpson,—la pétition de la Révérende Sœur Augustin et autres ; et la pétition de T. Coleman, de la cité de Montréal.

Par M. Tétreau,—la pétition de Olivier Latour et autres ; la pétition de la Compagnie E. B. Eddy, limitée ; et la pétition d'Albert McLaren et autres.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la corporation de la cité de St-Henri ; la pétition de Louis Binet et autres, de la Longue-Pointe ; et la pétition de James Drummord et autres.

Par M. Gillies,—la pétition de *The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company*.

Par M. Hackett,—la pétition de Joseph Bangs Gooderick, de South Stukely, et autres.

Charles McClary, écuier, membre pour le district électoral de Compton, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

Sur motion de M. Carbray, secondé par M. Allard,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier de son gracieux discours, dans lequel il nous déclare que c'est avec satisfaction qu'il nous voit réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de la quatrième session de la Législature et étudier les questions qui intéressent cette Province, et pour assurer à Son Honneur :

1. Que nous apprenons avec intérêt que, depuis la dernière session, les colonies sœurs de l'Australie et du Cap de Bonne-Espérance ont envoyé des délégués au Canada pour étudier les moyens d'établir des relations commerciales entre leurs pays et le nôtre ; que le gouvernement impérial, appréciant justement l'importance de cette initiative, lui a donné son concours en envoyant un personnage haut placé comme son délégué officiel ; que les visiteurs distingués, après une conférence prolongée avec les représentants canadiens, se sont entendus sur un plan d'action dont l'exécution assurera à toutes les colonies intéressées et à l'Empire des avantages signalés, et que tous ont fait l'éloge de notre organisation politique et des ressources variées qu'offre notre pays, et que nous espérons qu'ils garderont un bon souvenir de l'accueil qui leur a été fait dans cette Province.

2. Que nous avons, comme Son Honneur, confiance que le traité de commerce négocié entre la France et le Canada est le premier pas dans une voie où notre Province devra trouver de nouveaux éléments de progrès, et qu'il doit y avoir des avantages à établir des relations d'affaires avec un pays aussi peuplé, aussi riche, et dont la prospérité repose sur des bases aussi solides.

3. Que nous constatons avec plaisir que le progrès agricole s'accroît tous les jours davantage, et que nos agriculteurs s'empressent d'adopter les nouvelles méthodes pour rendre leur culture rémunératrice; que le nombre toujours croissant des cercles et des sociétés d'agriculture et l'encouragement universel donné aux journaux d'agriculture indiquent la vigueur intelligente de ce mouvement.

4. Que nous sommes heureux d'apprendre que les dernières statistiques constatent le fonctionnement, cette année, de quatorze cent cinquante beurrieres et fromageries, et, qu'à côté de cette industrie dont le succès ne fait plus de doute, nous pouvons maintenant inscrire celle du sucre de betterave qui, après tant d'efforts, paraît solidement implantée dans la Province.

5. Que nous constatons avec plaisir que Son Honneur a cru de son devoir de dire que, dans ces importantes améliorations, l'Etat a été partout généreusement secondé, et que, pendant que les missionnaires agricoles parcouraient nos campagnes en prêchant cette nouvelle croisade, les Evêques eux-mêmes n'ont pas cru au-dessous de leur dignité de présider les grands congrès de cultivateurs.

6. Que nous apprenons avec intérêt que Son Honneur a constaté avec plaisir l'admirable exemple donné dans l'établissement de la ferme modèle d'Oka, et que nous partageons son avis que la nation ne saurait oublier ce haut encouragement offert au travail du plus grand nombre de ses enfants.

7. Que nous apprenons avec satisfaction que la colonisation se ressent de cette vive impulsion donnée à l'agriculture; que jamais nos terres n'ont été plus recherchées par les colons; que le gouvernement s'est fait un devoir de tenir ouvertes les grandes artères conduisant à la forêt; que les efforts du gouvernement ont été utiles à un aussi grand nombre, et que c'est là une voie dans laquelle on ne saurait trop avancer.

8. Que nous apprenons avec intérêt qu'une mission importante a été confiée, depuis la session dernière, à l'Assistant-Commissaire de l'Agriculture; que le rapport de cette mission nous sera soumis, et que nous y trouverons des renseignements précieux sur l'industrie agricole.

9. Que nous reconnaissons, avec Son Honneur, que ce progrès marqué de notre agriculture nous permettra d'espérer que la Province prendra sa grande part des avantages que le Canada attend de l'extension de ses relations commerciales avec la France et les colonies anglaises; que déjà elle n'a rien à envier aux

autres provinces de la Confédération, et que nous avons, là-dessus, le témoignage des administrateurs de nos grands établissements financiers.

10. Que nous sommes heureux d'apprendre que les comptes publics de l'exercice 1893-94 nous montreront que la Province n'a rien perdu des résultats que lui avait procurés une administration prudente, pendant l'exercice précédent, et que le gouvernement a pu augmenter les dépenses en faveur de la cause agricole, sans dépasser, et même sans atteindre le chiffre de la dépense générale de l'exercice 1892-93.

11. Que nous apprenons avec plaisir que l'exercice en cours devra satisfaire aux dernières dépenses que le gouvernement se propose de faire pour les travaux extraordinaires énumérés dans le préambule de la loi autorisant un emprunt de dix millions de dollars, votée en 1890, ce qui permet d'espérer que la Province n'aura pas besoin de tout l'emprunt autorisé par cet acte.

12. Que nous apprenons avec satisfaction qu'il y a tout lieu de croire qu'avant la prochaine session les comptes entre cette Province, le gouvernement du Canada et la province d'Ontario, qui sont soumis à la décision d'arbitres, seront jugés ; que les arrangements que demande encore la situation financière de la Province pourront être complétés, et que le gouvernement saura alors dans quelle mesure il pourra répondre à de nouveaux besoins tout en réduisant les taxes actuelles.

13. Que nous apprenons avec intérêt que pour payer la dette flottante et les subsides aux chemins de fer, le gouvernement, usant des pouvoirs accordés par la loi de 1890, a emprunté une somme de trois millions de piastres ; que pour rembourser les obligations qui ont été souscrites en juillet 1893 afin de solder l'emprunt de quatre millions de piastres négocié en 1891 avec le Crédit-Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, le gouvernement s'est mis en rapport avec ces deux établissements ; que certaines conditions devant servir de base à un emprunt qui serait effectué en vertu de l'article 9 de la loi 57 Vict., ch. 2, ont été acceptées de part et d'autre et un projet de contrat préparé en conséquence, et que ce projet de contrat, ainsi que le contrat de l'emprunt de l'hiver dernier, sera mis devant les Chambres avec la correspondance s'y rattachant ; et que nous étudierons ces documents avec le plus grand soin afin de juger si le gouvernement a fait des arrangements aussi avantageux que les circonstances le permettaient.

14. Que nous examinerons avec soin les comptes publics qui nous seront soumis, selon l'usage, et que nous donnerons toute notre attention aux nouveaux crédits que nous serons appelés à voter pour les besoins du service public.

15. Que nous apprenons avec intérêt que nous serons invités à légiférer sur divers sujets, notamment sur le libelle par les journaux, sur les moyens de

prévenir la corruption dans les élections, sur le cens requis pour être juré, et sur le rachat des rentes dans les Iles de la Madeleine.

16. Que nous apprenons avec intérêt que le gouvernement a décidé de réserver une certaine partie du domaine public pour mieux assurer la conservation des bois, du poisson et du gibier, et qu'un projet de loi dans ce sens nous sera soumis.

17. Que nous sommes heureux d'apprendre que les travaux de la commission chargée de codifier les lois de la procédure civile nous seront soumis, et qu'il ne faudra plus que quelques mois à cette commission pour achever sa tâche.

18. Que nous unissons nos vœux à ceux que fait Son Honneur, en nous laissant à nos importants travaux, pour que nos délibérations soient marquées au coin de la sagesse et du plus pur patriotisme.

*Résolu*,—Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. Taillon, l'honorable M. Beaubien, l'honorable M. Flynn, M. Carbray, M. Allard et M. Simpson, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, conformément à la dite résolution.

L'honorable M. Taillon, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur

L'honorable JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunie en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours dans lequel vous déclarez que c'est avec satisfaction que vous nous voyez réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de la quatrième session de la Législature et étudier les questions qui intéressent cette Province.

Nous apprenons avec intérêt que, depuis la dernière session, les colonies sœurs de l'Australie et du Cap de Bonne-Espérance ont envoyé des délégués au Canada pour étudier les moyens d'établir des relations commerciales entre leurs pays et le nôtre ; que le gouvernement impérial, appréciant justement l'importance de cette initiative, lui a donné son concours en envoyant un personnage haut placé comme son délégué officiel ; que les visiteurs distingués, après une conférence prolongée avec les représentants canadiens, se sont entendus sur un plan d'action dont l'exécution assurera à toutes les colonies intéressées et à l'Empire des avantages signalés, et que tous ont fait l'éloge de notre organisation

politique et des ressources variées qu'offre notre pays, et que nous espérons qu'ils garderont un bon souvenir de l'accueil qui leur a été fait dans cette Province.

Nous avons, comme Son Honneur, confiance que le traité de commerce négocié entre la France et le Canada est le premier pas dans une voie où notre Province devra trouver de nouveaux éléments de progrès, et qu'il doit y avoir des avantages à établir des relations d'affaires avec un pays aussi populeux, aussi riche, et dont la prospérité repose sur des bases aussi solides.

Nous constatons avec plaisir que le progrès agricole s'accroît tous les jours davantage, et que nos agriculteurs s'empressent d'adopter les nouvelles méthodes pour rendre leur culture rémunératrice, que le nombre toujours croissant des cercles et des sociétés d'agriculture et l'encouragement universel donné aux journaux d'agriculture indiquent la vigueur intelligente de ce mouvement.

Nous sommes heureux d'apprendre que les dernières statistiques constatent le fonctionnement, cette année, de quatorze cent cinquante beurrieres et fromageries, et qu'à côté de cette industrie dont le succès ne fait plus de doute, nous pouvons maintenant inscrire celle du sucre de betterave, qui, après tant d'efforts, paraît solidement implantée dans la Province.

Nous constatons avec plaisir que Son Honneur a cru de son devoir de dire que, dans ces importantes améliorations, l'Etat a été partout généreusement secondé, et que, pendant que les missionnaires agricoles parcouraient nos campagnes en prêchant cette nouvelle croisade, les Evêques eux-mêmes n'ont pas cru au-dessous de leur dignité de présider les grands congrès de cultivateurs.

Nous apprenons avec intérêt que Son Honneur a constaté avec plaisir l'admirable exemple donné dans l'établissement de la ferme modèle d'Oka, et que nous partageons son avis que la nation ne saurait oublier ce haut encouragement offert au travail du plus grand nombre de ses enfants.

Nous apprenons avec satisfaction que la colonisation se ressent de cette vive impulsion donnée à l'agriculture; que jamais nos terres n'ont été plus recherchées par les colons; que le gouvernement s'est fait un devoir de tenir ouvertes les grandes artères conduisant à la forêt; que les efforts du gouvernement ont été utiles à un aussi grand nombre, et que c'est là une voie dans laquelle on ne saurait trop avancer.

Nous apprenons avec intérêt qu'une mission importante a été confiée, depuis la session dernière, à l'Assistant-Commissaire de l'Agriculture; que le rapport de cette mission nous sera soumis, et que nous y trouverons des renseignements précieux sur l'industrie agricole.

Nous reconnaissons avec Son Honneur que ce progrès marqué de notre agriculture nous permettra d'espérer que la Province prendra sa grande part des

avantages que le Canada attend de l'extension de ses relations commerciales avec la France et les colonies anglaises ; que déjà elle n'a rien à envier aux autres provinces de la Confédération, et que nous avons, là-dessus, le témoignage des administrateurs de nos grands établissements financiers.

Nous sommes heureux d'apprendre que les comptes public de l'exercice 1893-94 nous montreront que la Province n'a rien perdu des résultats que lui avait procurés une administration prudente, pendant l'exercice précédent, et que le gouvernement a pu augmenter les dépenses en faveur de la cause agricole, sans dépasser et même sans atteindre le chiffre de la dépense générale de l'exercice 1892-93.

Nous apprenons avec plaisir que l'exercice en cours devra satisfaire aux dernières dépenses que le gouvernement se propose de faire pour les travaux extraordinaires énumérés dans le préambule de la loi autorisant un emprunt de dix millions de piastres, votée en 1890, ce qui permet d'espérer que la Province n'aura pas besoin de tout l'emprunt autorisé par cet acte.

Nous apprenons avec satisfaction qu'il y a tout lieu de croire qu'avant la prochaine session les comptes entre cette province, le gouvernement du Canada et la province d'Ontario qui sont soumis à la décision d'arbitres, seront jugés ; que les arrangements que demande encore la situation financière de la Province pourront être complétés, et que le gouvernement saura alors dans quelle mesure il pourra répondre à de nouveaux besoins tout en réduisant les taxes actuelles.

Nous apprenons avec intérêt que, pour payer la dette flottante et les subsides aux chemins de fer, le gouvernement, usant des pouvoirs accordés par la loi de 1890, a emprunté une somme de trois millions de piastres ; que, pour rembourser les obligations qui ont été souscrites en juillet 1893, afin de solder l'emprunt de quatre millions de piastres négocié en 1871 avec le Crédit-Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, le gouvernement s'est mis en rapport avec ces deux établissements ; que certaines conditions devant servir de base à un emprunt qui serait effectué en vertu de l'article 9 de la loi 57 Vict., chap. 2, ont été acceptées de part et d'autre et un projet de contrat préparé en conséquence, et que ce projet de contrat, ainsi que le contrat de l'emprunt de l'hiver dernier, sera mis devant les Chambres avec la correspondance s'y rattachant ; et que nous étudierons ces documents avec le plus grand soin afin de juger si le gouvernement a fait des arrangements aussi avantageux que les circonstances le permettaient.

Nous examinerons avec soin les comptes publics qui nous seront soumis, selon l'usage, et que nous donnerons toute notre attention aux nouveaux crédits que nous serons appelés à voter pour les besoins du service public.

Nous apprenons avec intérêt que nous serons invités à légiférer sur divers sujets, notamment sur le libelle par les journaux, sur les moyens de prévenir la



corruption dans les élections, sur le cens requis pour être juré, et sur le rachat des rentes dans les Iles de la Madeleine.

Nous apprenons avec intérêt que le gouvernement a décidé de réserver une certaine partie du domaine public pour mieux assurer la conservation des bois, du poisson et du gibier, et qu'un projet de loi dans ce sens nous sera soumis.

Nous sommes heureux d'apprendre que les travaux de la commission chargée de codifier les lois de la procédure civile nous seront soumis, et qu'il ne faudra plus que quelques mois à cette commission pour achever sa tâche.

Nous unissons nos vœux à ceux que fait Son Honneur, en nous laissant à nos importants travaux, pour que nos délibérations soient marquées au coin de la sagesse et du plus pur patriotisme.

La dite adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit grossoyée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. Pelletier, l'honorable M. Marchand, l'honorable M. Hall, M. Marion, M. Fitzpatrick, M. Parizeau, M. Tessier (Portneuf), M. Stephens et M. Tellier composent le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

*Résolu*, Qu-, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est comme suit :

A l'honorable ORATEUR et aux

Honorables membres de l'Assemblée législative,

Le Bibliothécaire de la Législature a l'honneur de présenter le rapport suivant pour la vacance de 1894 :

---

Depuis la dernière session, le Bibliothécaire a fait disposer et meubler deux appartements pour recevoir tous les journaux reliés qui auparavant encombraient les alcôves de la bibliothèque.

Grâce à ce nouvel arrangement, l'on pourra, à l'avenir, consulter ces in-folios avec plus de facilité.

Le Bibliothécaire a fait disposer dans une succursale aménagée sous les toits les journaux que la modicité de ses ressources ne lui permet pas de faire relier. Ces journaux sont placés dans des rayons, par ordre chronologique, année par année.

La consultation qu'on en voudrait faire, se trouve par là singulièrement simplifiée.

Une seconde succursale située en face de la première renferme la littérature parlementaire et les archives publiques des colonies anglaises, des Etats-Unis et des différents pays avec lesquels la bibliothèque de la Législature entretient des relations suivies et poursuit un mode d'échange profitable de part et d'autre.

Un catalogue par cartes est actuellement en bonne voie d'impression. Ce système adopté presque partout, sans être le modèle du genre, suffira aux besoins généraux de la bibliothèque.

Aussi est-il beaucoup moins coûteux que le catalogue ordinaire, qui, outre les frais d'impression initiale, exige, chaque année, un supplément et des frais nouveaux.

Les deux systèmes combinés sont désirables, et ils le deviendront d'autant plus que la bibliothèque prendra plus d'essor.

La bibliothèque s'est enrichie depuis le commencement de la session de 1893 de 2,125 volumes reliés, et de 530 brochures, reliées pour le plus grand nombre. Parmi les acquisitions les plus importantes, se trouve la collection de la *Gazette de Québec* de 1796 à 1855.

Le nombre total des volumes de la bibliothèque est de 46,700.

Respectueusement soumis,

N. E. DIONNE,  
bibliothécaire.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain, à trois heures, P. M.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain, à trois heures, P. M.

---

Vendredi, 23 novembre 1894.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition de J. R. Dougall et autres.

Par M. Turgeon,—la pétition des Révérendes Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours.

Par M. Tessier (Rimouski),—la pétition des Révérendes Sœurs des Petites Ecoles, Rimouski.

Par M. Tessier (Portneuf),—la pétition de la cité de Québec.

Par M. Poirier,—la pétition du curé et des marguilliers de la fabrique de la paroisse de St-François de la Beauce.

Par M. Cartier,—la pétition du maire et des conseillers de la cité de St-Hyacinthe ; et la pétition de la Société de Passage du Pont-Neuf de St-Hyacinthe.

Par M. McDonald,—la pétition de J. B. Wilfrid Yvon ; et la pétition de la *Mutual Fire Insurance Company*, de la cité de Montréal.

Par M. Allard,—la pétition de Joseph-Xiste Pauzé, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du très révérend William Bennett Bond, évêque anglican du diocèse de Montréal et autres, tous de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : "*The Andrews Home*" ;

De Walter Drake et autres, demandant une loi relativement à la rue Milton, dans la cité de Montréal ;

De "*The Church Home*", de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie d'éclairage électrique Montmorency, demandant des amendements à sa charte ;

De la cité de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte ;

De Louis Vinet et autres, de la la Longue Pointe, demandant des amendements au code municipal ;

De C. A. Geoffrion et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : "*Les Syndics catholiques de Dorion*" ;

De T. Coleman et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de dentiste en cette Province, après examen ;

De Firmin Hudor, négociant de la cité de Montréal, demandant une loi l'autorisant à vendre certains biens substitués ;

De S. Saint Onge et autres francs-tenanciers catholiques, demandant une loi érigeant civilement la paroisse de Saint-Louis, à Montréal.

---

De Joséphine Vanier et autres, de Montréal, demandant une loi concernant une certaine substitution créée par le testament de Dame Adélphine Vanier ;

De Olivier Latour et autres, demandant une loi les constituant en corporation pour construire et exploiter un chemin de fer partant de la Baie des Prêtres jusqu'au lac des Quinze, dans le comté de Pontiac ;

De Albert McLaren et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : "*The Buckingham Electric Railway Light and Power Company*" ;

De la Compagnie E. B. Eddy (limitée), demandant une loi amendant sa charte ;

De la corporation du village de Ste-Anne de Bellevue, demandant une loi l'érigeant en municipalité de ville sous le nom de : "la Ville de Sainte-Anne de Bellevue" ;

De la révérende Sœur Augustin de la Miséricorde et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : "Filles de la Sagesse" ;

De Louis Marin, fils, et autres, de la cité de St-Hyacinthe, demandant une loi les autorisant à nommer un administrateur de la succession de feu Louis Marin ;

De "*The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company*", demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph Bangs Goodrick et autres, de Stukely Sud, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : "*The Seventh day Adventist Conference of Quebec*" ;

De la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de Philipsburg, demandant des amendements à sa charte ;

Et de James Drummond et autres, demandant une loi pour détacher de la municipalité du village de la Côte-Visitation une partie de son territoire et ériger cette partie séparée en municipalité de village sous le nom de : "Village de la Petite Côte".

L'honorable M. Taillon dépose, sur le bureau de la Chambre,—l'Etat des rapports du conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des Statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la Province, tel que requis, lequel est comme suit :

ETAT des rapports du conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts Refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec, tel que requis.

SERVICE	Rapports du Conseil		Montants des Mandats Spéciaux	Montants Dépensés	Balances non Dépensées
	Nos.	Dates	Montants	\$ cts.	\$ cts.
3 <i>Législation :</i> Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature. S. R. Q., article 158 : Pour payer les comptes et réclamations des années 1892-93 et 1893-94 pour impression et reliure, pour lesquelles il n'y avait pas de crédits entrés dans le budget voté pour l'exercice courant.....	187	24 Avril 1894	13,220 37	13,220 37	
4 <i>Gouvernement civil :</i> Dépenses contingentes des bureaux. — Département des Terres de la Couronne. Montant requis d'urgence pour faire face aux dépenses contingentes du département des Terres de la Couronne, les crédits du département étant épuisés.....	227	11 Mai 1894	3,500 00	3,500 00	
5 <i>Dettes publiques :</i> Frais d'administration :—Montant requis d'urgence pour faire face aux dépenses encourues par les frais d'administration de la dette publique, les crédits de ce service étant épuisés.....	277	1er Juin 1894	5,000 00	4,987 15	12 85
1 <i>Services divers :</i> Compagnie d'exposition de Québec :—Montant accordé en vertu de l'O. C., No. 441 du 24 août 1894, pour l'exposition de Québec, en septembre 1894.....	454	1er Septembre 1894	15,000 00	13,000 00	2,000 00
2 <i>Services divers :</i> Arpentages, pour le Département des Terres de la Couronne..... Montant requis d'urgence par le Département des Terres de la Couronne pour faire face aux dépenses du service des "Arpentages", dont les crédits de l'exercice sont épuisés.....	510	10 Oct. 1894	6,000 00	6,000 00	

ÉTAT des rapports du conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts Refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec, tel que requis. — *Suite.*

3	Chemins de fer :								
	Dépôt spécial <i>re</i> ratification de titres sur lots vendus à la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien <i>re</i> construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.								
	Montant auquel il n'a pas été pourvu dans le budget de l'exercice courant, mais requis d'urgence pour être déposé entre les mains du protonotaire de Montréal <i>in re</i> ratification de titres de certains lots situés dans la cité de Montréal, compris dans l'acte de vente passé entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien .....	552	26 Oct. 1894	5,550 00	5,550 00	5,550 00			
				\$ 48,720 37	\$ 48,270 37	\$ 46,257 52			\$ 2,012 85

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR

Québec, 22 novembre 1894

A. H. VERRET,

Auditeur de la Province.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir choisi l'honorable Thomas-Chase Casgrain pour son président, a préparé la liste des députés devant composer le comité permanent des ordres permanents, savoir :

Messieurs Bisson, Bourbonnais, Cholette, Descarries, England, Girouard, Grenier, Laliberté, Marion, Panneton, Simpson et Spencer.

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de M. Simpson, secondé par M. England,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres, correspondance ou documents adressés au gouvernement ou à ses membres par Joseph Palliser, écuyer, avocat, au sujet d'une poursuite pour assaut intentée par le dit Palliser.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Tessier (Rimouski),

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à l'exposition provinciale tenue à Québec en septembre dernier, ainsi qu'au paiement de toutes sommes d'argent à la Compagnie d'exposition.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par M. Spencer,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports soumis au Commissaire des terres de la Couronne depuis un an, touchant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—copie de toute correspondance, ordres en conseil et documents, se rapportant à toutes avances faites aux Sœurs de la Charité pour leur permettre de faire face aux dépenses nécessitées par les réparations urgentes et les améliorations de l'Asile des aliénés de Beauport.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Dechène,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des recettes et des dépenses de la Province, depuis le 30 juin 1894 jusqu'au 23 novembre 1894.

*Ordonné*, Que M. Desjarlais ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité législative.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Pelletier,

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux coroners.

---

### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Laliberté.—Est-ce l'intention du gouvernement de n'accorder qu'aux beurreries, la prime de 5 cts pour novembre, 10 cts pour décembre et 15 cts pour janvier et février, par cent lbs de lait, dans le but d'encourager la fabrication d'hiver; ou le gouvernement se propose-t-il d'accorder la même faveur aux fromageries?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—La prime à laquelle on fait allusion ne sera accordée qu'aux beurreries, cet hiver et à l'avenir.

Par M. Tessier (Rimouski).—L'honorable Procureur-général a-t-il l'intention de présenter une loi concernant la réorganisation des tribunaux dans cette Province et d'en demander l'adoption durant la présente session?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—Le gouvernement fera connaître en temps opportun sa politique à l'égard de la mesure en question.

Par M. Stephens.—A quelle date a-t-on payé \$60,000 à M. Vallières?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Le 23 juillet 1891, sur la requête de l'honorable M. Mercier à l'honorable M. Garneau.

---

L'honorable M. Taillon met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—l'état des Comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1894. (*Document de la session No. 3.*)

L'honorable M. Taillon met aussi devant la Chambre la correspondance ayant rapport à l'emprunt autorisé par l'article 9 de l'acte 57 Victoria, chapitre 2. (*Document de la session No. 14.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.



Lundi, 26 novembre 1894.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table

Par M. Allard,—la pétition du Jardin Zoologique de la cité de Montréal.

Par M. King,—la pétition de Herbert Molesworth Price.

Par M. Tétreau,—la pétition de R. W. Farley et autres ; la pétition de John Bryson et autres ; et la pétition de Théophile Viau et autres.

Par M. Parizeau,—la pétition de John I. McBride et autres ; la pétition de l'Union Saint-Joseph, de Montréal ; et la pétition de l'Union Saint-Pierre, de Montréal.

Par M. Cartier,—la pétition de Charlotte-Féodore-Louisa-Augusta Guérout, veuve de feu Matthew Bell Irvine de la cité de Québec.

Par M. Fitzpatrick,—la pétition d'Alexandre Saint-Amant et autres ; et la pétition d'Antoine Dion et autres.

Par M. Tessier (Portneuf),—la pétition de Philippe-Benjamin Dumoulin et autres ; et la pétition d'Elzéar Labrecque.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hospice Sainte-Elisabeth, de Farnham, de la Société de Bienveillance des Dames, de l'Orphelinat Catholique Romain, de *The Church Home*, du Dispensaire, de *The Ladies Hebrew Benevolent Society*, et de l'Hôpital de la Maternité sous les soins des sœurs de la Miséricorde, tous de la cité de Montréal, pour l'année 1894,—de l'Hôtel-Dieu, de Nicolet, de *The Finlay Asylum*, de l'Œuvre du Patronage, de *The Church of England Female Orphan Asylum*,—et de l'Asile du Bon Pasteur, tous de la cité de Québec, et pour l'année 1894 ; et de l'Hôpital Général, de Sorel, pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De J. R. Dougall et autres, demandant que l'Assemblée législative prenne les mesures nécessaires à l'effet de connaître, par un plébiscite, l'opinion de la Province sur la question de prohibition, d'importation, de fabrication et de vente des liqueurs enivrantes ;

Des révérendes Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : " Les Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours " ;

Des révérendes Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski, demandant des amendements à leur charte ;

De la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte ;

De MM. les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François de la Beauce, demandant une loi les autorisant à faire un emprunt et un transport d'immeuble ;

Du maire et du conseil de ville de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à la charte de la dite cité ;

De Jean-Baptiste-Wilfrid Yvon, médecin, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres ;

De la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph-Xiste Pauzé, de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres ;

Et de la Société de passage du Pont-Neuf de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à sa charte.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—la correspondance relative à la résignation de l'honorable John S. Hall, comme membre du Conseil exécutif de la province de Québec, et comme trésorier de la Province. (*Document de la session No 15.*)

L'honorable M. Taillon met devant la Chambre,—le Onzième rapport de l'Inspecteur des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, de la province de Québec, pour l'année 1893. (*Document de la session No. 17.*)

Et aussi, un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 18 novembre 1893 jusqu'au 20 novembre 1894, inclusivement, tel que requis par l'article 633 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session No. 16.*)

*Ordonné*, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill pour réduire les frais de justice dans les districts ruraux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill pour prévenir la corruption municipale et civique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill pour prohiber les affiches indécentes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill pour changer la loi concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill concernant le libelle par les journaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill pour déterminer les pouvoirs accordés par la loi 57 Victoria, chapitre 71.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement de cette Province a-t-il accordé ou payé, depuis le 8 mars 1892, quelque subvention pour améliorer le lit des rivières Ouareau et Dufresne, dans le haut du comté de Montcalm, en vue de faciliter le flottage du bois ?

2. S'il y a eu telle subvention, quand et à qui a-t-elle été ainsi accordée et payée et quel en est le montant ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Non.

---

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes reçues des municipalités pour contributions aux asiles d'aliénés pendant l'exercice financier de 1894.

Aussi, un état détaillé des arrérages dus par chaque municipalité pour les mêmes fins, et pour la même période.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des dépenses des procès Hooper, exclusivement des frais des témoins et des jurés, le total de ces derniers frais devant être mentionné séparément.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des dépenses faites par la province de Québec jusqu'à ce jour, pour l'arbitrage entre le gouvernement fédéral et les gouvernements d'Ontario et de Québec.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Kennedy,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et de tous ordres en conseil touchant l'établissement du " Parc de la Montagne Tremblante " et du " Parc National des Laurentides ".

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Beauchamp,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, de tous rapports et documents au sujet du Palais de justice de Montréal, depuis le 16 novembre 1893 jusqu'à ce jour.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de l'ordre en conseil déterminant quels droits de péage la compagnie dite " The Charlemagne and Lac Ouareau Lumber Company " est autorisée à prélever sur le bois de flottage passant dans certaines parties améliorées des rivières Ouareau et Dufresne.

2. Copie de toutes demandes, requêtes, affidavits, rapports, correspondance et autres documents relatifs à la matière réglée par le dit ordre en conseil.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Châteauvert, secondé par M. Tétreau,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance relative à la demande d'achat de M. Damase Jalbert, pour les fins d'exploitation, du bois d'une certaine étendue de territoire dans le canton Crespien, agence du Lac Saint-Jean Ouest, d'une superficie d'environ 65 milles.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Nantel,

*Résolu*, Que la Chambre se formera en comité général, demain, pour considérer certaines résolutions concernant les officiers de justice.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 27 novembre 1894.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la *Western Hospital*, Montréal ; de l'Orphelinat de St-Hyacinthe et de l'Hôtel-Dieu, de St-Hyacinthe, tous pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de H. G. Fauteux, de la paroisse de St-François, Beauce.

Par M. Magnan,—la pétition d'Albéric Charbonneau et autres.

Par M. Cooke,—la pétition de George Roberts et D. J. Macdonald.

Par M. Parizeau,—la pétition de Robert Mackay et autres, de la cité de Montréal ; et la pétition de *The Montreal Board of Real Estate Agents*.

Par M. Tellier,—la pétition d'Eugénie Malo, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Marchand,—la pétition de Robert Bennett Hutcheson, de la cité de Montréal.

Par M. Villeneuve,—la pétition de la corporation du village d'Outremont ; la pétition de Cyrille Laurin et autres, de la cité de Montréal ; la pétition de la ville de la Côte St-Antoine ; et la pétition de la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie.

Par M. Augé,—la pétition de la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal ; la pétition de Timothy Finn et autres, de la cité de Montréal ; et la pétition de Joseph Lamarche et autres, maîtres-plombiers de la cité de Montréal.

Par M. Descarries,—la pétition de J.-Bte. Lalonde et autres, contribuables et résidents d'une partie de Ste-Anne-du-Bout de l'Île ; la pétition de Robert Bickerdike et autres, de Lachine ; la pétition de *The National Mutual Loan and Building Society* ; et la pétition de A. S. Rodier et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Panneton,—la pétition de *The Sherbrooke Loan and Mortgage Company*.

Par l'honorable M. Beaubien,—la pétition de Léopold Desilets.

M. Marion, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi Joseph Marion, écuyer, pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. Casgrain, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés

par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé les listes, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

**BILLS PRIVÉS :—**L'honorable M. Casgrain, MM. Allard, Augé, Beauchamp, Caron, Cartier, Chicoyne, Cooke, Descarries, Dechène, Doyon, Duplessis, Fitzpatrick, Gillies, Girouard, Greig, Hackett, Lussier, Kennedy, Marion, Martineau, McDonald, Morris, Normand, Panneton, Parent, Parizeau, Pinault, Simpson, Stephens, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon et Villeneuve.

**COMPTES PUBLICS :—**Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Hall, Nantel, Pelletier, Shehyn, et MM. Augé, Beauchamp, Bédard, Bernatchez, Carbray, Châteaufort, Chicoyne, Duplessis, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Gladu, Dechène, Grenier, Hackett, Martineau, Morris, Parent, Parizeau, Pinault, Savaria, Spencer, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski) et Villeneuve.

**CHEMINS DE FER, CANAUX, etc.—**L'honorable M. Nantel et MM. Allard, Augé, Bédard, Bourbonnais, Carbray, Caron, Châteaufort, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, England, Fitzpatrick, Girard (Lac Saint-Jean), Girouard, Gladu, Gosselin, Grenier, Gillies, Kennedy, King, Lacouture, Laliberté, Maguan, Martineau, McClary, Morin, Morris, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Simpson, Stephens, Ste-Marie, Tétreau et Tessier (Rimouski).

**AGRICULTURE ET IMMIGRATION :—**L'honorable M. Beaubien et MM. Baker, Beauchamp, Bédard, Bernatchez, Caron, Chicoyne, Cholette, Dechène, Desjardins, Doyon, Gillies, Girard (Lac Saint-Jean), Gladu, Gosselin, Greig, Lacouture, Lussier, Marion, Magnan, McClary, McDonald, Morin, Petit, Poirier, Rioux, Spencer, Stephens, Ste-Marie et Tétreau.

**LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—**Les honorables MM. Taillon, Casgrain, Flynn, Hall, Marchand, Pelletier et MM. Allard, Augé, Cooke, Descarries, Fitzpatrick, Gladu, Hackett, Panneton, Parent, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

**INDUSTRIES :—**Les honorables MM. Beaubien et Shehyn et MM. Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Carbray, Châteaufort, Desjardins, Gillies, Gosselin, Kennedy, King, Lussier, McClary, Morris, Normand, Parizeau, Savaria et Simpson.

**PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—**Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Hall, Pelletier et MM. Dechène, Duplessis, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

*Résolu,* Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné,* Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill pour modifier de nouveau le Code de procédure civile au sujet de certaines causes non appelables.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill pour modifier le Code de procédure civile au sujet des honoraires d'avocats dans certaines causes par défaut et *ex parte*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill pour abolir la continuation de communauté en amendant le Code civil à cet effet.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les coroners ;

L'honorable M. Casgrain informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, alors, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'assigner au coroner du district de Montréal un traitement fixe, n'excédant pas deux mille quatre cents piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu de la Province.

Résolution à être rapportée.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Chicoyne fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'assigner au coroner du district de Montréal un traitement fixe, n'excédant pas deux mille quatre cents piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu de la Province.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill concernant les coroners.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. Marchand.—1. Dans quelles circonstances le gouvernement a-t-il commencé à négocier l'emprunt actuellement en voie d'être conclu avec le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas ?

2. Comment la négociation a-t-elle été conduite ?

3. A-t-on demandé des soumissions, avec mise à prix ; si non, pourquoi ne l'a-t-on pas fait ?

4. Où était, alors, l'honorable M. Hall, trésorier de la Province ?

3. L'honorable M. Hall a-t-il été tenu au courant de la négociation ?

6. Quelle est sa part de responsabilité dans cette négociation ?

7. A-t-il été prétendu qu'on avait manqué d'égards envers l'honorable M. Hall, dans cette circonstance, et qu'il avait été trompé ?

8. Quelle était la meilleure position à prendre en face de l'avis de paiement que la Compagnie du Pacifique avait donné au gouvernement le 19 juin dernier ?

9. Est-ce l'opinion du gouvernement qu'il pourrait se servir des 7 millions de piastres que lui doit cette compagnie pour acquitter l'emprunt de 4 millions négocié par l'administration Mercier en 1891, et renouvelé l'an dernier ?

10. Les circonstances sont-elles de nature à justifier cet emploi ?

11. Quel usage doit-on faire de la loi votée à la dernière session concernant cette somme de 7 millions, et celle de \$2,394,000, qui a été accordée à la Province par le gouvernement fédéral en 1884 ?

12. Y avait-il quelques raisons pour justifier le gouvernement de rompre les négociations avec les capitalistes de Paris, en juillet dernier ?

13. Le gouvernement a-t-il considéré le projet de lettre préparé par l'honorable M. Hall, à cette occasion, comme une cause de rupture avec ces capitalistes ?

14. A-t-il modifié ce projet de lettre, ou l'a-t-il remplacé par une autre lettre à l'adresse de ces capitalistes, au lieu de se contenter du dit projet de lettre de M. Hall ? Dans ce dernier cas, l'honorable Premier ministre en a-t-il envoyé une qui, dans son opinion, ne nous fermait pas le marché de Paris ? S'il en est ainsi, à quelle date l'honorable M. Hall a-t-il eu connaissance de la lettre expédiée aux capitalistes de Paris par l'honorable Premier ministre ? S'en est-il déclaré satisfait ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Les documents mis devant la Chambre comportent une réponse à toutes ces questions.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.



Mercredi, 28 novembre 1894.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de *The Ladies Protestant Home*, Québec, et le quarante-septième rapport annuel de *The Hervey Institute and Home and school of Industry*, tous deux pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Morris,—la pétition de *The Consolidated Loan and Investment Company*, limitée, et la pétition de *The Montreal Freehold Company*.

Par M. Cholette,—la pétition de la corporation du village de Dorion.

Par M. Villeneuve,—la pétition de l'Union St-Joseph, de St-Henri.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation du Jardin Zoologique de Montréal, demandant une loi lui accordant certains privilèges ;

De Herbert-Molesworth Price, demandant une loi lui conférant tous les droits et privilèges accordés à Charles Côté par le Statut 38 Victoria, chapitre 97 ;

De R. W. Farley et autres, demandant une loi pour détacher de la cité de Hull certain territoire et pour autres fins ;

De John Bryson et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : *The Quinze Electric Company* ;

De Théophile Viau et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : *The Hull Electric Company* ;

De John J. McBride et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal ;

De l'Union Saint-Pierre de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De l'Union Saint-Joseph de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De Charlotte-Féodore-Louisa-Augusta Guérout, veuve de feu Matthew Bell Irvine, demandant une loi l'autorisant à vendre certains biens substitués ;

De Philippe-Benjamin Dumoulin et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : " La Compagnie de chemin de fer de la cité et du district de Québec " ;

De Elzéar Labrecque, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

D'Alexandre Saint-Amand et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : " L'Union Saint-Joseph de St-Ambroise de la Jeune Lorette " ;

Et d'Antoine Dion et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : " L'Union Saint-Joseph de l'Ancienne Lorette ".

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et des corporations minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a nommé M. Félix Carbray pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Martineau, du comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi M. M. F. Hackett pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Descarries, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

Du très révérend évêque anglican de Montréal *et al*, demandant une loi constituant en corporation *The Andrews Home* ;

De la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency, demandant des amendements à sa charte ;

De Firmin Hudon, demandant une loi l'autorisant à vendre certains biens substitués ;

De Joséphine Vanier *et al*, demandant une loi concernant une certaine substitution créée par le testament de Dame Adeline Vanier ;

De la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham, demandant une charte ;

De la Compagnie E. B. Eddy (limitée), demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Sainte-Anne de Bellevue, demandant une charte ;

De Louis Marin *et al*, demandant une loi les autorisant à nommer un administrateur de la succession de feu Louis Marin ;

De *The Seventh Day Adventist Conference*, demandant une charte ;

De James Drummond *et al*, demandant une loi érigeant en municipalité séparée une partie de la municipalité de la Côte-Visitation sous le nom de " Village de la Petite-Côte " ;

Des Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski, demandant des amendements à leur charte ;

De la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à sa charte ;

De J. B. W. Yvon, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de cette Province à l'admettre au nombre de ses membres ;

De J. X. Pauzé, demandant une loi autorisant le Barreau de cette Province à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la Société de passage du Pont-Neuf de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à sa charte.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. Casgrain, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a nommé l'honorable T. C. Casgrain pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Stephen, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu M. L. T. Duplessis pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill pour ériger en municipalité séparée une partie de la municipalité du village de la Côte-Visitation, sous le nom de " Village de la Petite-Côte ".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Carbray ait la permission de présenter un Bill pour modifier l'acte constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorcency et les lois qui la modifient.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill concernant une certaine substitution créée par le testament de Dame Adeline Vanier.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill autorisant Firmin Hudon à vendre certains biens substitués.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie E. B. Eldy, limitée.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examens, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la ville de Ste-Anne de Bellevue.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau la loi relative aux jurés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Simpson — L'honorable Commissaire des Terres de la Couronne a-t-il l'intention de s'assurer de l'étendue des dépôts de Kaolin découverts dans le 6e rang du canton d'Amherst, et quand se propose-t-il de donner des instructions dans ce but ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Oui, sans délai.

Par M. Dechêne.—M. Machin, assistant-trésorier, a-t-il reçu une mission spéciale depuis le premier janvier 1894 ?

Si oui, quelle est cette mission ?

A-t-il reçu une somme quelconque en rapport avec cette mission ?

Si oui, quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui.

2. Pour représenter le gouvernement relativement à l'émission des obligations de l'emprunt de £600,000 sterling, préparer et remettre des états de la situation

financière de la Province et sa position sous d'autres rapports, signer tout projet ou autres documents nécessaires, relativement à cette émission, signer et remettre les obligations aux obligataires et veiller à ce que le produit en soit déposé au crédit de la Province.

3. Le montant des frais de voyage.

4. \$931.75, tel qu'il appert à la page 67 des comptes publics de 1893-94.

Par M. Dechène.—M. Jean Bouffard est-il à l'emploi du gouvernement dans le département des terres de la Couronne ?

Si oui, quel est cet emploi et depuis quand l'occupe-t-il ?

Quel en était le titulaire avant telle nomination ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui.

2. Le 9 avril 1894, comme greffier en loi du département des terres de la Couronne.

Sur motion de M. Descarries, secondé par M. Simpson,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances relatives au refus par certains magistrats de la province d'Ontario d'endosser des mandats d'arrestation émis par des magistrats de la province de Québec.

Sur motion de M. Simpson, secondé par M. Descarries,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents et correspondance relatifs à la découverte de Kaolin, dans le 6e rang du canton d'Amherst.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents, correspondance, etc., se rapportant à l'emprunt de £600,000 sterling contracté en mars 1894.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Kennedy, secondé par M. Chicoyne,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents et de la correspondance se rapportant à la nomination des commissaires d'écoles dans la cité de Montréal.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des différents montants payés à D. Girouard, écrivain, C. R., pour services professionnels, depuis le 2 décembre 1893.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Turgeon,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, requêtes et documents se rapportant à la révocation de la commission pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Sainte-Luce, comté de Rimouski, le ou vers le mois d'octobre dernier, (1894) et à la nomination d'une nouvelle commission pour la même paroisse.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant de quelle manière a été distribué, par comté, l'octroi voté pour les chemins et travaux de colonisation, à la dernière session.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

*Résolu*, Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant le Parc National des Laurentides.

*Résolu*, Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le Parc de la Montagne Tremblante.

L'honorable M. Taillon, trésorier, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur ;

Et le dit message est lu par M. l'Orateur (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

J. A. CHAPLEAU.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1895 et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1896, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre.—  
(Document de la session No. 1.)

Hôtel du gouvernement,

Québec, 28 novembre 1894.

*Ordonné*, Que le dit message et les budgets qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 29 novembre 1894.

*Ordonné, nemine contradicente*, Que la 58e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à la pétition de la corporation du village Dorion, demandant des amendements à sa charte.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Homère-Gaspard Fautaux, de la paroisse de Saint-François de la Beauce, demandant une loi autorisant l'Association des dentistes de cette Province à l'admettre au nombre de ses membres ;

D'Albéric Charbonneau et autres, demandant une loi les autorisant à vendre certains biens substitués ;

De George Roberts et D. J. MacDonald, demandant une loi validant certain acte de vente ;

De Rbert Mackay et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi modifiant la charte de la cité de Montréal, concernant la rue Lagauchetière ;

De l'Association immobilière de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal ;

D'Eugène Malo et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : Compagnie de chemin de fer Châteauguay et Nord ;

De Robert-Bennett Hutcheson, de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la Province à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la corporation du village d'Outremont, demandant une loi érigeant le dit village en ville ;

De Cyrille Laurin et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité ;

De la corporation de la ville de la Côte Saint-Antoine, demandant des amendements à sa charte ;

De la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, de la cité de Montréal, demandant une loi ratifiant certain acte de donation ;

De Joseph Lamarche et autres maîtres-plombiers de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : " Association des maîtres-plombiers de Montréal " ;

De la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De Timothy-J. Finn et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : " L'Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle " ;

De J.-Bte Lalonde et autres, demandant une loi détachant de la municipalité de Sainte-Anne-du-Bout de l'Île partie de son territoire, et l'érigant en municipalité séparée sous le nom de : " Village Senneville " ;

De Robert Bikerdike et autres, demandant une loi érigeant en municipalité de ville une partie de la paroisse des Saints-Anges, de Lachine, sous le nom de : "Summerlea";

De la "National Mutual Loan and Building Society", demandant des amendements à sa charte ;

De A.-L. Rodier et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal et aux actes qui l'amendent ;

De la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte ;

Et de Léopold Désilets, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

M. Descarries, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

Du Jardin Zoologique de Montréal, demandant certains privilèges ;

De "The Hull electric Company", demandant une charte ;

D'Elzéar Labrecque, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la Compagnie du chemin de fer de la cité et du district de Québec, demandant une charte ;

Et de l'Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, demandant une charte.

*Ordonné*, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Elzéar Labrecque au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation *The Andrews Home*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill accordant certains privilèges au Jardin Zoologique de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Ambroise de la Jeune Lorette.



Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tessier (Rimouski) ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi constituant en corporation " La Corporation des Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski ".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation " *The Hull electric Company* ".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté un message, lequel se lit comme suit :

Le Conseil législatif informe cette Chambre, qu'il a nommé un comité spécial pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité conjoint des deux Chambres de la bibliothèque, et que ce comité a été composé des honorables MM. Archambault, Chapais, Cormier, de Boucherville, Méthot, Pelletier, Ross, D. A., Starnes et Sylvestre.

*Ordonné*, Que M. Tessier (Rimouski) ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 2990 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les enquêtes du coroner dans les cas d'incendie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

M. Rioux.—Le gouvernement a-t-il l'intention de laisser pêcher dans les lacs et rivières des comtés de Témiscouata, Rimouski, Matane, Bonaventure et Gaspé, d'hui au premier novembre 1895, les colons de ces comtés dont la récolte a manqué par suite du mauvais temps et de la gelée, pour aider à leur subsistance et non pour en faire un commerce ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Le département n'a reçu aucune demande à cet effet. En vertu du paragraphe 2 de l'article 1378 des Statuts refondus de la province de Québec, les colons peuvent faire la pêche à la ligne, en temps permis, dans les eaux des lacs et des rivières qui ne sont pas sous bail et qui appartiennent à la Couronne.

M. Gladu.—A quels délais sont remboursables, respectivement, les emprunts temporaires de \$100,000, de \$250,000 et de \$150,000 contractés par le gouvernement et mentionnés sous le titre : “ Emprunts temporaires ” au tableau numéro 3, des comptes publics de 1894 ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. \$100,000.00 payées le 21 septembre 1894.

2. \$250,000.00 dues le 17 novembre 1894, renouvelées jusqu'au 17 mai 1895.

3. \$150,000.00 payées le 31 juillet 1894.

Par M. Gladu.—Quel a été le produit net pour la Province, commissions et dépenses payées, de l'emprunt permanent de \$2,920,000, fait par le gouvernement le 1er mars 1894 ?

La balance ou produit de cet emprunt, en sus des \$2,742,076.73 portées en recettes aux comptes publics de 1894, a-t-elle été perçue par le gouvernement ?

Si oui, quand ?

De quelles personnes ou corporations le gouvernement a-t-il fait cet emprunt ?

Quel est le taux de l'intérêt convenu sur cet emprunt ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :

1. Produit net des obligations.....	\$ 2,744,800 00
Prime sur lettres de change vendues.....	6,970 19

\$ 2,751,770 19

Dépenses : Gravure et impression des obligations, droits de timbres, affranchissement et assurance, dépenses de voyage et câblegrammes (voir page 67 des comptes publics, 1893-94).	8,825 29
---	----------

\$ 2,742,944 90

2.—Oui. 3.—21 août 1894. 4.—Coates, Son & Company, banquiers, Londres, Angleterre. 5.—Quatre pour cent.

Sur motion de M. Dechêne, secondé par M. Turgeon,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, documents et ordres en conseil se rapportant à l'extension de délai accordé à la cité de Québec, pour la construction d'un hôtel de ville, sur les terrains dits : “ des Jésuites ”, à Québec, vendus par le gouvernement à la dite cité.

Toute correspondance intervenue entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et toutes personnes, se rapportant à telle extension de délai.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des lettres et requêtes reçues par le gouvernement de diverses corporations municipales, demandant des remises totales ou partielles d'arrérages dus pour pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la Province, et un état indiquant les remises faites ou promises depuis le 1er novembre dernier (1893).

Sur motion de M. Rioux, secondé par M. Greig,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des lots octroyés aux pères et mères de 12 enfants vivants ; et combien par comté, depuis que la loi est en force.

Sur motion de M. Glada, secondé par M. Tessier (Portneuf),

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie d'une de chaque série des débentures pour emprunts consolidés émises par le gouvernement depuis le 17 décembre 1891 jusqu'aujourd'hui, et des coupons.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée depuis le 15 novembre dernier (1893) entre le gouvernement de la Puissance, ou aucun de ses membres, ou aucun des juges de cette Province et le gouvernement de cette Province, ou aucun de ses membres, concernant notre système de judicature et la revision et la modification de notre Code de procédure civile ; et aussi copie de toutes résolutions, requêtes, pétitions et lettres adressées au gouvernement ou à l'honorable Procureur-Général, se rapportant à notre système de judicature et à notre Code de procédure civile.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Etat détaillé des dépôts de compagnies de chemin de fer dus au 1er novembre 1894.

2. Montant total des subventions en argent dues aux compagnies de chemin de fer au 1er novembre 1894.

3. Montant total des subventions en terres dues aux compagnies de chemin de fer au 1er novembre 1894.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, dépose,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 novembre 1894, demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil et documents, se rapportant à toutes avances faites aux Sœurs de la Charité pour leur permettre de faire face aux dépenses nécessitées par les réparations urgentes et les améliorations de l'Asile des aliénés de Beauport. (*Document de la session No. 19.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs, étant lu ;

M. Cooke propose, secondé par M. Magnan,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Descarries propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Panneton,—Que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ dans six mois à dater d'aujourd'hui ” soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Morin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tessier (Pon tneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Villeneuve.—48.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Carbray,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>England,</i>	<i>Hall</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Stephens.—12.</i>

Ainsi, l'amendement est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill modifiant le Code de procédure civile au sujet des honoraires d'avocat dans certaines causes par défaut et *ex parte* ;

M. Cooke propose, secondé par M. Magnan,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les coroners, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité spécial permanent des Bills privés, savoir :

Bill érigeant en municipalité séparée une partie de la municipalité du village de la Côte Visitation, sous le nom de : " Village de la Petite-Côte " ;

Bill concernant une substitution créée par le testament de Dame Adelphe Vanier ;

Bill autorisant Firmin Hudon à vendre certains biens substitués ;

Et Bill constituant en corporation la ville de Sainte-Anne de Bellevue.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency et les lois qui la modifient ;

Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham ;

Et Bill concernant la Compagnie E. B. Eddy, limitée.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Casgrain,

*Résolu*, qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des Impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir : les honorables MM. Taillon, Nantel et MM. Cartier, Cholette, Cooke, Kennedy, McDonald, Gladu, Morin, Stephens et Tessier (Portneuf) seront membres du dit comité conjoint.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

*Résolu*, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Casgrain, Pelletier, Marchand, et de MM. King, Lacouture, Normand, Tétreau, Villeneuve, Simpson, Tessier (Rimouski), Turgeon, Bourbonnais, Duplessis et Stephens, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

*Résolu*, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 30 novembre 1894.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Pauneton,—la pétition de l'honorable John McIntosh et autres, directeurs de la Ferme modèle de Compton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De "*The Consolidated Land and Investment Company, limited*", de Toronto, province d'Ontario, demandant une loi lui permettant de s'amalgamer à la "*Montreal Freehold Company*", sous le nom de : "*The Montreal Land Company*".

De "*The Montreal Freehold Company*", de Montréal, demandant une loi l'autorisant à s'amalgamer à la "*Consolidated Land and Investment Company, limited*", sous le nom de : "*The Montreal Land Company*";

De la corporation du village de Dorion, demandant des amendements à sa charte ;

Et de l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Union Saint-Pierre, de Montréal, pour l'année 1894. (*Document de la session No. 18.*)

M. Marion, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De H.-G. Fauteux, demandant une loi autorisant l'Association des dentistes de cette Province à l'admettre au nombre de ses membres ;

De A. Charbonneau *et al*, demandant une loi les autorisant à disposer de certains biens substitués ;

De G. Roberts et D. J. MacDonald, demandant une loi confirmant certains actes de vente ;

De R.-B. Hutcheson, demandant une loi autorisant la chambre des notaires de cette Province à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la ville d'Outremont, demandant une charte ;

Du village de Senneville, demandant une loi l'érigant en municipalité de village ;

Et de A.-L. Rodier *et al*, demandant une loi modifiant la charte de la cité de Montréal concernant la rue des Inspecteurs.

M. Beauchamp, du comité permanent de l'Agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :—

Votre comité a nommé M. Benjamin Beauchamp pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville d'Outremont.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec et à la cour du recorder de la dite cité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Magnan ait la permission de présenter un Bill concernant la substitution créée par Jean-Baptiste Charbonneau et son épouse.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill autorisant la chambre des notaires à réduire la cléricature de Robert-Bennett Hucheson à un an et à l'admettre comme notaire, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill modifiant l'article 2564 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la qualification des juges de paix.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Casgrain,

*Ordonné*, Que MM. Bisson et Savaria soient ajoutés au comité spécial permanent de l'Agriculture, immigration et colonisation.

*Ordonné*, Que MM. Desjardins et Caron soient ajoutés au comité spécial permanent des Comptes publics.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Hall et M. Morin soient ajoutés au comité spécial permanent des Bills privés.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Nantel et M. Bisson soient ajoutés au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que MM. Greig et Bisson soient ajoutés au comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et corporations minières et manufacturières.

Le Bill abrogeant la loi concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Kennedy.—Le gouvernement a-t-il l'intention de changer la rémunération des employés du revenu de la cité de Montréal, de manière à les payer par appointements fixes et non par participation aux produits des amendes et pénalités, ainsi qu'on l'a fait jusqu'à présent ? Si oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Sous considération.

Par l'honorable M. Marchand.—Quel est le nom du personnage important, exerçant une influence sur les institutions monétaires de Paris, qui, d'après la lettre de l'honorable Premier ministre à l'honorable M. Hall, en date du sept novembre courant, a consenti à servir d'intermédiaire entre le gouvernement et ces institutions ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—De plus amples renseignements à ce sujet seront donnés au cours du débat sur l'emprunt en négociation.

Par l'honorable M. Marchand.—L'avis de la Compagnie du Pacifique, signifié au gouvernement de cette Province, de son intention de rembourser à celui-ci sa dette de sept millions de piastres, a-t-il été donné à la demande du gouvernement, ou la dite compagnie l'a-t-elle donné de sa propre initiative ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Cet avis n'a pas été donné à la demande du gouvernement.

Par M. Turgeon.—1. Le gouvernement a-t-il contracté, depuis le 1er juillet dernier, un ou plusieurs emprunts temporaires ?

2. Si oui, pour quel montant ?

3. Avec quelles institutions a-t-il, ou ont-ils été faits ?

4. Quel est le taux de l'intérêt ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui. 2. \$600,000.00. 3. La Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, \$300,000.00 et la Banque de Montréal, \$300,000.00. 4. Quatre et demi pour cent.



Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Pelletier,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. Bisson, secondé par l'honorable M. Marchand,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le montant des taxes prélevées dans chaque district de revenu en vertu du Statut 1894, chapitre 16, amendant l'acte 55-56 Victoria, chapitre 17, intitulé : " Loi relative aux taxes sur les successions et les transports d'immeubles ", jusqu'à ce jour.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs à l'avis donné par la Compagnie du Pacifique au gouvernement de cette Province, de son intention de rembourser à celui-ci sa dette de sept millions.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'honorable M. Taillon présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 30 novembre 1894, pour copies de tous ordres en conseil, correspondances et documents quelconques ayant rapport à l'avis donné par la Compagnie du chemin de fer du Pacifique, au gouvernement de cette Province, de son intention de rembourser à ce dernier sa dette de sept millions. (*Document de la session No. 20.*)

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs à la mission d'un personnage important, exerçant une influence sur les institutions monétaires de Paris, qui, d'après la lettre de l'honorable Premier ministre à l'honorable M. Hall, en date du 7 novembre courant, a consenti à servir d'intermédiaire entre le gouvernement et ces institutions.

Sur motion de M. Gladu, secondé par l'honorable M. Marchand,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil déclarant périmés tous subsides et octrois pour chemins de fer et ponts et accessoires, votés et périmés pour défaut d'exécution des travaux.

---

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du compte de \$9,475.57, payé à M. P. Vallière, pour meubles de l'école normale Jacques-Cartier ; page 193 des comptes publics, 1894.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé du compte de \$32,532.30, payé à M. A. Charlebois, pour travaux aux Palais législatif et départements ; page 9 des comptes publics, 1894.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et référés au comité spécial permanent des Bills privés, savoir :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Elzéar Labrecque au nombre de ses membres ;

Bill constituant en corporation *The Andrews Home* ;

Bill modifiant la loi constituant en corporation "La corporation des Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski" ;

Bill constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette.

Le Bill constituant en corporation "*The Hull Electric Company*" est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et corporations minières et manufacturières.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec à admettre Homère-Gaspard Fauteux au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 3 décembre, 1894.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Panneton,—la pétition de F.-P. Buck et autres.

Par M. Fitzpatrick,—la pétition d'Edouard Provençal et autres, de la paroisse de Beauport.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De l'honorable John McIntosh et autres, syndics de la ferme modèle de Compton, demandant une loi les constituant en corporation.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôpital de Fraserville ; de "*The Women Christian Association of Quebec*"; et de l'Hospice du Sacré-Cœur, de Sherbrooke, tous pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des Douze enfants.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de la chasse.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Bisson ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi concernant les dentistes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 2408 des Statuts révisés, concernant l'établissement de cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Kennedy ait la permission de présenter un Bill modifiant le Statut 57 Victoria, chapitre 24, concernant les écoles publiques dans la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étaient découverts, et il est comme suit :

J. A. CHAPLEAU.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec une grande satisfaction la loyale adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous remercie de l'assurance que vous me donnez de votre bon vouloir et cordiale assistance.

Hôtel du gouvernement.

Québec, 1er décembre 1894.

L'honorable M. Taillon met devant la Chambre,—un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 9 novembre 1893 au 20 novembre 1894, tel que requis par la loi 31 Victoria, chapitre 9, sous-section 2 de la section 61. (*Document de la session No. 22.*)

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill constituant en corporation la ville d'Outremont ;

Bill modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec et à la cour du recorder de la dite cité ;

Bill concernant la substitution créée par J.-B. Charbonneau et son épouse ;

Bill autorisant la Chambre des notaires à réduire la cléricature de Robert-Bennett Hutcheson à un an, à l'admettre comme notaire, et à lui permettre de pratiquer comme tel, après examen ;

Et Bill autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec à admettre Homère-Gaspard Fauteux au nombre de ses membres.

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

M. Gladu.—Le gouvernement a-t-il fait un ou des emprunts temporaires depuis le 30 juin dernier ?

Si oui, pour combien, de qui, à quelles dates et à quel taux ?

Ont-ils été remboursés ? Si oui, l'ont-ils été pour le tout ; et si non, pour combien ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—

\$100,000 00—La Caisse d'Economie.....	octobre le 24
100,000.00— do do .....	novembre le 5
100,000.00— do do .....	" le 13
300,000.00—La Banque de Montréal.....	" le 29

Intérêt : quatre et demi pour cent.

Rien n'a été payé sur ces emprunts.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Une liste des personnes poursuivies pour vente de liqueurs sans licence, dans le comté de Huntingdon.

2. Le montant des amendes imposées sur ces personnes et la date des jugements.

3. Montant des amendes perçues.

4. Noms des personnes qui doivent des amendes et le montant dû.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Duplessis,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes et de toute correspondance touchant une demande d'aide, sous forme de concession de terres publiques, par la compagnie dite "*The Canada Iron Furnace Company*".

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des montants perçus des corporations municipales pour pension des aliénés dans les asiles subventionnés par la Province, depuis le 30 juin 1894 ; indiquant séparément les montants payés par chaque corporation.

La Chambre, en conformité, de l'ordre reprend les débats ajournés sur le sous-amendement proposé, vendredi dernier, à l'amendement proposé à la motion,—Que cette Chambre ayant pris connaissance des documents et correspondance déposés devant la Chambre et échangés entre le gouvernement et le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, au sujet de l'emprunt de 27,632,000 frs., au moyen d'émission d'obligations devant être datées du décembre prochain, portant trois pour cent d'intérêt, au prix de soixante-dix-sept, net ;

emprunt remboursable en soixante ans ou après dix ans, à partir de la date des obligations, en donnant six mois d'avis, pour racheter l'emprunt de 21,227,000 francs, contracté avec les institutions susdites, le 15 juillet 1893,—est d'avis :

1. Que le gouvernement n'a pas agi au mieux des intérêts de la Province ni fait le meilleur arrangement possible.

2. Que les dettes de la Province arrivant à échéance auraient pu être réglées sans avoir recours à un emprunt permanent.

3. Qu'il n'était ni à l'avantage ni de l'intérêt de la Province d'émettre des obligations de trois pour cent à un prix comportant un escompte aussi élevé que 77.

4. Que même, si l'on avait dû avoir recours à un emprunt permanent, il aurait dû être offert par soumissions, de manière à obtenir les meilleurs prix et avantages pour la Province ; —et lequel amendement était,—Que tous les mots après " est d'avis, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " ; et lequel sous-amendement à l'amendement était,—Que les mots " Qu'il vaut mieux attendre, pour payer cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " soient retranchés et remplacés par les mots suivants :

" Que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de recourir à un emprunt pour racheter celui de 21,277,000 francs contracté avec les dits établissements le 15 juillet 1893, lequel emprunt n'était que la continuation de celui de 1891.

" Sur la question de savoir si le gouvernement aurait dû faire appel à la compétition sur le type des obligations, sur le prix obtenu pour les 300, et généralement sur la manière de conduire la négociation aussi bien que sur les conditions de l'emprunt, cette Chambre est d'opinion que le gouvernement a agi dans l'intérêt de la Province, et a fait un arrangement aussi avantageux que les circonstances le permettaient."

Et les débats se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Ordonné*, Que les débats soient de nouveau ajournés jusqu'à demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill déterminant les pouvoirs accordés par la loi 57 Victoria, chapitre 71, étant lu ;

L'honorable M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, dépose,—la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 novembre 1894, pour copie de toute correspondance, de tous rapports et documents au sujet de l'agrandissement du Palais

---

de justice de Montréal, depuis le 16 novembre 1893 jusqu'à ce jour. (*Document de la session No. 23.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 28 novembre 1894, demandant copie de tous documents, correspondances, etc., se rapportant à l'emprunt de £600,000 sterling contracté en mars 1894. (*Document de la session No. 21.*)

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 4 décembre 1894.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Normand,—la pétition de l'honorable Hypolite Montplaisir, sénateur, et autres.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—le rapport du comité et l'état des affaires du Club de la Garnison de Québec, pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

M. Marion, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

Des " Filles de la Sagesse ", demandant une loi les constituant en corporation ;

De la fabrique de St-François, Beauce, demandant une loi l'autorisant à contracter un emprunt en rapport avec la construction d'un collège et d'un couvent ;

De la ville de la Côte Saint-Antoine, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation du village de Dorion, demandant des amendements à sa charte ;

Et de la " *Consolidated Land and Investment Company* " et de la *Montreal Freehold Company* ", demandant une loi les amalgamant.

Ordonné, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la ville de la Côte Saint-Antoine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation les " Filles de la Sagesse ".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.



*Ordonné*, Que M. Cholette ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte du village de Dorion, relativement à la confection d'un plan de la municipalité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le village de Sennevi le.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la "*Seven's Day Adventist Conference, of Quebec*", et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 78, et la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cite de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, la copie de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, au sujet du subside accordé à la dite province de Québec par le Statut du Canada, 47 Victoria, chapitre 4. (*Document de la session No. 24*).

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill déterminant les pouvoirs accordés par la loi 57 Victoria, chapitre 71 ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité législative, étant lu ;

M. Desjardins propose, secondé par M. Savaria,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Normand propose, comme amendement à la motion, secondé par M. England, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gossetin,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Turgeon.—37.</i>
<i>Châteauevert,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>King,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Morris,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Huckett,</i>	<i>Savaria,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>England,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Ste-Marie,</i>	<i>Villeneuve.—24.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois, dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Le Bill modifiant l'article 2990 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les enquêtes du coroner dans le cas d'incendie, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend les débats ajournés sur le sous-amendement proposé, vendredi dernier, à l'amendement proposé à la motion, — Que cette Chambre, après avoir pris connaissance des documents et correspondance déposés devant la Chambre et échangés entre le gouvernement et le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, au sujet de l'emprunt de 27,622,000 frs., au moyen d'émission d'obligations, devant être datées du décembre prochain, portant trois pour cent d'intérêt, au prix de

soixante-dix-sept, net ; emprunt remboursable en soixante ans ou après dix ans, à partir de la date des obligations, en donnant six mois d'avis, pour racheter l'emprunt de 21,227,000 franc, contracté avec les institutions susdites, le 15 juillet 1893,—est d'avis :

1. Que le gouvernement n'a pas agi au mieux des intérêts de la province ni fait le meilleur arrangement possible.

2. Que les dettes de la Province arrivant à échéance auraient pu être réglées sans avoir recours à un emprunt permanent.

3. Qu'il n'était ni à l'avantage ni de l'intérêt de la Province d'émettre des obligations de trois pour cent à un prix comportant un escompte aussi élevé que 77.

4. Que même, si l'on avait dû avoir recours à un emprunt permanent, il aurait dû être offert par soumissions, de manière à obtenir les meilleurs prix et avantages pour la Province ; et lequel amendement était,—Que tous les mots après “ est d'avis ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé ” ; et lequel sous-amendement à l'amendement était,—Que les mots “ Qu'il vaut mieux attendre pour juger cette transaction que le contrat d'emprunt ait été signé ” soient retranchés et remplacés par les mots suivants :

“ Que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de recourir à un emprunt pour racheter celui de 21,277,000 francs contracté avec les dits établissements le 15 juillet 1893, lequel emprunt n'était que la continuation de celui de 1891.

“ Sur la question de savoir si le gouvernement aurait dû faire appel à la compétition sur le type des obligations, sur le prix obtenu pour les 3000, et généralement sur la manière de conduire la négociation aussi bien que sur les conditions de l'emprunt, cette Chambre est d'opinion que le gouvernement a agi dans l'intérêt de la Province, et a fait un arrangement aussi avantageux que les circonstances le permettaient ”.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. Cooke,

*Ordonné*, Que les débats soient de nouveau ajournés.

Le Bill accordant certains privilèges au Jardin Zoologique de Montréal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 5 décembre 1894.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la Salle d'asile St-Joseph, Montréal, pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De F.-P. Buck et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : "*The Royal Paper Mills Company*";

Et d'Edouard Provençal et autres, de la paroisse de Beavport, demandant que le Bill concernant la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency, et le Bill concernant la Compagnie du chemin de fer de la cité et du district de Québec ne deviennent pas loi.

M. Marion, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

De "*The Church Home*", demandant des amendements à sa charte ;

Des propriétaires, locataires et occupants catholiques du village de Dorion, demandant d'être constitués en corporation ;

Des francs-tenanciers catholiques de la paroisse de St-Louis, à Montréal, demandant l'érection civile de cette paroisse ;

De la Compagnie de chemin de fer "*Portage-du-Fort and Bristol Branch*", demandant des amendements à sa charte ;

De Herbert-M. Price, demandant une loi lui conférant tous les droits accordés à Charles Côté par le Statut 38 Victoria, chapitre 97 ;

De J.-T. McBride *et al*, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal ;

De l'Union St-Pierre de Montréal, demandant une loi modifiant sa charte ;

De Charlotte-F. Guérout, demandant une loi l'autorisant à vendre des biens substitués ;

De la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De l'Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle, demandant une charte ;

De "*The National Loan and Building Society*", demandant des amendements à sa charte ;

Et de la Compagnie de prêts et placements, de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte.

M. Duplessis, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les soumettre, avec certains amendements, à la considération de votre honorable Chambre, savoir

Bill concernant une certaine substitution créée par le testament de Dame Adelphe Vazier ;

Bill autorisant Firmin Hudon à vendre certains biens substitués ;  
Bill constituant en corporation "*The Andrews Home*" ;  
Et Bill modifiant la loi constituant en corporation les "Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski".

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham, et rapporte ce bill avec amendements.

Aussi, le Bill concernant la Compagnie E. B. Eddy, limitée, lequel est rapporté sans amendement.

*Ordonné*, Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation "*The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Company*".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte concernant l'Union Saint-Pierre de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de St-Louis, à Montréal, et à la construction de son église.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Montréal, 1889, et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Cholette ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation les propriétaires, occupants et locataires catholiques du village de Dorian.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant la loi constituant en corporation la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Poirier ait la permission de présenter un Bill autorisant la fabrique de Saint-François, Beauce, à contracter un nouvel emprunt et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke, 49-50 Victoria, chapitre 66.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill changeant le nom et amendant la constitution de la "*National Mutual Loan and Building Society*".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill modifiant l'acte 39 Victoria, chapitre 70, constituant en corporation "*The Church Home*", de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Bisson ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux corporations de ville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

**INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.**

---

Par M. Gladu.—Y a-t-il quelques règlements édictés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, concernant l'inspection des chaudières à vapeur dans les manufactures, suivant le Statut 56 Victoria, chapitre 28 ?

Y a-t-il un examinateur des inspecteurs de chaudières à vapeur de nommé ?

Si oui, qui est-il ?

Le gouvernement a-t-il la liste des inspecteurs compétents à agir et ayant subi l'examen requis ?

Si oui, qui sont-ils ? Quel est leur tarif ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :

1. Des règlements concernant l'inspection des chaudières à vapeur dans les établissements industriels ont été approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil le 19 juillet 1894, sous l'autorité de l'acte 57 Victoria, chapitre 30.

2 Il y en a six. Ce sont MM. M.-E.-O. Champagne, et D.-E. Granberg, de Montréal ; François Gendron, de Sorel ; William Laurie, de Louiseville ; Joseph Samson et Edouard Many, de Lévis.

3. Les personnes qui ont subi leur examen devant l'un ou l'autre des examinateurs des chaudières et moteurs à vapeur, et qui en ont obtenu des certificats de capacité, sont : MM. Champagne, Granberg, Montgomery, Edkins, Clift et Allard, de Montréal ; Many et Samson, de Lévis.

4. Il n'existe pas de tarif pour l'inspection des chaudières et moteurs à vapeur.

Par M. Stephens.—Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un inspecteur des manufactures dans le district d'Ottawa ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :

Le gouvernement n'a pas l'intention de nommer, au moins maintenant, tel inspecteur.

---

Sur motion de M. Bisson, secondé par M. Laliberté,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état des sommes d'argent qui ont été payées à chaque cercle agricole, dans chaque comté, depuis le premier juillet dernier jusqu'à ce jour.

2. Un état des sommes d'argent payées à chaque beurrerie et à chaque fromagerie, dans chaque comté, et le nom des personnes à qui ces argents ont été payés, depuis le premier juillet dernier jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. Gladu, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres adressées au gouvernement par et de la part de toutes personnes demandant de l'aide et des octrois pour construction de beurreries et fromageries, en rapport avec les sommes payées pour cet objet par le gouvernement, tel qu'il appert aux comptes publics de 1894, aux diverses personnes y nommées, sur les \$50,000 votées comme octroi aux sociétés d'agriculture, et de toutes correspondances y relatives.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill réduisant les frais de justice dans les districts ruraux ;

M. Stephens propose, secondé par l'honorable M. Marchand, —Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill prohibant les affiches indécentes dans les rues et les places publiques ;

M. Stephens propose, secondé par l'honorable M. Marchand, —Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend les débats ajournés sur le sous-amendement proposé, vendredi dernier, à l'amendement proposé à la motion, — Que cette Chambre, après avoir pris connaissance des documents et correspondance déposés devant la Chambre et échangés entre le gouvernement et le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, au sujet de l'emprunt de 27,632,000 frs., au moyen d'émission d'obligations, devant être datées du décembre prochain, portant trois pour cent d'intérêt, au prix de soixante-dix-sept, net ; emprunt remboursable en soixante ans ou après dix ans, à partir de la date des obligations, en donnant six mois d'avis, pour racheter l'emprunt de 21,227,000 francs, contracté avec les institutions susdites, le 15 juillet 1893, —est d'avis :

1. Que le gouvernement n'a pas agi au mieux des intérêts de la Province ni fait le meilleur arrangement possible.

2. Que les dettes de la Province arrivant à échéance auraient pu être réglées sans avoir recours à un emprunt permanent.

3. Qu'il n'était ni à l'avantage ni de l'intérêt de la Province d'émettre des obligations de trois pour cent à un prix comportant un escompte aussi élevé que 77.

4. Que même, si l'on avait dû avoir recours à un emprunt permanent, il aurait dû être offert par soumissions, de manière à obtenir les meilleurs prix et avantages pour la Province ; —et lequel amendement était, —Que tous les mots après "est d'avis," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " ; et lequel sous-amendement à l'amendement était, —Que les mots " Qu'il vaut mieux attendre pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " soient retranchés et remplacés par les mots suivants : " Que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de recourir à un emprunt pour racheter celui de 21,277,000 francs contracté avec les dits établissements le 15 juillet 1893, lequel emprunt n'était que la continuation de celui de 1891.

" Sur la question de savoir si le gouvernement aurait dû faire appel à la compétition sur le type des obligations, sur le prix obtenu pour les 3070, et générale-



ment sur la manière de conduire la négociation aussi bien que sur les conditions de l'emprunt, cette Chambre est d'opinion que le gouvernement a agi dans l'intérêt de la Province, et a fait un arrangement aussi avantageux que les circonstances le permettaient".

Et les débats se continuant ;

Et, étant six heures, P. M., M., l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*A sept heures et demi<sup>e</sup>, P. M.*

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les Bills privés sont lus.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

**Bill modifiant la charte de la ville de la Côte St-Antoine ;**

Bill constituant en corporation les " Filles de la Sagesse " ;

Bill modifiant la charte du village de Dorion relativement à la confection d'un plan de la municipalité ;

Bill constituant en corporation le village de Senneville ;

Bill constituant en corporation la " *Seventh Day Adventist Conference, of Quebec* " ;

Et Bill modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 78, et la loi 57 Victoria, chapitre 55, concernant la charte de la cité de Montréal.

La Chambre reprend les débats sur le sous-amendement proposé, vendredi dernier, à l'amendement proposé à la motion,—Que cette Chambre, après avoir pris connaissance des documents et correspondance déposés devant la Chambre et échangés entre le gouvernement et le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, au sujet de l'emprunt de 27,632,000 fis., au moyen d'émission d'obligations, devant être datées du décembre prochain portant trois pour cent d'intérêt, au prix de soixante-dix-sept, net ; emprunt remboursable en soixante ans ou après dix ans, à partir de la date des obligations, en donnant six mois d'avis, pour racheter l'emprunt de 21,227,000 francs, contracté avec les institutions susdites, le 15 juillet 1893,—est d'avis :

1. Que le gouvernement n'a pas agi au mieux des intérêts de la Province ni fait le meilleur arrangement possible.

2. Que les dettes de la Province arrivant à échéance auraient pu être réglées sans avoir recours à un emprunt permanent.

3. Qu'il n'était ni à l'avantage ni de l'intérêt de la Province d'émettre des obligations de trois pour cent à un prix comportant un escompte aussi élevé que 77.

4. Que même, si l'on avait dû avoir recours à un emprunt permanent, il aurait dû être offert par soumissions, de manière à obtenir les meilleurs prix et avantages pour la Province ; —et lequel amendement était, —Que tous les mots

après " est d'avis ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé "; et lequel sous-amendement à l'amendement était, — Que les mots " Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de recourir à un emprunt pour racheter celui de 21,277,000 francs contracté avec les dits établissements le 15 juillet 1893, lequel emprunt n'était que la continuation de celui de 1891.

" Sur la question de savoir si le gouvernement aurait dû faire appel à la compétition sur le type des obligations, sur le prix obtenu pour les 3 o/o, et généralement sur la manière de conduire la négociation aussi bien que sur les conditions de l'emprunt, cette Chambre est d'opinion que le gouvernement a agi dans l'intérêt de la Province, et a fait un arrangement aussi avantageux que les circonstances le permettaient ".

Et les débats se continuant.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Parizeau,  
*Ordonné*, Que les débats soient de nouveau ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 6 décembre 1894.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — l'état des affaires de l'Union Saint-Joseph de Montréal, pour l'année 1894, et de la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne, pour les années 1893 et 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Hackett, — la pétition de *The Quebec Provincial Women Christian Temperance Union*.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De l'honorable Hypolite Montplaisir, sénateur, et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap de la Madeleine.

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et corporations minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill constituant en corporation *The Hull electric Company*, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Duplessis, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la ville de Ste-Anne de Bellevue, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

*Ordonné*, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Caron ait la permission de présenter un Bill amendant certaines articles du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Girouard,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres, pétitions, documents de toutes sortes, non encore produits, concernant la destitution ou résignation de M. Auguste Bédard, comme registrateur de Lotbinière, et la nomination, comme registrateur adjoint et ensuite comme registrateur, de M. L.-O. Couture, titulaire actuel ;

Aussi, copie du rapport de l'enquête faite par M. Geoffrion, inspecteur général des bureaux d'enregistrement, qui a eu lieu à Sainte-Croix, en 1892, à ce sujet.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill modifiant l'article 2564 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la qualification des juges de paix ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend les débats ajournés sur le sous-amendement proposé, vendredi dernier, à l'amendement proposé à la motion,—Que cette Chambre, après avoir pris connaissance des documents et correspondance déposés devant la Chambre et échangés entre le gouvernement et le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, au sujet de l'emprunt de 27,632,000 frs., au moyen d'émission d'obligations, devant être datées du

décembre prochain, portant trois pour cent d'intérêt, au prix de soixante-dix-sept, net ; emprunt remboursable en soixante ans ou après dix ans, à partir de la date des obligations, en donnant six mois d'avis, pour racheter l'emprunt de 21,227,000 francs, contracté avec les institutions susdites, le 15 juillet 1893,—est d'avis :

1. Que le gouvernement n'a pas agi au mieux des intérêts de la Province ni fait le meilleur arrangement possible.

2. Que les dettes de la Province arrivant à échéance auraient pu être réglées sans avoir recours à un emprunt permanent.

3. Qu'il n'était ni à l'avantage ni de l'intérêt de la Province d'émettre des obligations de trois pour cent à un prix comportant un escompte aussi élevé que 77.

4. Que même, si l'on avait dû avoir recours à un emprunt permanent, il aurait dû être offert par soumissions, de manière à obtenir les meilleurs prix et avantages pour la Province ;—et lequel amendement était,—Que tous les mots après " est d'avis, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " ;—et lequel sous-amendement à l'amendement était,—Que les mots " Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de recourir à un emprunt pour racheter celui de 21,277,000 francs contracté avec les dits établissements le 15 juillet 1893, lequel, emprunt n'était que la continuation de celui de 1891.

" Sur la question de savoir si le gouvernement aurait dû faire appel à la compétition sur le type des obligations, sur le prix obtenu pour les 3 0/0, et généralement sur la manière de conduire la négociation aussi bien que sur les conditions de l'emprunt, cette Chambre est d'opinion que le gouvernement a agi dans l'intérêt de la Province, et a fait un arrangement aussi avantageux que les circonstances le permettaient ".

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie, P. M.

---

*A sept heures et demie P. M.*

Conformément à la 19<sup>e</sup> règle de cette chambre, les ordres du jour concernant les Bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation "*The Andrews Home*" ; et après avoir ainsi siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi constituant en corporation " Les Sœurs des Petites écoles de Rimouski " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant Firmin Hudon à vendre certains biens substitués ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant " La Compagnie E. B. Eddy, limitée " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant une certaine substitution créée par le testament de Dame Adeline Vanier ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Doyon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Poirier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill modifiant la charte concernant l'Union St-Pierre de Montréal ;

Bill pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de St-Louis, à Montréal, et à la construction de son église ;

Bill modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements ;

Bill constituant en corporation les propriétaires, occupants et locataires catholiques du village de Dorion ;

Bill amendant la loi constituant en corporation la " Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal " ;

Bill constituant en corporation l'Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle ;

Bill autorisant la Fabrique de St-François, Beauce, à contracter un emprunt et pour d'autres fins ;

Bill modifiant la charte de la Compagnie de prêts et d'hypothèques, de Sherbrooke, 49-50 Victoria, chapitre 66 ;

Bill changeant le nom et amendant la constitution de la *National Mutual Loan and Building Society* ;

Et Bill modifiant l'acte 39 Victoria, chapitre 70, constituant en corporation *The Church Home*, de Montréal.

Le Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation "*The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Company*" est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend les débats sur le sous-amendement proposé, vendredi dernier, à l'amendement proposé à la motion,—Que cette Chambre, après avoir pris connaissance des documents et correspondance déposés devant la Chambre et échangés entre le gouvernement et le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, au sujet de l'emprunt de 27,632,000 frs., au moyen d'émission d'obligations devant être datées du décembre prochain, portant trois pour cent d'intérêt, au prix de soixante-dix-sept, net ; emprunt remboursable en soixante ans ou après dix ans, à partir de la date des obligations, en donnant six mois d'avis, pour racheter l'emprunt de 21,227,000 francs, contracté avec les institutions susdites, le 15 juillet 1893,—est d'avis :

1. Que le gouvernement n'a pas agi au mieux des intérêts de la Province ni fait le meilleur arrangement possible.

2. Que les dettes de la Province arrivant à échéance auraient pu être réglées sans avoir recours à un emprunt permanent.

3. Qu'il n'était ni à l'avantage ni de l'intérêt de la Province d'émettre des obligations de trois pour cent à un prix comportant un escompte aussi élevé que 77.

4. Que même, si l'on avait dû avoir recours à un emprunt permanent, il aurait dû être offert par soumissions, de manière à obtenir les meilleurs prix et avantages pour la Province ; —et lequel amendement était,—Que tous les mots après "est d'avis," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " ; et lequel sous-amendement à l'amendement était,—Que les mots " Qu'il vaut mieux attendre, pour juger cette transaction, que le contrat d'emprunt ait été signé " soient retranchés et remplacés par les mots suivants :

" Que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de recourir à un emprunt pour racheter celui de 21,277,000 francs contracté avec les dits établissements le 15 juillet 1893, lequel emprunt n'était que la continuation de celui de 1891.

" Sur la question de savoir si le gouvernement aurait dû faire appel à la compétition sur le type des obligations, sur le prix obtenu pour les 300, et généralement sur la manière de conduire la négociation aussi bien que sur les conditions de l'emprunt, cette Chambre est d'opinion que le gouvernement a agi dans l'intérêt de la Province, et a fait un arrangement aussi avantageux que les circonstances le permettaient."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

*Vendredi, 7 décembre 1894.*

Et le dit sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Normand,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châtier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve.—36.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>King,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Labiberté,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Glach,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon.—23.</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parent,</i>	

Ainsi il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement sur la division précédente.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant posée : " Que cette Chambre, après avoir pris connaissance des documents et correspondance déposés devant la Chambre et échangés entre le gouvernement et le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, au sujet de l'emprunt de 27,632,000 frs., au moyen d'émission d'obligations, devant être datées du décembre prochain. portant trois pour cent d'intérêt, au prix de soixante-dix-sept, net ; emprunt remboursable en soixante ans ou après dix ans, à partir de la date des obligations, en donnant six mois d'avis, pour racheter l'emprunt de 21,227,000 francs, contracté avec les institutions susdites, le 15 juillet 1893,—est d'avis :

Que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de recourir à un emprunt pour racheter celui de 21,277,000 francs contracté avec les dits établissements le 15 juillet 1893, lequel emprunt n'était que la continuation de celui de 1891.

Sur la question de savoir si le gouvernement aurait dû faire appel à la compétition sur le type des obligations, sur le prix obtenu pour les 3 0/0, et généralement sur la manière de conduire la négociation aussi bien que sur les conditions de l'emprunt, cette Chambre est d'opinion que le gouvernement a agi dans l'intérêt de la Province, et a fait un arrangement aussi avantageux que les circonstances le permettaient ".

Elle est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'aujourd'hui.



Vendredi, 7 décembre 1894.

M. Marion, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas :

De Walker Drake *et al*, demandant une loi relative à la rue Milton, dans la cité de Montréal ;

De la cité de St-Henri, demandant des amendements à sa charte ;

Des révérendes Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : " Les Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours " ;

De la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De R. Farley *et al*, demandant une loi pour détacher un certain territoire de la cité de Hull ;

De l'Union St-Joseph de Montréal, demandant une loi modifiant sa charte ;

De l'Union St-Joseph de l'Ancienne Lorette, demandant une charte ;

De la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, demandant une loi pour ratifier certain acte de donation ;

De l'Association des maîtres-plombiers de Montréal, demandant une charte ;

Et de la ville de Summerlea, demandant une charte.

*Ordonné*, Que M. King ait la permission de pré-*enter* un Bill prolongeant en faveur de Herbert-Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à Charles Côté par l'acte de cette Province, passé en la 38<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté, chapitre 97.

Il présente, en conséquence, le dit bill, à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. McDonald ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Hull, et pour détacher certain territoire de la dite cité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les cotisations municipales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Hackett ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Duplessis, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à réduire la durée de la cléricature de Robert-Bennett Hutcheson à un an, à l'admettre comme notaire, et à lui permettre d'exercer cette profession après examen, et à l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec et à la cour du recorder de la dite cité, et y a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 2408 des Statuts révisés, concernant l'établissement de cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes ;

M. Tétreau propose, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 10 décembre 1894.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Tétreau,—la pétition de Georges-M. Ritchie et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De "*The Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union*", demandant des amendements à sa charte.

---

*Ordonné*, Que M. Parizeau ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi de cette Province 53 Victoria, chapitre 88, concernant l'Union St-Joseph de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont-Neuf de St-Hyacinthe et les actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville de Summerlea.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant le Code civil, relativement aux hypothèques des assurances mutuelles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant la loi électorale de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Cartier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative au Barreau de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. King ait la permission de présenter un Bill détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset-sud, dans le comté de Mégantic.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Sur motion de M. King, secondé par M. Châteauvert,

*Résolu*, Que, comme ce Bill concerne un des districts électoraux mentionnés dans la seconde cédule de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et cités dans la section 80 de cet acte, il soit renvoyé à un comité composé des députés des districts électoraux désignés dans la dite cédule, savoir :

David Gillies, Pontiac ; Nérée Tétreau, Ottawa ; J.-W. Simpson, Argenteuil ; G.-W. Stephens, Huntingdon ; E.-E. Spencer, Missisquoi ; R.-N. England, Brome ; A.-F. Savaria, Shefford ; M.-F. Hackett, Stanstead ; C. McClary, Compton ; J.-A. Chicoyne, Wolfe ; J. Bédard, Richmond ; L.-E. Panneton, Sherbrooke et James King, Mégantic.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, dépose,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1894, pour copie de toutes correspondances relativement à la demande d'achat de M. Damase Jalbert, pour les fins d'exploitation, du bois d'une certaine étendue de territoire, dans le canton Crespien, agence du Lac St-Jean Ouest, d'une superficie d'environ 65 milles. (*Document de la session No. 25.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1894, pour un état des dépenses faites par la province de Québec jusqu'à ce jour, pour l'arbitrage entre le gouvernement fédéral et les gouvernements d'Ontario et de Québec. (*Document de la session No. 26.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1894, pour un état détaillé des différents montants payés à D. Girouard, écr., C. R., pour services professionnels, depuis le 2 décembre 1893. (*Document de la session No. 27.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1894, pour copie de toutes correspondances relatives au refus, par certains magistrats de la province d'Ontario, d'endosser les mandats d'arrestation émis par des magistrats de la province de Québec. (*Document de la session No. 28.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 28 novembre 1894, demandant copie de toutes correspondances, ordres en conseil, requêtes et documents se rapportant à la révocation de la commission pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Ste-Luce, comté de Rimouski, le ou vers le mois d'octobre dernier (1894), et à la nomination d'une nouvelle commission pour la même paroisse. (*Document de la session No. 29.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 29 novembre 1894, pour : 1. Copie de toute correspondance, documents et ordres en conseil se rapportant à l'extension de délai accordé à la cité de Québec, pour la construction d'un hôtel de ville, sur le terrain dit : " des Jésuites ", à Québec, vendu par le gouvernement à la dite cité.

2. Toute correspondance intervenue entre le gouvernement ou quelqu'un de ses membres et toutes personnes, se rapportant à telle extension de délai. (*Document de la session No. 30.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 novembre 1894, pour copie des rapports des architectes, des inspecteurs des prisons, asiles et bâtisses publiques, et tous autres documents qui ont trait à la construction d'un nouveau Palais de justice à Sherbrooke. (*Document de la session No. 31.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 novembre 1894, pour le détail du compte de \$38,532.30, payé à M. A. Charlebois, pour travaux aux Palais législatif et départements; page 9 des comptes publics, 1894. (*Document de la session No. 32.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte autorisant Louis Marin, fils, à remettre aux grevés de substitution l'administration de la succession de feu Louis Marin, père ";

Bill intitulé : " Acte confirmant les ventes faites à Georges Roberts et Duncan-J. Macdonald de certains immeubles appartenant à la succession de feu Thomas-Fergusson Miller ";

Bill intitulé : " Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture ".

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Poirier,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte autorisant Louis Marin, fils, à remettre aux grevés de substitution, l'administration de la succession de feu Louis Marin, père ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Cooke, secondé par M. Hackett,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte confirmant les ventes faites à Georges Roberts et Duncan-J. Macdonald de certains immeubles appartenant à la succession de feu Thomas-Fergusson Miller, " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Beauchamp,

*Ordonné*, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à réduire la durée de la cléricature de Robert-Bennett Hutcheson à un an, à l'admettre comme notaire et à lui permettre d'exercer cette profession, après examen ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers Bills privés :

Bill prolongeant en faveur de Herbert-Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à Charles Côté, par l'acte de cette Province, passé en la 38e année du règne de Sa Majesté, chapitre 97 ;

Bill constituant en corporation l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours ;

Bill amendant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal ;

Et Bill amendant la charte de la cité de Hull, et pour détacher certain territoire de la dite cité.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Panneton.—1. Les directeurs de l'hôpital protestant de Sherbrooke ont-ils présenté au gouvernement une requête demandant un octroi annuel pour le soutien de cet hôpital ?

2. Si oui, la requête a-t-elle été accordée ?

3. Si elle ne l'a pas été, pour quelle raison ?

Réponse par l'honorable M. Taillon : —1. Oui. 2. Non.

3. Vu l'état des finances, le gouvernement ne croit pas devoir accéder à cette demande, ni à beaucoup d'autres semblables, avant que la distribution des octrois de charité ait été de nouveau mise à l'étude.

Par M. Stephens.—M. Albert-J. Brown, associé de l'honorable M. Hall, a-t-il été substitué aux lieu et place de MM. G.-E. Foster et S. Beaudin, comme avocat

du gouvernement dans les affaires relatives à la perception des taxes imposées sur les manufacturiers et commerçants, dans la division du Revenu de Montréal ?

Dans l'affirmative, quand et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Non.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état du montant réclamé par chaque avocat du Revenu, en la cité de Montréal, dans les causes du Revenu, durant l'exercice financier finissant le 30 juin 1894.

2. Le montant d'argent payé à chaque avocat pour services rendus dans la perception du Revenu, dans le district de Montréal, durant la même année.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes et correspondances échangées entre toutes personnes et le gouvernement, depuis le mois de septembre dernier jusqu'au 4 décembre courant, demandant aide et allocation en faveur de l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Spencer,

*Résolu*, Qu'un comité spécial composé de l'honorable M. Pelletier et de MM. Beauchamp, Gladu, Laliberté, Spencer, England, Bernatchez, Augé, Tellier, Bisson, Hackett, Tétreau, Panneton, Morin, Rioux, Stephens, Greig et du moteur, soit nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill prohibant les affiches indécentes dans les rues et les places publiques ; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a fait quelque progrès.

Sur motion de M. Stephens, secondé par M. Bernatchez,

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'article 2564 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant la qualification des juges de paix ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Loi modifiant la loi relative aux juges de paix ".

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'article 2408 des Statuts révisés concernant l'établissement de cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe, et que le titre soit : " Loi concernant l'établissement de cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes ".

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill prévenant la corruption municipale et civique est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 11 décembre 1894.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Asile Saint-Vincent de Paul, de Montréal, pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

M. Marion, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

De T. Coleman, demandant une loi l'autorisant à pratiquer la profession de dentiste en cette Province, après examen ;

De la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de Phillipsburg, demandant des amendements à sa charte ;

De la " *The Quinze Electric Company* ", demandant une charte ;

De R. Mackay et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, concernant la rue LaGauchetière ;

De C. Laurin et autres, demandant une loi modifiant la charte de la cité de Montréal, concernant les rues Prince Arthur et Pantaléon ;

De la Ferme modèle de Compton, demandant une charte.



Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Châteauguay et Nord, demandant une charte, et trouve que les avis n'ont pas été publiés pendant tout le temps requis ; mais attendu que les deux mois seront expirés quand le comité des Chemins de fer s'occupera de ce bill, votre comité recommande, pour cette raison, la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Quant à la pétition de Louis Désilets, demandant une loi le déclarant membre du Collège des médecins et chirurgiens de cette Province, votre comité trouve que les avis n'ont pas été publiés dans les journaux anglais ; mais comme le dit Collège a autorisé le requérant à présenter son bill, votre comité est convenu de rapporter favorablement la dite pétition.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la "*Royal Paper Mills Company*", demandant une charte, et trouve que les avis n'ont été publiés que du 1<sup>er</sup> décembre courant ; mais comme le projet de loi a pour but d'incorporer une compagnie pour remplacer la "*Royal Pulp Company*", qui n'est entrée en liquidation que le 30 novembre dernier, les avis n'ont pas pu être donnés avant cette date ; en conséquence, votre comité recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Votre comité a de plus examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer du Cap de la Madeleine, demandant une charte, et trouve que les avis n'ont pas été publiés ; mais attendu qu'il a été prouvé que ces avis ont été donnés aux portes des églises des localités intéressées, votre comité recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle, étant d'opinion que ces avis sont suffisants.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer Témiscamingue et Lac Quinze, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que la dite Compagnie ne désire pas présenter son projet de loi.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Duplessis, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement, savoir :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres ;

Bill autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec à admettre Homère-Gaspard Fauteux au nombre de ses membres ;

Et Bill constituant en corporation les propriétaires, occupants et locataires catholiques du village Dorion.

Votre comité a de plus examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill accordant certains privilèges au Jardin Zoologique de Montréal ;

Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette ;

---

Bill pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de St-Louis, à Montréal, et à la construction de son église ;

Et Bill constituant en corporation le village de Senneville.

*Ordonné*, Que M. Martineau ait la permission de présenter un Bill déclarant Léopold Desilets membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la modifient.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "*The Quinze Electric Company*".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Fitzpatrick ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de l'Ancienne Lorette.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Morris ait la permission de présenter un Bill concernant la "*Consolidated Land and Investment Company*" et la "*Montreal Freehold Company*",

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill concernant la Ferme modèle de Compton.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Association des maîtres-plombiers de Montréal et de ses environs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap de la Madeleine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la "*Royal Paper Mills Company*".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de Philipsburg.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un Bill relatif à la rue Milton, en la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des magistrats de police, Montréal : traitement du grand connétable et de son assistant, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture de la betterave, bonus de 50 centins par tonne donné aux producteurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des concours des produits de l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction de ponts sur la rivière Ottawa, de Portage-du-Fort aux Joachims ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des magistrats de police, Montréal : traitement du grand connétable et de son assistant, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture de la betterave, bonus de 50 centins par tonne donné aux producteurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des concours des produits de l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction de ponts sur la rivière Ottawa, de Portage-du-Fort aux Joachims ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

M. Carbray informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Le Bill amendant de nouveau le Code civil est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la ville de Ste-Anne de Bellevue; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill modifiant la loi de cette Province 53 Victoria, chapitre 88, concernant l'Union St-Joseph de Montréal ;

Et Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont-Neuf de St-Hyacinthe et les actes qui l'amendent.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 12 décembre 1894.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. Beauchamp,

*Ordonné*, que la 58e règle, paragraphe 3, de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill modifiant la loi d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de Philipsburg, et que l'honoraire de \$200.00 seulement soit exigé, attendu que les documents et l'honoraire ont été envoyés à Québec dans les délais voulus, mais qu'ils ont été adressés à Louis Delorme, écr., greffier de la Législature, dont le nom paraît encore en cette qualité dans la brochure d'instructions au sujet des Bills privés, qui a été envoyée aux pétitionnaires; et que le délai n'a expiré qu'après que ces documents ont été envoyés au dit L. Delorme et renvoyés à Québec.

Sur motion de M. Morris, secondé par M. McClary,

*Ordonné*, Que la 58e règle, paragraphe 3, de cette Chambre, soit suspendue en autant qu'elle a rapport à la pétition et au Bill concernant " *The Consolidated Land and Investment Company, limited* ", et " *The Montreal Freehold Company* ".

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Audet, Bryson, Cormier, Laviolette, Sharples, Ross, J.-J., Gilman, Tourville et Wood, membres du comité pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée législative dans son message à ce sujet.

M. l'Orateur met devant la Chambre.—l'état des affaires de "*The English Workingmen's Benefit Society*" pour l'année finissant le 31 mai 1894. *Documents de la session No. 18.*)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Kennedy,—la pétition de George Cane et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De George M. Ritchie et autres, demandant une loi à l'effet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes.

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation "*The Portage-du-Fort and Bristol Branch Company*", et y a fait un amendement, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Descarries, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill modifiant la charte de la Compagnie de prêts et d'hypothèque de Sherbrooke, 49-50 Victoria, chapitre 66, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

Votre comité a de plus examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill érigeant en municipalité séparée une partie de la municipalité du village de la Côte-Visitation sous le nom de : "*Village de la Petite-Côte*";

Bill modifiant la loi concernant "*L'Union St-Pierre de Montréal*".

Le promoteur du Bill changeant le nom et amendant la constitution de la "*National Mutual Loan and Building Society*" ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence,

à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction du dit bill.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Marion, du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu Joseph Marion, écuyer, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à cinq membres, puis, demande la permission de siéger de nouveau, et de faire rapport de temps à autre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill concernant le lot numéro vingt-quatre du cadastre d'Hochelaga.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de St-Henri.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de l'Instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à la transmission des rôles d'évaluation au Secrétaire de la province et aux registrateurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant le Code du notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill modifiant le Code de procédure civile, concernant les exemptions de saisie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Nantel présente à la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1894. (*Document de la session No. 7.*)

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que par respect pour la mémoire du Très Honorable sir John S.-D. Thompson, K. C. M. G., premier ministre du Canada, décédé, ce jour, au château de Windsor, Angleterre, cette Chambre s'ajourne maintenant; et la question étant mise aux voix, elle fut résolue affirmativement.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 13 décembre 1894.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table

Par M. Bédard,—la pétition de G.-A. Neilson et autres.

Par M. Kennedy,—la pétition de Charles Bale et autres.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la Salle d'asile St-Jean, St-Jean d'Iberville, et de l'Hôpital St-Jean, St-Jean d'Iberville, toutes deux pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

M. Stephens, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :



Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill constituant en corporation la "*Seventh Day Adventists Conference, of Quebec*";

Bill modifiant la charte du village Dorion, relativement à la confection d'un plan de la municipalité;

Bill amendant la loi constituant en corporation "La Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal";

Bill autorisant la Fabrique de St-François, Beauce, à faire un emprunt et pour d'autres fins;

Bill constituant en corporation "Les Filles de la Sagesse";

Et Bill constituant en corporation l'"Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienfaisance mutuelle".

*Ordonné*, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 776 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Cartier,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous mémoires, ou requêtes, transmis à l'Exécutif durant le présent Parlement, demandant que la constitution soit amendée de manière que les membres du Conseil législatif soient recrutés, à l'avenir, au moyen d'un système d'élection basé sur un suffrage restreint, les éligibles devant représenter les grandes institutions et les grands intérêts de la Province, et leurs fonctions devant être purement honorifiques.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Descarries, secondé par M. Panneton,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie d'une requête ou demande présentée au gouvernement par les révérendes Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, afin d'obtenir un octroi pour leur ailer à reconstruire leur maison-mère détruite par un incendie le 8 juin 1893.

L'honorable M. Beaubien met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—un extrait du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation de la province de Québec pour l'année 1894. (*Document de la session No. 2.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi définissant les pouvoirs accordés par la loi 57 Victoria, chapitre 71 ", sans amendement.

Le Bill amendant de nouveau le Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

*Sept heures et demie, P. M.*

*L'ordre pour les bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation " *The Hull Electric Company* ", tant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec, à admettre Homère-Gaspard Fauteux au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation les propriétaires, occupants et locataires catholiques du village Dorion ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill accordant certains privilèges au Jardin Zoologique de Montréal ;

M. Allard propose, secondé par M. Lacouture,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

M. Parizeau propose en amendement, secondé par M. Kennedy,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots " cette Chambre se formera en comité d'hui en six mois " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flizpatrick,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Morin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Descarries,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

*Résolu,* Que cette Chambre se formera en comité d'hui en six mois.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill modifiant le Statut 57 Victoria, chapitre, 24 concernant les écoles publiques de Montréal ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

---

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux corporations de villes ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant certains articles du Code municipal ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi électorale de Québec ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code municipal ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant de nouveau le Code municipal ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : “ Loi concernant les abus préjudiciables à l'agriculture ” ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Beauchamp,

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant Louis Marin, fils, à remettre aux grevés de substitution l'administration de la succession de feu Louis Marin, père " ;

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi confirmant les ventes faites à George Roberts et Duncan-J. Macdonald, de certains immeubles appartenant à la succession de feu Thomas-Fergusson Miller " ;

Bill modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe ;

Bill déclarant Léopold Désilets membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ;

Bill modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la modifient ;

Bill modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la modifient ;

Bill constituant en corporation l' " Union St-Joseph de l'Ancienne Lorette " ;

Bill concernant la Ferme modèle de Compton ;

Bill constituant en corporation l'Association des maîtres-plombiers de Montréal et de ses environs ;

Bill constituant en corporation la " *Royal Paper Mills Company* " ;

Bill relatif à la rue Milton, en la cité de Montréal ;

Bill amendant la charte de la cité de St-Henri ;

Et Bill concernant le lot numéro 24 du cadastre d'Hochelaga.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyés au comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ;

Bill constituant en corporation " *The Quinze Electric Power Company* " ;

Et Bill modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Jonction et des Carrières de Philipsburg.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, — la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1894, pour copie des lettres et requêtes reçues par le gouvernement de diverses corporations municipales, demandant des remises totales ou partielles d'arrérages dus pour pension d'aliénés dans les asiles subventionnés par la Province et un état indiquant les remises faites ou promises depuis le 1er novembre dernier 1893. (*Document de la session No. 33.*)

---

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1894, pour un état des lots octroyés aux pères et mères de douze enfants vivants, et combien par comté, depuis que la loi est en force. (*Document de la session No. 34.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 novembre 1894, demandant copie de tous ordres en conseil déclarant périmés tous subsides et octrois pour chemins de fer et ponts et accessoires, votés et périmés pour défaut d'exécution des travaux. (*Document de la session No. 35.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 novembre 1894, pour le détail du compte de \$9,475.75, payé à M. P. Vallière pour meubles de l'école normale Jacques-Cartier; page 193, des comptes publics, 1894. (*Document de la session No. 36.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 novembre 1894, pour un état indiquant le montant des taxes prélevées dans chaque district de revenu en vertu du Statut 1894, chapitre 16, amendant l'acte 55-56 Victoria, chapitre 17, intitulé : " Loi relative aux taxes sur les successions et les transports d'immeubles ", jusqu'à ce jour. (*Document de la session No. 37.*)

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 14 décembre 1894.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Turgeon,—la pétition du Révérend J.-A. Rainville et autres.

Par M. Poirier,—la pétition de Joseph Jacques et autres.

Par M. Bourbonnais,—la pétition de O.-S. Bissonnette et autres, et la pétition d'Edouard Guillet et autres, de Pont Château, tous du comté de Soulanges.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De George Cane et autres, demandant une loi à l'effet de prohiber la vente de liqueurs enivrantes par certaines personnes.

M. Duplessis, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill constituant en corporation la ville d'Outremont ;

Bill modifiant la charte de la ville de la Côte St-Antoine ;

Bill amendant la charte de la Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal ;

Et Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Elzéar Labrecque au nombre de ses membres.

*Ordonné*, Que M. Simpson ait la permission de présenter un Bill autorisant le Bureau des examinateurs de l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Thomas Coleman à la pratique de l'art dentaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Girard (Rouville) ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 1481, 2261 et 2262 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

*Résolu*, Qu'un comité spécial, composé des honorables MM. Nantel et Marchand et de MM. Tessier (Portneuf), King, Chicoyne, Gillies, Petit, Parizeau, Fitzpatrick et du moteur, soit nommé dans le but de recueillir d'amples données sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation de nos terres publiques et de nos forêts, ainsi que sur le fonctionnement des lois et règlements qui les régissent, afin d'assurer à notre Province une source constante de revenu et le maintien d'une étendue de terrains boisés suffisante pour répondre à tous les besoins de l'avenir, le tout en aidant au progrès des véritables intérêts de la colonisation et de la Province en général ; et pouvoir est donné à ce comité d'envoyer quérir personnes, papiers et archives et de faire rapport de temps à autre, ou une fois, suivant que le dit comité le jugera à propos.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles et un encouragement à l'agriculture en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre-vingt-une piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des ponts en fer dans les municipalités : règlement de réclamations diverses en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent vingt-deux piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes d'annonces et d'actes notariés se rapportant au Chât-au Ramesay ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille cinq cent trois piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du palais de justice et de la prison, Bryson : balance de contrat et de travaux de maçonnerie additionnels et autres travaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Marion fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles et un encouragement à l'agriculture en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre-vingt-une piastres et 50 centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des ponts en fer dans les municipalités : règlement des réclamations diverses en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent vingt-deux piastres et 90 centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes d'annonces et d'actes notariés se rapportant au Château Ramesay ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille cinq cent trois piastres et 75 centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Palais de justice et de la prison, Bryson : balance de contrat et de travaux de maçonnerie additionnels et autres travaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Et les dites résolutions, étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à lundi prochain.



M. Marion informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

*Sept heures et demie, P. M.*

*L'ordre pour les Bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation " Les Filles de la Sagesse " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la Fabrique de St-François, Beauce, à faire un emprunt, et pour d'autres fins ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Association Canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Poirier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte constituant en corporation l'Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle ".

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi autorisant Dame Charlotte-Féodore-Louisa-Augusta Guérout à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées " pour lequel il demande le concours de cette Chambre :

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Lacouture,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant Dame Charlotte-Féodore-Louisa-Augusta Guérout à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Le Bill concernant la "*Consolidated Land and Investment Company limited*", et la "*Montreal Freehold Company*", et pour incorporer "*The Claremont Land Company*", est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé au comité permanent des divers Bills privés.

La Bill modifiant le Code de procédure civile concernant les exemptions de saisie est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec et à la cour du recorder de la dite cité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Ambroise de la Jeune-Lorette ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de St-Louis, à Montréal, et à la construction de son église ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation "*The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Company*" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi concernant l'Union St-Pierre de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la charte du village Dorion, relativement à la confection d'un plan de la municipalité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi constituant en corporation la Société des Artisans canadiens-

français de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 17 décembre 1894.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Union Saint-Joseph de Lachine, et des Sœurs de la Providence de Montréal, tous deux pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Hackett,—la pétition de William Major et autres, de Dixville.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition du Révérend E.-M. Hill et autres ; et la pétition de Thomas-B. Reed et autres.

Par M. Hackett,—la pétition d'Emma Brooks et autres.

Par M. Pinault,—la pétition de L.-J. Levasseur et autres, de Matane.

Par M. Châteauvert,—la pétition de T. Bédard et autres, de Québec.

Par M. Cartier,—la pétition de T. Marchessault et autres, de St-Damase, comté de St-Hyacinthe.

Par M. Laliberté,—la pétition de L.-O. Pepin et autres, d'Arthabaskaville ; la pétition de Vincelas Dionne et autres, de St-Paul de Chester ; la pétition du révérend P. Dubé et autres, de Leclercville ; et la pétition de H. Pepin et autres, de Warwick.

Par M. Augé,—la pétition de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Flynn,—la pétition du Révérend Alphonse Pouliot et autres.

Par M. Stephens,—la pétition de Henry-A. Young et autres.

Par M. Greig,—la pétition de J.-C. Shanks et autres.

Par M. Bédard,—la pétition de G.-W. Adams et autres, de Danville.

Par M. Tétreau,—la pétition de J. Chatelain et autres ; et la pétition de John Taylor et autres, du canton de Hull.

Par M. Gladu,—la pétition du Révérend D. Cartwright et autres.

Par M. Panneton,—la pétition de A.-G. Robinson et autres ; et la pétition de Duncan Dewar et autres, de St-André, province de Québec.

Par M. Martineau,—la pétition du H.-E.-R. Spicer et autres, membres de "*St. Thomas Episcopal Church and East End Temperance Workers, Montreal*", —et la pétition de F. St-Jean et autres, de Montréal.

Par l'honorable M. Beaubien,—la pétition du Révérend A.-E. Raiche et autres.

Par M. Kennedy,—la pétition de O.-J. Boa et autres.

Par M. G. Liles,—la pétition de A.-J. Turner et autres.

*Ordonné*, Que la pétition de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition fut lue et reçue, demandant des amendements à sa charte.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Charles Bale et autres, et de C.-A. Neilson et autres, demandant respectivement une loi à l'effet de prohiber la vente de liqueurs enivrantes par certaines personnes ;

D'Edouard Juillet et autres, de Pont Château,—et de O. Bissonnette et autres, du Côteau du Lac, comté de Soulanges, demandant une loi à l'effet de les protéger contre les colporteurs ;

Et du Révérend J.-A. Rainville et autres, de St-Valier, comté de Bellechasse, —et de Joseph Jacques et autres, de Saint-Joseph, comté de Beauce, demandant une loi pour les protéger contre les colporteurs.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial nommé dans le but de recueillir d'amples données sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation des terres publiques et des forêts, en cette Province, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu l'honorable E.-J. Flynn pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. Beaubien met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport du Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation de la province de Québec pour 1894. (*Document de la session No. 2.*)

*Ordonné*, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de l'Instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 novembre 1894, pour un état des recettes et des dépenses de la Province, depuis le 30 juin 1894 jusqu'au 23 novembre 1894. (*Document de la session No. 38.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 26 novembre 1894, pour copie de toute correspondance et de tous ordres en conseil touchant l'établissement du "Parc de la Montagne Tremblante" et du "Parc National des Laurentides". (*Document de la session No. 39.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1894, pour :

1. Un état de toutes les sommes reçues des municipalités, pour contributions aux asiles d'aliénés, pendant l'exercice financier de 1894.

2. Etat détaillé des arrérages dus par chaque municipalité pour la même raison et pour la même période. (*Document de la session No. 40.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1894, pour :

1. Etat détaillé des dépôts de compagnies de chemin de fer dus au 1er novembre 1894.

2. Montant total des subventions en argent dues aux compagnies de chemin de fer au 1er novembre 1894.

3. Montant total des subventions en terres dues aux compagnies de chemin de fer au 1er novembre 1894. (*Document de la session No. 42.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1894, pour copie de tous documents et correspondance relatifs à la découverte de Kaolin, dans le 6e rang du canton d'Amherst. (*Document de la session No. 41.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1894, pour :

1. Copie de l'ordre en conseil déterminant quels droits de péage la Compagnie dite "The Charlemagne and Lac Ouareau Lumber Company" est autorisée à prélever sur le bois de flottage passant dans certaines parties améliorées des rivières Ouareau et Dufresne.

2. Copie de toutes demandes, requêtes, affidavits, rapports, correspondance et autres documents relatifs à la matière réglée par le dit ordre en conseil. (*Document de la session No. 44.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 novembre 1894, pour copie de toutes lettres, correspondance ou documents adressés au gouvernement ou à ses membres par Joseph Palliser, écuyer, avocat, au sujet d'une poursuite pour assaut intentée par le dit Palliser. (*Document de la session No. 45.*)

L'honorable M. Flynn met devant la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 novembre 1894, pour copie de tous rapports soumis au Commissaire des Terres de la Couronne, depuis un an, touchant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine. (*Document de la session No. 43.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la charte de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke, 49-50 Victoria, chapitre 66 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill érigeant en municipalité séparée une partie de la municipalité du village de la Côte-Visitation sous le nom de "Village de la Petite-Côte"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la "*Seventh Day Adventist Conference, of Quebec*", et pour d'autres fins; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la ville d'Outremont; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la charte de la ville de la Côte St-Antoine; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Elzéar Labrecque au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill autorisant le Bureau des examinateurs de l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Thomas Coleman comme chirurgien-dentiste et membre de la dite association et à pratiquer comme tel, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et envoyé au comité permanent des divers Bills privés.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gladu.—Le gouvernement se propose-t-il de faire ratifier par la Législature, soit à cette session ou à une session ultérieure, le contrat de la vente de l'Asile de Beauport, soumis pour ratification à la dernière session ? Si non, quelle est sa politique à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Les contrats au sujet de l'Asile de Beauport ont été soumis, l'an dernier, à la Législature, et l'approbation générale, qui a alors été donnée à la politique du gouvernement sur cette question, lui permet de continuer à faire exécuter ces contrats.



Par M. Turgeon.—Le gouvernement a-t-il l'intention de porter en appel la cause de Regina *vs* la Compagnie du chemin de fer le "Québec Central"?

2. A-t-il l'intention de continuer les actions intentées contre les autres compagnies de chemins de fer pour le recouvrement de cette taxe?

Réponse par l'honorable M. Casgrain.—1. Oui.—2. Le gouvernement attendra la décision de la Cour d'appel dans la cause du Québec Central.

Par M. Gladu.—Quel est le montant en deniers comptants, disponibles actuellement en banque, au crédit de la Province?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—\$103,651.83.

Par M. Gladu.—Quel est le montant actuellement à la charge de la Province pour : 1. Subventions aux chemins de fer, en argent, votées, gaguées ou non?

2. Les premiers 35 centins par acre sur les subventions en terres converties en argent, votées, gagnées ou non?

3. Les premiers 35 centins par acre sur les subventions en terres aux chemins de fer pouvant être converties en argent, gagnées, ou non?

4. Quel est le montant pour lequel des subventions votées aux chemins de fer ont été déclarées périmées, depuis le 17 décembre 1891?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—La réponse à ces différentes questions se trouve dans les documents déjà produits devant la Chambre.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Bisson,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de la liste des membres de chaque Cercle agricole en opération dans le comté de Soulanges, pour 1893 et 1894.

2. Copie des états de comptes produits par les secrétaires-trésoriers des Cercles agricoles de Saint-Clet et de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, pour l'année 1893.

3. Copie de l'état préparé par M. O. Ouellette, démontrant les différentes sommes d'argent payées ou à être payées durant l'exercice 1894-1895, aux Cercles agricoles et à la Société d'agriculture du comté de Soulanges, respectivement;

4. Copie d'une lettre, datée de Saint-Clet, 27 avril 1893, et écrite par le révérend A.-G. Bérard, au département de l'Agriculture.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance ayant rapport à l'administration de la justice dans le district de Beauharnois.

Sur motion de M. Gladu, secondé par l'honorable M. Shehyn,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées à même l'emprunt de \$2,920,000.00 fait le 1er mars 1894, en vertu de

l'acte 54 Victoria, chapitre 2, pour les fins mentionnées dans le préambule du dit acte.

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes sommes payées, jusqu'à ce jour, sur le premier contrat et les extras, ou sur le nouveau contrat ou autrement, pour l'agrandissement du palais de justice de Montréal, depuis le 14 novembre 1893.

M. Panneton propose comme amendement, secondé par M. Normand, Que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants :

"vu la déclaration de l'honorable Commissaire des Travaux publics, que tout ce qui est demandé dans la motion principale, a déjà été produit devant la Chambre, il soit procédé à l'ordre du jour suivant."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Augé,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—31.</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Huckett,</i>	<i>Normand,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf).</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—18.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Shehyn,</i>	
<i>Déchène,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Ste. Marie,</i>	

Ainsi il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise au voix ; elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Marion,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. R.-W. Shepherd sur la culture des fruits et sur les meilleurs moyens de les conserver.

François-Xavier Lemieux, écuyer, ayant présenté l'indenture de son élection pour le district électoral de Bonaventure, et ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

*Résolu*, Qu'en admettant François-Xavier Lemieux, écuyer, élu pour représenter le district électoral de Bonaventure à prendre son siège, en produisant seulement son indenture en double, sans le rapport du Greffier de la Couronne en chancellerie, et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Bisson,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état démontrant les montants actuellement dus par la Province pour les objets suivants : 1. Dépôts en fidéicommis ; 2. Dépôts des compagnies de chemins de fer pour payer les intérêts garantis sur les obligations de ces compagnies ; 3. Mandats non payés.

Sur motion de M. Girouard, secondé par M. Gladu,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état des sommes actuellement réclamées de la Province, pour prix de terrains et autres objets en rapport avec le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province et la municipalité de Limoilou, concernant l'exemption de l'Asile de Beauport des taxes municipales et scolaires.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant le Statut 57 Victoria, chapitre 24, concernant les écoles publiques dans la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait certains amendements.

*Ordonné*, Que le bill, tel que modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi déclarant Jean-Baptiste-Wilfrid Yvon membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, après examen," auquel il demande le concours de cette Chambre :

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Cartier,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi déclarant Jean-Baptiste-Wilfrid Yvon membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, après examen, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant Dame Charlotte-Féodore-Louisa Guérout à vendre, ou autrement aliéner certaines propriétés substituées, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé au comité permanent des divers Bills privés.

*Ordonné*, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill limitant les heures de travail des boulangers.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill modifiant le Code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autres narcotiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi de l'Instruction publique ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant le Code municipal ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi corporative des compagnies à fonds social;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses encourues par suite des procès Hooper à Joliette et à Trois-Rivières, et frais d'inspections nécessaires des bureaux du Palais de justice de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la réimpression des lois de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Asile des orphelins catholiques et de l'Asile de Nazareth, Québec, pour compenser les réductions faites par erreur dans leurs allocations, pour l'exercice dernier et l'exercice courant; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des "Mémoires du Chevalier de Lévis", impression d'un volume, y compris la correction des épreuves et la surveillance de l'ouvrage, en vertu de la résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène de la Province: *re* Congrès de l'Association d'hygiène publique d'Amérique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-neuf piastres et quatre-vingt-trois centimes soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la transcription des registres, pour payer N. Bernatchez pour transcription de minutes notariées; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du concours d'histoire du Canada, pour payer la part de la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Hackett fait rapport, en conséquence, des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses encourues par suite des procès Hooper à Joliette et à Trois-Rivières, et frais d'inspections nécessaires des Palais de justice de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la réimpression des lois de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Asile des orphelins catholiques et de l'Asile de Nazareth, Québec, pour compenser les réductions faites par erreur dans leurs allocations, pour l'exercice dernier et l'exercice courant; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des "Mémoires du Chevalier de Lévis", impression d'un volume, y compris la correction des épreuves et la surveillance de l'ouvrage, en vertu de la résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène de la Province, re Congrès de l'Association d'hygiène publique d'Amérique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-neuf piastres et quatre-vingt-trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la transcription des registres, pour payer N. Bernatchez pour transcription de minutes notariées; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du concours d'histoire du Canada, pour payer la part de la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

M. Hackett informe la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, — la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre dernier 1894, pour copie des documents et correspondance se rapportant à la nomination des commissaires d'écoles dans la cité de Montréal. (*Document de la session No. 46.*)

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 18 décembre 1894.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. England,—la pétition de M.-L. Campbell et autres ; et la pétition de W. Smith et autres.

Par M. Chicoyne,—la pétition de J. Cunningham et autres, du canton de Dudswell.

Par M. Lussier,—la pétition du Révérend J.-Bte Dequoy et autres, de Contre-cœur ; et la pétition de Henri Lapiere et autres, de St-Antoine, tous du comté de Verchères.

Par M. Parizeau,—la pétition de James Patton et autres, de la cité de Montréal ; la pétition de E. McCurdy et autres ; et la pétition de Joseph Sénécal et autres, de Montréal.

Par M. Gladu,—la pétition de Victor Beaulac et autres.

Par M. Doyon,—la pétition de C.-J. Gervais et autres, de St-Constant.

Par M. Gosselin,—la pétition de Joseph Brosseau et autres, de St-Grégoire.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de John-H. Antliff et autres ; la pétition de N.-M. Barbour et autres ; la pétition de Herbert-F. Hartland et autres ; la pétition de M.-S. Russell et autres ; la pétition de Madame E. Finlay et autres ; la pétition de " *The Standard Assurance Company* " et autres ; et la pétition de Jean-Lukin Leprohon et autres.

Par M. Spencer,—la pétition d'Arthur Webb et autres, de Frelighsburg.

Par M. Hackett,—la pétition de A.-E. Paquette et autres, de Coaticooke ; et la pétition de G.-L. Masten et autres.

Par M. King,—la pétition de Thomas Cross et autres.

Par M. Gillies,—la pétition de John-K. McKinley et autres.

Par M. Bédard,—la pétition de William-J. Watt et autres.

Par M. Normand,—la pétition de W.-J. Trenaman et autres.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de " *The Diocesan Theological College of Montreal* ", pour l'année 1894. (*Documents de la session* No. 18.)

Ordonné, Que la pétition de Jean-Lukin Leprohon et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue, et que la 49<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle s'y rapporte.

Et la dite pétition, est lue et reçue, demandant l'incorporation de " *The Samaritan Hospital for Women* ".

M. Hackett, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill concernant la substitution créée par J.-B. Carboneau et son épouse ;

Bill constituant en corporation l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours ;

Bill concernant la Ferme modèle de Compton ;

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant Louis Marin, fils, à remettre aux grevés de substitution l'administration de la succession de feu Louis Marin, père.

Et Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi confirmant les ventes faites à George Roberts et Duncan J. MacDonald, de certains immeubles appartenant à la succession de feu Thomas-Ferguson Miller ".

Votre comité a aussi examiné le Bill déclarant Léopold Désilets membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, et à l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur bills privés soit étendu jusqu'au 26 du présent mois.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Marion, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de l'Association immobilière de Montréal, demandant des amendements à la charte de la dite cité, et trouve que les avis requis ont été donnés.

Quant à la pétition de la corporation de la dite cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les avis requis ont été donnés, mais qu'ils ne mentionnent pas l'autorisation de fournir l'éclairage par le gaz à la population et de contracter un emprunt à cet effet, tel que le demande la clause sept de la dite pétition.

Votre comité a aussi examiné la pétition de l'Union St-Joseph de St-Henri, demandant des amendements à sa charte, et trouve que les avis n'ont pas été publiés ; mais attendu qu'il a été prouvé, à la satisfaction de votre comité, que tous les intéressés sont instruits de la nature de la demande, votre comité recommande, en conséquence, la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur bills privés soit étendu jusqu'au 26 du présent mois.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Marion, du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :



Votre comité recommande que tous les amendements au Code municipal soient envoyés au département du Secrétaire de la province, pour y être étudiés.

Votre comité suggère une refonte du Code municipal, ou, du moins, un bill général l'amendant en son ensemble, de manière à le rendre meilleur ; que tous les députés de la Chambre et les membres du Barreau de la province soient invités à donner, le plus vite possible, leurs vues sur le sujet.

Que, quant au bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi concernant les abus préjudiciables à l'agriculture ", votre comité décide qu'il n'a pas de juridiction pour s'occuper de cette affaire.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. Casgrain, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill réduisant les frais judiciaires dans les districts ruraux, et a l'honneur d'en faire rapport pour étude par la Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a de plus examiné le Bill modifiant le Code de procédure civile, au sujet des honoraires d'avocat dans certaines causes par défaut et *ex parte*, et, après discussion, votre comité a rejeté ce bill.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter un Bill concernant l'Union St-Joseph de St-Henri.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant posée,—Que, vu l'urgence, le dit bill soit maintenant lu la seconde fois, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à ce bill ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant posée,—Que le dit bill soit envoyé au comité permanent des Bills privés avec instruction au dit comité de le considérer vendredi prochain,—elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill abrogeant et remplaçant les articles 5677 et 5678 des Statuts révisés de Québec, dans le but de faciliter la subdivision des lots cadastrés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cent trente piastres et soixante-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux aux nouveaux édifices législatifs : Balance due à M. Charlebois en vertu d'un acte d'accord re construction des murs d'enceinte, \$1,467.70 ; coût d'acte notarié, \$63.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se formera de nouveau, aujourd'hui, en le dit comité.

*A sept heures et demie, P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

Le Bill constituant en corporation "*The Seventh Day Adventist Conference, of Quebec*", est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants, sont en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois ; et envoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill constituant en corporation la ville de Summerlea ;

Et Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi déclarant Jean-Baptiste-Wilfrid Yvon membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, après examen."

Le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap de la Madeleine est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé au comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant le Code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi corporative des compagnies à fonds social ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill amendant la loi des douze enfants, est en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la loi de chasse étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en tel comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill amendant de nouveau la loi relative aux jurés est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Girouard,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toutes instructions données à l'arpenteur L.-P. de Courval, par le département des Terres de la Couronne, en septembre et octobre 1891, lui confiant la vérification du cadastre dans certains cantons et seigneuries.

2. Un état ou rapport des ouvrages faits par M. de Courval, indiquant le montant d'argent qui lui a été payé par le gouvernement, en rapport avec cette mission.

3. Copie des ordres révoquant les instructions données à M. de Courval, et les noms des arpenteurs à qui ont été confiés les dits travaux dont l'ordre d'exécution a pu être révoqué.

4. Un état des montants d'argent ainsi payés aux dits arpenteurs.

Le Bill modifiant la loi concernant les dentistes est, en conformité de l'ordre lu la seconde fois et envoyé à un comité spécial composé de MM. Cholette, Cartier Grenier, Stephens et Panneton, pour en faire rapport avec toute la diligence possible ; avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dix-septième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à M. James Verge, officier-rapporteur pour le district électoral de Bonaventure dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable Honoré Mercier, décédé, monsieur François-Xavier Lemieux, de la cité de Québec

avocat et conseil de la Reine, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L.-G. DESJARDINS, écuyer,

Greffier de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et envoyés au comité général de la Chambre pour demain :

Bill amendant la loi des licences de Québec.

Et Bill amendant la loi concernant les cotisations municipales.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-trois mille trois cent quarante piastres et soixante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des comptes d'entrepreneurs et d'architectes pour l'agrandissement du Palais de justice de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent huit piastres et quatre-vingt-dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de la balance des réclamations en suspens du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Carbray fait rapport, en conséquence, des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-trois mille trois cent quarante piastres et soixante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des comptes d'entrepreneurs et d'architectes pour l'agrandissement du Palais de justice de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent huit piastres et quatre-vingt-dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de

la balance des réclamations en suspens du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et O.idental; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

M. Carbray informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 19 décembre 1894.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. McDonald,—la pétition de MM. Coutlée et Lamarche et autres.

Par M. Tétreau,—la pétition de M. Alex. Maclaren et autres, de Buckingham.

Par M. Savaria,—la pétition du Révérend N.-Lozghurst et autres, de Granby.

Par M. Bédard,—la pétition de W.-F. Caswell et autres, de Windsor Mills.

Par M. Bisson,—la pétition du Révérend J.-E. Duclos et autres, de Beauharnois.

Par M. Hackett,—la pétition de Leroy Moulton et autres; la pétition de J.-B. Buckland et autres, de Barnston; et la pétition de W.-H. Embury et autres, du canton de Magog.

Par M. Cooke,—la pétition d'Allen Cameron et autres, de Kingsey Falls.

Par M. Descarries,—la pétition de la corporation du village de St-Louis du Mile End.

Par M. Chicoyne,—la pétition d'Adolphe Allard, maire de Wotton; et la pétition de C. Fontaine et E.-M. Daigle.

Par M. King,—la pétition de John Gillies et autres.

Par M. Tessier (Rimouski),—la pétition de Napoléon Lamontagne et autres, de Ste-Flavie.

Par M. McClary,—la pétition de John Johnston et autres, de Martinville; la pétition de Frank Bennett et autres, de Brookbury, comté de Compton; la pétition de Mme J.-G. Wilson et autres, de Compton; la pétition du Révérend J.-R. Hodgson et autres; la pétition de M.-A. McLean et autres, de Spring Hill, comté de Compton; et la pétition S.-G. Craig et autres, du comté de Compton.

Par M. Kennedy,—la pétition du révérend W.-D. Reid et autres, de Montréal.

Par M. Spencer,—la pétition de J. McQuillen et autres, de Cowansville.

Par M. Châteauvert,—la pétition du révérend W.-T. Noble et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend M. Alphonse Pouliot et autres, demandant que le comté de Gaspé soit divisé au point de vue de la représentation à l'Assemblée législative et que les fiefs de la Madeleine forment un district électoral séparé ;

De Thomas-B. Reed et autres ; du Révérend E.-M. Hill et autres ; de G.-T. Boa et autres,—de Henry-A. Young et autres,—de Duncan Dewar et autres,—de A.-G. Robinson et autres,—de William Major et autres,—de Emma Brooks et autres,—de G.-W. Adams et autres,—de H.-E.-R. Spicer et autres,—de A.-J. Turner et autres,—de J.-C. Shanks et autres,—de John Taylor et autres,—de J. Chatehain et autres,—du révérend D. Cartwright et autres, demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

De L.-O. Pepin et autres, d'Arthabaskaville,—du Révérend P. Dubé et autres, de Leclercville,—de Wincelas Dionne et autres, de St-Paul de Chester,—de H. Pepin et autres, de Warwick, comté d'Arthabaska,—de L.-J. Levasseur et autres, de Matane,—du Révérend A.-E. Raiche et autres, de Bécancour,—de F. St-Jean et autres, de Montréal,—de T. Béland et autres, de Québec, et de T. Marchessault et autres, de St-Damase, demandant respectivement des amendements à la loi concernant les colporteurs.

M. Descarries du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport à votre honorable Chambre, sans amendement, savoir :

Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont Neuf de St-Hyacinthe et les actes qui l'amendent ;

Bill modifiant la loi de cette Province 53 Victoria, chapitre 88, concernant l'Union St-Joseph de Montréal ;

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant Dame Charlotte-Féodore-Louisa-Augusta Guérout à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées ;

Et Bill concernant le lot numéro 24 du cadastre d'Hochelaga.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe.

Et Bill prolongeant en faveur de Herbert-Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à Charles Oôté, par l'acte de cette Province, passé en la 38e année du règne de Sa Majesté, chapitre 97.

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap de la Madeleine, auquel il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Chicoyne, du comité spécial nommé pour considérer le Bill détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, comme suit :

Les soussignés, formant la majorité des membres représentant les divisions ou districts électoraux de Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Huntingdon, Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Compton, Wolfe, Richmond, Sherbrooke et Mégantic, énumérés dans la seconde cédule et l'article 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, auxquels le bill intitulé : " Loi détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic ", a été référé avant sa seconde lecture, en vertu du dit article 80, ont l'honneur d'en faire le premier rapport, comme suit :

Votre comité, après avoir élu M. J.-A. Chicoyne pour son président, a examiné le dit bill, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

J.-A. Chicoyne, Président et député de Wolfe	
J. Bédard,	" " Richmond
David Gillies,	" " Pontiac
M.-F. Hackett,	" " Stanstead
James King,	" " Mégantic
Charles McClary,	" " Compton
George-W. Stephens,	" " Huntingdon
N. Tétreau,	" " Ottawa

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, met devant la Chambre, — la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 novembre 1894, demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à l'exposition provinciale tenue à Québec en septembre dernier, ainsi qu'au paiement de toutes sommes d'argent à la Compagnie de l'exposition. (*Document de la session No. 47.*)

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi électorale de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.



*Ordonné*, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill étendant la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les bois et forêts sur les terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Stephens.—Quelle position occupe George Bowie dans le gouvernement ?

Quand a-t-il été nommé et avec quels appointements ?

Quelles sont les fonctions de cet employé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—M. George Bowie a été nommé officier spécial par un ordre en conseil du 18 juin 1892, avec un traitement de \$1,500.00 par année, payable moitié par le département des Travaux publics, moitié par le département du Procureur général. Il est chargé de surveiller les travaux de réparations, d'entretien, ou autres, faits aux propriétés du gouvernement dans la cité de Montréal (à part ceux qui se font sous la direction d'un architecte spécial) et de faire rapport sur iceux ; de contrôler l'achat du combustible ou autres achats nécessaires au chauffage et à l'entretien des édifices et bureaux du gouvernement dans la dite cité ; le tout sous la direction du département du Procureur général et du département des Travaux publics.

Par l'honorable M. Marchand.—1. M. Irvine Johnston, agent des terres de la seigneurie des Jésuites, à Batiscan, comté de Champlain, a-t-il fait rapport au gouvernement des argents qu'il a perçus depuis sa nomination jusqu'à ce jour ?

2. S'il en est ainsi, quel est le montant qu'il a perçu ?

3. Combien ce M. Johnston a-t-il reçu pour ses émoluments ?

4. Combien a-t-il chargé pour frais de perception ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui, jusqu'en juin 1894. 2. \$4,637.03. 3. \$450.60 de commission. 4. Rien.

Par l'honorable M. Marchand.—1. Un nommé Dupuis a-t-il été chargé par le gouvernement de faire l'inspection de certaines limites non vendues dans la région de l'Ottawa Supérieur ?

2. Quel salaire a-t-il reçu par jour ? 3. A-t-il fait rapport au gouvernement ? 4. Quelle est la nature de son rapport ?

5. Pourquoi le gouvernement a-t-il, dans cette circonstance, employé ce monsieur Dupuis de préférence à ses gardes-forestiers attitrés ?

Réponse par l'honorable M. Flynn:— 1. Oui, le 14 juillet 1894. 2. M. Luc Dupuis a reçu \$5.00 par jour pour le rémunérer de ses services et pour toutes dépenses de voyages. 3. Oui. 4. Dans l'intérêt public la nature de son rapport ne peut être donnée. 5. M. Dupuis a été nommé garde-forestier le 4 juillet dernier. Il a été très bien recommandé, pour cette position, au département des Terres où il est connu comme ayant une grande expérience dans ce genre de travail.

Par l'honorable M. Marchand.—Le gouvernement sait-il qu'un monsieur Pierre-Narcisse Massicotte est en possession d'une charte spéciale lui conférant le privilège d'un pont de péage sur la rivière Batiscan, dans la paroisse de Ste-Geneviève, comté de Champlain ?

Ce monsieur Pierre-Narcisse Massicotte a-t-il reçu quelque argent ou quelque promesse d'assistance de la part du gouvernement, depuis le premier janvier 1892 jusqu'à ce jour, pour lui faciliter les travaux de réparation de ce pont ?

S'il en est ainsi, combien a-t-il reçu, ou combien lui a-t-il été promis ?

Comment, et pourquoi cet argent a-t-il été employé ?

Le gouvernement a-t-il expédié un inspecteur sur les lieux pour s'enquérir des travaux à faire, et de la manière dont cet argent a été employé ? S'il en est ainsi, cet inspecteur a-t-il fait rapport au gouvernement, et quelle est la nature de ce rapport ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Certaines parties de cette interpellation dépassent le cadre ordinaire d'une réponse à une interpellation. Le gouvernement est prêt, sur un ordre de la Chambre, à produire tous les documents qui se rattachent à cette affaire.

Par M. Caron.—M. C.-A. Cornellier, C. R., a-t-il été employé comme substitut du Procureur général dans la cause de la Reine vs. Hooper ?

Si oui, combien de temps ?

Quelle somme lui a été payée pour ses services dans la dite cause ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Oui. 2. Presque continuellement depuis le 8 octobre 1893 au 20 décembre 1893. En tout, environ 60 jours.

3. M. Cornellier réclamait \$2,384 et a reçu \$1,689.50. Cette somme comprend les frais de voyage de Port Hope et retour (2 voyages), de Joliette à Louiseville et retour (2 voyages), à Montréal (3 voyages), et pension à Montréal, Port Hope et Louiseville.

Par M. Pinault.—1. M. Henry O'Sullivan, mentionné à la page 3 du dernier rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, comme inspecteur retirant un salaire de \$1,050.00 par année, est-il le même que Henry O'Sullivan, qui paraît, à la page 37 du même rapport, avoir touché une somme de \$12,160.95 pour levé de rivières dans la région de l'Ottawa Supérieur ?

2. Si oui, M. O'Sullivan a-t-il rempli les devoirs de sa charge d'inspecteur en même temps qu'il a exécuté ces travaux ?

3. Quel est le coût total des travaux d'arpentage accordés à M. O'Sullivan ?

4. Un crédit spécial a-t-il été accordé pour ces ouvrages ?

5. Quelles sont les inspections que M. O'Sullivan a faites depuis le 30 juin 1893 ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui. 2. Oui, les opérations exécutées par M. O'Sullivan dans la région de l'Ottawa Supérieur étant en très grande partie un travail d'inspection et de vérification autorisé le 6 octobre 1891 par feu l'honorable M. Duhamel, commissaire des Terres de la Couronne.

3. M. O'Sullivan a reçu jusqu'à présent du département, pour ces travaux, le prix de 2163½ milles de relevé de rivière, lac, etc., fait à raison de \$9 le mille, ce qui forme un total de \$19,460.95 couvrant tous frais quelconques se rapportant aux dits travaux, tandis que le même ouvrage exécuté par un arpenteur quelconque eût coûté \$12 le mille, soit \$24,326.19, plus les frais d'inspection, qui s'élèvent ordinairement à ¼ du coût de la première opération ou \$8,108.73, ce qui aurait formé un total de \$32,434.92.

4. Oui, pour une partie seulement, le reste ayant été payé sur le crédit ordinaire des arpentages.

5. Les inspections d'arpentage des cantons Robinson, Leverrier et Pelletier, dans les comtés de Témiscouata, L'Islet et Lac St-Jean, à part le travail d'inspection et vérification qu'il a fait dans la région de l'Ottawa Supérieur.

Par M. Tessier (Portneuf)—Le coût des réparations au département des hommes, à l'Asile de Beauport, pour lesquelles le gouvernement s'est engagé d'avancer \$25,000 aux Sœurs de la Charité, doit-il être à la charge des Sœurs ou du gouvernement ?

Cette question est-elle encore en suspens ? Si oui, quand le gouvernement se propose-t-il de la régler ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—La réponse à cette question se trouve dans les ordres en conseil et le contrat qui ont été déposés devant la Chambre pendant cette session.

Par M. Tessier (Portneuf)—La question de savoir si le gouvernement doit se faire rembourser la somme de \$19,395.60 qu'il a avancée aux Sœurs de la Charité pour le coût des réparations faites au département des femmes de l'Asile de Beauport est-elle encore en suspens ?

Le coût de ces réparations doit-il être à la charge du gouvernement ?

Si cette question est encore en suspens, quand le gouvernement entend-il la faire décider ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—La réponse à cette question se trouve dans les ordres en conseil et le contrat qui ont été déposés devant la Chambre pendant cette session.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la province, met devant la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1894, pour un état détaillé des différents montants payés à D. Girouard, écuyer, C. R., pour services professionnels depuis le 2 décembre 1893. (*Document de la session No. 48.*)

Et aussi,—copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, du 26 juin 1894, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 24 juillet 1894, sur le projet de contrat entre la Compagnie d'exposition de Montréal et le gouvernement. (*Document de la session No. 49.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi des licences de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant les cotisations municipales ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill réduisant les frais judiciaires dans les districts ruraux ;

M. Stephens propose, secondé par M. Bernatchez,—que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Descarries propose, comme amendement, secondé par M. Panneton,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre se formera en le dit comité dans six mois à dater d'aujourd'hui ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Augé,  
Beaubien,  
Bédard,  
Bisson,  
Carbray,  
Casgrain,  
Châteaufort,  
Cholette,  
Dechêne,  
Descarries,

Fitzpatrick,  
Flynn,  
Hackett,  
Hall,  
Kennedy,  
King,  
Lemieux,  
Lacouture,  
Laliberté,

McDonald,  
Marion,  
Morin,  
Morris,  
Nantel,  
Normand,  
Panneton,  
Parent,  
Parizeau,

Pelletier,  
Rioux,  
Savaria,  
Taillon,  
Tessier (Portneuf),  
Tessier (Rimouski),  
Tétreau,  
Turgeon,  
Villeneuve.—37.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girard (Rouville).</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Stephens.—26.</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Greig,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant posée ;

*Résolu,* Que cette Chambre se formera en le dit comité dans six mois à dater d'aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour prévenir la corruption municipale et civique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné,* Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative au Barreau de la Province ;

M. Cartier propose, secondé par M. Poirier, et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

---

*Sept heures et demie, P. M.*

*L'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation le village de Senneville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Institut des Sœurs du Perpétuel secours ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pinault, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la Ferme modèle de Compton ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi autorisant Louis Marin, fils, à remettre aux grevés de substitution l'administration de la succession de feu Louis Marin, père " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill déclarant Léopold Desilets membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil, et M. Cholette fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill concernant l'Union St-Joseph de St-Henri, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé au comité permanent des divers Bills privés.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements ;

L'honorable M. Marchand propose, secondé par M. Dechène, et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill limitant les heures de travail des boulangers ;

Et la question étant posée,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Villeneuve, secondé par M. Martineau,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill modifiant le Code civil relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autres narcotiques ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau la loi relative aux jurés ;

Et la question étant mise aux voix, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi des Douze enfants ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi de l'Instruction publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative à la transmission des rôles d'évaluation au Secrétaire de la Province et aux registrateurs ;



Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie d'exposition de Montréal, savoir : huit mille piastres, capital ; intérêt du 1er juillet au 31 décembre 1894, deux cent quarante piastres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour faire face aux dépenses encourues par les réparations et améliorations nécessaires à l'Asile de Beauport, en vertu de l'ordre en conseil No. 417, en date du 30 juillet 1894 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cent trente et une piastres et vingt-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille six cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille six cent dix-huit piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux

traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression et de reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes, etc., de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, de reliure et de distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Normand fait rapport, en conséquence, des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie d'exposition de Montréal, savoir : huit mille piastres, capital ; et intérêt du 1er juillet au 31 décembre 1894, deux cent quarante piastres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sœurs de la Charité, pour faire face aux dépenses encourues par les réparations et améliorations nécessaires à l'Asile de Beauport, en vertu de l'ordre en conseil No. 417, en date du 30 juillet 1894 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cent trente-cinq piastres et vingt-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face au traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille six cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille six cent dix-huit piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression et de reliure pour les deux Chambres de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes, etc., de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, de reliure et de distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

M. Normand informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray, du comité des subsides, fait rapport de deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas un mille cinq cent trente piastres et soixante-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses

---

des travaux aux nouveaux édifices législatifs : balance due à M. Charlebois en vertu d'un d'accord re construction des murs d'enceinte, \$1,467.70 ; coût d'acte notarié, \$63.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

La Chambre procède à la prise en considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides le 17 décembre courant, et dont la considération fut alors remise ; et la seconde résolution étant de nouveau lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la réimpression des lois de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la seconde résolution ; elle est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation " *The Andrews Home* " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à réduire la durée de la cléricature de Robert-Bennet Hutcheson à un an, à l'admettre comme notaire et à lui permettre d'exercer cette profession, après examen " ;

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi relative aux juges de paix " ;

Et Bill intitulé : " Loi concernant l'établissement de cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes ".

Le Conseil législatif a aussi passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi concernant les coroners " ;

Et Bill intitulé : " Loi concernant une certaine substitution créée par le testament de Dame Adelphe Vanier ".

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

---

---

*Jeudi, 20 décembre 1894.*

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant les coroners ", et les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi concernant une certaine substitution créée par le testament de Dame Adelphe Vanier ", et les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'aujourd'hui.

---

*Jeudi, 20 décembre 1894.*

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de W.-F. Borland et autres ; la pétition de H.-A. Moulton et autres ; la pétition de Marguerite Gardner et autres ; et la pétition de Francis Boxill.

Par M. Tétreau,—la pétition de A. Elliott et autres ; et la pétition du Révérend James Robb et autres.

Par M. Laliberté,—la pétition du Révérend Geo. Côté et autres, de Ste-Croix ; et la pétition du Révérend D. McCall et autres.

Par M. Bédard,—la pétition de Mme G.-L. Ward et autres.

Par M. Stephens,—la pétition de Thomas Farlinger et autres.

Par M. Doyon,—la pétition de Annie Norton et autres.

Par M. Morris,—la pétition de J.-C. Bennett et autres.

Par M. Parizeau,—la pétition de MM. Gravel et Paré et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De W.-L. Campbell et autres,—de W. Smith et autres,—de John-H. Autliff et autres,—de Madame E. Finley et autres,—de M.-S. Russell et autres,—de Herbert-F. Hartland et autres,—de W.-M. Barbour et autres,—de James Patton et

autres,—de E. McCardy et autres,—d'Arthur Webb et autres, de Freligsburg,—de John-K. McKinley et autres,—de William-J. Watt et autres,—de J. Cunningham et autres, de Dudswell,—de Thomas Cross et autres,—de G.-L. Masten et autres, et de W.-J. Trenaman et autres, des Trois-Rivières, demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

De E.-A. Paquette et autres, de Coaticooke,—de Joseph Brosseau et autres, d'Iberville,—de C.-J. Gervais et autres, de St-Constant,—de Joseph Sénécal et autres, de Montréal,—de Henri Lapierre et autres, de St-Antoine, Verchères,—du Révérend J.-Bte Dequoy et autres, de Contrecoeur, et de Victor Beaulac et autres, demandant respectivement des amendements à la loi concernant les colporteurs.

Et de *The Standard Assurance Company* et autres, demandant l'abrogation de la loi 57 Victoria, chapitre 46.

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency et les lois qui la modifient, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Cholette, du comité spécial auquel a été renvoyé le Bill modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir élu M. N.-H. Cholette pour son président, a examiné le Bill modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes, et y a fait un amendement, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Descarries, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport à votre honorable Chambre, sans amendement, savoir :

Bill du Conseil législatif—Loi déclarant Jean-Baptiste-Wilfrid Yvon membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, après examen ;

Bill amendant l'acte 39 Victoria, chapitre 70, constituant en corporation "*The Church Home*", de Montréal ;

Et Bill constituant en corporation l'Association des maîtres-plombiers de Montréal et de ses environs.

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill amendant la charte de la cité de Hull, et pour détacher certains territoires de la dite cité ;

Et Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de l'Ancienne-Lorette.

*Ordonné*, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les officiers de justice.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Tétreau ait la permission de présenter un Bill concernant les corporations de cités et de villes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. McDonald ait la permission de présenter un Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les pêcheries et la pêche dans les eaux sujettes au contrôle de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par M. Stephens,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous papiers et correspondances entre le gouvernement, le juge de la cour supérieure et le shérif du district d'Iberville ou toute autre personne, et pour tous documents quelconques relatifs à la publication des annonces du dit shérif, dans le district d'Iberville.

M. Téliier propose comme amendement, secondé par M. Parizeau,—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion principale : " Aussi, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement Mercier et le shérif du district de Joliette, de janvier 1887 à décembre 1891, au sujet de la publication, dans les journaux du district de Joliette, des avis et annonces du shérif ".

Et la question étant mise aux voix,—Que ces mots soient ajoutés à la fin de la motion principale ; —elle est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous papiers et correspondances entre le gouvernement, le juge de la cour supérieure et le shérif du district d'Iberville ou toute autre personne, et pour tout documents quelconques relatifs à la publication des annonces du dit shérif, dans le district d'Iberville.

Aussi,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement Mercier et le shérif du district de Joliette, de janvier 1887 à décembre 1891, au sujet de la publication, dans les journaux du district de Joliette, des avis et annonces du shérif.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de Buckingham ",—sans amendement.

Le Conseil législatif a aussi passé le Bill intitulé : Loi concernant " *The E.-B. Eddy Company, limited* ", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Et aussi,—le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements faits au Bill intitulé : " Loi autorisant Louis Marin, fils, à remettre aux grevés de substitution l'administration de la succession de feu Louis Marin, père," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : Loi concernant " *The E.-B. Eddy Company, limited* ". et les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.



---

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Cartier propose, secondé par M. Parizeau,—Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : “Loi concernant les abus préjudiciables à l’agriculture”, soit remis sur les ordres du jour pour être considéré en comité général de la Chambre ; et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l’ordre, se forme en comité général sur le Bill validant certains actes de transport d’immeubles sujets aux droits imposés par l’article 1191a des Statuts refondus et ses amendements ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu’amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le Bill pour abolir la continuation de communauté, et amender le Code civil à cet effet, est, en conformité de l’ordre, lu la seconde fois, et envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L’honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1894, pour un état indiquant de quelle manière a été distribué, par comté, l’octroi voté pour les chemins et travaux de colonisation, à la dernière session. (*Document de la session No. 50.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 décembre 1894, pour un état des montants perçus des corporations municipales, pour pension des aliénés dans les asiles subventionnés par la Province, depuis le 30 juin 1894, indiquant séparément les montants payés par chaque corporation. (*Document de la session No. 51.*)

---

*A sept heures et demie, P. M.*

*L’Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l’article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l’ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil législatif, intitulé : “Acte confirmant les ventes faites à George Roberts et Duncan-J. Macdonald, de certains immeubles appartenant à la succession de feu Thomas-Fergusson Miller ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe avec ses amendements.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que la Chambre a passé le bill avec un amendement, auquel elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont-Neuf de St-Hyacinthe et les actes qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi de cette Province 53 Victoria, chapitre 88, concernant l'Union St-Joseph de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil législatif intitulé : " Acte autorisant Dame Charlotte-Féodore-Louisa-Augusta Guérout à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Grenier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le lot numéro vingt-quatre du cadastre d'Hochelaga ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cholette fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill prolongeant en faveur de Herbert-Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à Charles Côté, par l'acte de cette Province, passé en la 38<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté, chapitre 97 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : " Loi prolongeant en faveur de Herbert-Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à Charles Côté, par la loi 38 Victoria, chapitre 97 ".

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap de la Madeleine ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Allard propose, secondé par M. Martineau, Que le paragraphe 4 de la 57<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendu en autant qu'il a rapport au Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres, après examen ; et que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur ce bill ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cholette,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski). 23.</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parent,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>King,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Tétreau. — 15.</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Spencer,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné,* Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la substitution créée par J.-B. Charbonneau et son épouse ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné,* Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix, Québec; des magistrats de police, Montréal, et de ceux de leurs employés, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la prison de réforme, des écoles de réforme et d'industrie et de l'orphelinat agricole et d'industrie, "Notre-Dame de Montfort"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'inspection des bureaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme de soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure: cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres à être donnés en prix dans les écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville, pour la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, 4<sup>e</sup> paiement de 5 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale de la Pointe Claire, pour construction ; second et dernier paiement, voté de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chicoyne fait rapport, en conséquence, des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix, Québec ; des magistrats de police, Montréal, et de ceux de leurs employés, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la prison de réforme, des écoles de réforme et d'industrie et de l'orphelinat agricole et d'industrie, " Notre-Dame de Montfort " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *Highs Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres à être donnés en prix dans les écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'Instruction publique aux conditions et en la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville, pour la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, 4<sup>e</sup> paiement de 5 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale de la Pointe Claire ; pour construction ; second et dernier paiement, voté de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;



*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant le Code de procédure civile ;

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Stephens fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi de l'Instruction publique ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et la question étant mise aux voix, — Que l'amendement soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que la Chambre concoure avec le comité sur le dit amendement ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question (tant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 21 décembre 1894.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Marion,—la pétition de Matthew Moody et autres.

Par M. Grenier,—la pétition du Révérend F. Verville et autres, de Ste-Flore, comté de Champlain.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation du village de Saint-Louis de Mile-End, demandant que certaines dispositions du Bill amendant la charte de la cité de Montréal ne deviennent pas loi ;

De MM. Coutlée et Lamarche et autres, demandant l'abrogation de la loi 57 Victoria, chapitre 46 ;

De S.-G. Craig et autres, du comté de Compton, —de A. McLean et autres, —de J.-R. Hodgson et autres, —de J.-G. Wilson et autres, —de M.-Frank Bennet et autres, —de John Johnston et autres, —de Leroy Moulton et autres, —de W.-H. Embury et autres, —de J.-B. Buckland et autres, —du révérend W.-T. Noble et autres, de Québec, —de J. McQuillan et autres, de Cowansville, —du révérend W.-D. Reid et autres, de Montréal, —de Madame Alex. McLaren et autres, —du révérend J.-E. Duclos et autres, Beauharnois, —du révérend N.-B. Longhurst et autres, —de John Gillies et autres, —de W.-F. Caswell et autres, de Windsor Mills, —et d'Allen Cameron, de Kingsey Falls, demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

De A. Allard et autres, de Wotton, —et de Napoléon Lamontagne et autres, de Ste-Flavie, demandant respectivement des amendements à la loi concernant les colporteurs.

De C. Fontaine et E.-M. Daigle, demandant une loi à l'effet de rendre les avocats responsables des honoraires des huissiers qu'ils emploient.

M. Marion, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de John-L. Leprohon et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de : "*The Samaritan Hospital for Women*", et trouve qu'il n'en a pas été donné avis, et il n'est pas prêt à recommander la suspension de la 5<sup>e</sup> règle.

M. Duplessis, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill autorisant le Bureau des examinateurs de l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Thomas Coleman, chirurgien-dentiste, à la pratique de l'art dentaire et membre de la dite association, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill concernant la "*Consolidated Land and Investment Company, limited*", et la "*Montreal Freehold Company*", et constituant en corporation la "*Claremont Land Company*", et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Augé propose, secondé par M. Martineau,—Que permission lui soit accordée de présenter un Bill concernant le Barreau de Montréal ;

Et objection étant faite, que ce bill ne s'appliquant qu'à une partie du Barreau de la province de Québec, savoir le Barreau de Montreal, est, par conséquent, un Bill privé, et ne peut être présenté comme un bill public.

M. l'Orateur déclare à la Chambre qu'il rendra sa décision ultérieurement.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Descarries ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 2658 des Statuts révisés de la province de Québec, concernant l'assignation des jurés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des Chemins de fer, relativement au paiement des employés des compagnies de chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Beaubien secondé par l'honorable M. Taillon,

*Résolu*, Que, demain, la Chambre se formera en comité général, pour considérer une certaine résolution concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

*Résolu*, Que, lorsque la Chambre s'ajournera vendredi, le 21 décembre, elle soit ajournée au samedi, le 22 du même mois; et qu'à compter du lundi, 24 décembre courant, inclusivement, cette Chambre ait deux séances par jour, la première de trois heures à six heures P. M., et la seconde de huit heures P. M. jusqu'à l'ajournement.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

*Résolu*, Que, mercredi prochain, la Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant le tarif des droits sur les différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières et cours d'eau.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides;

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

Et un débat s'en suivant;

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Marchand,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

---

*Sept heures et demie, P. M.*

*L'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill concernant la substitution créée par J.-B. Charbonneau et son épouse; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descaries fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte déclarant Jean-Baptiste-Wilfrid Yvon membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, après examen " ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement l'acte 39 Victoria, chapitre 70, constituant en corporation " *The Church Home* ", de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Association des maîtres-plombiers de Montréal et de ses environs ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la cité de Hull et pour détacher certain territoire de la dite cité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de l'Ancienne Lorette; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency et les lois qui la modifient; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Simpson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, avec chacun un amendement pour lequel il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec à admettre Homère-Gaspard Fauteux au nombre de ses membres " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant Firmin Hudon à vendre certains biens substitués " ;

Et Bill intitulé : " Loi pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de St-Louis, à Montréal, et à la construction de son église ".

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le conseil législatif au Bill intitulé : " Acte pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de St-Louis, à Montréal, et à la construction de son église " ; le dit amendement est lu deux fois et adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que la Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec à admettre Homère-Gaspard Fauteux au nombre de ses membres ", et le dit amendement, est lu deux fois, et est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi autorisant Firmin Hudon à vendre certains biens substitués ", et le dit amendement, est lu deux fois, et est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. Tellier,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., relatifs à l'octroi de \$15,000.00 accordé à la Compagnie d'exposition de Québec, qui figure dans la liste des mandats spéciaux : liste des actionnaires et directeurs de la compagnie et état des recettes et dépenses de l'exposition qui a eu lieu à Québec, en septembre dernier.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Martineau,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill constituant en corporation l'Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé sur le Bill amendant la loi constituant en corporation la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Bernatchez,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs à la démission de G.-I. Barthe, écuyer, de la position qu'il occupait comme magistrat de district, pour les districts des Trois-Rivières et d'Arthabaska.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Châteaufort, secondé par M. Cooke,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état des péages perçus aux barrières de St-Valier, Ste-Foye et St-Louis, séparément, par la Commission des chemins à barrières de la rive Nord de Québec, année par année, depuis 1889.

2. Copie du dernier rapport annuel transmis par la dite compagnie au gouvernement de la Province.

Sur motion de M. Marion, secondé par M. Spencer,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes d'argent payées au gouvernement par "*The Charlemagne and Lac Ouareau Lumber Company*", de Charlemagne, pour rentes foncières et coupes de bois durant les sept dernières années fiscales.

Aussi,—un état des argents payés au gouvernement par M. Fisk, commerçant de bois, de Joliette, pendant la même période, pour rentes foncières et droits de coupe de bois.

Le montant des rentes foncières dans chaque état étant séparé de celui résultant de la coupe de bois.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Marchand.—1. Quel a été le montant total des recettes et des dépenses du bureau de la paix pour le district des Trois-Rivières, pour l'année finissant le 30 juin dernier ?

2. Quel est le salaire du greffier de la paix dans ce district ?

3. Quel est le salaire de son député et celui de son clerc ?

4. Par qui ces salaires sont-ils payés, et comment ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :

1. Recettes totales.....	\$ 446 30
2. Dépenses totales.....	2797 79
3. Traitement du greffier (de la paix).....	1600 00
4. Son assistant.....	1000 00
5. Payé par le département du Trésor sur les crédits de l'administration de la justice.....	



Par M. Chicoyne.—Est-ce l'intention du gouvernement d'introduire une mesure conférant aux municipalités rurales le droit d'imposer une taxe élevée sur les colporteurs ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—La question est à l'étude.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi de l'Instruction publique ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la proposition est résolue affirmativement *nemine contradicente*.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, avec l'agrément de M. Chicoyne, représentant le district de Wolfe ;

De M. England, représentant le district électoral de Brome ;

De M. Hackett, représentant le district électoral de Stanstead ;

De M. Panneton, représentant le district électoral de Sherbrooke ;

De M. Simpson, représentant le district électoral d'Argenteuil ;

De M. Stephens, représentant le district électoral de Huntingdon ;

De M. Spencer, représentant le district électoral de Missisquoi ;

De M. Tétreau, représentant le district électoral d'Ottawa.

Le bill est alors envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que la Chambre a adopté ce bill sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle restera ajournée jusqu'à onze heures, A. M., demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 22 décembre 1894.

M. l'Orateur,—sur l'objection faite par l'honorable M. Casgrain, au sujet de la motion de M. Augé pour permission de présenter un Bill concernant le Barreau de Montréal, que ce bill ne s'appliquant qu'à une partie du Barreau de la province de Québec, est un bill privé, et ne peut être présenté comme un bill public—décide que le dit bill est un bill privé et ne peut être présenté comme bill public.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. England,—la pétition de A.-H. Chandler et autres.

Par M. Kennedy,—la pétition de George Marshall et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De MM. Gravel et Paré, et autres propriétaires de la rue Saint-Laurent, de Montréal, demandant qu'il ne soit fait aucune législation tendant à retarder l'ouverture de cette rue.

De Francis Boxill et autres,—de Marguerite-H. Gardner et autres,—de H. Moulton et autres,—de W.-F. Borland et autres,—de A. Elliot et autres,—de James Robb et autres,—du révérend D. McColl et autres,—de Thomas Farlinger et autres, de Dundee,—de Mme G.-L. Ward et autres,—de Mme Annie Norton et autres,—et de J.-C. Bennett et autres, demandant respectivement des amendement à la loi des licences.

Du révérend Geo. Côté et autres, demandant des amendements à la loi concernant les colporteurs.

L'honorable M. Casgrain, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la loi concernant les cotisations municipales, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill pour abolir la continuation de communauté et amender le Code civil à cet effet, et a l'honneur d'en faire rapport pour être distribué pour étude aux membres de la Législature, aux juges et aux hommes de loi.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. Nantel, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Jonction et des Carrières de Philipsburg;

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Château-guay et Nord;

Bill constituant en corporation "*The Hull Electric Company*";

Et Bill constituant en corporation "*The Quinze Electric Power Company*".

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation "*The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Company*";

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation les " Filles de la Sagesse ";

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi concernant l'Union St-Pierre de Montréal ";

Bill intitulé : " Acte amendant la loi constituant en corporation la Société des Artisans canadiens-français de Montréal ";

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Ambroise de la Jeune Lorette.

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ";

Bill intitulé : " Acte amendant la loi corporative des compagnies à fonds social ";

Bill intitulé : " Acte amendant la loi de chasse ";

Et Bill intitulé : " Acte amendant le Code municipal ".

Le Conseil législatif a aussi passé le Bill intitulé : " Acte constituant en corporation les propriétaires, locataires et occupants catholiques romains du village de Dorion ", avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation les propriétaires, locataires et occupants catholiques romains du village de Dorion ", et les dits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que M. Augé ait la permission de présenter un Bill relatif à la constitution en corporation des Associations de bienfaisance, des Sociétés nationales, des Unions de métiers et des Sociétés de travail.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

*Ordonné*, Que M. Bernatchez ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 2282 des Statuts refondus.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les officiers de justice;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre pour mercredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le parc de la Montagne Tremblante;

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que les terrains de la Montagne Tremblante, dans le canton de Grandison, sont rocailleux et impropres à la culture; qu'il y a sur les dits terrains très peu de bois marchand, et qu'il convient de les convertir en réserve forestière;

Attendu qu'il est de l'intérêt des habitants de la Province qu'un sanatorium pour le traitement des maladies pulmonaires soit établi sur la dite réserve;

Attendu qu'en vertu d'un ordre en conseil, passé le 19 juillet 1894, 14,750 acres des terres non concédées et non subdivisées du canton de Grandison ont été réservés dans ce but, et que le Commissaire des Terres de la Couronne a été autorisé, à certaines conditions, à accorder, pour les fins du dit sanatorium, certaines autres portions de terrains dans le dit canton de Grandison à certaines personnes,

aussitôt qu'elles seront constituées en corporation dans ce but, et attendu qu'il convient que le dit ordre en conseil soit ratifié ;—qu'il soit

1. *Résolu*, Que l'ordre en conseil ci-annexé, daté du 12 juillet 1894, et approuvé le 19 juillet 1894, soit ratifié, et que les 14,750 acres, comprenant toutes les terres non divisées du canton de Grandison, soient convertis en réserve forestière appelée " Parc de la Montagne Tremblante ", sous le contrôle du Commissaire des Terres de la Couronne qui sera autorisé à nommer les officiers nécessaires pour en assurer le maintien et la conservation.

2. *Résolu*, Que le Commissaire des Terres de la Couronne puisse accorder gratuitement, pour l'entretien d'un sanatorium, quatre cents arpents de terre sur le sommet de la dite montagne à toutes personnes ou corporations qui donneront des garanties suffisantes qu'elles érigeront et entretiendront le sanatorium, le tout aux conditions qui pourront être faites par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

---

COPIE du rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du douze juillet mil huit cent quatre-vingt-quatorze, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le dix-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

No. 373.

SUR L'OCTROI DE CERTAINS LOTS DU CANTON GRANDISON POUR L'ÉTABLISSEMENT  
D'UN SANATORIUM.

L'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, dans un rapport en date du douze juillet courant (1894), expose :

Que, par sa requête en date du vingt mars dernier, le docteur Camille Laviolette, en vue de la création et de l'établissement d'un sanatorium, ayant pour objet le traitement des maladies pulmonaires, demande au gouvernement de la province de Québec la concession gratuite de terrains couverts par la Montagne Tremblante, et la concession, aux conditions ordinaires de paiement et d'établissement, de trois cents acres de terres au pied de cette même montagne ;

Que la création et le maintien d'un établissement de cette nature, dans un endroit comme celui dont il est question, à une distance relativement assez rapprochée (à 84 milles par chemin de fer) de la cité de Montréal, serait d'une grande utilité pour la population de ce grand centre et pour celle de toute la région environnante, et même pour la Province ;

Que la mise en réserve d'une grande étendue de forêt attenante au et enserrant de toute part le site d'un hôpital de ce genre, est une des conditions essentielles

de la réussite d'un tel projet, tout en permettant l'accomplissement de ce qui se fait déjà ailleurs dans plusieurs des états et provinces qui nous avoisinent, c'est-à-dire l'aménagement de la forêt même, la protection du gibier qui l'habite et celle du poisson qui abonde dans les lacs et les rivières qui la sillonnent ;

Qu'il est clairement établi par le rapport de A.-B. Filion, agent des Terres de la Couronne, division de la Petite Nation, que les terrains dont il s'agit sont presque totalement impropres à la culture, fort élevés et rocailleux, et qu'ils ne contiennent que peu de bois propre à l'exploitation et qu'il serait très avantageux de constituer en réserve forestière, tant pour les fins que l'on se propose, que pour le bien-être et l'utilité du public en général, tout ce territoire comprenant la Montagne Tremblante et ses contreforts ;

L'honorable Commissaire recommande que toute la partie non subdivisée du canton Grandison, comprenant une étendue de 14,750 acres, soit déclarée réserve forestière spéciale de l'Etat, sous la désignation de " Parc de la Montagne Tremblante ", le tout devant être sujet à la sanction et à la confirmation de la Législature, vu qu'il n'existe aucun dispositif statutaire autorisant une semblable réserve et pourvoyant aux moyens de subvenir aux frais de garde et d'entretien qu'elle entraînera.

L'honorable Commissaire recommande, de plus, qu'il soit autorisé :

1. A mettre de côté quatre cents acres en superficie des terrains renfermant le pic le plus élevé de la dite Montagne Tremblante, étant le prolongement des lots quatorze, quinze, seize et dix-sept du quatrième rang du canton Grandison, lesquels pourront être cédés gratuitement en tout ou en partie si la Législature autorise telle concession gratuite, pour les fins de tel sanatorium ;

2. A vendre aux conditions ordinaires d'établissement les lots vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq du quatrième rang susdit du même canton au syndicat que représente le docteur Laviolette, aussitôt qu'il sera régulièrement incorporé et aura donné les garanties nécessaires pour la création et le maintien d'un sanatorium, tel que susdit.

Certifié

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil exécutif.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cartier fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que les terrains de la Montagne Tremblante, dans le canton de Grandison, sont rocailleux et impropres à la culture ; qu'il y a sur les dits terrains très peu de bois marchand, et qu'il convient de les convertir en réserve forestière ;

Attendu qu'il est de l'intérêt des habitants de la Province qu'un sanatorium pour le traitement des maladies pulmonaires soit établi sur la dite réserve ;

Attendu qu'en vertu d'un ordre en conseil, passé le 19 juillet 1894, 14,750 acres des terres non concédées et non subdivisées du canton de Grandison ont été réservés dans ce but, et que le Commissaire des Terres de la Couronne a été autorisé, à certaines conditions, à accorder, pour les fins du dit sanatorium, certaines autres portions de terrains dans le dit canton de Grandison à certaines personnes, aussitôt qu'elles seront constituées en corporation dans ce but, et attendu qu'il convient que le dit ordre en conseil soit ratifié ;—qu'il soit

*Résolu*—1. Que l'ordre en conseil ci annexé, daté du 12 juillet 1894, et approuvé le 19 juillet 1894, soit ratifié, et que les 14,750 acres, comprenant toutes les terres non divisées du canton de Grandison, soient convertis en réserve forestière appelée "Parc de la Montagne Tremblante", sous le contrôle du Commissaire des Terres de la Couronne qui sera autorisé à nommer les officiers nécessaires pour en assurer le maintien et la conservation.

*Résolu*—2. Que le Commissaire des Terres de la Couronne puisse accorder gratuitement, pour l'érection d'un sanatorium, quatre cents arpents de terre sur le sommet de la dite montagne à toutes personnes ou corporations qui donneront des garanties suffisantes qu'elles érigeront et entretiendront le sanatorium, le tout aux conditions qui pourront être faites par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

---

COPIE du rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du douze juillet mil huit cent quatre-vingt-quatorze, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le dix-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

No. 378.

SUR L'OCTROI DE CERTAINS LOTS DU CANTON GRANDISON POUR L'ÉTABLISSEMENT  
D'UN SANATORIUM.

L'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, dans un rapport en date du douze juillet courant (1894), expose :

Que, par sa requête du vingt mars dernier, le docteur Camille Laviolette, en vue de la création et de l'établissement d'un sanatorium, ayant pour objet le

traitement des maladies pulmonaires, demande au gouvernement de la province de Québec la concession gratuite de terrains couverts par la Montagne Tremblante, et la concession, aux conditions ordinaires de paiement et d'établissement, de trois cents acres de terre au pied de cette même montagne ;

Que la création et le maintien d'un établissement de cette nature, dans un endroit comme celui dont il est question, à une distance relativement assez rapprochée (à 84 milles par chemin de fer) de la cité de Montréal, serait d'une grande utilité pour la population de ce grand centre et pour celle de toute la région environnante, et même pour la Province ;

Que la mise en réserve d'une grande étendue de forêt attenante au et enserrant de toute part le site d'un hôpital de ce genre est une des conditions essentielles de la réussite d'un tel projet, tout en permettant l'accomplissement de ce qui se fait déjà ailleurs dans plusieurs des Etats et Provinces qui nous avoisinent, c'est-à-dire l'aménagement de la forêt même, la protection du gibier qui l'habite et celle du poisson qui abonde dans les lacs et les rivières qui la sillonnent ;

Qu'il est clairement établi par le rapport de A.-B. Fillion, agent des Terres de la Couronne, division de la Petite Nation, que les terrains dont il s'agit sont presque totalement impropres à la culture, fort élevés et rocailleux, et qu'ils ne contiennent que peu de bois propre à l'exploitation et qu'il serait très avantageux de constituer en réserve forestière, tant pour les fins que l'on se propose que pour le bien-être et l'utilité du public en général, tout ce territoire comprenant la Montagne Tremblante et ses contreforts ;

L'honorable Commissaire recommande que toute la partie non subdivisée du canton Grandison, comprenant une étendue de 14,750 acres, soit déclarée réserve forestière spéciale de l'Etat, sous la désignation de : " Parc de la Montagne Tremblante ", le tout devant être sujet à la sanction et à la confirmation de la Législature, vu qu'il n'existe aucun dispositif statutaire autorisant une semblable réserve et pourvoyant aux moyens de subvenir aux frais de garde et d'entretien qu'elle entraînera.

L'honorable Commissaire recommande, de plus, qu'il soit autorisé :

1. A mettre de côté quatre cents acres en superficie des terrains renfermant le pic le plus élevé de la dite Montagne Tremblante, étant le prolongement des lots quatorze, quinze, seize et dix-sept du quatrième rang du canton Grandison, lesquels pourront être cédés gratuitement en tout ou en partie si la Législature autorise telle concession gratuite, pour les fins de tel sanatorium ;

2. A vendre aux conditions ordinaires d'établissement les lots vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq du quatrième rang susdit du même canton au syndicat que représente le docteur Laviolette, aussitôt qu'il sera régulièrement incorporé et aura donné les garanties nécessaires pour la création et le maintien d'un sanatorium, tel que susdit.

Certifié

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.



*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois mercredi prochain.

Le Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi concernant les dentistes ;

M. Panneton propose, secondé par M. Tellier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et objection étant faite : “ Que ce bill, participant de la nature d'un bill privé, est un bill hybride, et conséquemment, soumis aux règles de la procédure parlementaire relative aux Bills privés ”.

M. l'Orateur déclare à la Chambre qu'il rendra sa décision ultérieurement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement la loi de l'Instruction publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois, mercredi prochain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et envoyés au comité général de la Chambre pour mercredi prochain ;

Bill concernant les corporations de cité et de ville ;

Et Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par M. Tessier (Portneuf),

*Ordonné*, Que MM. King et Lemieux soient ajoutés au comité permanent des divers Bills privés, et que MM. Lemieux et Tétreau soient ajoutés au comité permanent de Législation et lois expirantes.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gladu.—L'octroi au Cercle agricole de St-François du Lac, pour la présente année, a-t-il été payé ?

Si non, pourquoi ?

Quand sera-t-il payé ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le chèque a été envoyé au Secrétaire-trésorier le 18 du courant.

Par M. Dechène.—Les gardes-forestiers à l'emploi du gouvernement ont-ils subi les examens de qualification exigés par la loi ?

Si non, quels sont ceux qui ne se sont pas soumis à la loi, et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Oui, à l'exception de Messieurs M. Juneau, E. Garneau, J. Robertson, F. Giroux, L. Pelletier, F. Bolduc, A. Gagnon, R. Dubé, J. Hartt, A.-J.-O. Beaubien, J.-H. Crépeau, S. Poirier, M. Murphy, A. Marier, J.-A. Fafard, E. Gobeil, J.-E. Rheault, et Luc Dupuis.

Quelques-uns n'agissent pas. D'autres, n'étant nommés que pour des fins d'explorations ou d'inspections de terres, n'ont pas à se qualifier comme mesureurs de bois. Les autres ont négligé ou ont été empêchés par les circonstances de se qualifier lors de la dernière réunion du bureau des examinateurs. Plusieurs d'entre eux ont obtenu des permis temporaires de mesureurs de bois à la condition qu'ils subissent le prochain examen.

Par M. Dechène.—M. Jean Bouffard, employé au département des Terres de la Couronne, a-t-il reçu une mission quelconque depuis le 1er mai 1894 ?

Si oui, quelle est cette mission ?

Quelle somme a-t-il reçue en rapport avec cette mission ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui, le 27 juillet 1894.

2. M. Bouffard est allé aux Iles de la Madeleine pour obtenir des renseignements importants et nécessaires au sujet de la question de la tenure des terres, le tout tel que constaté par les documents relatifs à cette question, déposés sur le bureau de cette Chambre le 17 décembre courant.

3. Il a reçu \$250.00 pour dépenses et frais de voyage et pour son travail, y compris son rapport.

Par M. Laliberté.—M. L.-E. Carufel a-t-il été nommé agent de colonisation ou à un autre emploi ? Quand ? A quel salaire ? Quelles sont ses fonctions ? Où tient-il son bureau d'agence ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—M. L.-E. Carufel a été nommé agent surnuméraire de colonisation et de repatriement avec un salaire de \$1,000.00, le 21 mars 1894.

Par ordre en conseil du 24 août dernier, M. Carufel a été nommé permanent agent de colonisation et de rapatriement à Montréal, avec le salaire de \$1,000.00 qu'il touchait déjà. Il a été ainsi nommé en remplacement de M. Didace Tassé, décédé.

Ses fonctions sont de s'occuper de repatriement et des intérêts de la colonisation en cette Province et plus spécialement dans le district de Montréal. Il doit se renseigner sur la qualité des lots à concéder et sur le nombre et la qualité des propriétés à vendre dans les vieilles paroisses ; et préparer pour le *Journal d'Agriculture* des articles propres à encourager la colonisation.

Il tient son bureau à Montréal.

Par M. Laliberté.—1. Où demeure le nommé J.-E. Généreux, qui paraît avoir reçu \$187.50 pour traitement et dépenses comme garde-feu ? (Voir page 249 des comptes publics, 1894).

2. A la demande de qui et en remplacement de qui a-t-il été nommé ?

3. Quel salaire reçoit-il du gouvernement ?

4. Quel ouvrage a-t-il fait pour le gouvernement, cette année ?

5. Quel est son circuit d'action ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Monsieur Généreux (J.-E.), demeure à Matane.

2. Avant la réorganisation du service des gardes-feux, feu Monsieur J.-E. Barry était surintendant des gardes-feux, pour la région sauvegardée de Gaspé, comprenant le comté de Rimouski, avec un traitement de \$600.00 par année.

3. Le salaire de Monsieur Généreux, lorsqu'il exerce ses fonctions d'intendant général des feux de forêt, du premier avril au premier novembre, est de \$1.50 par jour, et ses dépenses de voyage lui sont remboursées, pourvu qu'elles ne dépassent pas \$1.50 par jour. Les dépenses du service de la protection des forêts contre le feu sont payées moitié par le gouvernement et moitié par les porteurs de licences des propriétaires de limites à bois.

4. Monsieur Généreux a exercé ses fonctions d'intendant général des feux de forêt cette année.

5. Son circuit d'action est la région sauvegardée No. 15 agence de Rimouski-Est.

Sur motion de M. Allard, secondé par M. Lacouture,

*Ordonné*, Que la somme de \$200 payée pour le Bill accordant certains privilèges au Jardin Zoologique de Montréal soit remise, moins les frais de traduction et d'impression, parce que le dit bill n'a pas été adopté.

Sur motion de M. Grenier, secondé par M. Tétreau,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances et de tous documents échangés entre le gouvernement et les municipalités

de Ste-Anne de la Pérade, St-Casimir et St-Alban, au sujet des dommages causés par le débordement de la rivière Sainte-Anne, le printemps dernier.

Sur motion de M. Cholette, secondé par M. Cartier,

*Ordonné*, Que la somme de \$200 payée pour le Bill constituant en corporation les propriétaires, locataires et occupants catholiques romains du village de Dorion soit remise, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Dechène,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et tous propriétaires de bateaux, barges ou vaisseaux, au sujet de la demande faite par tels propriétaires à être tenus exempts de la taxe directe imposée par les lois 55-56 Vict., chapitre 10 et 15, et 56 Victoria, chapitre 15, et 57 Vict., chapitre 11.

Listes contenant les noms et résidences des propriétaires de bateaux, barges ou vaisseaux qui ont payé la dite taxe, et montants payés par chacun.

Listes de ceux des propriétaires de bateaux, barges ou vaisseaux que le gouvernement a, jusqu'à présent, exemptés du paiement des taxes imposées par les dites lois, avec copie de la correspondance contenant les raisons de telle exemption.

L'ordre du jour étant lu pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres, après examen ;

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le Bureau des examinateurs de l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Thomas Coleman, chirurgien-dentiste, à la pratique de l'art dentaire, et membre de la dite association ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la "*Consolidated Land and Investment Company, limited*", et la "*Montreal Freehold Company*", et constituant en corporation la "*Claremont Land Company*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe et que le titre soit : "*Loi concernant la Consolidated Land and Investment Company, limited, et la Montreal Freehold Company, et constituant en corporation la Montreal Investment and Freehold Company*".

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle restera ajournée jusqu'à trois heures, P. M., mercredi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mercredi prochain.

---

Mercredi, 26 décembre 1894.

*Trois heures, P. M.*

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Spencer,—la pétition d'Arthur-E. Runnells et autres, de Missisquoi.

Par M. Bédard,—la pétition de James Church et autres, de Shipton.

Par M. Stephens,—la pétition du révérend G.-H.-H. Davis et autres, de Huntingdon.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du révérend F. Verville et autres citoyens de Ste-Flore, comté de Champlain, demandant une loi pour détacher la paroisse de Ste-Flore du comté de Champlain et pour l'annexer au comté de St-Maurice ;

De Matthew Moody et autres,—de A.-H. Chandler et autres, du comté de Brome,—et de George Marshal et autres, de la Pointe St-Charles, demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

M. Descarries, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant l'Union St-Joseph de St-Henri, et a l'honneur d'en faire le rapport, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill constituant en corporation la ville de Summerlea, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé, attendu qu'il n'a pas été donné de preuves suffisantes à son appui.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports des Bills privés soit prolongé jusqu'à vendredi prochain.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Marion, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports des Bills privés soit prolongé jusqu'à vendredi prochain.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. l'Orateur,—sur l'objection soulevée, samedi dernier, que le Bill modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes, participant de la nature d'un bill privé, est un bill hybride, et, conséquemment, soumis aux règles de la procédure parlementaire relative aux Bills privés,—décide comme suit : " Je laisse à la Chambre de décider si elle considère ce bill comme bill hybride ou comme bill public ".

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la cité et du district de Québec ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Gladu,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la cité et du district de Québec " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est, ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

*Ordonné*, Que M. Grenier ait la permission de présenter un Bill détachant la paroisse de Sts-Flore du comté de Champlain et l'annexant au comté de St-Maurice.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Casgrain ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux Fabriques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, plaintes, etc., se rapportant à la location du lac Ste-Anne, dans le comté de l'Islet.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Girouard,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes instructions données par le département du Procureur général aux magistrats et autorités de police ou autres officiers de la justice criminelle, d'exiger un honoraire ou dépôt d'argent des personnes portant des plaintes devant ces magistrats ou officiers pour obtenir l'arrestation ou la conviction des délinquants.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport produit sur lequel a été payé à M. Alex. Clément la somme de \$400, portée à la page 207 des Comptes publics de 1894.

M. Tessier (Rimouski) propose, secondé par M. Gladu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie d'un ordre en conseil du 28 avril 1894, approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le 28 avril 1894, concernant les licences d'emboîteilleurs et copie de la circulaire du contrôleur du Revenu, du 30 avril 1894, annonçant que le gouvernement a fixé des licences additionnelles à \$10 et à \$5 ; et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

M. Tessier (Portneuf) propose, secondé par M. Gladu,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre M. Jules Tessier, député de Portneuf, et l'honorable Premier ministre, à propos des dommages encourus par certaines personnes, à St-Alban, lors de la catastrophe du 27 avril 1894, et—copie des rapports de Monseigneur Laflamme et de monsieur le curé de St-Alban, à ce sujet.

L'honorable M. Taillon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale :

" Aussi,—copie de la correspondance échangée entre M. Lawrence Stafford et le gouvernement, et—copie de tous autres documents relatifs aux dommages causés

par cette catastrophe dans la dite paroisse de St-Alban, ainsi que dans la paroisse de St-Casimir, dans le comté de Portneuf, et dans la paroisse de Ste-Anne la Pérade, dans le comté de Champlain, sauf tous documents, correspondance, etc., dont la production a été ordonnée le 22 courant, sur motion de M. Grenier."

Et la question étant mise aux voix,—Que ces mots soient ajoutés à la motion principale ;—elle est résolue affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Bisson,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance relative aux opérations des inspecteurs des bouilloires, nommés en vertu du Statut 57 Victoria.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Gillies,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des montants dus à la Couronne par la Commission des chemins à barrières pour la Rive Nord.

Sur motion de M. Tessier (Portneuf), secondé par M. Gladu,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de correspondances, requêtes, demandes d'octrois de colonisation pour le comté de Portneuf, depuis le mois de décembre 1891 et instructions données à ce sujet.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Kennedy,

*Ordonné*, Que la somme de \$200 payée pour le Bill pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de St-Louis à Montréal, et à l'érection de son église, soit remise, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que la somme de \$200 payée pour le Bill modifiant la loi concernant l'Union St-Pierre de Montréal, soit remise, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que la somme de \$200 payée sur le Bill modifiant la loi de cette Province 53 Victoria, chapitre 88, concernant l'Union St-Joseph de Montréal, soit remise, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

*Ordonné*, Que la somme de \$200 payée pour le Bill constituant en corporation l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours, soit remise, moins les frais de traduction et d'impression.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;—elle est résolue affirmativement *nemine contradicente*.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois, du consentement de M. Chicoyne, représentant le district électoral de Wolfe,—de M. King, représentant



le district électoral de Mégantic,—de M. England, représentant le district électoral de Brome,—de M. Hackett, représentant le district électoral de Stanstead,—de M. Panneton, représentant le district électoral de Sherbrooke,—de M. Bédard, représentant le district électoral de Richmond,—de M. Simpson, représentant le district électoral d'Argenteuil,—de M. Savaria, représentant le district électoral de Bagot,—de M. Spencer, représentant le district électoral de Missisquoi,—de M. Gillies, représentant le district électoral de Pontiac,—de M. Tétreau, représentant le district électoral d'Ottawa,—et de M. McClary, représentant le district électoral de Compton.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. King, secondé par M. Hackett,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, informant Son Honneur que le Bill intitulé : " Loi détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic ", a été passé par l'Assemblée législative, du consentement de la majorité des représentants des comtés indiqués dans la seconde cédula de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes ;

M. Panneton propose, secondé par M. Parizeau,—Que le dit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité spécial nommé le 20 décembre courant, pour examiner le dit bill,—et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant les corporations de cité et de ville ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec et à la cour du recorder de la dite cité ", avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec et à la cour du recorder de la dite cité ", et les dits amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tessier (Portneuf).—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder quelques secours aux familles de St-Alban qui ont souffert des dommages à la suite de l'éboulement et des débordements de la rivière Sainte-Anne, en avril 1894 ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Le gouvernement était d'abord disposé à accorder des secours à ces familles ; mais des demandes analogues lui ayant été adressées par d'autres paroisses, il n'a pas cru devoir prendre action avant de saisir la Chambre de la question des secours à accorder en pareils cas.

Par M. Lussier.—M. Moïse Raymond, dont le nom est mentionné à la page 84 des comptes publics de 1894, comme touchant un traitement de \$1000.00 par année, a-t-il obtenu la permission du gouvernement pour aller travailler à l'élection de Bonaventure ?

Son salaire a-t-il été ou lui sera-t-il payé pendant le temps qu'il a été absent de son bureau ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—M. Raymond n'est pas dans le service civil.

Le ministre dont il est secrétaire particulier lui a permis d'aller travailler à l'élection de Bonaventure.

La Province ne lui paie pas de traitement pour le temps qu'il a passé dans ce comté.

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Huit heures, P. M.*

M. Cholette, du comité spécial sur le Bill modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité fait rapport à votre honorable Chambre que, lors de l'examen du Bill modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes, à sa séance du vingt décembre courant, il a, là et alors, entendu les parties intéressées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de Philipsburg ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation " *The Hull Electric Company* " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Descarries fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation " *The Quinze Electric Company* " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant l'Union St-Joseph de St-Henri ; et après avoir ainsi siégé quelque M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Savaria fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la cité et du district de Québec ", est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et envoyé au comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec et à la cour du recorder de la dite cité ", et les dits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Ordonné*, Que M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1188 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, pendant cette séance.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill abrogeant et remplaçant les articles 5677 et 5678 des Statuts révisés de Québec dans le but de faciliter la subdivision des lots cadastrés ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill étendant la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de Montréal ;

M. Stephens propose, secondé par M. Gladu,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Bisson propose comme amendement à la motion, secondé par M. Tessier (Portneuf), Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois, à dater d'aujourd'hui ", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le bill soit lu la seconde fois, dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Le Bill amendant l'article 2658 des Statuts révisés de la Province de Québec concernant l'assignation des jurés est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la cour de circuit du district de Montréal ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill amendant de nouveau le Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit jeudi matin.

*Jeudi, 27 décembre 1894.*

L'ordre du jour pour que la Chambre, se forme en comité général pour considérer certaines résolutions proposées concernant le Parc National des Laurentides, étant lu :

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est d'intérêt public d'établir une réserve forestière et un parc national dans cette Province de manière à protéger ses forêts, le poisson et le gibier, de conserver une réserve d'eau constante et d'encourager l'étude et la culture des arbres forestiers ;— qu'il soit

1. *Résolu*, Que le territoire enserrant et comprenant les sources des rivières Montmorency, Jacques-Cartier, Ste-Anne de la Pérade, Batiscan, Metabetchouan, Upikauba, Upiha, Chicoutimi, Boisvert, à Mars, Ha ! Ha !, Murray et Ste-Anne, ainsi décrit :

Toute la partie des terres vacantes de la Couronne, de la province de Québec, situées dans les comtés de Montmorency, Québec et Charlevoix, et bornées comme suit :

Au nord, par la ligne sud de la limite à bois, moitié sud de 144, située entre le Lac des Cèdres et la rivière Metabetchouan, en partie par la ligne sud des comtés du Lac St-Jean et de Chicoutimi, comprise entre la rive est de la Metabetchouan, à l'ouest, et le chemin de St-Urbain et la Grande Baie à l'est ; et en partie, par les frontières sud, ouest et est des limites à bois situées sur les rivières et tributaires des Lacs St-Jean et Kenogami et de la rivière Saguenay ; à l'est, par le chemin de St-Urbain et de la Grande Baie, depuis la 48<sup>e</sup> parallèle de latitude nord jusqu'à son intersection avec la ligne d'arrière de la seigneurie de la côte Beaupré ; au sud-est, par la ligne d'arrière de la seigneurie susdite, et par la ligne d'arrière des cantons de Stoneham et de Tewkesbury, au sud-ouest, par la

ligne est du canton de Tewkesbury, et par la ligne nord-est du fief Hubert et par sa prolongation jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est des limites à bois des rivières-à-Pierre et Batiscan, et de là à l'ouest par les lignes est des dites limites à bois jusqu'à la ligne nord du numéro 7 est, près Batiscan ; de là, encore à l'ouest, par la rive est de la rivière Metabetchouan, jusqu'au 48<sup>e</sup> parallèle de latitude nord susdit ; le tout formant une superficie de 2,531 milles carrés, plus ou moins, mis à part par ordre en conseil du six novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, sera retiré de la vente et de l'occupation, sauf tel que ci-après pourvu, et le dit ordre en conseil, ci-annexé, sera ratifié.

2. *Résolu*, Que ce territoire sera mis à part comme réserve forestière, endroit de pêche et de chasse, parc public et lieu de délassement, sous le contrôle du Commissaire des Terres de la Couronne, pour les citoyens de la Province, sujet aux dispositions de la loi à être basée sur les présentes résolutions et aux règlements qui seront faits en vertu d'icelle, et sera connu sous le nom de : " Parc national des Laurentides ".

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra ajouter au parc tout territoire adjacent, dans lequel il n'a pas été concédé de terres.

4. *Résolu*, Que nul—sauf les personnes ayant bail, licence ou permis—ne pourra s'établir ou se fixer sur ce parc, se servir de ou occuper aucune partie du dit parc, ni louer, licencier ou permettre de faire, accorder ou donner quoi que ce soit qui diminue ou puisse diminuer l'utilité du parc.

5. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer un surintendant chargé de l'exécution des dispositions de la loi à être basée sur les présentes résolutions, et que les gardiens, gardes-forestiers et autres employés nécessaires seront nommés par le Commissaire des Terres de la Couronne.

6. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire, amender ou révoquer des règlements pour les objets suivants :

(a) L'administration, la protection, l'entretien et les améliorations du parc et des cours d'eau, lacs, arbres et arbrisseaux, minéraux, curiosités naturelles et autres matières y contenues ;

(b) La prévention et l'extinction des incendies ;

(c) La conservation et la protection du poisson, gibier, oiseaux sauvages en général et de tous les animaux du parc, et pour la destruction des loups, ours et autres animaux nuisibles, féroces ou destructeurs ;

(d) Les pouvoirs et devoirs du surintendant, des gardiens, gardes-forestiers et autres employés nécessaires, ainsi que les salaires et autre rémunération à leur accorder sur les sommes votées à cet effet par la Législature ;

(e) L'éloignement et le renvoi des personnes et la confiscation ou destruction des fusils ou autres armes à feu ou explosifs, trappes, filets, dards ou autres armes ou instruments de chasse ou de pêche qui s'y trouvent sans droit ;

(f) L'émission de licences de boutiques ou maisons pour le logement des visiteurs, et des établissements où des commerces et industries nécessaires aux personnes se rendant au parc peuvent être exploités ;

(g) L'émission de licences pour coupe du bois sur des limites, auparavant vendues, situées dans le parc, pour l'amélioration du parc et pour le chauffage des préposés au service du parc ;

(h) L'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers, dans les limites du parc, et l'émission de licences ou permis d'occupation dans ce but, et pour l'exploitation et la recherche des mines et autres minéraux ;

(i) La location, pour un nombre d'années quelconques, de telles parties du parc qu'il jugera propres pour la construction de maisons d'habitation et autres constructions nécessaires pour loger les visiteurs ou personnes se rendant au parc ;

(j) Et, en général pour toutes choses nécessaires à la mise à exécution de la loi à être basée sur les présentes résolutions.

7. *Résolu*, Qu'aucun bois de construction ou autre ne pourra être abattu ni coupé dans les limites du parc, qu'en vertu d'une licence accordée conformément à la loi relative aux bois et forêts ou à tout règlement s'y rapportant, ou par l'autorité du Commissaire des Terres de la Couronne, ou en vertu des règlements concernant la régie du parc.

8. *Résolu*, 'Que la moitié de toute amende ou pénalité, imposée en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, appartiendra à Sa Majesté, et pourra être employée à payer les dépenses encourues pour la mise à exécution de ses dispositions ; et que l'autre moitié, si elle est perçue, appartiendra au poursuivant ou dénonciateur, ainsi que les frais encourus, qui auront été recouvrés.

9. *Résolu*, Que tous les revenus provenant de l'octroi des licences, permis ou baux en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, constitueront un fonds spécial, et seront affectés au paiement des dépenses encourues pour mettre à exécution ses dispositions ; et que, jusqu'à ce que ce fonds soit suffisant, une somme de trois mille piastres sera annuellement affectée au paiement des dépenses encourues par le Commissaire des Terres de la Couronne pour cet objet.

10. *Résolu*, Que la loi, à être basée sur les présentes résolutions, ne s'appliquera pas au territoire occupé en vertu d'un bail, par un club de pêche ou de chasse.



COPIE d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, du cinq novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le six novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

No. 574.

RÉSERVE DE CERTAINES TERRES BOISÉES POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN  
PARC NATIONAL

L'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, dans un rapport daté du cinq novembre courant (1894), expose :

Qu'il est désirable qu'une certaine partie de terres boisées de cette Province soit réservée comme Parc National, dans le but de protéger les vieilles forêts, le poisson et le gibier, de conserver une réserve d'eau constante et d'encourager l'étude et la culture des arbres forestiers, et pour d'autres fins ;

Que de semblables réserves ont été faites aux Etats-Unis et à différents endroits du Canada, et qu'elles ont été jugées avantageuses ;

Qu'une certaine partie du canton Grandison, dans cette Province, a déjà été mise à part comme réserve forestière par ordre en conseil du 19 juillet dernier, sous le nom de : *Trembling Mountain Park* (Parc de la Montagne Tremblante) ;

Que le territoire ci-après décrit convient à cet objet, attendu qu'il est tout à fait impropre à la colonisation, qu'il n'est sujet à aucune licence de coupe de bois, qu'il est riche en poissons et en gibier, vu qu'il comprend les sources de plusieurs grandes rivières, et qu'il est d'un accès facile pour les centres habités, savoir : toute la partie des terres de la Couronne vacantes et non licenciées de la province de Québec, situées dans les comtés de Montmorency, Québec et Charlevoix, et bornées comme suit :

Au nord, par la ligne sud de la limite à bois, moitié sud de 144, située entre le Lac des Cèdres et la rivière Metabetchouan, en partie par la ligne sud des comtés du Lac St-Jean et de Chicoutimi, comprise entre la rive est de la Metabetchouan à l'ouest, et le chemin de St-Urbain et la Grande Baie, à l'est, et, en partie, par les frontières sud, ouest et est des limites à bois situées sur les rivières et tributaires des Lacs St-Jean et Kenogami, et de la rivière Saguenay ; à l'est, par le chemin de St-Urbain et de la Grande Baie, depuis la 48<sup>e</sup> parallèle de latitude nord jusqu'à son intersection avec la ligne d'arrière de la seigneurie de la Côte Beaupré ; au sud-est, par la ligne d'arrière de la seigneurie susdite, et par la ligne d'arrière des cantons de Stoneham et Tewkesbury ; à l'ouest, par la ligne est du canton de Tewkesbury et par la ligne ouest du fief Hubert et par sa prolongation jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est des limites à bois des rivières à Pierre et Bastican, et de là par les lignes est des dites limites à bois jusqu'à la ligne nord du numéro 7 est, près Batiscan ; de là encore, à l'ouest, par la rive est de la rivière Metabetchouan jusqu'au 48<sup>e</sup> parallèle de latitude nord susdit ; le tout tel qu'indiqué par une ligne violette sur la carte formant une superficie de deux mille

cinq cent trente-et-un milles carrés ou un million six cent dix-neuf mille six cent quarante arpents, plus ou moins ;

A ces causes, l'honorable Commissaire recommande que le territoire ci-dessus décrit soit mis à part comme réserve forestière pour l'établissement d'un parc national sous le nom de : *Laurentides Park*, (Parc des Laurentides) et qu'une loi soit passée dans ce but à la prochaine session de la Législature.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Duplessis fait, en conséquence, rapport de ces résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'il est de l'intérêt public d'établir une réserve forestière et un parc national dans cette Province de manière à protéger ses forêts, le poisson et le gibier, de conserver une réserve d'eau constante et d'encourager l'étude et la culture des arbres forestiers ;—qu'il soit

1. *Résolu*, Que le territoire enserrant et comprenant les sources des rivières Montmorency, Jacques-Cartier, Ste-Anne de la Pérade, Batiscan, Metabetchouan, Upikauba, Upika, Chicoutimi, Boisvert, à Mars, Ha ! Ha !, Murray et Ste-Anne, ainsi décrit :

Toute la partie des terres vacantes de la Couronne, de la province de Québec, situées dans les comtés de Montmorency, Québec et Charlevoix, et bornées comme suit :

Au nord, par la ligne sud de la limite à bois, moitié sud de 144, située entre le Lac des Cèdres et la rivière Metabetchouan, en partie par la ligne sud des comtés du Lac St-Jean et de Chicoutimi, comprise entre la rive est de la Metabetchouan, à l'ouest, et le chemin de St-Urbain et la Grande Baie à l'est ; et, en partie, par les frontières sud, ouest et est des limites à bois situées sur les rivières et tributaires des Lacs St-Jean et Kenogami, et de la rivière Saguenay ; à l'est, par le chemin de St-Urbain et de la Grande Baie, depuis la 48<sup>e</sup> parallèle de latitude nord jusqu'à son intersection avec la ligne d'arrière de la seigneurie de la Côte Beaupré ; au sud-est, par la ligne d'arrière de la seigneurie susdite, et par la ligne d'arrière des cantons de Stoneham et de Tewkesbury ; au sud-ouest, par la ligne est du canton de Tewkesbury, et par la ligne nord-est du fief Hubert et par sa prolongation jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est des limites à bois des rivières à-Pierre et Batiscan, et de là, à l'ouest par les lignes est des dites

limites à bois jusqu'à la ligne nord du numéro 7 est, près Batiscan ; de là, encore à l'ouest, par la rive est de la rivière Metabetchouan, jusqu'au 48<sup>e</sup> parallèle de latitude nord susdit ; le tout formant une superficie de deux mille cinq cent trente et un milles carrés, plus ou moins, mis à part par ordre en conseil du six novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, sera retiré de la vente et de l'occupation, sauf tel que ci-après pourvu, et le dit ordre en conseil, ci-annexé, sera ratifié.

2. *Résolu*, Que ce territoire sera mis à part comme réserve forestière, endroit de pêche et de chasse, parc public et lieu de délassement, sous le contrôle du commissaire des Terres de la Couronne, pour les citopéens de la Province, sujet aux dispositions de la loi à être basés sur les présentes résolutions et aux règlements qui seront faits en vertu d'icelle, et sera connu sous le nom de : " Parc national des Laurentides ".

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra ajouter au parc tout territoire adjacent, dans lequel il n'a pas été concédé de terres.

4. *Résolu*, Que nul — sauf les personnes ayant bail, licence ou permis — ne pourra s'établir ou se fixer sur ce parc se servir de ou occuper aucune partie du dit parc, ni louer, licencier ou permettre de faire, accorder ou donner quoi que ce soit qui diminue ou puisse diminuer l'utilité du parc.

5. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer un surintendant chargé de l'exécution des dispositions de la loi à être basée sur les présentes résolutions, et que les gardiens, gardes-forestiers et autres employés nécessaires seront nommés par le Commissaire des Terres de la Couronne.

6. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire, amender ou révoquer des règlements pour les objets suivants :

(a) L'administration, la protection, l'entretien et les améliorations du parc et des cours d'eau, lacs, arbres et arbrisseaux, minéraux, curiosités naturelles et autres matières y contenues ;

(b) La prévention et l'extinction des incendies ;

(c) La conservation et la protection du poisson, gibier, oiseaux sauvages en général et de tous les animaux du parc, et pour la destruction des loups, ours et autres animaux nuisibles féroces ou destructeurs ;

(d) Les pouvoirs et devoirs du surintendant, des gardiens, gardes-forestiers et autres employés nécessaires, ainsi que les salaires et autre rémunération à leur accorder sur les sommes votées à cet effet par la Législature ;

(e) L'éloignement et le renvoi des personnes et la confiscation ou destruction des fusils ou autres armes à feu ou explosifs, trappes, filets, dards ou autres armes ou instruments de chasse ou de pêche qui s'y trouvent sans droit ;

(f) L'émission de licences de boutiques ou maisons pour le logement des visiteurs, et des établissements où des commerces et industries nécessaires aux personnes se rendant au parc peuvent être exploités ;

(g) L'émission des licences pour coupe du bois sur les limites, auparavant vendues, situées dans le parc, pour l'amélioration du parc et pour le chauffage des proposés au service du parc ;

(h) L'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers, dans les limites du parc, et l'émission de licences ou permis d'occupation dans ce but, et pour l'exploration et la recherche des mines et autres minéraux ;

(i) La location, pour un nombre d'années quelconques, de telles parties du parc qu'il jugera propres pour la construction de maisons d'habitation et autres constructions nécessaires pour loger les visiteurs ou personnes se rendant au parc ;

(j) Et en général pour toutes choses nécessaires à la mise à exécution de la loi à être basée sur les présentes résolutions.

7. *Résolu*, Qu'aucun bois de construction ou autre ne pourra être abattu ni coupé dans les limites du parc, qu'en vertu d'une licence accordée conformément à la loi relative aux bois et forêts ou à tout règlement s'y rapportant, ou par l'autorité du Commissaire des Terres de la Couronne, ou en vertu des règlements concernant la régie du parc.

8. *Résolu*, Que la moitié de toute amende ou pénalité, imposée en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, appartiendra à Sa Majesté, et pourra être employée à payer les dépenses encourues pour la mise à exécution de ses dispositions, et que l'autre moitié, si elle est perçue, appartiendra au poursuivant ou dénonciateur, ainsi que les frais encourus, qui auront été recouvrés.

9. *Résolu*, Que tous les revenus provenant de l'octroi des licences, permis ou baux en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, constitueront un fonds spécial, et seront affectés au paiement des dépenses encourues pour mettre à exécution ses dispositions : et que, jusqu'à ce que ce fonds soit suffisant, une somme de trois mille piastres sera annuellement affectée au paiement des dépenses encourues par le Commissaire des Terres de la Couronne pour cet objet.

10. *Résolu*, Que la loi, à être basée sur les présentes résolutions, ne s'applique pas au territoire occupé en vertu d'un bail, par un club de pêche ou de chasse.

COPIE d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, du cinq novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le six novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

No. 574.

RÉSERVE DE CERTAINES TERRES BOISÉES POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN  
PARC NATIONAL

L'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, dans un rapport daté du cinq novembre courant (1894), expose :

Qu'il est désirable qu'une certaine partie de terres boisées de cette Province soit réservée comme Parc National, dans le but de protéger les vieilles forêts, le poisson et le gibier, de conserver une réserve d'eau constante et d'encourager l'étude et la culture des arbres forestiers, et pour d'autres fins ;

Que de semblables réserves ont été faites aux États-Unis et à différents endroits du Canada, et qu'elles ont été jugées avantageuses ;

Qu'une certaine partie du canton Grandison, dans cette Province, a déjà été mise à part comme réserve forestière par ordre en conseil du 19 juillet dernier, sous le nom de : *Trembling Mountain Park* (Parc de la Montagne Tremblante) ;

Que le territoire ci-après décrit convient à cet objet, attendu qu'il est tout à fait impropre à la colonisation, qu'il n'est sujet à aucune licence de coupe de bois, qu'il est riche en poissons et en gibier, vu qu'il comprend les sources de plusieurs grandes rivières, et qu'il est d'un accès facile pour les centres habités, savoir : toute la partie des terres de la Couronne vacantes et non licenciées de la province de Québec, situées dans les comtés de Montmorency, Québec et Charlevoix, et bornées comme suit :

Au nord, par la ligne sud de la limite à bois, moitié sud de 144, située entre le Lac des Cèdres et la rivière Metabetchouan, en partie par la ligne sud des comtés du Lac St-Jean et de Chicoutimi, comprise entre la rive est de la Metabetchouan à l'ouest, et le chemin de St-Urbain et la Grande Baie, à l'est, et, en partie, par les frontières sud, ouest et est des limites à bois situées sur les rivières et tributaires des Lacs St-Jean et Kenogami, et de la rivière Saguenay ; à l'est, par le chemin de St-Urbain et de la Grande Baie, depuis la 48<sup>e</sup> parallèle de latitude nord jusqu'à son intersection avec la ligne d'arrière de la seigneurie de la Côte Beaupré ; au sud-est, par la ligne d'arrière de la seigneurie susdite, et par la ligne d'arrière des cantons de Stoneham et Tewkesbury ; à l'ouest, par la ligne est du canton de Tewkesbury et par la ligne ouest du fief Hubert et par sa prolongation jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est des limites à bois des rivières-à-Pierre et Bastican, et de là par les lignes est des dites limites à bois jusqu'à la ligne nord du numéro 7 est, près Batiscan ; de là encore, à l'ouest, par la rive est de la rivière Metabetchouan jusqu'au 48<sup>e</sup> parallèle de latitude nord susdit ; le tout tel qu'indiqué par une ligne violette sur la carte formant une superficie de deux mille

cinq cent trente-et-un milles carrés ou un million six cent dix-neuf mille six cent quarante arpents, plus ou moins ;

A ces causes, l'honorable Commissaire recommande que le territoire ci-dessus décrit soit mis à part comme réserve forestière pour l'établissement d'un parc national sous le nom de : *Laurentides Park*, (Parc des Laurentides) et qu'une loi soit passée dans ce but à la prochaine session de la Législature.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil exécutif.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues une seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi des Douze enfants " ;

Bill intitulé : " Acte amendant de nouveau la loi concernant les jurés " ;

Et Bill intitulé : " Acte modifiant la loi constituant en corporation les Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski ;

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'aujourd'hui.

---

Jeudi, 27 décembre 1894.

*Trois heures P. M.*

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

D'Arthur Runnells et autres, du comté de Missisquoi,—de James Church et autres, de Shipton,—et du Révérend G.-H.-H. Davis et autres, du comté de Huntingdon, demandant, respectivement, des amendements à la loi des licences.

M. Carbray du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la "*Royal Paper Mills Company*", et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

M. Duplessis, du comité permanent des divers Bills privés présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal, et a l'honneur d'en faire le rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Beauchamp du comité permanent de l'Agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir entendu l'opinion de personnes compétentes sur la possibilité d'exporter directement sur le marché anglais nos beurres frais, nos viandes de porc et autres, nos œufs, nos volailles, nos fruits, etc., etc., du moment qu'un service de transport rapide avec réfrigérants pourrait être établi ;

Attendu qu'il a été exposé devant ce comité qu'une compagnie puissante est à se former dans le but d'établir, à Lévis, des abattoirs et des entrepôts réfrigérants pouvant recevoir ou expédier tels produits ;

Attendu que telle compagnie se propose d'avoir à sa disposition un service suffisant de paquebots munis de compartiments réfrigérants et d'investir \$500,000.00 dans le dit établissement à Lévis ;

Attendu que les promoteurs de l'entreprise sollicitent un subside provincial sous forme de garantie d'intérêt annuel à 40% sur le capital investi dans l'installation de tels abattoirs et dépendances, durant l'espace de dix ans, la dite compagnie s'engageant à tenir le dit établissement en pleine opération durant le dit laps de temps, tout en expédiant chaque année au moins 50,000 tonnes de tels produits.

Votre comité recommande que tel subside soit accordé par le gouvernement à telles conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'établir, aux fins de protéger les intérêts de la classe agricole et ceux de la Province, en général, et de telle manière que la dite compagnie atteigne le but exprimé par la Société de l'industrie laitière dans sa requête soumise à ce comité.

L'honorable M. Casgrain présente à la Chambre,—le Second rapport de la Commission chargée de reviser et de modifier le Code de procédure civile du Bas-Canada. (*Document de la session No. 52.*)

M. Beauchamp propose, secondé par M. Marion,—Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent de l'Agriculture, immigration et colonisation.

M. l'Orateur décide que la motion ne peut pas être faite, parce que le rapport ne contient pas seulement une résolution abstraite, mais recommande trop directement l'emploi de deniers publics à une fin déterminée, telle recommandation ne pouvant être soumise à la Chambre que par un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux droits sur les successions et transports d'immeubles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., depuis le 1er juillet 1890 à venir au 1er novembre 1894, se rapportant à la vente d'une limite forestière située dans l'agence de l'Ottawa Supérieur, à un nommé Charles Leduc.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. Hackett,

*Ordonné*, Que le Bill constituant en corporation la ville de Summerlea soit mis de nouveau sur l'ordre du jour de cette séance, et que les règles de la Chambre soient suspendues, pour permettre à cette motion d'avoir son plein effet.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant les cotisations municipales; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant l'article 2658 des Statuts revisés de la province de Québec concernant l'assignation des jurés.

*Ordonné* Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi concernant les dentistes; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre.



Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Kennedy,

*Ordonné*, Que le bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal soit réimprimé.

Le Bill amendant le Code civil relativement aux hypothèques des assurances mutuelles est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte modifiant la charte du village de Dorion, relativement à la confection d'un plan de la municipalité, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte modifiant la charte du village de Dorion, relativement à la confection d'un plan de la municipalité " ; et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi des chemins de fer relativement au paiement des employés des compagnies de chemin de fer ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

---

*Huit heures, P. M.*

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall, — la pétition de W. Whittet et autres.

Par M. Stephens, — la pétition de Michael O'Hara et autres, de la cité de Montréal.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi des licences de Québec " ;

Bill intitulé : " Acte validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements " ;

Bill intitulé : " Acte érigeant en municipalité séparée une partie de la municipalité du village de la Côte-Visitation, sous le nom de : " Village de la Petite-Côte " ;

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les officiers de justice " ;

Bill intitulé : Acte autorisant la Fabrique de St-François, Beauce, à contracter un emprunt et pour d'autres fins " ;

Et Bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke ".

L'ordre du jour, étant lu pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill constituant en corporation la ville de Summerlea ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit envoyé, de nouveau, au comité des divers Bills privés.

La Chambre reprend les débats sur la motion proposée hier,—Que le Bill amendant la loi des chemins de fer, relativement au paiement des employés des compagnies de chemin de fer, soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif à la constitution en corporation des Associations de bienfaisance, des Sociétés nationales, des Unions de métiers et des Sociétés de travail ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant envoyé à un comité général de la Chambre ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cartier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Bourbonnais,—Que tous les mots après “ maintenant ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant les mots : “ au taux de l'intérêt légal, à l'époque du rachat ”, et en les remplaçant par les mots : “ au taux de huit pour cent d'intérêt ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau.—33.</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	
<i>Chélette,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général, pour considérer certaine résolution concernant le tarif des droits sur les différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières, criques et cours d'eau.

(EN COMITÉ)

Attendu que les droits de péage fixés par l'article 4976 des Statuts refondus, reproduisant les dispositions de la section 58 du chapitre 68 des Statuts refondus du Canada, ont été jugés trop élevés et qu'il est à propos de les diminuer et de les rendre généralement semblables à ceux établis par le Statut fédéral 56 Victoria, chapitre 26 ;

A ces causes, qu'il soit—

*Résolu*—Que les droits à percevoir sur les différentes espèces de bois passant par les améliorations sur les rivières, criques et cours d'eau seront dans les proportions relatives ci-dessous :

Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en pièces équarries ou flacheuses, les mille pieds cubes.....	Cts. 15
Chêne, orme ou autres bois durs, en pièces équarries, méplates ou flacheuses, les mille pieds cubes.....	22½
Billots à sciage de dix-sept pieds ou moins de longueur, les mille pieds, mesure des planches.....	01
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de plus de dix-sept pieds et de moins de trente pieds de longueur, les mille pieds, mesure des planches.....	01½
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de trente pieds ou plus de longueur, les mille pieds, mesure des planches.....	01½
Sciages, les mille pieds, mesure des planches.....	03
Douves, les mille pieds, mesure des planches.....	15
Bois en corde, paquets de bardeaux et autres bois, la corde de cent vingt-huit pieds cubes.....	01
Espars, la pièce.....	03
Mâts, la pièce.....	05
Traverses de chemins de fer, autres que de cèdre, de huit ou seize pieds de long, la longueur de huit pieds.....	$\frac{1}{24}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de huit pieds ou moins de longueur, la pièce.....	$\frac{1}{32}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de plus de huit pieds et de moins de dix-sept pieds de longueur, la pièce.....	$\frac{1}{16}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de plus de dix-sept pieds et de moins de vingt-cinq pieds de longueur, la pièce.....	$\frac{3}{32}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de vingt-cinq pieds et de moins de trente-cinq pieds de longueur, la pièce.....	$\frac{1}{8}$
Cèdre, en grumes ou en méplats, de trente-cinq pieds, ou plus, de longueur, la pièce.....	$\frac{1}{4}$

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Résolu*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Panneton fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que les droits de péage fixés par l'article 4976 des Statuts refondus, reproduisant les dispositions de la section 58 du chapitre 68 des Statuts refondus du Canada, ont été jugés trop élevés et qu'il est à propos de les diminuer et de les rendre généralement semblables à ceux établis par le Statut fédéral 56 Victoria, chapitre 26 ;

A ces causes, qu'il soit—

*Résolu*—Que les droits à percevoir sur les différentes espèces de bois passant par les améliorations sur les rivières, criques et cours d'eau seront dans les proportions relatives ci-dessous :

Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en pièces équarries ou flacheuses, les mille pieds cubes.....	Cts. 15
Chêne, orme ou autres bois durs, en pièces équarries, méplates ou flacheuses, les mille pieds cubes.....	22½
Billots à sciage de dix-sept pieds ou moins de longueur, les mille pieds, mesure des planches.....	01
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de plus de dix-sept pieds et de moins de trente pieds de longueur, les mille pieds, mesure des planches.....	01½
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de trente pieds ou plus de longueur, les mille pieds, mesure des planches.....	01½
Sciages, les mille pieds, mesure des planches.....	03
Douves, les mille pieds, mesure des planches.....	15
Bois en corde, paquets de bardeaux et autres bois, la corde de cent vingt-huit pieds cubes.....	01
Espars, la pièce.....	03
Mâts, la pièce.....	05
Traverses de chemins de fer, autres que de cèdre, de huit ou seize pieds de long, la longueur de huit pieds.....	¼
Cèdre, en grumes ou en méplats, de huit pieds ou moins de longueur, la pièce.....	½
Cèdre, en grumes ou en méplats, de plus de huit pieds et de moins de dix-sept pieds de longueur, la pièce.....	⅙
Cèdre, en grumes ou en méplats, de plus de dix-sept pieds et de moins de vingt-cinq pieds de longueur, la pièce.....	⅓
Cèdre, en grumes ou en méplats, de vingt-cinq pieds et de moins de trente-cinq pieds de longueur, la pièce.....	½
Cèdre, en grumes ou en méplats, de trente-cinq pieds, ou plus, de longueur, la pièce.....	¾

La dite résolution, étant lue une seconde, fois est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant le tarif des droits sur les différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières, criques et les cours d'eau.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre ce bill en considération.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité général de la Chambre, jeudi, le 27 courant, concernant le Parc National des Laurentides;

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill établissant le Parc national des Laurentides.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité général de la Chambre, samedi, le 22 décembre courant, concernant le Parc de la Montagne Tremblante;

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill établissant le Parc de la Montagne Tremblante.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et envoyés à un comité général de la Chambre pour demain :

Bill amendant la loi concernant les bois et forêts sur les terres publiques ;  
Et bill amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les pêcheries et la pêche dans les eaux sujettes au contrôle de cette Province ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi relative aux Fabriques ;

L'honorable M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Dechène propose comme amendement à la motion, secondé par M. Turgeon,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

*Vendredi, 28 décembre 1894.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Et la motion principale étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'aujourd'hui.

Vendredi, 28 décembre 1894.

*Trois heures P. M.*

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de Margaret Paul et autres.

Par M. England,—la pétition de Ira-E. Chadsey et autres.

Par M. Bédard,—la pétition de la Chambre de commerce de la ville de Richmond.

Par M. Simpson,—la pétition de W.-A. McOuat et autres, du comté d'Argenteuil.

Par M. Tétreau,—la pétition de M.-J. Shaw et autres.

Par M. Spencer,—la pétition de L.-E.-S. Choquette et autres, de Farnham.

Par M. Gillies,—la pétition de Martin Kilroy et autres.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill concernant l'Orateur du Conseil législatif.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

*Ordonné*, Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. Casgrain, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant la loi relative aux enquêtes de coroners dans les cas d'incendies, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques, et, après discussion, votre comité a rejeté ce bill.

M. Descarries, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit .

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date d'hier, a examiné de nouveau le préambule du Bill pour constituer en corporation la ville de Summerlea, et, après avoir entendu les parties



intéressées, votre comité a déclaré le préambule prouvé, a examiné le bill et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill modifiant la charte de la cité de Montréal, et le Bill amendant la charte de la ville de St-Henri, et a fait certains amendements à ces bills, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Les promoteurs des Bills suivants, savoir: Nos. 65, 78 et 79—"Lo's modifiant la charte de la cité de Montréal", ont déclaré à votre comité qu'ils désiraient ne pas procéder sur leurs bills; en conséquence, votre comité recommande à votre honorable Chambre que permission leur soit accordée de retirer leurs bills et que les sommes payées pour chacun de ces bills au comptable de l'Assemblée législative leur soient remises, moins le coût de la traduction et de l'impression de ces bills.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

*Résolu*, Que cette Chambre se formera en comité général, à sa prochaine séance, pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant le libelle par les journaux;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre, à sa prochaine séance, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant les bois et les forêts sur les terres publiques; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède en conséquence à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Lussier,—Que tous les mots après "bill" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et remplacés par les suivants: "soit de nouveau envoyé à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en retranchant la clause 5".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

## POUR :

## Messieurs

*Bernatchez,  
Bisson,  
Caron,  
Dechêne,  
Girouard,*

*Gosselin,  
Lemieux,  
Lussier,  
Marchand,*

*Morin,  
Parent,  
Pinault,  
Shehyn,*

*Stephens,  
Tessier (Portneuf),  
Tessier (Rimouski),  
Turgeon.—17.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,  
Augé,  
Baker,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bédard,  
Carbray,  
Cartier,  
Casgrain,  
Châteauvert,  
Cholette,  
Chicoyne,*

*Cooke,  
Descarries,  
Desjardins,  
Duplessis,  
England,  
Flynn,  
Girard (Lac St Jean),  
Greig,  
Grenier,  
Hackett,  
Hall,*

*Kennedy,  
Lacouture,  
McDonald,  
McClary,  
Magnan,  
Marion,  
Martineau,  
Morris,  
Nantel,  
Normand,  
Panneton,*

*Parizeau,  
Pelletier,  
Petit,  
Poirier,  
Rioux,  
Savaria,  
Simpson,  
Spencer,  
Taillon,  
Tétreau,  
Villeneuve.—45.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant posée ;

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant les pêcheries et la pêche dans les eaux sujettes au

contrôle de cette Province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant le tarif des droits sur les différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières, criques et cours d'eau ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le bill en considération.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill établissant le Parc de la Montagne Tremblante ; et la question étant posée, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif aux droits sur les successions et les transports d'immeubles ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski, pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

Et, étant six heures, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

---

*Huit heures, P. M.*

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues

De Micheal O'Hara et autres, de la cité de Montréal, demandant que les dispositions du Statut 1893—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal, concernant la rue des Inspecteurs,—ne soient pas changées ;

De W. Whittet et autres, demandant des amendements à la loi des licences.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la "*Royal Paper Mills Company*" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la ville de Summerlea ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, 1889, et ses amendements : et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la ville de St-Henri : et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cholette fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi constituant en corporation l'école polytechnique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds à cette fin, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent ".

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Que lorsque la Chambre s'ajournera, à cette séance, elle s'ajourne au samedi 29 décembre, à 11 heures, A. M. ; et que mercredi, 2 janvier et les jours suivants, cette Chambre ait trois séances par jour : la première, de 11 heures, A. M., jusqu'à 1 heure, P. M. ; la deuxième, de 3 heures à six heures, P. M., et la troisième, de huit heures, P. M., jusqu'à l'ajournement ; et que les ordres du gouvernement aient la préséance chaque jour et à chaque séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte constituant en corporation le village de Senneville ", avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation le village de Senneville ", et les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill concernant le libelle par les journaux ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill établissant le Parc national des Laurentides ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Fitzpatrick propose comme amendement à la motion, secondé par M. Tessier (Portneuf),—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Eernatchez,  
Bourbonnais,  
Caron,  
Dechène,  
Fitzpatrick,*

*Girard (Rouville),  
Gladu,  
Gosselin,  
Lemieux,*

*Laliberté,  
Marchand,  
Morin,  
Parent,*

*Pinault,  
Tessier (Portneuf),  
Tessier (Rimouski),  
Turgeon.—17.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Girard (Iac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—32.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant posée ;

*Ordonné,* Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

*Samedi, 29 décembre 1894.*

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dechène.—1. M. Jules Côté, secrétaire du bureau des mines, a-t-il reçu une mission spéciale depuis le 1er mai 1894 ?

2. Si oui, quelle était cette mission ?

3. A-t-il reçu une somme quelconque en rapport avec cette mission ? Si oui, quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Oui, le 27 juillet 1894.

2. M. Côté est allé aux Iles de la Madeleine, conjointement avec M. Bouffard, faire enquête au sujet de la question de la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

M. Côté était chargé, de plus, en sa qualité de secrétaire du Bureau des mines, de s'occuper de certaines difficultés existant au sujet des droits de mine.

3. M. Côté a reçu \$250.00 pour dépenses et frais de voyages et pour tout travail en rapport avec la dite enquête, y compris son rapport.

Par M. Dechène.—1. M. Martineau, employé au département des Terres de la Couronne, a-t-il reçu quelque mission spéciale depuis le 1er mai 1894 ?

2. Si oui, quelle est cette mission ? 3. Quelle somme a-t-il reçue en rapport avec cette mission ?

Réponse par l'honorable M. Flynn : 1. Oui, le 18 août 1894.

2. M. Martineau a été chargé de remplacer M. Rouillard, inspecteur des agences de la division Est, qui était retenu chez lui pour cause de maladie, d'aller faire une enquête touchant la colonie de Musselyville, et aussi de faire l'inspection des bureaux d'agences des terres et des bois de la Couronne dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.

3. M. Martineau a reçu \$200.00 pour toutes dépenses en rapport avec sa mission qui a duré un mois. Il a fait rapport.

Par M. Dechène.—1. Quel était le nombre des inspecteurs des agences des terres de la Couronne au 1er novembre 1891 ?

2. Quel était leur nombre au 1er novembre 1894 ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. Un.

2. Deux, le nombre d'inspections à faire étant trop considérable pour que l'inspection des agences par un seul soit complète et efficace.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il vendu une limite forestière à un nommé Charles Leduc, depuis le 1er janvier 1894 ?

Si oui, combien de milles contient-elle ?

Quelle somme M. Leduc a-t-il payée pour telle limite ?

Réponse par l'hon. M. Flynn :—Le gouvernement n'a pas vendu de limite forestière à M. Charles Leduc ; mais le transfert de certaines limites par MM. W. Ross et P. Fitzpatrick, en faveur de M. Leduc, a été accepté, de même que le transfert par ce dernier à d'autres. Tous les renseignements à ce sujet se trouvent dans les documents à être produits sur un ordre de la Chambre voté le 27 décembre courant.

Par M. Gladu.—Quels sont les services rendus par P.-T. Bédard au conseil d'Agriculture, et pour lesquels le gouvernement lui a payé la somme de \$30.00, mentionnée à la page 151 des comptes publics de 1894 ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Cette somme représente une partie du salaire régulier de P.-T. Bédard comme employé surnuméraire au département de l'Agriculture.

Par M. Gladu.—Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour les travaux d'impression des documents publics ?

Quels sont les établissements auxquels sont confiés ces ouvrages ?

Quel est le prix par mille ems chargé au gouvernement par chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement ayant réussi à faire faire des impressions à des prix plus avantageux que ceux qui étaient payés, sous le gouvernement Mercier, il n'a pas été nécessaire de demander des soumissions.

La réponse au reste de cette question nécessiterait trop de détails pour être circonscrite dans une réponse à une interpellation.

Le gouvernement est prêt à mettre devant la Chambre tous les documents à ce sujet.



Par M. Gladu.—Quelles sont les profession, occupation et résidence du nommé P. Bousquet à qui le gouvernement a payé \$720.11 pour 2,500 exemplaires du rapport du congrès des cultivateurs de la province de Québec, tel que mentionné à la page 145 des comptes publics pour 1894 ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—P. Bousquet est domicilié à Sherbrooke ; il est gérant de la Compagnie typographique des Cantons de l'Est.

Par M. Bernatchez.—1. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant de vendre le terrain qu'avait acheté le gouvernement précédent comme site de la nouvelle prison pour Montréal, au Sault-au-Récollet ?

2. A-t-il reçu des soumissions, de qui, et pour quels montants ?

3. A-t-il fait annoncer cette vente dans les journaux, et, si oui, dans quels journaux ?

4. Quels ont été les acquéreurs de cette propriété, et quel prix l'ont-ils payée ?

5. A quel prix le précédent gouvernement avait-il acheté cette propriété ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Ce terrain appartient encore à la Province, et il n'est pas maintenant question de le vendre. Le gouvernement Mercier l'a payé \$26,500.00 ; pour plus de renseignements on pourra s'adresser à ceux qui ont pu annoncer la nouvelle de la vente de cette propriété.

1. Non. 2. Non. 3. Non.

4. Le gouvernement l'ignore.

5. Le gouvernement actuel n'a pu trouver nulle part la trace de l'achat de cette propriété par le gouvernement de Boucherville.

Par M. Gladu.—1. La carte régionale du Lac Saint-Jean, vendue par M. Jules Taché au gouvernement à \$1250.00 pour 5,000 copies,—pages 229 et 250 des comptes publics,—fait-elle partie de la carte de la province de Québec préparée aux frais de la Province ?

2. Si oui, pourquoi le gouvernement l'a-t-il achetée de M. Taché au lieu de la faire imprimer lui-même ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—La carte de la région du Lac Saint-Jean vendue par M. Jules Taché au département des Terres de la Couronne, au coût de \$1,250.00 pour 5,000 exemplaires, ne fait pas partie de la carte de la province de Québec imprimée aux frais du gouvernement et distribuée l'an dernier. Ces deux cartes sont dressées à des échelles tout à fait différentes.

La préparation de cette carte générale de la Province n'a rien coûté au département des Terres de la Couronne, si ce n'est pour frais d'impression, soit : 10,150 exemplaires à raison de \$1774.30.

Par M. Stephens.—Pendant le mois d'avril 1894, qui a fourni la pierre à casser à la prison de Montréal ? Cette fourniture a-t-elle été faite par contrat ? Quel était le fournisseur ou entrepreneur ? Depuis quelle date ? Pour combien de temps ? Quel prix, la toise ? A-t-on demandé des soumissions ? Quand le contrat expire-t-il ? Qui fournit maintenant la pierre ? Est-ce d'après un contrat ? En ce cas, depuis quelle date ? A quel prix, la toise ? Pour combien de temps ? A-t-on demandé des soumissions ?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—La réponse à cette interpellation nécessiterait trop de détails pour être donnée sous la forme demandée, mais le gouvernement mettra devant la Chambre tous les renseignements sur un ordre à cet effet.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Tessier (Portneuf),

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance se rapportant à l'exécution des jugements rendus par la cour de circuit de Montmagny contre Michel Ouellet, de St'e-Louise, et Norbert Lapointe, de St-Damase, dans le comté de l'Islet.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Gladu,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé pour le Bill modifiant la loi constituant en corporation les Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. Panneton propose, secondé par M. Martineau,—Que l'honoraire de \$200 payé pour le Bill concernant la Ferme Modèle de Compton soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>England,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Flynn</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteanvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tétreau.—29.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—17.</i>
<i>Fitzpatrick,</i>			

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

M. Dechène propose, secondé par M. Turgeon,—Que la Chambre s'ajourne maintenant ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bourbonnais;</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—16.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDmald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>Magnon,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>England,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—30.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Panneton,</i>	
<i>Châteauvert,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Résolu,* Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette Province se rapportant au changement des droits sur la pulpe, et copie de tout ordre en conseil, pétition, etc., se rapportant à tel changement.

*Ordonné,* Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Marion,

*Ordonné,* Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des comptes détaillés, avec toutes pièces à l'appui, sur lesquels ont été payés les articles suivants, mentionnés aux pages suivantes des comptes publics, pour frais de poursuite *in re la Reine vs Ernest Pacaud.*

## Comptes publics de 1892.

A F.-X. Drouin, avocat, page 111.....	\$ 200 00
A F.-X. Drouin, avocat, page 111.....	46 16

## Comptes publics de 1893.

A F.-X. Drouin, page 128.....	144 45
-------------------------------	--------

## Comptes publics de 1894.

A F.-X. Drouin, page 132.....	200 00
-------------------------------	--------

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Gladu,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte en vertu duquel le gouvernement a payé à Heyman fils, de Paris, \$156,86 pour une paire de chandeliers en argent, tel que mentionné à la page 184 des comptes publics de 1894, page 184 de la version anglaise.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Tessier (Portneuf),

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des comptes détaillés en vertu desquels le gouvernement a payé à la "*Gazette Printing Co*" \$150.00 pour 100 copies extra des comptes publics en français de 1892, et \$300.00 pour 300 copies en anglais des mêmes comptes publics, le tout tel que mentionné à la page 209 des comptes publics pour 1894.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous comptes détaillés et pièces à l'appui, sur lesquels ont été payées les sommes suivantes des comptes publics pour frais relatifs aux poursuites du gouvernement contre l'honorable Honoré Mercier.

#### Comptes publics de 1893.

A James Dunbar, avocat, page 128.....	\$ 1264 38
A Gustave G. Stuart, avocat, page 128.....	500 00
A W.-C. Languedoc, avocat, page 128.....	500 00
A I.-N. Belleau, avocat, page 139.....	500 00
A Christopher Robinson, avocat, page 129.....	150 00

Sur motion de M. Girouard, secondé par M. Parent,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte de A. Bélanger au montant de \$300.00, pour un fauteuil pour M. DeLaBruère, président du Conseil législatif, tel que mentionné à la page 179 des comptes publics de 1894.

Sur motion de M. Laliberté, secondé par M. Gladu,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous comptes détaillés, avec pièces à l'appui, sur lesquels ont été payées les sommes suivantes mentionnées à la page 130 des comptes publics, pour 1893 :

A J.-D. Lépine, Ecr., shérif, Montmagny, montant payé au grand conétable Gendreau pour services et déboursés <i>in re</i> Morin, condamné à mort pour assassinat.....	\$ 518 00
Do frais <i>re</i> Lépine <i>vs</i> Gendreau.....	200 00

Sur motion de M. Girouard, secondé par M. Laliberté,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte de \$99.30 payé à L.-D. Vézina, pour une porte, tel que mentionné à la page 179 des comptes publics de 1894.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Pinault,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copies des lettres ou au'res pièces par lesquelles le gouvernement aurait reconnu, le 14 décembre 1888 et le 14

janvier 1889, le transport consenti par la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs à la Banque Ontario, d'un montant de subsides de \$28,546.00, tel que mentionné à l'article 28 du budget supplémentaire pour l'exercice finissant le 30 juin 1895.

Aussi,—copie de tous documents par lequel le gouvernement se serait engagé de payer 40/10 d'intérêt sur cette somme.

Sur motion de M. Girouard, secondé par M. Laliberté,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte de L. Morency & Frère au montant de \$348.55, pour miroirs fournis à Spencer-Wood, tel que mentionné à la page 183 des comptes publics de 1894.

Sur motion de M. Dechêne, secondé par M. Turgeon,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—  
1. Copie du compte d'Alexandre Chauveau, juge des Sessions de la paix de Québec, pour services extra au montant de \$800.00 que lui a payé le gouvernement, tel que mentionné à la page 208 des comptes publics de 1894, version anglaise.

2. Copie de l'ordre en conseil en vertu duquel ce montant lui a été payé.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Girard (Rouville),

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte de Boyer Callot, de Paris, au montant de \$456.08 payé par le gouvernement pour argenteries, candélabres, etc., pour Spencer-Wood, tel que mentionné à la page 184 des comptes publics de 1894, page 184, version anglaise.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une copie de la facture d'Alfred Hache & Cie, de Paris, sur laquelle le gouvernement lui a payé la somme de \$374.16 pour deux services de vaisselle en porcelaine, ainsi que du compte en vertu duquel le gouvernement a payé à A.-W. Colley la somme de \$130.00 pour frais de transport et de douane sur ces deux services de vaisselle.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous comptes détaillés et des pièces à l'appui en vertu desquels le gouvernement a payé pour arpentages et inspections d'arpentages les sommes suivantes, tel que mentionné aux pages suivantes des comptes publics :

## Comptes publics de 1892.

A Henry O'Sullivan, page 181..... \$14 863 07

## Comptes publics de 1893.

A Henry O'Sullivan, page 203..... 6,600 00

## Comptes publics de 1894.

A Henry O'Sullivan, page 217 ..... 12,160 95

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Stephens,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des comptes détaillés en vertu desquels le gouvernement a payé les sommes suivantes, tel que mentionné aux pages suivantes des comptes publics de 1893 et 1894.

## Comptes publics de 1893.

A E. Senécal et fils, balance pour publication des journaux d'agriculture, anglais et français, au 30 juin 1893, page 148..... \$ 2,162 42

## Comptes publics de 1894.

A E. Senécal et fils, balance pour publication de journaux d'agriculture, français et anglais, au 30 juin 1894, page 145..... 6,422 93

A E. Senécal et fils, page 169, pour à-compte sur publication de journaux d'agriculture, en français et en anglais ..... 4,407 07

Sur motion de M. Baker, secondé par M. Desjardins,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des montants dus à la Couronne par la Commission des chemins à barrières pour la Rive Sud.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

## Samedi, 29 décembre 1894.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table

Par M. Baker,—la pétition de I.-N. Belleau et autres.

Par M. Villeneuve,—la pétition de L.-C. Crevier et autres ; la pétition de Pierre Collins et autres ; et la pétition de François Crevier.

Par M. Cartier, — la pétition de J.-B. Richard et autres.

Par M. Hackett,—la pétition de Mary E. Sanderson et autres.

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de R.-F. Robertson et autres ; et la pétition du révérend James Fleck et autres.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la "*Seventh Day Adventist Conference, cf Quebec*, et pour d'autres fins " ;

Bill intitulé : " Acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Elzéar Labrecque au nombre de ses membres " ;

Bill intitulé : " Acte déclarant Léopold Desilets membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec " ;

Bill intitulé : " Acte prolongeant en faveur de Herbert-Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à Charles Côté par la loi 38 Victoria, chapitre 97 " ;

Bill intitulé : " Acte concernant le lot numéro vingt-quatre du cadastre d'Hochelaga " ;

Bill intitulé : " Acte modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency et les lois qui le modifient " ;

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Union St-Joseph de l'Ancienne-Lorette " ;

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 88, concernant l'Union St-Joseph de Montréal " ;

Bill intitulé : " Acte autorisant le Bureau des examinateurs de l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Thomas Coleman, chirurgien-dentiste, à la pratique de l'art dentaire et membre de la dite association " ;

Bill intitulé : " Acte amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont Neuf de St-Hyacinthe et les actes qui l'amendent " ;

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Association des maîtres-plombiers de Montréal et de ses environs " ;

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi 39 Victoria, chapitre 70, constituant en corporation "*The Church Home*", de Montréal " ;

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours " ;

Bill intitulé : " Acte amendant la loi de l'Instruction publique " ;

Bill intitulé : " Acte amendant le Code de procédure civile " ;

Et Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Ste-Anne de Bellevue ".

M. Carbray, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du district de Québec ", et y

a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

*Résolu*, Que la Chambre se formera en comité général, mercredi prochain, pour considérer certaines résolutions concernant les droits sur les subsides aux chemins de fer.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la Compagnie d'exposition de Montréal ;

L'honorable M. Beaubien informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé pendant la durée du bail de la Compagnie d'exposition de Montréal, c'est-à-dire pendant treize années à partir de 1895, inclusivement, chaque année qu'une exposition sera tenue, à contribuer à payer le déficit, s'il y en a un de constaté, pourvu qu'en aucune année la somme payée n'excède celle de \$15,000, à condition que la compagnie renonce, en faveur de la Province, à tous les droits qu'elle peut avoir à la propriété du terrain des expositions situé près de Montréal.

2. *Résolu*, Que le gouvernement soit autorisé à faire avec la Compagnie d'exposition de Montréal un arrangement contenant les dispositions et énoncés suivants :

Attendu que, par un arrangement mentionné dans un arrêté en conseil, (No. 648), approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 décembre 1889, et dont une copie fait partie de la loi 53 Victoria, chapitre 96, il a été, entre autres choses, convenu que la Compagnie d'exposition de Montréal louerait du gouvernement de la province de Québec pour un terme de dix-huit ans, à une rente d'une piastre par année, le terrain connu sous le nom de : " Champ d'exposition du Mile-End ", contenant environ trente-cinq arpents, plus ou moins, en superficie, borné au sud par l'Avenue Mont-Royal, à l'est par la rue St-Urbain, à l'ouest par la rue Bleury, au Nord par une rue projetée, le dit terrain connu et désigné sous le No. 14 du cadastre officiel de la Côte St-Louis, et sur lequel se trouve érigé l'édifice ci-devant connu sous le nom de : " Palais de Cristal ", tel que ce terrain se trouve désigné dans cet arrêté en conseil ;

Attendu qu'en vertu de cet arrangement la Compagnie d'exposition de Montréal réclame le droit, pendant cinq ans, à compter du 19 décembre 1889,



d'acheter le dit immeuble suivant valeur réelle à être établie par arbitrage, de la manière et selon les conditions indiquées dans cet arrangement ;

Attendu que la dite compagnie a voulu se prévaloir de la faculté de faire cette acquisition, et que la valeur de ce terrain et des bâtiments sur icelui a été établie par des arbitres à \$84,600 dans un rapport en date du 6 décembre 1890, approuvé par l'Exécutif, par un arrêté en conseil en date du 28 mars 1891 ;

Il est convenu :

1. La compagnie renonce en faveur du gouvernement au droit qu'elle réclame d'acheter le dit immeuble, voulant et entendant qu'il soit et demeure la propriété du gouvernement, la dite compagnie devant cependant rester en possession d'icelui à titre de locataire, à raison d'une piastre par année, pendant le reste des dix-huit années du bail, lesquelles ont commencé à courir le 19 décembre 1889.

2. A l'expiration du dit bail, la valeur des bâtiments, constructions et améliorations sur tous les terrains, ainsi loués du gouvernement, et de tout le roulant, sera déterminée par arbitres nommés de la manière indiquée au Code de procédure civile, et le gouvernement paiera à la dite compagnie un montant représentant la valeur de ces bâtiments et améliorations, moins la somme de \$25,600, fixée par les arbitres comme valeur des bâtiments, lorsque la compagnie en a pris possession. Néanmoins les bâtiments et améliorations faits avec des deniers provenant d'autres sources que le capital-actions de la compagnie, appartiendront au gouvernement sans aucune indemnité, et, s'il devient nécessaire, pour des fins d'exposition et pour d'autres causes que la vétusté, de démolir des bâtiments actuellement existants sur ce terrain, dans le but de les remplacer par d'autres, ils seront, avant leur démolition, évalués par des arbitres de la manière indiquée ci-dessus, et leur valeur ainsi déterminée sera remboursée à la compagnie à la fin du bail, toujours moins la somme précitée de \$25,600.

3. Les bâtiments et constructions actuellement sur le Parc Mont-Royal et appartenant à la compagnie seront sujets aux mêmes dispositions que les autres bâtiments érigés sur le terrain du gouvernement, la compagnie toutefois n'ayant pas le droit de faire de nouvelles constructions sur le Parc Mont-Royal. Dans le cas où les bâtiments érigés sur le Parc Mont-Royal, appartenant à la compagnie, seraient transportés sur le terrain du gouvernement, les frais de transport feront partie des dépenses courantes de la compagnie.

4. Après que les dépenses courantes de la compagnie auront été payées, y compris l'entretien des bâtiments, les frais d'exposition, les dividendes aux actionnaires à un taux n'excédant pas six pour cent sur le capital payé, les salaires des employés, s'il y a un surplus résultant de la tenue d'expositions, ce surplus devra être employé à la construction des bâtiments nouveaux qui appartiendront au gouvernement sans aucune indemnité, et dans le cas où il n'y aura pas lieu d'éri-

ger de nouvelles constructions, ce surplus devra servir à défrayer les dépenses des expositions subséquentes, et à en augmenter l'importance autant que possible.

5. Chaque année qu'une exposition sera tenue pendant les années qui restent à courir sur les dix-huit années, le gouvernement s'oblige d'indemniser la compagnie de toute perte qu'elle subira par suite de la tenue d'une exposition, mais seulement jusqu'à concurrence d'une somme de \$15,000, pour chaque telle année.

6. Vu que la compagnie renonce à la clause en vertu de laquelle elle prétendait avoir droit d'acquérir le dit immeuble, et vu que la dite compagnie a souffert, dans le passé, des déficits dans la tenue des expositions, le gouvernement s'oblige à payer \$8,000 à la dite compagnie, pour aider à couvrir ses déficits avec intérêt à compter du premier juillet 1894. Cette somme sera payée aussitôt que votée par la législature.

7. La compagnie devra, à chaque exposition, offrir en prix au moins la somme de \$12,000.

8. La compagnie sera obligée de tenir les bâtiments sur ce terrain assurés contre le feu pour une somme à être convenue entre elle et le gouvernement, afin de protéger les intérêts du gouvernement, et de transporter cette assurance au gouvernement.

9. Si des bâtiments sont déruits par le feu, le gouvernement sera obligé de dépenser, pour les rebâtir, une somme égale à celle qu'il aura reçue pour la perte de ces bâtiments, ou de remettre cette somme à la compagnie qui fera elle-même la construction.

10. Toutes les réparations, tant grosses que d'entretien, seront à la charge de la compagnie.

11. Les opérations de la compagnie seront dirigées par un bureau de directeurs de pas plus de onze membres ni de moins de neuf, dans lequel le gouvernement pourra se faire représenter par deux directeurs qu'il nommera. En outre, le Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, le président du conseil d'agriculture et le président du conseil des arts et manufactures seront *ex officio* directeurs de la compagnie. Le Commissaire de l'agriculture aura le droit de se faire représenter aux réunions de ce bureau par un officier de son département ou tout autre qu'il désignera. Ces directeurs seront prévenus d'avance de la tenue de chaque assemblée du bureau.

12. Comme, à même le terrain acheté par le gouvernement et maintenant loué à la compagnie, une certaine partie, savoir : une lisière de cinquante pieds de largeur et s'étendant en profondeur sur toute la largeur des terrains de l'exposition, a été consacrée à l'ouverture d'une rue, les Sœurs de l'Hôtel-Dieu, M. Bagg et les autres propriétaires donnant une égale lisière de terre, et la municipalité, ensuite, ayant permis à la compagnie de fermer cette rue, et le terrain qu'elle comprenait ayant été mis à la disposition de la dite compagnie, il est bien entendu que cette lisière appartient et appartiendra au gouvernement.

13. Chaque année qu'une exposition sera tenue, le Commissaire de l'agriculture pourra ordonner qu'à même la somme de \$12,000 donnée en prix, comme susdit, celle de \$2,000 sera employée de la manière qu'il indiquera.

14. La compagnie sera tenue de faire au Commissaire de l'agriculture et de la colonisation un rapport annuel et détaillé de ses dépenses et opérations.

15. Le contrat intervenu entre le gouvernement et la compagnie, lequel est mentionné dans l'ordre en conseil du 20 décembre 1889, est annulé en ce qui concerne la faculté d'acheter conférée à la compagnie, ainsi que toute autre partie du dit acte incompatible avec les conditions ci-dessus.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Panneton fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Panneton fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé pendant la durée du bail de la Compagnie d'exposition de Montréal, c'est-à-dire pendant treize années à partir de 1895, inclusivement, chaque année qu'une exposition sera tenue, à contribuer à payer le déficit, s'il y en a un de constaté, pourvu qu'en aucune année la somme payée n'excède celle de \$15,000, à condition que la compagnie renonce, en faveur de la Province, à tous les droits qu'elle peut avoir à la propriété du terrain des expositions situé près de Montréal.

2. *Résolu*, Que le gouvernement soit autorisé à faire avec la compagnie d'exposition de Montréal un arrangement contenant les dispositions et énoncés suivants :

" Attendu que, par un arrangement mentionné dans un arrêté en conseil, (No. 648), approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 décembre 1889, et dont une copie fait partie de la loi 53 Victoria, chapitre 96, il a été, entre autres choses, convenu que la compagnie d'exposition de Montréal louerait du gouvernement de la province de Québec pour un terme de dix-huit ans, à une rente d'une piastre par année, le terrain connu sous le nom de : " Champ d'exposition du Mile-End ", contenant environ trente-cinq arpents, plus ou moins, en superficie, borné au sud par l'Avenue Mont-Royal, à l'est par la rue St-Urbain, à l'ouest par la rue Bleury, au nord par une rue projetée, le dit terrain connu et désigné sous le No. 14 du cadastre officiel de la Côte St-Louis, et sur lequel se trouve érigé l'édifice ci-devant connu sous le nom de : " Palais de Cristal ", tel que ce terrain se trouve désigné dans cet arrêté en conseil ;

Attendu qu'en vertu de cet arrangement la Compagnie d'exposition de Montréal réclame le droit, pendant cinq ans, à compter du 19 décembre 1889, d'acheter

le dit immeuble suivant valeur réelle à être établie par arbitrage, de la manière et selon les conditions indiquées dans cet arrangement ;

Attendu que la dite compagnie a voulu se prévaloir de la faculté de faire cette acquisition, et que la valeur de ce terrain et des bâtiments sur icelui a été établie par des arbitres à \$84,600 dans un rapport en date du 6 décembre 1890, approuvé par l'Exécutif, par un arrêté en conseil en date du 28 mars 1891 ;

Il est convenu :

1. La compagnie renonce en faveur du gouvernement au droit qu'elle réclame d'acheter le dit immeuble, voulant et entendant qu'il soit et demeure la propriété du gouvernement, la dite compagnie devant cependant rester en possession d'icelui à titre de locataire, à raison d'une piastre par année, pendant le reste des dix-huit années du bail, lesquelles ont commencé à courir le 19 décembre 1889.

2. A l'expiration du dit bail, la valeur des bâtiments, constructions et améliorations sur tous les terrains, ainsi loués du gouvernement, et de tout le roulant, sera déterminée par arbitres nommés de la manière indiquée au Code de procédure civile, et le gouvernement paiera à la dite compagnie un montant représentant la valeur de ces bâtiments et améliorations, moins la somme de \$25,600, fixée par les arbitres comme valeur des bâtiments, lorsque la compagnie en a pris possession. Néanmoins, les bâtiments et améliorations faits avec des deniers provenant d'autres sources que le capital-actions de la compagnie, appartiendront au gouvernement sans aucune indemnité, et, s'il devient nécessaire, pour des fins d'exposition et pour d'autres causes que la vétusté, de démolir des bâtiments actuellement existants sur ce terrain, dans le but de les remplacer par d'autres, ils seront, avant leur démolition, évalués par des arbitres de la manière indiquée ci-dessus, et leur valeur ainsi déterminée sera remboursée à la compagnie à la fin du bail, toujours moins la somme précitée de \$25,600.

3. Les bâtiments et constructions actuellement sur le Parc Mont-Royal et appartenant à la Compagnie seront sujets aux mêmes dispositions que les autres bâtiments érigés sur le terrain du gouvernement, la compagnie toutefois n'ayant pas le droit de faire de nouvelles constructions sur le Parc Mont-Royal. Dans le cas où les bâtiments érigés sur le Parc Mont-Royal, appartenant à la compagnie, seraient transportés sur le terrain du gouvernement, les frais de transport feront partie des dépenses courantes de la compagnie.

4. Après que les dépenses courantes de la compagnie auront été payées, y compris l'entretien des bâtiments, les frais d'exposition, les dividendes aux actionnaires à un taux n'excédant pas six pour cent sur le capital payé, les salaires des employés, s'il y a un surplus résultant de la tenue d'expositions, ce surplus devra être employé à la construction des bâtiments nouveaux qui appartiendront au gouvernement sans aucune indemnité ; et dans le cas où il n'y aura pas lieu d'ériger de nouvelles constructions, ce surplus devra servir à défrayer les dépenses des expositions subséquentes et à en augmenter l'importance autant que possible.

5. Chaque année qu'une exposition sera tenue pendant les années qui restent à courir sur les dix-huit années, le gouvernement s'oblige d'indemniser la compagnie jusqu'à concurrence d'une somme de \$15,000, pour chaque telle année.

6. Vu que la compagnie renonce à la clause en vertu de laquelle elle prétendait avoir droit d'acquérir le dit immeuble, et vu que la dite compagnie a souffert, dans le passé, des déficits dans la tenue des expositions, le gouvernement s'oblige à payer \$8,000 à la dite compagnie, pour aider à couvrir ses déficits avec intérêt à compter du premier juillet 1894. Cette somme sera payée aussitôt que votée par la Législature.

7. La compagnie devra, à chaque exposition, offrir en prix au moins la somme de \$12,000.

8. La compagnie sera obligée de tenir les bâtiments sur ce terrain assurés contre le feu pour une somme à être convenue entre elle et le gouvernement, afin de protéger les intérêts du gouvernement, et de transporter cette assurance au gouvernement.

9. Si des bâtiments sont détruits par le feu, le gouvernement sera obligé de dépenser, pour les rebâtir, une somme égale à celle qu'il aura reçue pour la perte de ces bâtiments, ou de remettre cette somme à la compagnie qui fera elle-même la construction.

10. Toutes les réparations, tant grosses que d'entretien, seront à la charge de la compagnie.

11. Les opérations de la compagnie seront dirigées par un bureau de directeurs de pas plus de onze membres, ni de moins de neuf, dans lequel le gouvernement pourra se faire représenter par deux directeurs qu'il nommera. En outre, le Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, le président du conseil d'agriculture et le président du conseil des arts et manufactures seront *ex officio* directeurs de la compagnie. Le Commissaire de l'agriculture aura le droit de se faire représenter aux réunions de ce bureau par un officier de son département ou tout autre qu'il désignera. Ces directeurs seront prévenus d'avance de la tenue de chaque assemblée du bureau.

12. Comme, à même le terrain acheté par le gouvernement et maintenant loué à la compagnie, une certaine partie, savoir : une lisière de cinquante pieds de largeur et s'étendant en profondeur sur toute la largeur des terrains de l'exposition, a été consacrée à l'ouverture d'une rue, les Sœurs de l'Hôtel-Dieu, M. Bagg et les autres propriétaires donnant une égale lisière de terre, et la municipalité, ensuite, ayant permis à la compagnie de fermer cette rue, et le terrain qu'elle comprenait ayant été mis à la disposition de la dite compagnie, il est bien entendu que cette lisière appartient et appartiendra au gouvernement.

13. Chaque année qu'une exposition sera tenue, le Commissaire de l'agriculture pourra ordonner qu'à même la somme de \$12,000 donnée en prix, comme susdit, celle de \$2,000 sera employée de la manière qu'il indiquera.

14. La compagnie sera tenue de faire au Commissaire de l'agriculture et de la colonisation un rapport annuel et détaillé de ses dépenses et opérations.

15. Le contrat intervenu entre le gouvernement et la compagnie, lequel est mentionné dans l'ordre en conseil du 20 décembre 1889, est annulé en ce qui concerne la faculté d'acheter conférée à la compagnie, ainsi que toute autre partie du dit acte incompatible avec les conditions ci-dessus.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, mercredi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences ;

L'honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que le traitement à être accordé au greffier des commissaires des licences, à Montréal, n'excédera pas la somme de mille piastres par année.

2. *Résolu*, Que, désormais, les sommes à payer pour un permis pour la vente des liqueurs enivrantes, dans un club, seront les mêmes que pour les permis pour la vente des liqueurs enivrantes dans une auberge.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Panneton fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Panneton fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le traitement à être accordé au greffier des commissaires des licences, à Montréal, n'excédera pas la somme de mille piastres par année.

2. *Résolu*, Que, désormais, les sommes à payer pour un permis pour la vente des liqueurs enivrantes, dans un club, seront les mêmes que pour les permis pour la vente des liqueurs enivrantes dans une auberge.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, mercredi prochain.

Le Bill amendant la loi concernant les cotisations municipales est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en comité général au Bill concernant les dentistes, et les amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi relative aux enquêtes des coroners dans les cas d'incendies ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Fitzpatrick fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Descarries, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire informer votre honorable Chambre que le promoteur du Bill modifiant la charte de la cité de Montréal, a déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill ; en conséquence, votre comité recommande à votre honorable Chambre que permission lui soit donnée de retirer le dit bill, et

que les sommes payées au comptable de l'Assemblée législative pour ce bill lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill détachant la paroisse de Ste-Flore du comté de Champlain et l'annexant au comté de St-Maurice ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Baker fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 1188 du Code de procédure civile ;

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Châteauvert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

---

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Dechène.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, à cette session, une résolution à l'effet d'approuver les arrangements conclus, le 6 juin dernier, entre le gouvernement et M. Philippe Vallière ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—Oui ; avis a été donné de la résolution qui doit être présentée à cet effet.



---

Sur motion de M. Hackett, secondé par M. Cooke,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et documents relatifs à la loi ayant pour but de nommer un juge de la cour supérieure pour le district de Pontiac.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance se rapportant au règlement des comptes entre le gouvernement et MM. McIntosh et Kilburn, marchands de bois.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte détaillé de la somme de \$200.00 payée au Dr C.-J. Samson, inspecteur sanitaire, pour frais de voyage, pour les douze mois finissant le 12 avril 1894, page 149 des comptes publics de 1894.

Sur motion de M. Rioux, secondé par M. Greig,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, rapports etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$100.00 à P.-E. Hudon, d'Hébertville, tel qu'indiqué à la page 159 des comptes publics.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, requête, etc., se rapportant à la diminution des droits perçus par la Couronne pour coupes de bois, sur la coupe du pin rouge, dans les parties concédées pour la coupe du bois, des terres publiques de cette Province.

Sur motion de M. Caron, secondé par M. Gillies,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance de certains curés et cultivateurs de la paroisse de Maskinongé, touchant différents cours d'eau dans la dite paroisse.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mercredi prochain.

---

Mercredi, 2 janvier 1895.

*Trois heures P. M.*

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition de W.-W. Ogilvie et autres ; la pétition de Lord Mount Stephen et autres ; et la pétition de la Banque de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Chambre de commerce de la ville de Richmond, demandant que le projet de loi concernant la réorganisation judiciaire devienne loi ;

Du révérend James Fleck et autres ; de R.-A. Robertson et autres ; de Marguerite Paul et autres ; de M.-J. Shaw et autres ; de Ira E. Chadsey et autres ; de W.-A. McQuat et autres ; de Martin Kilroy et autres ; de Mary C. Sanderson et autres, demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

De I.-N. Belleau et autres ; de L.-C. Crevier et autres ; de Pierre Collins et autres ; de François Crevier et autres ; de J.-B. Richard et autres ; de L.-E.-S. Choquette et autres, demandant respectivement des amendements à la loi concernant les colporteurs.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 28 décembre 1894, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette Province se rapportant au changement des droits sur la pulpe, et copie de tout ordre en conseil, pétition, etc., se rapportant à tel changement. (*Document de la session No. 53.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville d'Outremont " ;

Bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la ville de la Côte Saint-Antoine " ;

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle " ;

Bill intitulé : " Acte concernant la substitution créée par Jean-Baptiste Charbonneau et son épouse " ;

Bill intitulé : " Acte pour prévenir la corruption municipale et civique " ;

Bill intitulé : " Acte concernant la Ferme modèle de Compton " ;

Bill intitulé : " Acte concernant la " *Consolidated Land and Investment Company, limited* ", et la " *Montreal Freehold Company* ", et constituant en corporation la " *Montreal Investment and Freehold Company* " ;

Et Bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de Hull, et détachant un certain territoire de cette cité ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte concernant la Ferme modèle de Compton ", —et les dits amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

---

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la ville de la Côte Saint-Antoine ",—et les dits amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de Hull, et détachant un certain territoire de cette cité ",—et les dits amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte concernant la substitution créée par Jean-Baptiste Charbonneau et son épouse ",—et les dits amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville d'Outremont ",—et les dits amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Association canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle ",—et les dits amendements sont lus la première fois.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte concernant la " *Consolidated Land and Investment Company, limited* ", et la *Montreal Freehold Company* ", et constituant en corporation la " *Montreal Investment and Freehold Company* ",—et les amendements étant lus la première fois ;

---

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Pelletier, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris en considération le projet de loi amendant la loi relative au Barreau, et votre comité a entendu les étudiants et leurs représentants et aussi les représentants du Barreau.

Les Universités n'étaient pas représentées.

Votre comité est d'opinion que les plaintes des étudiants n'ont pas été prouvées ; mais, d'un autre côté, il a été constaté par la discussion et l'étude que votre comité a faites du projet de loi en question, que les examens que font subir aux étudiants en droit certaines universités, où se donnent les cours de droit, laissent beaucoup à désirer. La principale objection au mode actuel d'examens, aux dites universités, c'est que la faculté donne aux élèves en droit des diplômes de bacheliers en droit, sans leur faire subir d'examen sur toutes les matières de droit qui leur sont enseignées durant les trois années de cours. Les seuls examens que les dits élèves sont obligés de passer, sont des examens de terme sur les matières qui ont été enseignées pendant le dit terme, et à la fin des trois années, il n'y a aucune récapitulation, ni aucune étude générale, de sorte qu'à ces élèves qui ont, à différents examens de terme, mérité simplement la note "assez bien", les dites universités accordent le diplôme de bachelier en droit.

Votre comité est d'avis qu'un pareil système est défectueux et recommande instamment que les universités intéressées changent le mode actuel d'examens pour le baccalauréat en droit, de manière à faire subir à leurs élèves, à la fin de leurs cours, un examen sur toutes les matières de l'enseignement.

Votre comité recommande, en outre, au conseil général du Barreau que, si les universités se conforment aux vues du comité plus haut exprimées, le conseil général du Barreau adopte un règlement rendant à ceux qui seront porteurs de diplômes universitaires l'examen plus facile, soit en posant à tels porteurs de diplômes des questions moins longues, ou en les exemptant soit de l'examen écrit, soit de l'examen oral.

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant la loi des chemins de fer relativement aux paiements des employés des compagnies de chemins de fer, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a de plus examiné le Bill amendant la loi concernant l'assignation des jurés, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Pelletier,

*Résolu*, Que cette Chambre se formera en comité général, à sa première séance de demain, pour considérer certaines résolutions concernant l'ameublement de certains palais de justice.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel,

*Résolu*, Que cette Chambre se formera en comité général, à sa première séance de demain, pour considérer certaines résolutions concernant les écoles de réforme et d'industrie.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, vendredi, le 21 décembre dernier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

Et la question étant de nouveau proposée ; la Chambre reprend le dit débat ajourné.

Sur motion de M. Savaria, secondé par M. Villeneuve,

*Ordonné*, Que le débat soit de nouveau ajourné pour être repris, aujourd'hui.

---

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Kennedy.—Vu les nombreuses pétitions et signatures présentées à cette Chambre, de toutes les parties de la Province, demandant la suppression du commerce de boissons enivrantes dans les épiceries, le gouvernement a-t-il l'intention d'agir, et d'accéder aux demandes des requérants ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—La question est à l'étude.

---

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

---

*Huit heures, P. M.*

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôpital St-Jérôme, pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18*).

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1894, pour : 1. Copie de la liste des

membres de chaque Cercle agricole en opération dans le comté de Soulanges pour l'année 1893 et l'année 1894.

2. Copie des états de comptes produits par les secrétaires-trésoriers des Cercles agricoles de Saint-Clet et de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, pour l'année 1893.

3. Copie de l'état préparé par M. O. Ouellette, démontrant les différentes sommes d'argent payées ou à être payées durant l'exercice 1894-1895, aux Cercles agricoles et à la Société d'agriculture du comté de Soulanges, respectivement.

4. Copie d'une lettre, datée de Saint-Clet, 27 avril 1893, et écrite par le révérend A.-G. Bérard, au département de l'Agriculture. (*Document de la session No 54.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 17 décembre 1894, pour un état démontrant les montants actuellement dus par la Province pour les objets suivants: 1. Dépôts en fidéicommis; 2. Dépôts des Compagnies de chemins de fer pour payer les intérêts garantis sur les obligations de ces compagnies; 3. Mandats non payés. (*Document de la session No 55.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 26 décembre 1894, demandant copie d'un ordre en conseil, du 28 avril 1894, approuvée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le 28 avril 1894, concernant les licences d'embouteilleurs et de la circulaire du contrôleur du Revenu, en date du 30 avril 1894, annonçant que le gouvernement a fixé des licences additionnelles à \$10.00 et à \$5.00. (*Document de la session No 56.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, vendredi le 21 décembre dernier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides;

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

M. Gladu propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre désire constater les faits suivants:

Qu'il appert par les comptes publics que, pour les quatre exercices compris entre le trente juin 1887 et le trente juin 1891, inclusivement, les dépenses totales

de la Province, en laissant de côté les remboursements d'emprunts permanents et temporaires, se sont élevées à la somme de \$21,304,455.00, ce qui donne une moyenne annuelle de \$5,326,144.00 ;

Que, pour les deux exercices compris entre le 30 juin 1892 et le 30 juin 1894, le total des dépenses de la Province, laissant encore de côté les remboursements d'emprunts permanents et temporaires s'est élevé à \$10,868,617.00, ce qui donne une moyenne annuelle de \$5,434,308 00 ;

Qu'il est par conséquent établi que la moyenne annuelle de la dépense totale sous le gouvernement actuel a été de \$108,194 00 plus élevée que sous l'administration Mercier ;

Qu'il appert pareillement par les comptes publics et le tableau B qui les accompagne ;

Que pour les quatre exercices compris entre le 30 juin 1887 et le 30 juin 1891, sous le gouvernement Mercier, le total de la dépense ordinaire s'est élevé à \$14,898,584.40, ce qui donne une moyenne annuelle de \$3,724,646.10 ;

Que pour les deux exercices compris entre le 30 juin 1892 et le 30 juin 1894, sous l'administration Taillon, la dépense ordinaire s'est élevée à \$7,764,430.33, ce qui donne une moyenne annuelle de \$3,882,215.16 ce qui fait une augmentation de dépense ordinaire de \$157,569.96 par année, par la présente administration ;

Que les salaires et traitements des employés du service civil sont un des chefs de dépense qu'un gouvernement désirant sérieusement pratiquer l'économie peut le plus facilement contrôler et diminuer ;

Qu'à plusieurs reprises, en cette Chambre, avant 1891, le parti conservateur, par ses chefs reconnus, a proclamé la nécessité et la possibilité de réduire considérablement cette dépense ;

Qu'il appert par les comptes publics que, durant les quatre exercices compris entre le 30 juin 1887 et le 30 juin 1891, sous le gouvernement Mercier, la moyenne des salaires et des traitements payés annuellement pour les employés du service civil a été de \$181,189.24 ; et que, pour les deux exercices compris entre le 30 juin 1892 et le 30 juin 1894, sous l'administration Taillon, la moyenne annuelle des salaires et traitements des employés du service civil a été de \$203,566.72, d'où il ressort que, durant ces deux années dernières, le gouvernement Taillon a augmenté les salaires et traitements des employés du service civil à raison de \$22,377.48 par année, en sus et au delà du montant des salaires payés par le gouvernement Mercier ;

Qu'il appert pareillement que la moyenne des pensions payées aux employés civils ou à leur famille sous l'administration Mercier, durant les quatre exercices compris entre le 30 juin 1887 et le 30 juin 1891, a été de \$19,538.85 par année ; que, durant les deux derniers exercices sous l'administration Taillon, la moyenne de la dépense faite pour ces mêmes pensions a été à raison de \$37,498.96 par année, ce qui fait une augmentation dans la dépense annuelle pour les pensions, sous le gouvernement Taillon, à raison de \$17,960.11, en sus et au delà de la moyenne payée sous l'administration Mercier, c'est-à-dire que cette dépense a été sous l'administration Taillon à peu près le double de ce qu'elle était sous l'administration Mercier ;

Que l'augmentation de la dépense sous l'administration Taillon seulement pour les salaires et les pensions du service civil forme un montant de \$40,337.59 par année ;

Que, par suite de ces augmentations de dépenses, malgré les montants considérables perçus au moyen des taxes directes qu'il a imposées et prélevées sur les contribuables, et malgré qu'il ait aussi en caisse d'autres revenus additionnels, d'un fort montant, le gouvernement actuel a, contrairement à ses engagements formels, augmenté considérablement et d'une manière alarmante le chiffre de la dette publique de cette Province ;

Que la besogne administrative dans les départements et l'exécution des travaux publics n'accusent que des diminutions et ne justifient aucunement ces augmentations des dépenses et de la dette publique ;

Qu'à plusieurs reprises, en cette Chambre, avant 1891, par les motions et les votes de ses chefs dont plusieurs forment partie de la présente administration, de même que, durant la campagne électorale de 1892, le parti actuellement au pouvoir a proclamé la nécessité et la possibilité de diminuer les dépenses et de ne plus augmenter la dette publique ;

Que, par ces motions, ces votes et ces déclarations, le parti conservateur actuellement au pouvoir a pris, envers le peuple de cette Province, l'engagement de diminuer les dépenses et de ne pas augmenter la dette publique ;

Que c'est sur la foi de ces engagements que le peuple lui a confié le pouvoir en 1892 ;

Que le peuple avait d'autant plus raison de compter sur l'accomplissement de tous ces engagements que l'honorable Premier ministre, alors chef de l'opposition, avait déclaré en Chambre, le 12 mars 1889, qu'il "est admis comme une vérité incontestable que, quand un parti est dans l'opposition, il écrit son programme pour le jour où il arrivera au pouvoir, et qu'il doit toujours avoir présent à l'esprit que le public se rappellera ce qu'il aura fait et dit pendant qu'il était dans l'opposition" ;

Que le gouvernement actuel, qui représente le parti conservateur, a manqué à ses promesses et à son programme, que sa conduite, depuis qu'il est au pouvoir, est la violation flagrante de ses engagements formels envers le peuple, et que cette Chambre ne peut que le blâmer."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,  
Bisson,  
Bourbonnais,  
Caron,*

*Dechêne,  
Girouard,  
Gladu,  
Gosselin,*

*Laliberté,  
Marchand,  
Morin,*

*Parent,  
Stephens,  
Turgeon.—14.*



## CONTRE :

## Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rieux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Grewier,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Descarries,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>	<i>Villeneuve.—33.</i>
<i>Girard (Lac St-Jean),</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Cercles agricoles et comme un encouragement à l'agriculture en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et des inspecteurs de syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 20, en vertu d'O. C. du 24 janvier 1891, No 75 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière ; primes aux producteurs de lait pendant l'hiver, encouragement à l'établissement de beurreries et fromageries et à l'enseignement de la fabrication de nouvelles espèces de fromage, y compris \$1,500 pour les édifices, achats et améliorations nécessaires aux écoles d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et hypothèque sur les dits édifices et machines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, troisième paiement sur quatre paiements égaux accordés en vertu de l'ordre en conseil No 506, du 23 septembre 1892 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des concours de produits de l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

#### Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Duplessis informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Cercles agricoles et comme un encouragement à l'agriculture en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et des inspecteurs de syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 20, en vertu d'O. C. du 24 janvier 1891, No. 75 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière : primes aux producteurs de lait pendant l'hiver, encouragement à l'établissement de beurreries et fromageries et à l'enseignement de la fabrication de nouvelles espèces de fromage, y compris \$1,500 pour les édifices, achats et améliorations nécessaires aux écoles d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et hypothèque sur les dits édifices et machines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, troisième paiement sur quatre paiements égaux accordés en vertu de l'ordre en conseil No. 506, du 23 septembre 1892; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des concours de produits d'industrie laitière; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap de la Madeleine";

Et Bill intitulé: "Acte amendant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal".

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 3 janvier 1895.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'institution "*The Home for Friendless Women*", Montréal, pour l'année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

*Ordonné*, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill concernant l'avocat de la province de Québec, dans l'arbitrage, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 4.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill constituant en division électorale les Iles de la Madeleine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Taillon,

*Résolu*, Que cette Chambre se formera en comité général, à sa prochaine séance, aujourd'hui, pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.

### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Pinault.—M. Louis Gosselin, arpenteur, de Québec, a-t-il été chargé d'exécuter des travaux d'arpentage dans le comté de Matane, depuis le 30 juin 1893 ?

Si oui, quel est le coût de ces travaux ?

Qui a été chargé de faire l'inspection des arpentages du dit Louis Gosselin ?

Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il y a deux arpenteurs résidents dans le comté de Matane ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—1. M. Louis Gosselin n'a pas été chargé d'exécuter d'autres travaux dans le comté de Matane que ceux du cadastrage des cantons Dalibaire et Romieu à lui confiés par instructions en date du 26 février 1892.

2. Les dits travaux du cadastrage s'élèveront à environ \$700.00.

3. M. Pierre Gosselin, assistant-inspecteur du cadastre.

4. Il n'y en a qu'un d'inscrit au tableau des arpenteurs-géomètres pour 1894.

Par M. Dechêne.—Quel était le nombre des agents des Terres de la Couronne au 1<sup>er</sup> novembre 1891 ?

Quel était ce nombre au 1<sup>er</sup> novembre 1894 ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Au 1<sup>er</sup> novembre 1891, il y avait 36 agences des terres et 5 sous-agences.

Au 1<sup>er</sup> novembre 1894, il y avait 36 agences des terres et 4 sous-agences.

Par M. Cooke.—Est-ce l'intention du gouvernement d'abroger la loi contenue dans 53 Victoria, chapitre 15, qui permet d'ajouter au terme effectif de service des employés publics un nombre d'années n'excédant pas dix, pour la pension de retraite ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Sans considération.

Par M. Dechêne.—A quelle date le contrat intervenu entre le gouvernement et les Sœurs de l'Asile de la Providence, pour la garde et l'entretien des aliénés à la Longue Pointe, a-t-il été signé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le 30 juillet 1875.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, ordres en conseil, contrats, etc., se rapportant au paiement à l'école d'industrie laitière de St-Hyacinthe, de la somme de \$2,000 par année, pendant quatre ans.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Cartier, secondé par M. Chicoyne,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre A.-P. Cartier, député de St-Hyacinthe, et l'honorable Premier ministre, au sujet de la demande d'un projet de loi pour protéger les sociétés de secours mutuel, et copies des documents, rapports et résolutions passés à une convention des dites sociétés tenue le 24 et le 25 décembre, à St-Hyacinthe.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Dechène,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du compte détaillé de chacun des montants suivants payés, durant l'année 1893-1894, à A. Raza, architecte, de Montréal, pour ses services en rapport avec l'agrandissement du Palais de justice de Montréal, mentionnés aux pages suivantes des comptes publics de 1894 version anglaise :

A. Raza, page 137.....	\$	527 96
A. Raza, page 193.....		192 09
A. Raza, page 196.....		15,996 78

Ainsi que des montants suivants, payés pour le même objet, tel que mentionné à la page 225 des comptes publics de 1892,

A. Raza, services, examen de contrat, etc.....	\$	3,596 57
A. Raza, frais de voyage, loyer de bureau, etc.....		710 35

Total..... \$ 21,023 75

Sur motion de M. Girard (Lac St-Jean), secondé par M. Petit,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport des juges du Mérite agricole provincial, pendant l'été de 1894.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. Vincelette, touchant les chemins sous le contrôle des syndicats des chemins à barrières de la Rive Nord.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement et les Sœurs de l'Asile de la Providence au sujet du renouvellement du contrat intervenu entre le gouvernement et les dites Sœurs, pour l'entretien et la garde des aliénés à l'Asile de la Longue Pointe.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé pour les bills suivants soit remis, moins les frais de traduction et d'impression :

Bill constituant en corporation "*The Church Home*", de Montréal ;

Bill constituant en corporation "*The Andrews Home*";

Bill autorisant la Fabrique de St-François de la Beauce à contracter un emprunt et pour d'autres fins, (parce que le dit emprunt a pour but des fins de charité et d'éducation);

Bill constituant en corporation la "*Seventh Day Adventist Conference, of Quebec*";

Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de l'Ancienne Lorette ;

Et Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Ambroise de la Jeune Lorette.

Et, étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Trois heures, P. M.*

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de la Chambre de commerce de Montréal.

Par M. Simpson,—la pétition de Dora M. Schägel et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Banque de Montréal et de diverses autres institutions financières ; de W.-W. Ogilvie et autres, et de Lord Mount Stephen et autres, demandant, respectivement, que certaines dispositions du Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal, ne deviennent pas loi.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant l'Orateur du Conseil législatif ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul.

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que, par un contrat entre le gouvernement et les Frères de la Charité, pour la garde et le soin des enfants internés dans l'école de réforme de la rue Mignonne, de Montréal, passé devant M<sup>re</sup> Gauvreau, notaire, à Québec, le trente et un août 1892, il a été convenu que le prix de la garde et du soin de ces enfants serait de cent vingt piastres par année pour chacun d'eux, lorsque le nombre en serait de deux cent cinquante ou plus, et de cent trente piastres, lorsque le nombre serait inférieur à deux cent cinquante, et qu'il n'a pas été fixé de minimum ;

Attendu qu'il résulte d'une enquête qui a été faite par les inspecteurs des asiles et prisons de réforme que ce prix n'est pas assez élevé pour permettre aux Frères de la Charité, dans le cas où le nombre des enfants internés serait au-dessous de deux cent trente, de continuer à tenir l'école de réforme sur le même pied et d'une manière aussi satisfaisante qu'auparavant ;

Attendu qu'il est de l'intérêt public que cette institution soit maintenue sur un aussi bon pied qu'elle l'a été dans le passé ;

Attendu que, dans les contrats de la nature de celui qui est susmentionné, il est d'usage de fixer un minimum sur lequel les propriétaires des institutions qui contractent avec le gouvernement puissent compter ;

Attendu, qu'en 1891, le gouvernement de cette Province a payé aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul la somme de cinquante mille trois cent quarante piastres et quarante-sept centins ; pour l'année 1892, cinquante-trois mille trois cent soixante piastres et quatre centins, et, pour l'année 1893, trente-cinq mille deux cent six piastres et soixante-cinq centins ;



Attendu qu'il y avait, au commencement de 1893, trois cent cinquante-sept enfants à la dite école de réforme et qu'il n'y en a maintenant que deux cent quatre ; que cette diminution est due à des circonstances spéciales et temporaires, et qu'il est probable que le nombre en augmentera et que la moyenne en sera d'à peu près deux cent cinquante ;

Attendu qu'il est juste de fixer un minimum d'enfants sur lequel les propriétaires pourront compter à tout événement pour maintenir leur institution ; il soit—

*Résolu*, Que le contrat relatif au soin, à la surveillance et au paiement des frais de garde et d'entretien des jeunes délinquants internés dans l'école de réforme de Montréal, ainsi qu'à la direction de la dite école, passé le trente et un août mil huit cent quatre-vingt-douze, entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, de Montréal, et ratifié par la loi 56 Victoria, chapitre 8, soit modifié de manière que le nombre minimum d'enfants, à cent trente piastres par tête, sur lequel pourront compter les dits Frères, soit de deux cent trente.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chicoyne fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que, par un contrat entre le gouvernement et les Frères de la Charité, pour la garde et le soin des enfants internés dans l'école de réforme de la rue Mignonne, de Montréal, passé devant Mtre Gauvreau, notaire, à Québec, le trente et un août 1892, il a été convenu que le prix de la garde et du soin de ces enfants serait de cent vingt piastres par année pour chacun d'eux, lorsque le nombre en serait de deux cent cinquante ou plus, et de cent trente piastres, lorsque le nombre serait inférieur à deux cent cinquante, et qu'il n'a pas été fixé de minimum ;

Attendu qu'il résulte d'une enquête qui a été faite par les inspecteurs des asiles et prisons de réforme que ce prix n'est pas assez élevé pour permettre aux Frères de la Charité, dans le cas où le nombre des enfants internés serait au-dessous de deux cent trente, de continuer à tenir l'école de réforme sur le même pied et d'une manière aussi satisfaisante qu'auparavant ;

Attendu qu'il est de l'intérêt public que cette institution soit maintenue sur un aussi bon pied qu'elle l'a été dans le passé ;

Attendu que, dans les contrats de la nature de celui qui est susmentionné, il est d'usage de fixer un minimum sur lequel les propriétaires des institutions qui contractent avec le gouvernement puissent compter ;

Attendu, qu'en 1891, le gouvernement de cette Province a payé aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul la somme de cinquante mille trois cent quarante piastres et quarante-sept centins ; pour l'année 1892, cinquante-trois mille trois cent soixante piastres et quatre centins, et, pour l'année 1893, trente-cinq mille deux cent six piastres et soixante-cinq centins ;

Attendu qu'il y avait, au commencement de 1893, trois cent cinquante-sept enfants à la dite école de réforme et qu'il n'y en a maintenant que deux cent quatre ; que cette diminution est due à des circonstances spéciales et temporaires, et qu'il est probable que le nombre en augmentera et que la moyenne en sera d'à peu près deux cent cinquante ;

Attendu qu'il est juste de fixer un minimum d'enfants sur lequel les propriétaires pourront compter à tout événement pour maintenir leur institution ; il soit —

*Résolu*, Que le contrat relatif au soin, à la surveillance et au paiement des frais de garde et d'entretien des jeunes délinquants internés dans l'école de réforme de Montréal, ainsi qu'à la direction de la dite école, passé le trente et un août mil huit cent quatre-vingt-douze, entre le gouvernement et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, de Montréal, et ratifié par la loi 56 Victoria, chapitre 8, soit modifié de manière que le nombre minimum d'enfants, à cent trente piastres par tête, sur lequel pourront compter les dits Frères, soit de deux cent trente.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, — Que la Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les écoles de réforme et d'industrie ;

L'honorable M. Pelletier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

*Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à passer des contrats pour la garde et le soin des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie,—le tout aux conditions qu'il lui plaira de fixer,—avec les révérendes sœurs du Bon Pasteur, avec les propriétaires de l'hospice St-Charles, de Québec, avec ceux de l'hospice de St-Joseph de la Délivrance, à Lévis, avec les révérends pères Maristes de Notre-Dame de Montfort, et avec les propriétaires de l'établissement existant à cette fin à la Pointe aux Esquimaux ; pourvu, toujours, que l'ensemble minimum des enfants que le gouvernement s'engagera à fournir aux dites institutions ne comporte pas un engagement excédant une somme annuelle de vingt-sept mille piastres.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chicoyne fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à passer des contrats pour la garde et le soin des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie,—le tout aux conditions qu'il lui plaira de fixer,—avec les révérendes sœurs du Bon Pasteur, avec les propriétaires de l'hospice St-Charles de Québec, avec ceux de l'hospice de St-Joseph de la Délivrance, à Lévis, avec les révérends pères Maristes de Notre-Dame de Montfort et avec les propriétaires de l'établissement existant à cette fin à la Pointe aux Esquimaux ; pourvu, toujours, que l'ensemble minimum des enfants que le gouvernement s'engagera à fournir aux dites institutions ne comporte pas un engagement excédant une somme annuelle de vingt-sept mille piastres.

*Ordonné*, Que la dite résolution soit lue la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les droits sur les subsides aux chemins de fer.

L'honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

*Résolu*—Que la somme de un demi de un pour cent sur le montant total de toute subvention qui a été ou qui sera payée, plus tard, par la province de Québec, pour aider à la construction de tous chemins de fer, devra être prélevée, chaque année, sur tels chemins de fer et sera payable par la compagnie, corporation ou personnes étant propriétaires ou exploitant ce chemin de fer, en deux versements semestriels, le premier juillet et le premier janvier de chaque année.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Normand fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*—Que la somme de un demi de un pour cent sur le montant total de toute subvention qui a été ou qui sera payée, plus tard, par la province de Québec, pour aider à la construction de tous chemins de fer, devra être prélevée, chaque année, sur tels chemins de fer et sera payable par la compagnie, corporation ou personnes étant propriétaires ou exploitant ce chemin de fer, en deux versements semestriels, le premier juillet et le premier janvier de chaque année.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 88, relativement aux droits sur les subsides aux chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

---

*Huit heures, P. M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte établissant le Parc National des Laurentides " ;

Bill intitulé : " Acte établissant le Parc de la Montagne Tremblante " ;

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec " ;

Et Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles ".

Le Conseil législatif a aussi passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe " ;

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord " ;

Et Bill intitulé : " Acte concernant l'Union St-Joseph de St-Henri ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe ", et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ", et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte concernant l'Union St-Joseph de St-Henri ", et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Pelletier, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation l'Association Canadienne de secours de l'Association catholique de bienveillance mutuelle ", et les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Villeneuve propose, secondé par M. Augé,—Qu'attendu que, par une loi passée à la dernière session et intitulée : " Loi amendant certaines lois de la présente session " (57 Victoria, chapitre 69) certains amendements ont été faits à différentes chartes passées pendant la même session, et attendu que la dite loi, portant ces amendements, a été sanctionnée après les dates fixées pour certaines élections, et qu'il en est résulté de graves inconvénients, les règles 51, 56, 57, 58 et 59 de cette Chambre soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter un bill intitulé : " Loi relative à la loi 57 Victoria, chapitre 69 ",—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que M. Villeneuve ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Lussier.—Les comptes suivants, payés par le gouvernement, tel que constaté à la page 209 des comptes publics de 1894, version anglaise, savoir :

" *Gazette Printing Company* ", Montréal, pour imprimer 100 copies extra des comptes publics de 1892, en français, \$150.00 ; " *Gazette Printing Company* ", Montréal, pour imprimer 300 copies extra des comptes publics de 1893, en anglais, \$300.00, ont-ils été vérifiés et approuvés par l'imprimeur de la Reine, ou le greffier des bureaux, et les prix payés sont-ils conformes au tarif officiel des impressions pour le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. La somme de \$150.00 pour copies extra des comptes publics de 1892 a été payée sur la recommandation de M. Demers, greffier des impressions.

2. La somme de \$300.00 a été payée pour copie extra des comptes publics de 1893.

Une demande extraordinaire de ces comptes ayant été faite au département du Trésor après que l'ordre originaire eût été donné par la Chambre, après enquête, l'auditeur et l'ex-trésorier M. Hall ont autorisé l'impression du nombre additionnel en question, et en ont recommandé le paiement.

---

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour chacun des bills suivants, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, savoir :

Bill constituant en corporation l'Association des maîtres-plombiers de Montréal et de ses environs ;

Et Bill concernant le numéro vingt-quatre du cadastre d'Hochelaga.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par M. Gladu,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copies des jugements rendus par G.-I. Barthe, écuyer, magistrat du district des Trois-Rivières, et des procédés de la corporation des Trois-Rivières, au sujet de l'homme de police Béland ; lesquels documents sont contenus dans les dossiers Nos 11,000 et 11,031 des archives du département du Procureur général.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état en détail, des dépenses du bureau de la paix du district des Trois-Rivières, pour l'année finissant le 30 juin dernier.

Sur motion de M. Normand, secondé par M. Magnan,

*Résolu*, Que cette Chambre attire l'attention du gouvernement sur les études et les travaux qui ont été faits dans le but d'établir des abattoirs et des réfrigérants dans la province de Québec, et sur les bienfaits et les avantages qui en résulteraient pour cette Province, notamment pour les classes agricoles ; et elle soumet ce projet à la bienveillante considération du gouvernement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant la loi des chemins de fer relativement au paiement des employés de chemins de fer ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

---

*Vendredi, 4 janvier 1895.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi concernant l'assignation des jurés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le Bill amendant le Code de procédure civile est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et envoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

---

*Vendredi, 4 janvier 1895.*

*Onze heures A. M.*

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Chambre de commerce de Montréal, demandant certains amendements au Code civil ;

Et de Dora-M. Schagel et autres, du comté d'Argenteuil, demandant des amendements à la loi des licences.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds à cette fin", et les divers actes et ordonnances qui l'amendent ;

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Le dit amendement étant lu la première fois ;

*Ordonné*, Que la seconde lecture en soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.



La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte prévenant la corruption dans les corporations municipales et civiques " ; et les dits amendements sont lus la première fois.

Et la question étant proposée,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

M. Chicoyne propose comme amendement, secondé par M. Cartier,—Que tous les mots après " maintenant ", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " référés à un comité général de la Chambre, avec instruction d'ajouter à la fin de la clause 3 les mots suivants : " dans les cités de Montréal et de Québec, et d'au moins cinq mille piastres dans les autres municipalités de cette Province ".

Et l'amendement étant mis aux voix ; il est résolu affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Caron.—M. Joseph Lessard, ex-M. P. P., a-t-il quelque emploi du gouvernement de cette Province ?

Si oui, quel est cet emploi ?

Depuis quelle date est-il nommé ? Quel est son salaire ?

Qui, avant lui, occupait la position qu'il occupe maintenant, s'il en occupe ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—M. Joseph Lessard a été nommé inspecteur des manufactures, par ordre en conseil du 27 juin 1893, avec un traitement de \$1200.00 par an.

Il n'a remplacé personne.

Pour les besoins du service public, la Province a été divisée en trois districts d'inspection, et le personnel des inspecteurs a été augmenté. D'après la législation de la dernière session, les inspecteurs des établissements industriels, dont M. Lessard est le président, sont aussi inspecteurs des édifices publics.

Par M. Caron.—Quel est le montant payé au docteur E.-J. Coulombe, comme salaire, depuis le 1er juin 1892 jusqu'au 1er décembre 1894 ?

Quel est le montant payé au même, pour dépenses de voyages, pour la même période ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—Le Dr Coulombe n'est pas à salaire ; il a reçu \$5.00 par conférence, formant en tout \$900.00.

Il a reçu pour frais de voyage \$693.50.

Par M. Fitzpatrick.—Le gouvernement a-t-il payé certaines sommes d'argent à MM. Philippe Landry, Georges-A. Larue et madame F.-E. Roy, ou à l'une de ces personnes, en vertu du contrat d'achat de la propriété de l'Asile de Beauport en date du 7 avril 1893 ?

Combien a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement a payé pour le compte des Sœurs de la Charité les sommes prévues par les contrats qui ont été soumis aux Chambres.

Par M. Descarries.—Combien MM. C.-E. Lebel et M.-W. Kirwan ont-ils reçu du gouvernement, en rapport avec leur mission aux Iles de la Madeleine en 1888 ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—En 1888, M. Lebel a reçu \$531.00. En 1889, MM. Lebel et Kirwan ont reçu chacun \$774.00, pour une mission aux Iles de la Madeleine, faisant un total de \$2079.00.

Par M. Dechène.—M. Alexandre Chauveau, juge des sessions de la paix, a-t-il demandé un congé au gouvernement ?

Si oui, quand et pour quel espace de temps ?

Est-ce l'intention du gouvernement de nommer quelqu'un pour agir en son lieu et place, durant son absence ?

Si oui, qui le gouvernement a-t-il l'intention de nommer ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Non.

Par M. Tessier (Portneuf).—Le gouvernement a-t-il accordé un montant pour construction d'un pont à St-Alban ?

Si oui, quel montant et à qui a-t-il été payé ?

Le gouvernement s'est-il engagé à accorder un montant additionnel pour la construction du dit pont ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. L'octroi accordé au comté de Portneuf pour travaux de colonisation (\$400.00) a été appliqué à la construction de ce pont.

Le gouvernement a, en outre, accordé, par un arrêté en conseil, une somme de trois cents dollars qui a été prise sur le crédit " divers en général ".

2. Les deux sommes ont été versées entre les mains du maire de la municipalité, M. Damase Naud.

3. Non.

Sur motion de M. Turgeon, secondé par M. Dechène,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état du coût de l'enquête faite au comité des Privilèges et élections, à la dernière session, sur certaines accusations portées par A. Turgeon, écr., député du comté de Bellechasse, contre Victor Allard, écr., député du comté de Berthier.

Aussi, le coût de l'enquête, faite au même comité, en 1893, sur certaines accusations portées par Victor Allard, écrivain, député du comté de Berthier, contre Avila Bourbonnais, écrivain, député du comté de Soulanges.

Aussi, le coût de l'impression et de la publication de la dite enquête, dans les Journaux de la Chambre, comme Annexe No 3 et autrement.

Sur motion de M. Parizeau, secondé par M. Kennedy,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, lettres et documents relatifs au contrat de M. Ph. Hébert, pour l'érection des statues du Palais législatif.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Lussier,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes instructions données par l'honorable Georges Duhamel, ex-commissaire des Terres, à Henry O'Sullivan, arpenteur, au sujet des arpentages du territoire du Lac Kakabonga.

Sur motion de M. Villeneuve, secondé par M. Augé,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200 payé pour le Bill constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Henri, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Trois heures, P. M.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général, sur les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte prévenant la corruption dans les corporations municipales et civiques " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné les amendements, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Normand fait rapport de l'amendement, en conséquence, lequel est lu deux fois et adopté.

Et la question étant mise aux voix,—Que les amendements, ainsi amendés, soient maintenant lus la seconde fois ; elle est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'ameublement de certains palais de justice.

L'honorable M. Nantel informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*,—Que le contrat, dont copie est ci-annexée, relatif à l'ameublement des Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, passé entre le gouvernement de la province de Québec et Philippe Vallière, le 6 juin 1894, soit approuvé et ratifié.

CONTRAT.

Par-devant J.-A. CHARLEBOIS, notaire public, pour cette partie du Canada appelée la province de Québec, résidant en la cité de Québec, soussigné.

ONT COMPARU :

L'honorable Louis-Olivier Taillon, de la cité de Montréal, avocat et conseil de la Reine et Premier ministre de la province de Québec, commissaire des Travaux publics par *interim*, agissant aux présentes pour et au nom de Sa Majesté notre souveraine Dame la Reine, son profit et avantage, et pour le gouvernement de Sa Majesté dans la province de Québec, dûment autorisé à l'effet des présentes par un ordre en conseil approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le deuxième jour du mois de juin courant, copie duquel ordre en conseil a été annexée aux présentes, après avoir été signée et paraphée par les parties aux présentes, partie de la première part ;

Et Monsieur Philippe Vallière, de la cité de Québec, fabricant de meubles et ébéniste, partie de la seconde part,

Lesquels nous ont préalablement exposé et déclaré :

Qu'il existe certaines difficultés entre le gouvernement de Sa Majesté et le dit Philippe Vallière au sujet de la confection et fourniture de meubles pour le Palais de justice à Montréal ;

Que le dit Philippe Vallière prétend que le contrat pour la confection et la fourniture des dits meubles lui a été confié par une lettre de l'honorable Pierre Garneau, alors ministre des Travaux publics et en date du 16 février mil huit cent quatre-vingt-onze, déposée au département des Travaux publics le dix-sept décembre de la même année ;

Que, le ou vers le vingt-trois de juin mil huit cent quatre-vingt-onze, alors que le dit Philippe Vallière avait déjà confectionné une certaine quantité de meubles, le département des Travaux publics à Québec lui a fait tenir deux listes de meubles qu'il devait faire pour le susdit Palais de justice, et que sur ces listes le prix d'une partie des meubles était spécifié ;

Que, le vingt-trois juillet mil huit cent quatre-vingt-onze, le Commissaire des Travaux public d'alors, le dit honorable Pierre Garneau, paya au dit Philippe Vallière, à titre d'avance, une somme de soixante mille piastres " en rapport avec l'ameublement du Palais de justice de Montréal, dont compte est à rendre " ;

Qu'après la formation du cabinet DeBoucherville, le gouvernement de Sa Majesté a fait savoir au dit Philippe Vallière qu'il n'entendait pas reconnaître le dit contrat, et que le gouvernement n'a reçu aucun de ces meubles ;

Que, le vingt-sept avril dernier, le gouvernement de Sa Majesté a fait signifier à M. P. Vallière un protêt par le ministère du notaire soussigné, dans lequel étaient relatées les raisons pour lesquelles la lettre du dit honorable Pierre Garneau ne pouvait constituer un contrat, et dans lequel il était déclaré que Sa Majesté était de plus avisée qu'elle avait un droit d'action en répétition de deniers pour contraindre le dit Philippe Vallière à lui remettre la somme de soixante mille piastres que Sa Majesté prétendait avoir été illégalement reçue sans cause et sans considération ;

Que, sans reconnaître le prétendu contrat invoqué par le dit Philippe Vallière, Sa Majesté ne désirant pas, cependant, prendre des procédures judiciaires contre le dit Philippe Vallière pour le contraindre à rembourser la somme de soixante mille piastres, mais voulant terminer à l'amiable les difficultés qui avaient surgi entre le gouvernement de Sa Majesté et le dit Philippe Vallière, a, sous toutes les réserves de droit en pareil cas, proposé au dit Philippe Vallière de prendre dans son établissement les meubles dont Sa Majesté aurait besoin pour les Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, la valeur des dits meubles devant être au préalable établie à dire d'arbitres nommés en la manière ordinaire indiquée au Code de procédure civile, et lui a déclaré qu'elle était prête à faire un contrat avec le dit Philippe Vallière basé sur ces données, lequel contrat devra être approuvé par une résolution de l'Assemblée législative, à la prochaine session ;

Que le dit Philippe Vallière, de son côté, voulant mettre fin et régler à l'amiable les susdites difficultés et contestations, a accepté les propositions qui lui ont été faites par le protêt suscité.

En conséquence, les parties font entre elles les conventions et stipulations qui suivent :

I. Sa Majesté, représentée comme susdit, s'oblige à prendre à l'établissement du dit Philippe Vallière, et ce dernier s'oblige à fabriquer et à livrer au fur et à mesure qu'il en recevra l'ordre, tous les meubles qui seront requis et dont le gouvernement aura besoin pour meubler les Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac ;

2. La valeur de ces meubles devra être établie à dire d'arbitres nommés en la manière ordinaire indiquée au Code de procédure civile, à l'exception, toutefois, des meubles dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui ont été fournies par le département des Travaux publics et dont une copie est ci-annexée après avoir été signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné ;

3. La fourniture des meubles se prendra d'abord sur les meubles faits actuellement ; ensuite, le dit Philippe Vallière s'oblige de terminer ceux qui sont commencés et en confectionner d'autres suivant les instructions qu'il recevra de temps à autre du département des Travaux publics ;

4. Quant aux meubles dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui ont été fournies, il est spécialement entendu et stipulé que Sa Majesté n'aura pas le droit de les refuser parce qu'ils sont trop dispendieux, mais qu'elle ne sera tenue de les accepter que s'ils valent les prix fixés sur les listes, au dire des dits arbitres ;

5. Tous les meubles fournis, ceux déjà faits, ceux qui sont à terminer et ceux qui seront fabriqués dans l'avenir seront, dans tous leurs détails, des meubles de première qualité, faits avec du bois sain et sec, bien collés et vissés, etc., etc., et quant aux modèles de ceux qui ne sont pas faits, le dit Philippe Vallière devra se conformer aux instructions qu'il recevra du département des Travaux publics ; la même règle s'appliquera à ceux qui ne sont pas terminés en autant que la chose est possible à l'étage où les dits meubles sont rendus ;

6. Il sera donné crédit au gouvernement de Sa Majesté par le dit Philippe Vallière de la somme de soixante mille piastres qu'il a reçue le vingt-trois juillet mil huit cent quatre-vingt-onze ;

7. Les meubles seront livrés à Montréal, Hull ou Bryson, suivant le cas, et les frais de transport seront à la charge du gouvernement de Sa Majesté ; les dommages que subiront les meubles durant le transport seront à la charge du dit Philippe Vallière ; ils seront bien paquetés par le fournisseur, le dit Philippe Vallière, et à ses frais, en prenant toutes les précautions possibles pour les empêcher de se briser ou de se détériorer.

Moyennant ces présentes, le dit Philippe Vallière renonce à toutes les prétentions et réclamations qu'il pouvait avoir ou qui pouvaient lui appartenir et lui résultant de la lettre du dit honorable Pierre Garneau, lequel contrat, s'il en est un, est par les présentes résilié purement et simplement pour toutes les fins que de droit, et le dit Philippe Vallière, de plus, renonce à tous dommages et intérêts qu'il pourrait prétendre avoir contre Sa Majesté pour les raisons susdites.

Le présent contrat devra être approuvé par une résolution de l'Assemblée législative.

Enfin, les présentes seront considérées comme un règlement amiable et final entre les parties aux présentes, de toutes les difficultés, réclamations, etc., se rattachant au dit contrat de meubles ci-dessus mentionné.

DONT ACTE

Fait et passé, en la cité de Québec, dans le bureau du Premier ministre, le

sixième jour du mois de juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze, sous le numéro quatre mille cinq cent trente et un.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes, avec et en présence du notaire soussigné, après lecture faite.

L. O. TAILLON,

P. VALLIÈRE,

ERNEST GAGNON,

*Secrétaire du département des Travaux publics.*

J. A. CHARLEBOIS,

N. P.

# LISTE DES MEUBLES POUR LE PALAIS DE JUSTICE ORDONNÉS A P. VALLIÈRE.

## 1.—COUR D'APPEL.

1 Grand pupitre pour juges.	
6 Fauteuils	\$ 75 00
1 Grand pupitre pour greffier, député-greffier et sténographe.	
3 Fauteuils	25 00
1 Grand pupitre pour conseils de la Reine.	
6 Fauteuils	25 00
1 Fauteuil, crieur.	
2 Tables	95 00
40 Chaises	20 00
9 Grands bancs pour la public.	

## 2.—COUR SUPÉRIEURE,—1ère division.

1 Grand pupitre pour juges.	
3 Fauteuils pour juges	\$ 75 00
1 Grand pupitre pour greffier, député-greffier et sténographe.	
3 Fauteuils	25 00
1 Grand pupitre pour conseils de la Reine.	
6 Fauteuils	25 00
1 Boîte à témoins.	
1 Boîte à crieur.	
1 Table pour avocats	
20 Pupitres	95 00

46 Fauteuils " .....	20 00
12 Sièges tournants pour jurés.....	25 00
10 Bancs circulaires en amphithéâtre pour le public.	
2 Bancs pour témoins.	
1 Banc pour jurés déchargés.	

## 3.—COUR D'ENQUÊTE ET MÉRITE No. 2.

1 Grand pupitre pour juge.	
1 Fauteuil " " .....	\$ 95 00
1 Pupitre pour greffier et sténographe.	
2 Fauteuils " " .....	25 00
20 Tables pour avocats et parties.	
80 Chaises " " .....	
6 Bancs pour public.	
1 Boîte à témoins.	

## 4.—COUR D'ENQUÊTE ET MÉRITE No. 3.—(Sommaire).

1 Grand pupitre pour juge.	
1 Fauteuil " " .....	\$ 95 00
1 Pupitre pour greffier.	
1 Fauteuil " " .....	25 00
1 Boîte à témoins.	
6 Pupitres pour avocats (simples).....	70 00
15 Chaises.....	20 00
20 Chaises pour le public.	

## 6.—COUR CRIMINELLE.

1 Grand pupitre pour juges.	
3 Fauteuils " " .....	\$ 95 00
1 Grand pupitre pour greffier, député-greffier et interprète.	
3 Fauteuils " " " .....	25 00
1 Fauteuil, coroner.	
1 Fauteuil, shérif.	
2 Pupitres pour substituts du procureur général (simples).	
2 Fauteuils " " " .....	25 00
1 Boîte à crieur.	
1 Boîte à témoins.	
1 Boîte à prévenus.	
1 Table pour reporters.	
12 Fauteuils à bras pour petits jurés, fonds en cuir, dos en bois perforé.	22 50
24 Fauteuils à bras pour grands jurés, fonds en bois perforé, dos en bois perforé.....	20 00
30 Chaises et tables.	
20 Bancs circulaires en amphithéâtre pour public.	



## 7.—COUR DE CIRCUIT.

1 Grand pupitre pour juges.	
2 Fauteuils " " .....	\$ 75 00
1 Grand pupitre pour greffier, député-greffier et sténographe.	
3 Fauteuils " " " .....	25 00
1 Boîte à témoins.	
1 Boîte à crieur.	
1 Table pour avocats.	
12 Pupitres " (doubles) .....	\$ 95 00
24 Fauteuils " (perforés) .....	20 00
10 Bancs circulaires en amphithéâtre pour public.	

Approuvé, " P. G."

" J. E. R."

Procureur général.

Ces meubles ont été commandés à P. Vallière et copie de cette liste lui a été livrée ce jour, 23 juin 1891.

Par ordre, " S. L."

Ceci est l'une des listes des meubles dont il est fait mention en l'acte qui précède, signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, ce sixième jour du mois de juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

L.-O. TAILLON,

P. VALLIÈRE,

ERNEST GAGNON,

*Secrétaire du département des Travaux publics.*

J.-A. CHARLEBOIS,

N. P.

## LISTE DES MEUBLES POUR LE PALAIS DE JUSTICE NON ORDONNÉS

## BUREAU DU SHÉRIF.

1 Fauteuil pour bureau, bourré .....	\$ 40 00
3 Fauteuils " " .....	25 00
1 Canapé " " .....	40 00

## DÉPUTÉ-SHÉRIF.

1 Bibliothèque.....	
2 Chaises.....	\$ 25 00
1 Canapé.....	30 00

## COMPTABLE.

1 Pupitre avec casier.....	
1 Grand pupitre.....	\$ 75 00

## BUREAU DES CLERCS.

3 Pupitres avec casiers.....	\$ 75 00
1 Pupitre sans casiers.....	40 00

## BUREAU DES HUISSIERS.

1 Douzaine de chaises perforées.....	\$ 15 00
1 Grande table.....	
1 Grand pupitre.....	

## VESTIAIRE DES AVOCATS.

50 Fauteuils pas tournants.....	\$ 20 00
1 Grande table.....	

## BUREAU DU GREFFIER DE LA COUR D'APPEL.

1 Pupitre fermé.....	\$ 80 00
1 Canapé.....	30 00

## DÉPUTÉ-GREFFIER.

1 Pupitre fermé.....	\$ 80 00
1 Chaise.....	25 00

## BUREAU DES CLERCS.

2 Pupitres avec casiers.....	\$ 75 00
2 Chaises.....	20 00

## GREFFE DE LA COUR SUPÉRIEURE.

6 Pupitres.....	\$ 40 00
6 Chaises.....	20 00

---



---

 DÉPARTEMENT DES BREFS DE LA COUR SUPÉRIEURE.

1 Pupitre avec casier (adossé l'un à l'autre) ce département isolé du public \$120 00

## BUREAU DES TUTELLES.

3 Pupitres..... \$ 40 00  
 2 Chaises perforées..... 20 00  
 2 Bancs pour le public.

## BUREAU DU GREFFE DE LA COUR CRIMINELLE.

1 Pupitre fermé..... \$ 80 00

## CHAMBRES DE DÉLIBÉRÉ.

1 Grande table.  
 8 Fauteuils.  
 4 Armoires tournantes..... \$ 25 00  
 1 Bibliothèque, 12 pieds.

## 5.—COUR DE PRATIQUE.

1 Grand pupitre pour juge.  
 1 Fauteuil “ “  
 1 Grand pupitre pour greffier et sténographe.  
 2 Fauteuils “ “ “ ..... \$ 25 00  
 1 Boîte à témoins.  
 1 Table pour avocats.  
 4 Tables. “  
 20 Chaises “  
 4 Bancs pour public.

## 10.—COUR DE POLICE.

1 Grande table pour reporters.  
 2 Chaises “ “  
 Mobilier de la nouvelle bibliothèque.  
 Mobilier du nouveau vestiaire.  
 Casiers des greffe.

*Approuvé, “ P. G. ”*

*“ J. E. R., ”*

Procureur général.

Ces meubles ont été commandés à P. Vallière et copie de cette liste lui a été livrée ce jour, 23 juin 1891.

Par ordre, “ S. L.”

Ceci est la seconde liste des meubles dont il est fait mention en l'acte qui précède, signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, ce sixième jour du mois de juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

L.-O. TAILLON,  
P. VALLIÈRE,  
ERNEST GAGNON,

*Secrétaire du département des Travaux publics.*

J.-A. CHARLEBOIS,  
N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 1er juin 1894, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 2 juin 1894.

No 281.

CONCERNANT UN CONTRAT AVEC M. P. VALLIÈRE POUR L'AMEUBLEMENT DES PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL, HULL ET PONTIAC.

L'honorable commissaire des Travaux publics par *interim*, dans un rapport en date du trente mai dernier (1894), expose :

Que le gouvernement a besoin d'une certaine quantité de meubles pour le Palais de justice de Montréal, pour celui de Hull et celui du comté de Pontiac ;

Que M. Philippe Vallière, fabricant de meubles, de Québec, a, dans sa fabrique, des meubles qu'il a faits pour le Palais de justice de Montréal, en vertu d'un prétendu contrat ci-après mentionné ;

Que, le 16 février 1891, l'hon. Pierre Garneau, alors commissaire des Travaux publics, a écrit au dit Philippe Vallière la lettre suivante :

“ Comme le gouvernement a besoin d'une certaine quantité de meubles et d'ustensiles pour le Palais de justice de Montréal, auquel on fait ajouter un étage en ce moment, pour la nouvelle prison du district de Montréal, et pour les écoles normales McGill et Laval, à Québec et à Montréal, dont on va bientôt commencer la construction, je suis autorisé par mes collègues à vous informer que la confection de ces meubles et l'achat de ces ustensiles vous sont confiés, conjointement avec M. James Walker, marchand, de Montréal, et que vous recevrez de temps à autre des instructions précises et détaillées à cet effet. Les meubles devront être de la qualité qui vous sera indiquée par le département des Travaux publics, et les prix seront les prix courants du marché, sujets à l'approbation du département, ou, au besoin, à dire d'experts.

“ Je dois vous informer, de plus, qu’une somme raisonnable, suivant les circonstances, vous sera payée aussitôt les subsides votés, à la prochaine session.”

Qu’un double de cette lettre a été déposé au département des Travaux publics le 17 décembre 1891 ;

Que, le 28 juin 1891, alors que le dit Philippe Vallière avait déjà fait une certaine quantité de meubles, le département lui a fait tenir deux listes des meubles qu’il devait faire pour le Palais de justice de Montréal. Sur ces listes, le prix d’une partie des meubles était spécifié ;

Que, le 23 juillet 1891, le Commissaire des Travaux publics a payé à M. Vallière, à titre d’avance, \$60,000.00 “ en rapport avec l’ameublement du Palais de justice de Montréal (dont compte est à rendre) ”, ainsi qu’il est écrit dans le reçu donné par M. Vallière.

Que, sous l’administration De Boucherville, le gouvernement considéra ce prétendu contrat comme illégal et contraire aux intérêts de la Province ;

Que, le 24 décembre 1891, le Commissaire des Travaux publics, l’honorable M. Nantel, fit adresser à M. Vallière la lettre qui suit :

“ L’honorable Commissaire des Travaux publics désire avoir par écrit les renseignements que vous lui avez donnés de vive voix relativement à l’ameublement du Palais de justice de Montréal, et il vous prie de lui dire : 1. Quelle est la valeur des meubles actuellement faits par vous et destinés à cet édifice ; 2. Quelle est la valeur des meubles commencés par vous, mais non terminés, pour le même édifice ; 3. Quel sera le coût probable de tout l’ameublement du Palais de justice de Montréal.”

Que, le 8 janvier 1892, M. Vallière répondit comme suit à la lettre ci-dessus :

“ En réponse à votre lettre du 24 décembre, j’ai l’honneur de vous informer :  
1. Que vous avez à mon établissement pour soixante-douze mille soixante-dix piastres de meubles, par un estimé fait par vos architectes, MM. Perrault et Mesnard ;

“ 2. Que j’ai à mon établissement pour une valeur de quinze à dix-huit mille piastres de meubles commencés et finis :

“ 3. Je crois que le coût probable de l’ameublement du Palais de justice de Montréal sera de cent soixante-quinze à deux cent mille piastres ; cela dépendra des plans qui me seront fournis.

“ Il va sans dire qu’en consentant à répondre à votre lettre ou à toute autre qu’il vous plaira de m’envoyer à ce sujet, j’entends ne renoncer en aucune façon aux droits que je possède en vertu de mes contrats, verbaux ou par écrit ; je m’en tiens à toute fin que de droit.”

Qu’après cette correspondance, M. Vallière a discontinué de fabriquer des meubles en vertu du dit prétendu contrat ;

Que le gouvernement n’a reçu aucun de ces meubles ;

Que, le 27 avril dernier (1894), le gouvernement a fait signifier à M. Vallière un protêt dont voici un extrait :

“ Que le dit Philippe Vallière s'est prétendu autorisé à fabriquer les dits meubles pour le gouvernement de Sa Majesté et a invoqué comme son contrat une lettre signée par le dit honorable Pierre Garneau, le seize février mil huit cent quatre-vingt-onze et adressée à lui le dit Philippe Vallière ;

“ Que Sa Majesté ne peut pas admettre que la dite lettre du dit honorable Pierre Garneau puisse constituer un contrat en faveur du dit Philippe Vallière ;

“ Que le paiement qui a été fait au dit Philippe Vallière de la somme de soixante mille piastres était illégal, non autorisé et a été fait sans cause ni considération aucune ;

“ Que le gouvernement de Sa Majesté dans la dite Province n'est lié en aucune manière vis-à-vis du dit Philippe Vallière par la lettre du seize février mil huit cent quatre-vingt-onze ;

“ Que Sa Majesté est de plus avisée qu'elle a un droit d'action en répétition de deniers pour contraindre le dit Philippe Vallière à lui remettre la somme de soixante mille piastres qu'il a reçue illégalement, sans cause et sans considération ;

“ Qu'il appert que le dit Philippe Vallière a fabriqué des meubles pour un certain montant ;

“ Que Sa Majesté a besoin de meubles pour les Palais de justice de Montréal, de Hull et de Pontiac, mais que quoique le prétendu contrat invoqué par le dit Philippe Vallière n'ait été fait que pour le Palais de justice de Montréal, et que le gouvernement de Sa Majesté n'a pas besoin de meubles même pour la somme de soixante mille piastres, pour les trois cours ci-haut mentionnées, nonobstant le dit Philippe Vallière voudrait faire encourir à la dite Province une dépense pour une somme de cent cinquante mille piastres et au delà ;

“ Que Sa Majesté, sans en aucune manière vouloir reconnaître le prétendu contrat invoqué par le dit Philippe Vallière, a offert de prendre à la manufacture du dit Philippe Vallière les meubles dont Sa Majesté aurait besoin pour les susdits Palais de justice, ce que le dit Philippe Vallière a péremptoirement refusé ;

“ Que Sa Majesté, plutôt que de plaider avec le dit Philippe Vallière pour l'obliger à rembourser la somme de soixante mille piastres qu'il a reçue comme susdit, sans toutefois reconnaître être liée par aucune obligation ou contrat envers le dit Philippe Vallière, et sous toutes les réserves de droits en pareil cas, est disposée à prendre dans l'établissement du dit Philippe Vallière les meubles requis pour les susdits Palais de justice, la valeur des dits meubles devant être au préalable établie à dire d'arbitres nommés en la manière ordinaire indiquée au Code de procédure civile, et est prête à faire un contrat avec le dit Philippe Vallière basé sur ces données, lequel contrat devra néanmoins être approuvé par une résolution de l'Assemblée législative, à la prochaine session de la Législature de la Province ;

“ C'est pourquoi, nous, le notaire susdit, avons, à la réquisition susdite, sommé le dit Philippe Vallière d'avoir à déclarer, d'hui au quatorzième jour de mai prochain, inclusivement, s'il entend se conformer à l'offre qui lui est faite par les

présentes, de prendre dans l'établissement du dit Philippe Vallière les meubles requis pour les susdits Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, la valeur des dits meubles devant être au préalable établie au dire d'arbitres nommés comme susdit, et qu'à défaut par le dit Philippe Vallière de déclarer dans le délai susdit qu'il est prêt à accepter la dite offre, Sa Majesté prendra contre le dit Philippe Vallière toutes les procédures nécessaires pour recouvrer la dite somme de soixante mille piastres.

" A quoi le dit Philippe Vallière a répondu :

" Je suis prêt à livrer tous les meubles qui sont commencés pour le gouvernement ; j'attends seulement un ordre du Premier ministre ou du département pour les finir, et je serai prêt à les livrer, " laquelle réponse nous avons entrée dans les présentes pour valoir ce que de droit. "

Que, le vingt-neuf mai dernier (1894), M. Vallière a adressé à l'honorable commissaire par *interim* la lettre suivante :

" Monsieur,

" J'ai l'honneur de vous informer, en réponse au protêt qui m'a été servi et signifié de la part de votre gouvernement par M<sup>re</sup> J.-A. Charlebois, notaire public, le 27 avril 1894, que, sous toutes réserves que de droit, en cas de refus de la part du gouvernement, je consentirai à résilier mon contrat actuel aux conditions suivantes, que, je l'espère, vous considérerez comme raisonnables et acceptables :

" 1. Le gouvernement s'engagera par contrat, basé sur un ordre en conseil et ratifié par la Législature, à prendre à mon établissement tous les meubles dont il aura besoin pour meubler les Palais de justice de Montréal, de Hull et de Pontiac, la valeur de ces meubles devant être établie à dire d'arbitres experts, à l'exception de ceux dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui m'ont été fournies par le département des Travaux publics.

2. Aussitôt que tel ordre en conseil aura été passé et que tel contrat aura été signé, je m'engage, au fur et à mesure que j'en recevrai l'ordre, à livrer au gouvernement les meubles maintenant faits, à terminer ceux actuellement commencés et à en confectionner d'autres, suivant les instructions que je recevrai du département des Travaux publics. "

Que, le même jour (29 mai 1894), l'honorable Commissaire par *interim* a fait adresser à M. Vallière la lettre qui suit :

" Monsieur,

" En réponse à votre lettre de ce jour, informant l'honorable Premier ministre que vous consentiriez à résilier votre contrat de meubles à certaines conditions, j'ai reçu instruction de vous dire, de sa part, que le gouvernement accepte les propositions contenues dans votre lettre, en remplaçant les mots : " ratifié par la Législature " par les mots : " ratifié par l'Assemblée législative ", et en retranchant le mot : " experts " qui suit le mot : " arbitres ", dans le paragraphe 1er de

vos conditions, et qu'un ordre en conseil va être passer sans délai pour y donner suite.

" Quant aux meubles dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui vous ont été fournies, il devra être entendu que le gouvernement n'aura pas droit de les refuser parce qu'ils sont trop dispendieux, mais aussi qu'il ne sera tenu de les accepter que s'ils valent les prix fixés sur les listes. "

Que, le lendemain (30 mai 1894), M. Vallière a répondu comme suit :

" Monsieur,

" J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 29 mai courant à la mienne du même jour à l'honorable L.-O. Taillon, relativement à un contrat à intervenir entre le gouvernement et moi pour ameublement des Palais de justice de Montréal, de Hull et de Pontiac.

" Je n'ai aucune objection à remplacer dans le premier paragraphe de mes conditions les mots : " Législature " par les mots : " Assemblée législative ", et à retrancher de ce même paragraphe le mot : " experts ".

" J'accepte également le dernier paragraphe de votre lettre d'hier, car les prix mentionnés aux listes qui m'ont déjà été fournies ne sont en aucune manière exagérés eu égard à la qualité des meubles confectionnés. "

Vu les faits ci-dessus exposés, et pour les raisons exprimées dans le dit protêt, l'honorable Commissaire par interim recommande qu'il soit passé entre le gouvernement et M. Vallière un contrat notarié conforme aux conventions contenues dans les protêt et lettres relatés, et que l'honorable Commissaire par *interim* soit autorisé à signer ce contrat.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

*Greffier du Conseil Exécutif.*

Ceci est la copie de l'ordre en conseil dont il est fait mention en l'acte qui précède, signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné ce sixième jour du mois de juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

L.-O. TAILLON,

ERNEST GAGNON,

*Secrétaire du Département des Travaux publics.*

P. VALLIÈRE,

J.-A. CHARLEBOIS,

N. P.

Résolution à rapporter.

---



M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chicoyne fait rapport, en conséquence, de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, — Que le contrat, dont copie est ci-annexée, relatif à l'ameublement des Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, passé entre le gouvernement de la province de Québec et Philippe Vallière, le 6 juin 1894, soit approuvé et ratifié.

### CONTRAT.

Par-devant J.-A. CHARLEBOIS, notaire public, pour cette partie du Canada appelée la province de Québec, résidant en la cité de Québec, soussigné.

ONT COMPARU :

L'honorable Louis-Olivier Taillon, de la cité de Montréal, avocat et conseil de la Reine et premier ministre de la province de Québec, commissaire des Travaux publics par *interim*, agissant aux présentes pour et au nom de Sa Majesté notre souveraine Dame la Reine, son profit et avantage, et pour le gouvernement de Sa Majesté dans la province de Québec, dûment autorisé à l'effet des présentes par un ordre en conseil approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le deuxième jour du mois de juin courant, copie duquel ordre en conseil a été annexée aux présentes, après avoir été signée et paraphée par les parties aux présentes, partie de la première part ;

Et Monsieur Philippe Vallière, de la cité de Québec, fabricant de meubles et ébéniste, partie de la seconde part,

Lesquels nous ont préalablement exposé et déclaré :

Qu'il existe certaines difficultés entre le gouvernement de Sa Majesté et le dit Philippe Vallière au sujet de la confection et fourniture de meubles pour le Palais de justice, à Montréal ;

Que le dit Philippe Vallière prétend que le contrat pour la confection et la fourniture des dits meubles lui a été confié par une lettre de l'honorable Pierre Garneau, alors ministre des Travaux publics et en date du 16 février mil huit cent quatre-vingt-onze, déposée au département des Travaux publics le dix-sept décembre de la même année ;

Que, le ou vers le vingt-trois juin mil huit cent quatre-vingt-onze, alors que le dit Philippe Vallière avait déjà confectionné une certaine quantité de meubles, le département des Travaux publics à Québec lui a fait tenir deux listes de meubles qu'il devait faire pour le susdit Palais de justice, et que sur ces listes le prix d'une partie des meubles était spécifié ;

Que, le vingt-trois juillet mil huit cent quatre-vingt-onze, le Commissaire des Travaux publics d'alors, le dit honorable Pierre Garneau, paya au dit Philippe

Vallière, à titre d'avance, une somme de soixante mille piastres en "rapport avec l'ameublement du Palais de justice de Montréal, dont compte est à rendre ; "

Qu'après la formation du cabinet DeBoucherville, le gouvernement de Sa Majesté, a fait savoir au dit Philippe Vallière qu'il n'entendait pas reconnaître le dit contrat, et que le gouvernement n'a reçu aucun de ces meubles ;

Que, le vingt-sept avril dernier, le gouvernement de Sa Majesté a fait signifier à M. P. Vallière un protêt par le ministère du notaire soussigné, dans lequel étaient relatées les raisons pour lesquelles la lettre du dit honorable Pierre Garneau ne pouvait constituer un contrat, et dans lequel il était déclaré que Sa Majesté était de plus avisée qu'elle avait un droit d'action en répétition de deniers pour contraindre le dit Philippe Vallière à lui remettre la somme de soixante mille piastres que Sa Majesté prétendait avoir été illégalement reçue sans cause et sans considération ;

Que, sans reconnaître le prétendu contrat invoqué par le dit Philippe Vallière, Sa Majesté ne désirant pas, cependant, prendre des procédures judiciaires contre le dit Philippe Vallière pour le contraindre à rembourser la somme de soixante mille piastres, mais voulant terminer à l'amiable les difficultés qui avaient surgi entre le gouvernement de Sa Majesté et le dit Philippe Vallière, a, sous toutes les réserves de droit en pareil cas, proposé au dit Philippe Vallière de prendre dans son établissement les meubles dont Sa Majesté aurait besoin pour les Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, la valeur des dits meubles devant être au préalable établie à dire d'arbitres nommés en la manière ordinaire indiquée au Code de procédure civile, et lui a déclaré qu'elle était prête à faire un contrat avec le dit Philippe Vallière basé sur ces données, lequel contrat devra être approuvé par une résolution de l'Assemblée législative, à la prochaine session ;

Que le dit Philippe Vallière, de son côté, voulant mettre fin et régler à l'amiable les susdites difficultés et contestations, a accepté les propositions qui lui ont été faites par le protêt suscit.

En conséquence, les parties font entre elles les conventions et stipulations qui suivent :

1. Sa Majesté, représentée comme susdit, s'oblige à prendre à l'établissement du dit Philippe Vallière, et ce dernier s'oblige à fabriquer et à livrer au fur et à mesure qu'il en recevra l'ordre, tous les meubles qui seront requis et dont le gouvernement aura besoin pour meubler les Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac ;

2. La valeur de ces meubles devra être établie à dire d'arbitres nommés en la manière ordinaire indiquée au Code de procédure civile, à l'exception toutefois des meubles dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui ont été fournies par le département des Travaux publics et dont une copie est ci-annexée après avoir été signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné ;

3. La fourniture des meubles se prendra d'abord sur les meubles faits actuellement ; ensuite, le dit Philippe Vallière s'oblige de terminer ceux qui sont commencés et d'en confectionner d'autres suivant les instructions qu'il recevra de temps à autre du département des Travaux publics ;

4. Quant aux meubles dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui ont été fournies, il est spécialement entendu et stipulé que Sa Majesté n'aura pas le droit de les refuser parce qu'ils sont trop dispendieux, mais qu'elle ne sera tenue de les accepter que s'ils valent les prix fixés sur les listes, au dire des di's arbitres ;

5. Tous les meubles fournis, ceux déjà faits, ceux qui sont à déterminer et ceux qui seront fabriqués dans l'avenir seront, dans tous leurs détails, des meubles de première qualité, faits avec du bois sain et sec, bien collés et vissés, etc., etc., et quant aux modèles de ceux qui ne sont pas faits, le dit Philippe Vallière devra se conformer aux instructions qu'il recevra du département des Travaux publics ; la même règle s'appliquera à ceux qui ne sont pas terminés en autant que la chose est possible à l'étage où les dits meubles sont rendus ;

6. Il sera donné crédit au gouvernement de Sa Majesté par le dit Philippe Vallière de la somme de soixante mille piastres qu'il a reçue le vingt-trois juillet mil huit cent quatre-vingt-onze ;

7. Les meubles seront livrés à Montréal, Hull ou Bryson, suivant le cas, et les frais de transport seront à la charge du gouvernement de Sa Majesté ; les dommages que subiront les meubles durant le transport seront à la charge du dit Philippe Vallière ; ils seront bien paquetés par le fournisseur, le dit Philippe Vallière, et à ses frais, en prenant toutes les précautions possibles pour les empêcher de se briser ou de se détériorer.

Moyennant ces présentes, le dit Philippe Vallière renonce à toutes les prétentions et réclamations qu'il pouvait avoir ou qui pouvaient lui appartenir et lui résultant de la lettre du dit honorable Pierre Garneau, lequel contrat, s'il en est un, est par les présentes résilié purement et simplement pour toutes les fins que de droit, et le dit Philippe Vallière, de plus, renonce à tous dommages et intérêts qu'il pourrait prétendre avoir contre Sa Majesté pour les raisons susdites.

Le présent contrat devra être approuvé par une résolution de l'Assemblée législative.

Enfin, les présentes seront considérées comme un règlement amiable et final entre les parties aux présentes, de toutes les difficultés, réclamations, etc., se rattachant au dit contrat de meubles ci-dessus mentionné.

DONT ACTE

Fait et passé, en la cité de Québec, dans le bureau du Premier ministre, le sixième jour du mois de juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze, sous le numéro quatre mille cinq cent trente et un.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes, avec et en présence du notaire soussigné, après lecture faite.

L.-O. TAILLON,

P. VALLIÈRE,

ERNEST GAGNON,

*Secrétaire du département des Travaux publics.*

J.-A. CHARLEBOIS,

N. P.

LISTE DES MEUBLES POUR LE PALAIS DE JUSTICE ORDONNÉS A  
P. VALLIÈRE.

1.—COUR D'APPEL

1 Grand pupitre pour juges.	
6 Fauteuils " .....	\$75 00
1 Grand pupitre pour greffier, député-greffier et sténographe.	
3 Fauteuils " " .....	25 00
1 Grand pupitre pour conseils de la Reine.	
6 Fauteuils " " .....	25 00
1 Fauteuil, crieur.	
2 Tables.....	95 00
40 Chaises.....	20 00
9 Grands bancs pour le public.	

2.—COUR SUPÉRIEURE,—1ère division.

1 Grand pupitre pour juges.	
3 Fauteuils pour juges.....	\$75 00
1 Grand pupitre pour greffier, député-greffier et sténographe.	
3 Fauteuils " " .....	25 00
1 Grand pupitre pour conseils de la Reine.....	
6 Fauteuils..... " " .....	25 00
1 Boîte à témoins.....	
1 Boîte à crieur.....	
1 Table pour avocats.....	
20 Pupitres " doubles.....	95 00
46 Fauteuils " .....	20 00
12 Sièges tournants pour jurés.....	25 00
10 Bancs circulaires en amphithéâtre pour le public.	
2 Bancs pour témoins.	
1 Banc pour jurés déchargés.	

3.—COUR D'ENQUÊTE ET MÉRITE No. 2.

1 Grand pupitre pour juge.	
1 Fauteuil " " .....	\$ 95 00
1 Pupitre pour greffier et sténographe.	
2 Fauteuils " " .....	25 00
20 Tables pour avocats et parties.	
80 Chaises " " .....	
6 Bancs pour public.	
1 Boîte à témoins.	

## 4.—COUR D'ENQUÊTE ET MÉRITE No. 3.—(Sommaire).

1 Grand pupitre pour juge.	
1 Fauteuil " .....	\$ 95 00
1 Pupitre pour greffier.	
1 Fauteuil " .....	25 00
1 Boîte à témoins.	
15 Pupitres pour avocats (simples) .....	70 00
15 Chaises .....	20 00
20 Chaises pour le public.	

## 6.—COUR CRIMINELLE.

1 Grand pupitre pour juges.	
3 Fauteuils " .....	\$ 95 00
1 Grand pupitre pour greffier, député-greffier et interprète.	
3 Fauteuils " " " .....	25 00
1 Fauteuil, coroner.	
1 Fauteuil, shérif.	
2 Pupitres pour substituts du procureur général (simples).	
2 Fauteuils " " " .....	25 00
1 Boîte à crieur.	
1 Boîte à témoins.	
1 Boîte à prévenus.	
1 Table pour reporters.	
12 Fauteuils à bras pour petits jurés, fonds en cuir, dos en bois perforé.	22 50
24 Fauteuils à bras pour grands jurés, fonds en bois perforé, dos en bois perforé .....	20 00
30 Chaises et tables.	
20 Bancs circulaires en amphithéâtre pour public.	

## 7.—COUR DE CIRCUIT.

1 Grand pupitre pour juges.	
2 Fauteuils " " .....	\$ 75 00
1 Grand pupitre pour greffier, député-greffier et sténographe.	
3 Fauteuils " " " .....	25 00
1 Boîte à témoins.	
1 Boîte à crieur.	
1 Table pour avocats.	
12 Pupitres " (doubles) .....	\$ 95 00
24 Fauteuils " (perforés) .....	20 00
10 Bancs circulaires en amphithéâtre pour public.	

Approuvé, " P. G."

" J. E. R."

Procureur général.

Ces meubles ont été commandés à P. Vallière et copie de cette liste lui a été livrée ce jour, 23 juin 1891.

Par ordre, " S. L."

Ceci est l'une des listes des meubles dont il est fait mention en l'acte qui précède, signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, ce sixième jour du mois de juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

L.-O. TAILLON,

P. VALLIÈRE,

ERNEST GAGNON,

*Secrétaire du département des Travaux publics.*

J.-A. CHARLEBOIS,  
N. P.

## LISTE DES MEUBLES POUR LE PALAIS DE JUSTICE NON ORDONNÉS

### BUREAU DU SHÉRIF.

1 Fauteuil pour bureau, bourré.....	\$ 40 00
3 Fauteuils " " .....	25 00
1 Canapé " " .....	40 00

### DÉPUTÉ-SHÉRIF.

1 Bibliothèque.....	
2 Chaises.....	\$ 25 00
1 Canapé.....	30 00

### COMPTABLE.

1 Pupitre avec casier.....	
1 Grand pupitre.....	\$ 75 00

### BUREAU DES CLERCS.

3 Pupitres avec casiers.....	\$ 75 00
1 Pupitre sans casiers.....	40 00

## BUREAU DES HUISSIERS.

1 Douzaine de chaises perforées.....	\$ 15 00
1 Grande table.	
1 Grand pupitre.	

## VESTIAIRE DES AVOCATS.

50 Fauteuils pas tournants.....	\$ 20 00
1 Grande table.	

## BUREAU DU GREFFIER DE LA COUR D'APPEL.

1 Pupitre fermé.....	\$ 80 00
1 Canapé.....	30 00

## DÉPUTÉ-GREFFIER.

1 Pupitre fermé.....	\$ 80 00
1 Chaise.....	25 00

## BUREAU DES CLERCS.

2 Pupitres avec casiers.....	\$ 75 00
2 Chaises.....	20 00

## GREFFE DE LA COUR SUPÉRIEURE.

6 Pupitres.....	\$ 40 00
6 Chaises.....	20 00

## DÉPARTEMENT DES BREFS DE LA COUR SUPÉRIEURE.

1 Pupitre avec casier (adossé l'un à l'autre) ce département isolé du public	\$120 00
--	----------

## BUREAU DES TUTELLES.

3 Pupitres.....	\$ 40 00
2 Chaises perforées.....	20 00
2 Bancs pour le public.	

## BUREAU DU GREFFE DE LA COUR CRIMINELLE.

1 Pupitre fermé.....	\$ 80 00
----------------------	----------

## CHAMBRES DE DÉLIBÉRÉ.

- 1 Grande table.
- 8 Fauteuils.
- 4 Armoires tournantes..... \$ 25 00
- 1 Bibliothèque, 12 pieds.

## 5.—COUR DE PRATIQUE.

- 1 Grand pupitre pour juge.
- 1 Fauteuil " "
- 1 Grand pupitre pour greffier et sténographe.
- 2 Fauteuils " " " ..... \$ 25 00
- 1 Botte à témoins.
- 1 Table pour avocats .
- 4 Tables. " "
- 20 Chaises " "
- 4 Bancs pour public.

## 10.—COUR DE POLICE.

- 1 Grande table pour reporters.
- 2 Chaises " "
- Mobilier de la nouvelle bibliothèque.
- Mobilier du nouveau vestiaire.
- Casiers des greffes.

*Approuvé, " P. G. "*

*" J. E. R., "*

Procureur général.

Ces meubles ont été commandés à P. Vallière et copie de cette liste lui a été livrée ce jour, 23 juin 1891.

Par ordre, " S. L. "

Ceci est la seconde liste des meubles dont il est fait mention en l'acte qui précède, signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, ce sixième jour du mois de juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

L.-O. TAILLON,

P. VALLIÈRE,

ERNEST GAGNON,

*Secrétaire du département des Travaux publics.*

J.-A. CHARLEBOIS,

N. P.



COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 1er juin 1894, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 2 juin 1894.

No 281.

CONCERNANT UN CONTRAT AVEC M. P. VALLIÈRE POUR L'AMEUBLEMENT DES PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL, HULL ET PONTIAC.

L'honorable commissaire des Travaux publics par *interim*, dans un rapport en date du trente mai dernier (1894), expose :

Que le gouvernement a besoin d'une certaine quantité de meubles pour le Palais de justice de Montréal, pour celui de Hull et celui du comté de Pontiac ;

Que M. Philippe Vallière, fabricant de meubles, de Québec, a, dans sa fabrique, des meubles qu'il a faits pour le Palais de justice de Montréal, en vertu d'un prétendu contrat ci-après mentionné ;

Que, le 16 février 1891, l'hon. Pierre Garneau, alors commissaire des Travaux publics, a écrit au dit Philippe Vallière la lettre suivante :

" Comme le gouvernement a besoin d'une certaine quantité de meubles et d'ustensiles pour le Palais de justice de Montréal, auquel on fait ajouter un étage en ce moment, pour la nouvelle prison du district de Montréal, et pour les écoles normales McGill et Laval, à Québec et à Montréal, dont on va bientôt commencer la construction, je suis autorisé par mes collègues à vous informer que la confection de ces meubles et l'achat de ces ustensiles vous sont confiés, conjointement avec M. James Walker, marchand, de Montréal, et que vous recevrez de temps à autre des instructions précises et détaillées à cet effet. Les meubles devront être de la qualité qui vous sera indiquée par le département des Travaux publics, et les prix seront les prix courants du marché, sujets à l'approbation du département, ou, au besoin, à dire d'experts.

" Je dois vous informer, de plus, qu'une somme raisonnable, suivant les circonstances, vous sera payée aussitôt les subsides votés, à la prochaine session."

Qu'un double de cette lettre a été déposé au département des Travaux publics le 17 décembre 1891 ;

Que, le 28 juin 1891, alors que le dit Philippe Vallière avait déjà fait une certaine quantité de meubles, le département lui a fait tenir deux listes des meubles qu'il devait faire pour le Palais de justice de Montréal. Sur ces listes, le prix d'une partie des meubles était spécifié ;

Que, le 28 juillet 1891, le Commissaire des Travaux publics a payé à M. Vallière, à titre d'avance, \$80,000.00 " en rapport avec l'ameublement du Palais de justice de Montréal (dont compte est à rendre ) ", ainsi qu'il est écrit dans le reçu donné par M. Vallière.

Que, sous l'administration De Boucherville, le gouvernement considéra ce prétendu contrat comme illégal et contraire aux intérêts de la Province ;

Que, le 24 décembre 1891, le Commissaire des Travaux publics, l'honorable M. Nantel, fit adresser à M. Vallière la lettre qui suit :

" L'honorable Commissaire des Travaux publics désire avoir par écrit les renseignements que vous lui avez donnés de vive voix relativement à l'ameublement du Palais de justice de Montréal, et il vous prie de lui dire : 1. Quelle est la valeur des meubles actuellement faits par vous et destinés à cet édifice ; 2. Quelle est la valeur des meubles commencés par vous, mais non terminés, pour le même édifice ; 3. Quel sera le coût probable de tout l'ameublement du Palais de justice de Montréal."

Que, le 8 janvier 1892, M. Vallière répondit comme suit à la lettre ci-dessus :

" En réponse à votre lettre du 24 décembre, j'ai l'honneur de vous informer :  
1. Que vous avez à mon établissement pour soixante-douze mille soixante-dix piastres de meubles, par un estimé fait par vos architectes, MM. Perrault et Mesnard ;

" 2. Que j'ai à mon établissement pour une valeur de quinze à dix-huit mille piastres de meubles commencés et finis ;

" 3. Je crois que le coût probable de l'ameublement du Palais de justice de Montréal sera de cent soixante-quinze à deux cent mille piastres ; cela dépendra des plans qui me seront fournis.

" Il va sans dire qu'en consentant à répondre à votre lettre ou à toute autre qu'il vous plaira de m'envoyer à ce sujet, j'entends ne renoncer en aucune façon aux droits que je possède en vertu de mes contrats, verbaux ou par écrit, auxquels droits je m'en tiens à toutes fins que de droit."

Qu'après cette correspondance, M. Vallière a discontinué de fabriquer des meubles en vertu du dit prétendu contrat ;

Que le gouvernement n'a reçu aucun de ces meubles ;

Que, le 27 avril dernier (1894), le gouvernement a fait signifier à M. Vallière un protêt dont voici un extrait :

" Que le dit Philippe Vallière s'est prétendu autorisé à fabriquer les dits meubles pour le gouvernement de Sa Majesté et a invoqué comme son contrat une lettre signée par le dit honorable Pierre Garneau, le seize février mil huit cent quatre-vingt-onze et adressée à lui le dit Philippe Vallière ;

" Que Sa Majesté ne peut pas admettre que la dite lettre du dit honorable Pierre Garneau puisse constituer un contrat en faveur du dit Philippe Vallière ;

" Que le paiement qui a été fait au dit Philippe Vallière de la somme de soixante mille piastres était illégal, non autorisé et a été fait sans cause ni considération aucune ;

“ Que le gouvernement de Sa Majesté dans la dite Province n'est lié en aucune manière, vis-à-vis du dit Philippe Vallière, par la lettre du seize février mil huit cent quatre-vingt-onze ;

“ Que Sa Majesté est de plus avisée qu'elle a un droit d'action en répétition de deniers pour contraindre le dit Philippe Vallière à lui remettre la somme de soixante mille piastres qu'il a reçue illégalement, sans cause et sans considération ;

“ Qu'il appert que le dit Philippe Vallière a fabriqué des meubles pour un certain montant ;

“ Que Sa Majesté a besoin de meubles pour les Palais de justice de Montréal, de Hull et de Pontiac, mais que, quoique le prétendu contrat invoqué par le dit Philippe Vallière n'ait été fait que pour le Palais de justice de Montréal, et que le gouvernement de Sa Majesté n'a pas besoin de meubles même pour la somme de soixante mille piastres, pour les trois cours ci-haut mentionnées, nonobstant, le dit Philippe Vallière voudrait faire encourir à la dite Province une dépense pour une somme de cent cinquante mille piastres et au delà ;

“ Que Sa Majesté, sans en aucune manière vouloir reconnaître le prétendu contrat invoqué par le dit Philippe Vallière, a offert de prendre à la manufacture du dit Philippe Vallière les meubles dont Sa Majesté aurait besoin pour les susdits Palais de justice, ce que le dit Philippe Vallière a péremptoirement refusé ;

“ Que Sa Majesté, plutôt que de plaider avec le dit Philippe Vallière pour l'obliger à rembourser la somme de soixante mille piastres qu'il a reçue comme susdit, sans toutefois reconnaître être liée par aucune obligation ou contrat envers le dit Philippe Vallière, et sous toutes les réserves de droits en pareil cas, est disposée à prendre dans l'établissement du dit Philippe Vallière les meubles requis pour les susdits Palais de justice, la valeur des dits meubles devant être au préalable établie à dire d'arbitres nommés en la manière ordinaire indiquée au Code de procédure civile, et est prête à faire un contrat avec le dit Philippe Vallière basé sur ces données, lequel contrat devra néanmoins être approuvé par une résolution de l'Assemblée législative, à la prochaine session de la Législature de la Province ;

“ C'est pourquoi, nous, le notaire susdit, avons, à la réquisition susdite, sommé le dit Philippe Vallière d'avoir à déclarer, d'hui au quatorzième jour de mai prochain, inclusivement, s'il entend se conformer à l'offre qui lui est faite par les présentes, de prendre dans l'établissement du dit Philippe Vallière les meubles requis pour les susdits Palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, la valeur des dits meubles devant être au préalable établie au dire d'arbitres nommés comme susdit, et qu'à défaut par le dit Philippe Vallière de déclarer dans le délai susdit qu'il est prêt à accepter la dite offre, Sa Majesté prendra contre le dit Philippe Vallière toutes les procédures nécessaires pour recouvrer la dite somme de soixante mille piastres.

“ A quoi le dit Philippe Vallière a répondu :

“ Je suis prêt à livrer tous les meubles qui sont commencés pour le gouvernement ; j'attends seulement un ordre du Premier ministre ou du département pour les finir, et je serai prêt à les livrer, ” laquelle réponse nous avons entrée dans les présentes pour valoir ce que de droit. ”

Que, le vingt-neuf mai dernier (1894), M. Vallière a adressé à l'honorable Commissaire par *interim* la lettre suivante :

“ Monsieur,

“ J'ai l'honneur de vous informer, en réponse au protêt qui m'a été servi et signifié de la part de votre gouvernement par M<sup>re</sup> J.-A. Charlebois, notaire public, le 27 avril 1894, que, sous toutes réserves que de droit, en cas de refus de la part du gouvernement, je consentirai à résilier mon contrat actuel aux conditions suivantes, que, je l'espère, vous considérerez comme raisonnables et acceptables :

“ 1. Le gouvernement s'engagera par contrat, basé sur un ordre en conseil et ratifié par la Législature, à prendre à mon établissement tous les meubles dont il aura besoin pour meubler les Palais de justice de Montréal, de Hull et de Pontiac, la valeur de ces meubles devant être établie à dire d'arbitres experts, à l'exception de ceux dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui m'ont été fournies par le département des Travaux publics.

2. Aussitôt que tel ordre en conseil aura été passé et que tel contrat aura été signé, je m'engage, au fur et à mesure que j'en recevrai l'ordre, à livrer au gouvernement les meubles maintenant faits, à terminer ceux actuellement commencés et à en confectionner d'autres, suivant les instructions que je recevrai du département des Travaux publics. ”

Que, le même jour (29 mai 1894), l'honorable Commissaire par *interim* a fait adresser à M. Vallière la lettre qui suit :

“ Monsieur,

“ En réponse à votre lettre de ce jour, informant l'honorable Premier ministre que vous consentiriez à résilier votre contrat de meubles à certaines conditions, j'ai reçu instruction de vous dire, de sa part, que le gouvernement accepte les propositions contenues dans votre lettre, en remplaçant les mots : “ ratifié par la Législature ” par les mots : “ ratifié par l'Assemblée législative ”, et en retranchant le mot : “ experts ” qui suit le mot : “ arbitres ”, dans le paragraphe 1er de vos conditions, et qu'un ordre en conseil va être passé sans délai pour y donner suite.

“ Quant aux meubles dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui vous ont été fournies, il devra être entendu que le gouvernement n'aura pas droit de les refuser parce qu'ils sont trop dispendieux, mais aussi qu'il ne sera tenu de les accepter que s'ils valent les prix fixés sur les listes. ”

Que, le lendemain (30 mai 1894), M. Vallière a répondu comme suit :

“ Monsieur,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 29 mai courant à la mienne du même jour à l'honorable L.-O. Taillon, relativement à un contrat à intervenir entre le gouvernement et moi pour ameublement des Palais de justice de Montréal, de Hull et de Pontiac.

" Je n'ai aucune objection à remplacer dans le premier paragraphe de mes conditions les mots : " Législature " par les mots : " Assemblée législative ", et à retrancher de ce même paragraphe le mot : " experts ".

" J'accepte également le dernier paragraphe de votre lettre d'hier, car les prix mentionnés aux listes qui m'ont déjà été fournies ne sont en aucune manière exagérés, eu égard à la qualité des meubles confectionnés."

Vu les faits ci-dessus exposés, et pour les raisons exprimées dans le dit protêt, l'honorable Commissaire par *interim* recommande qu'il soit passé entre le gouvernement et M. Vallière un contrat notarié conforme aux conventions contenues dans les protêt et lettres relatés, et que l'honorable Commissaire par *interim* soit autorisé à signer ce contrat.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

*Greffier du Conseil Exécutif.*

Ceci est la copie de l'ordre en conseil dont il est fait mention en l'acte qui précède, signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné ce sixième jour du mois de juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

L.-O. TAILLON,

ERNEST GAGNON,

*Secrétaire du département des Travaux publics.*

P. VALLIÈRE,

J.-A. CHARLEBOIS,

*N. P.*

*Ordonné*, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Pelletier, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité prenant en considération et en rapportant devant la Chambre, avec amendements, le Bill amendant le Code civil et les Statuts refondus relativement aux privilèges des Sociétés d'assurance mutuelle contre le feu, en est venu à la conclusion qu'il ne devrait exister aucun privilège sur les biens meubles de l'assuré en faveur des compagnies d'assurance mutuelle, et il recommande que la loi soit changée, en conséquence, à la prochaine session de la Législature.

Votre comité n'a pas voulu faire ce changement de suite, parce qu'il a considéré qu'il n'était que juste d'informer les compagnies d'assurance du changement proposé et de leur fournir l'occasion de donner les raisons qu'elles peuvent avoir pour maintenir l'état de choses actuel.

Votre comité a examiné le Bill amendant de nouveau le Code de procédure civile, et a l'honneur d'en faire le rapport avec un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill modifiant le Code de procédure civile concernant les exemptions de saisie, mais il est d'opinion qu'il devrait être soumis à ceux qui travaillent à la refonte du Code de procédure civile.

Votre comité a de plus examiné le Bill amendant de nouveau le Code civil, et a ajourné la considération du dit bill à la prochaine session.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi constituant en corporation l'école polytechnique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture d'une résolution rapportée, hier, du comité général de la Chambre, concernant les écoles de réforme et d'industrie ;

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération l'amendement fait en comité général de la Chambre au Bill amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins de fer, dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds à cette fin ", et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, lequel amendement étant lu la seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la Compagnie d'exposition de Montréal,

Le bill est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

#### *Huit heures, P. M.*

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 30 novembre 1893, pour un état des amendes et des causes suspendues (causes du revenu liqueurs) à Montréal, et copie de toute correspondance relative à ces causes. (*Document de la session No 57.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 décembre 1894, pour copies de toutes requêtes et de toute correspondance touchant une demande d'aide sous forme de concession de terres publiques, par la compagnie dite "*The Canada Iron Company*". (*Document de la session No. 58.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1894, pour copie du rapport de R.-W. Shepherd, sur la culture des fruits et sur les meilleurs moyens de les conserver. (*Document de la session No 59.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1894, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province et la municipalité de Limoilou, concernant l'exemption de l'Asile de Beauport des taxes municipales et scolaires. (*Document de la session No 60.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 décembre 1894, pour un état des sommes d'argent payées au gouvernement par "*The Charlemagne and Lac Ouareau Lumber Company*", de Charlemagne, pour rentes foncières et coupes de bois, durant les sept dernières années fiscales.

Aussi,—un état des argents payés au gouvernement par M. Fisk, commerçant de bois, de Joliette, pendant la même période, pour rentes foncières et droits de coupe de bois.

Le montant des rentes foncières dans chaque état étant séparé de celui résultant de la coupe de bois. (*Document de la session No 61*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 décembre 1894, pour copie du compte produit sur lequel a été payée à M. Alex. Clément la somme de \$400, portée à la page 207 des comptes publics de 1894. (*Document de la session No 62*).

#### Bills Privés, en vertu de la règle 19.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres " ;

Bill intitulé : " Acte modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de Phillipsburg " ;

Bill intitulé : " Acte détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic " ;

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la protection des forêts contre les incendies " ;

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi concernant les pêcheries et la pêche dans les eaux sous le contrôle de la province de Québec " ;

Bill intitulé : " Acte concernant le service des différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières et cours d'eau " ;

Et Bill intitulé : " Acte détachant la paroisse de Ste-Flore du comté de Champlain et l'annexant au comté de St-Maurice, pour toutes fins quelconques ".

Le Conseil législatif a, aussi passé les bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :



Bill intitulé : " Acte constituant en corporation " *The Hull Electric Company* " ;

Et Bill intitulé : " Acte constituant en corporation " *The Quinze Electric Company* " .

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation " *The Hull Electric Company* " , et les dits amendements, sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation " *The Quinze Electric Power Company* " , et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de la résolution adoptée aujourd'hui en comité général de la Chambre, concernant l'ameublement de certains Palais de justice ;

Et la question étant proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Fitzpatrick propose comme amendement, secondé par M. Dechène,—Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu,—

" Que, dans la cédule jointe au contrat, le prix de chaque article soit fixé ;

" Qu'un devis soit également joint au contrat, donnant la quantité de meubles requis pour chacun des Palais de justice de Montréal, Hull et Bryson."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

*Samedi, 5 janvier 1895.*

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,  
Bisson,  
Caron,  
Dechène,  
Fitzpatrick,*

*Gillies,  
Girard (Rouville),  
Gladu,  
Gosselin,  
Laliberté,*

*Lemieux,  
Lussier,  
Marchand,  
Morin,  
Parent,*

*Pinault,  
Stephens,  
Tessier (Portneuf),  
Tessier (Rimouski) -19*

## CONTRE :

## Messieurs

Allard,  
Augé,  
Baker,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bédard,  
Bourbonnais,  
Carbray,  
Cartier,  
Casgrain,  
Châteaufort,

Chicoyne,  
Descarries,  
Desjardins,  
Doyon,  
Duplessis,  
Flynn,  
Girard (Lac St-Jean),  
Greig,  
Grenier,  
Hockett,

Kennedy,  
Lacouture,  
McClary,  
McDonald,  
Magnan,  
Marion,  
Martineau,  
Nantel,  
Normand,  
Panneton,

Parizeau,  
Petit,  
Poirier,  
Rioux,  
Savaria,  
Simpson,  
Taillon,  
Tellier,  
Tétreau,  
Villeneuve.—41.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division que la précédente, prise inversement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant l'avocat de la province de Québec, dans l'arbitrage, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 4 ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill amendant la loi des licences de Québec est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre, pour la prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi 54 Victoria, chapitre 88, concernant les droits sur les subsides aux chemins de fer ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et envoyé à un comité général de la Chambre.

---

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

---

Samedi, 5 janvier 1895.

Onze heures A. M.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour un état des montants dus à la Couronne par la Commission des chemins à barrières pour la rive Sud. (*Document de la session No. 63.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 décembre 1894, pour un état des montants dus à la Couronne par la Commission des chemins à barrières pour la rive Nord. (*Document de la session No. 64.*)

L'honorable M. Beaubien propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que cette Chambre se forme immédiatement en un comité général pour considérer une certaine résolution concernant la commission nommée pour étudier la culture de la betterave à sucre.

L'honorable M. Beaubien informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'une résolution de cette Chambre a été passée le 26 décembre 1890, autorisant la nomination d'une commission pour étudier la question de la culture de la betterave à sucre, prendre tous les renseignements utiles à ce sujet, visiter les betteraveries, étudier la nature du sol où cette plante se cultive avec plus de succès, et finalement faire un rapport de ses travaux et soumettre ce rapport à la Législature, et déclarant que les dépenses en seraient payées à même le fonds consolidé du revenu ;

Attendu que le 12 mars 1891, un ordre en conseil a été approuvé, nommant M. N. Bernatchez, M. P. P., et autres personnes membres d'une commission formée dans ce but, et que cette commission a fait son rapport ;

Et attendu qu'il convient de pourvoir au paiement d'une indemnité pour ces services, il est par conséquent—

*Résolu*, Qu'une somme de quatre cents piastres soit payée au dit M. Bernatchez pour ses services dans la dite commission.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Normand fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu qu'une résolution de cette Chambre a été passée le 26 décembre 1890, autorisant la nomination d'une commission pour étudier la question de la culture de la betterave à sucre, prendre tous les renseignements utiles à ce sujet, visiter les betteraveries, étudier la nature du sol où cette plante se cultive avec plus de succès, et finalement faire un rapport de ses travaux et soumettre ce rapport à la Législature, et déclarant que les dépenses en seraient payées à même le fonds consolidé du revenu ;

Attendu que le 12 mars 1891, un ordre en conseil a été approuvé, nommant M. N. Bernatchez, M. P. P., et autres personnes membres d'une commission formée dans ce but, et que cette commission a fait son rapport ;

Et attendu qu'il convient de pourvoir au paiement d'une indemnité pour ces services, il est par conséquent—

*Résolu*, Qu'une somme de quatre cents piastres soit payée au dit M. Bernatchez pour ses services dans la dite commission.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill concernant la commission pour étudier la question de la culture de la betterave à sucre.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

---

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la loi des licences de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la première séance de la Chambre, lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Summerlea " avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Summerlea ", et les dits amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Ordonné*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à onze heures A. M.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 7 janvier 1895.

Onze heures, A. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôtel-Dieu de St-Joseph d'Arthabaskaville ; et de l'Hôtel-Dieu du Sacré Cœur de Jésus de Québec, les deux pour l'année 1894. (*Documents de la session, No. 18.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill suivant, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la charte de la cité de St-Henri ".

Le Conseil législatif a aussi passé le Bill suivant, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la " *Royal Paper Mills Company* ".

Et aussi le Conseil législatif a agréé l'amendement fait par cette Chambre à leurs amendements au Bill intitulé : " Acte prévenant la corruption dans les corporations municipales et civiques ".

Et aussi le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte concernant les assurances sur la vie ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la " *Royal Paper Mills Company* ", lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte concernant les assurances sur la vie ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant la loi des licences de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tétreau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,  
*Ordonné*, Que les mots suivants soient ajoutés à la sous-section 2 de la règle 57 :

Tous les Bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les Bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte concernant la *Consolidated Land and Investment Company, limited*, et la *Montreal Freehold Company*, et constituant en corporation la *Claremont Land Company* ", et les dits amendements sont lus une seconde fois.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure dans les dits amendements ;

L'honorable M. Hall propose comme amendement, secondé par M. Cooke, Que tous les mots après " Que " dans la motion soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " les dits amendements soient amendés comme suit :

1. En insérant les mots : " après le rapport des évaluateurs " avant les mots : " La Compagnie fusionnée, agissant par ses directeurs provisoires, etc. ", dans la quatrième ligne de la page 2 des amendements.

2. En retranchant les mots suivants, commençant la treizième ligne de la page 2 des amendements : " stock payé en faveur des dites compagnies " et en leur substituant les mots : " autant de stock payé que les directeurs de la compagnie constituée par les présentes pourront déterminer ".

3. En retranchant les mots commençant par " à émettre en faveur des dites compagnies ", dans la dix-huitième ligne de la seconde page, jusqu'aux mots : " de chacune des dites compagnies ", dans les cinquième et sixième lignes de la page 3 des amendements, inclusivement, et tous les mots intermédiaires.

Et l'amendement étant mis aux voix ; il est résolu affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure dans les amendements ainsi amendés ; la question est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec plusieurs amendements, pour lesquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.



14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervez, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, autrefois l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jean, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

#### Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Résolu*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Hackett informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Hackett rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Ste-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervez, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.



46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie Saint-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jean, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le Bill constituant en division électorale les Iles de la Madeleine, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et envoyé à un comité général de la Chambre, pour sa prochaine séance, aujourd'hui.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant le nombre des employés au Palais de justice de Québec, avec leur nom, leur emploi, leur salaire et la date de leur nomination ; aussi, un état détaillé des dépenses totales encourues pour le chauffage et l'entretien du Palais de justice de Québec, année par année, depuis le 30 juin 1890.

Sur motion de M. Fitzpatrick, secondé par M. Lussier,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées avec M. E. Barbeau, et des instructions qui lui ont été données au sujet de sa mission en Europe ; ainsi que copie des rapports qu'il a faits sur le résultat de cette mission.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Tessier (Portneuf),

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de toutes correspondances, dépêches, etc., échangées depuis les dernières correspondances produites, entre le gouvernement et ses agents et la Banque de Paris et des Pays-Bas et le Crédit Lyonnais, au sujet du dernier emprunt fait à Paris et du placement des bons de la Province sur le marché, ainsi que du paiement de l'emprunt de 1893.

2. Copie du rapport de M. Barbeau concernant toutes les négociations relatives à cet emprunt.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tessier (Rimouski).—1. J.-F. Richard, arpenteur, a-t-il fait, à la réquisition du gouvernement, il y a environ deux ans, certains relevés d'arpentages se rapportant à des lots de terre le long du chemin Matapédiac dans Causapsal ?

2. Ce monsieur Richard a-t-il fait son rapport et le gouvernement a-t-il accepté ce rapport et l'ouvrage du dit Richard ?

3. Le gouvernement doit-il faire inspecter les ouvrages et travaux d'arpentage susdits de ce M. Richard ?

Réponse par l'honorable M. Flynn : 1. Oui. 2. Oui, M. Richard a fait son rapport, mais ce rapport n'a pas encore été vérifié. 3. Oui.

Par M. Dechène.—Le gouvernement a-t-il reçu quelque rapport ou communication de M. Barbeau, délégué auprès du Crédit Lyonnais, depuis le 15 novembre 1894 ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—Le Trésorier de la Province a reçu quelques dépêches de M. Barbeau.

Par M. Gladu.—Le gouvernement a-t-il reçu avis ou été informé :

1. Que les bons du dernier emprunt fait par le gouvernement à Paris, et négociés à \$77.00 par \$100.00, ont été placés sur le marché à 427.50 frs. par 500 francs, équivalant à \$85.50 par \$100.00 ?

2. Le gouvernement a-t-il pris connaissance de la dépêche suivante publiée dans les journaux ?

“ Le télégraphe nous apporte la dépêche suivante :

“ Londres, 2.—On annonce qu'une nouvelle émission de bons de la province de Québec de 500 francs chacun, 3o/o, au montant de \$1,094,227 est placée sur le marché au nom du gouvernement de Québec par l'entremise du Crédit Lyonnais de Paris à 427.50 francs par bon.

Le gouvernement rembourse le 20 janvier les bons à 4o/o qui avaient été renouvelés jusqu'au 15 juillet 1895. Les nouveaux bons 3o/o ne seront pas rachetables avant le 20 janvier 1895. ”

3. Les nouvelles contenues dans cette dépêche ont-elles été confirmées ou non au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Non. 2. Non. 3. Non.

Par M. Fitzpatrick.—1. M.-E. Barbeau qui a été chargé d'une mission spéciale par le gouvernement de cette Province, est-il revenu d'Europe ?

2. A-t-il fait à l'Exécutif un rapport sur le résultat de sa mission ?

3. S'il a fait un rapport, quel est-il ?

Réponse par l'honorable M. Taillon :—1. Oui. 2. M. Barbeau a adressé quelques dépêches au Trésorier de la Province. 3. Il n'a pas fait de rapport proprement dit.

Et étant une heure, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures, P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Trois heures, P. M.*

*L'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Villeneuve,

Ordonné, Que l'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal, ait préséance, sur les ordres du gouvernement, à la troisième séance de ce jour.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait

rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Huit heures P. M.*

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Asile Nazareth pour les aveugles, Ouvroir, Salle d'asile pour les enfants pauvres ; pour l'année 1894. (*Documents de la session No 18.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux enquêtes des coroners dans les cas d'incendies " ;

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant la subdivision des lots cadastrés " ;

Et Bill intitulé : " Acte concernant l'Orateur du Conseil législatif ".

Le Conseil législatif a aussi passé le Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les bois et forêts sur les terres publiques ", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les bois et forêts sur les terres publiques ", et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal ;

Et la Chambre ayant continué de siéger, en comité général, jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 8 janvier 1895.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité, soit maintenant pris en considération.

*Ordonné*, Que les amendements soient lus la première fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Girard (Lac St-Jean).—1. Quels montants ont été payés à M. Geo.-P. Roy, arpenteur, pour arpentages, ouvrages du cadastre et inspections, etc., depuis 1837 jusqu'à ce jour; et par qui l'ouvrage a-t-il été ordonné?

2. Quel montant, tel qu'il appert à la page 25 du rapport de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, en 1893, a-t-il été payé pour salaire à Geo.-P. Roy, comme inspecteur?

A. Par qui a-t-il été nommé pour cette fin?

B. Quelle inspection a-t-il faite?

C. Quels sont les noms des arpenteurs dont il a inspecté l'ouvrage?

Réponse par l'honorable M. Flynn :

### A.—POUR CE QUI CONCERNE LES ARPENTAGES

1. Le montant payé à M. Geo.-P. Roy, arpenteur, depuis 1887 est de \$35,216.07, y compris ce qu'il a reçu (\$7,041) pour son salaire comme inspecteur; l'ouvrage a été donné par les honorables MM. Garneau et Duhamel.

2. Depuis 1887, M. Roy a reçu \$7,041 pour son salaire comme inspecteur.

A. Il a été nommé par l'honorable M. Garneau.

Ses instructions principales, datées du 13 mars 1889, sous l'honorable M. Duhamel, étaient d'inspecter et de renouveler au besoin l'arpentage des cantons (au nombre de six) du comté de Bonaventure dont il était chargé de faire le cadastre.

B. Les rivières Casupscull, Assametquagan, Petite Cascapédia et Milmkek et les cantons Angers, Port Daniel, Cox, Hamilton, Hope, New-Richmond et Matapediac.

C. Bélanger, Lepage, Macdonald et Legendre. M. Roy a aussi inspecté les travaux d'arpentage qui ont été faits sous sa responsabilité.

### B.—POUR CE QUI CONCERNE LE CADASTRE

Les montants suivants ont été payés à M. Geo.-P. Roy, arpenteur, depuis 1887 jusqu'à ce jour :

- |   |             |
|---|-------------|
| 1. Acompte du cadastrage des cantons Hamilton, Cox et New-Richmond, comté de Bonaventure, ouvrage ordonné le 6 avril 1887 par l'honorable P. Garneau.....   | \$ 4,000 00 |
| 2. Acompte du cadastrage des cantons Matapédia, Hope et Port Daniel, comté de Bonaventure, ouvrage ordonné le 9 janvier 1887 par l'honorable Arthur Turcotte, commissaire <i>ad interim</i> ..... | 1,500 00    |

---

3. Balance de retenue des 10 % sur le cadastrage de St-Edouard de Frampton (ordonné en juin 1881) et sur celui de St-Léon de Standon (ordonné en mai 1885).....	145 55
4. Pour relevé d'une partie de la rivière des Fleurs, canton Standon, ordonné le 4 août 1894 par le présent Commissaire.....	67 82
Total.....	\$ 5,713 37

---

Le total des sommes payées (\$35,216.07 plus \$5,713.37) est de..... \$ 40,929 44

Par M. Girard (Lac St-Jean.) 1. Quels sont les montants payés à M. P.-L. de Courval, arpenteur, pour arpentage et cadastre, depuis 1887 jusqu'à ce jour ?

L'ouvrage a-t-il été exécuté et par qui a-t-il été ordonné ?

Réponse par l'honorable M. Flynn :—Les montants suivants ont été payés :

1. Pour travaux de cadastrage et vérification de cadastre non compris les \$1,800.00 avancées sur certaines vérifications de cadastre dont les instructions ont été révoquées, laquelle somme a été portée sur d'autres travaux d'arpentage.....	\$ 5,828 70
2. Pour divers travaux d'arpentage y compris les \$1,800.00 avancées tel qu'indiqué ci-dessus.....	18,143 60
Total des paiements.....	\$ 23,972 30

---

Les travaux de cadastrage et de vérification de cadastre (ordonné en 1887, 1888 et 1889) par les honorables P. Garneau, Arthur Turcotte et Geo. Duhamel ont été exécutés, moins le cadastrage de Wolfestown et de Doncaster qui n'est pas encore complété et la vérification du cadastre de Linière, Adstock, Jersey et Metgermette Nord, laquelle n'a pu être encore effectuée. Les travaux d'arpentage (ordonnés par l'honorable Geo. Duhamel) ont tous été complétés, à l'exception de l'arpentage du canton Boyer dont le rapport n'a pas encore été transmis au département.

---

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mardi, 8 janvier 1895.

*Trois heures P. M.*

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Kennedy,—la pétition de M. McCoy et autres.

Sur motion de M. Augé, secondé par M. Martineau,

*Ordonné*, Que le bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal, ait la préséance sur les ordres du gouvernement aux deux séances de ce jour, et aussi de jour en jour, jusqu'à ce que la Chambre ait disposé de ce bill.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération les amendements faits en comité général de la Chambre, au bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal ; et les dits amendements étant lus deux fois, sont adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Stephens propose comme amendement, secondé par M. Bisson,—Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par les suivants " envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour considération ".

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant envoyé de nouveau, à un comité général de la Chambre, pour considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Cooke propose comme amendement, secondé par M. Hackett,—Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par les suivants : " envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction d'amender la clause numéro 15, en biffant tous les mots après : " est remplacé par les suivants ", pour y substituer ceux-ci :

" 1. Nonobstant toute loi contraire, le coût de l'expropriation pour chacune des rues suivantes, savoir : l'avenue des Pins, les rues Bleury, Inspecteurs, Cathédrale, Lagauchetière depuis la côte Beaver Hall jusqu'à la rue Windsor exclusivement et Pantaléon, sera payé comme suit : une moitié par la cité et l'autre moitié par les propriétaires riverains des immeubles ayant front sur la ligne des dites rues, cotisés sur une profondeur n'excédant pas cent pieds. Pour les rues Ontario, depuis la rue Frontenac jusqu'aux limites Est, Beaudry, Milton et le carré Viger, le coût sera payé comme suit : une moitié par la cité et l'autre moitié



par les propriétaires intéressés d'après les rôles existants préparés par les commissaires dans chaque cas et déterminant les limites."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>King,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Villeneuve.—31.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Parizeau,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cholette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—25.</i>
<i>Dechène,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Villeneuve propose comme amendement, secondé par M. Savaria,—Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de retrancher la clause 19 ".

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Hackett,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copies des lettres ou autres pièces par lesquelles le gouvernement aurait reconnu, le 14 décembre 1888, et le 14 janvier 1889, le transport consenti par la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, à la Banque Ontario, d'un montant de subside de \$28,546.00 tel que mentionné à l'article 28 du budget supplémentaire pour l'exercice finissant le 30 juin 1895.

Aussi,—copie de tout document par lequel le gouvernement se serait engagé de payer quatre pour cent d'intérêt sur cette somme. (*Document de la session No 65.*)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

#### *Huit heures, P. M.*

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur ne peut être présent à l'ouverture de cette séance ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et la question étant mise aux voix,—Qu'en vertu de l'article 113 des Statuts refondus de la province de Québec, N.-L. Duplessis, écuyer, député du district électoral de St-Maurice, soit élu Orateur *pro tempore*, pour remplacer M. l'Orateur durant son absence à cette séance,—la proposition est résolue affirmativement.

M. Duplessis préside, en conséquence, la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant—Que le Bill amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal, soit maintenant lu la troisième fois ; et lequel amendement était : Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de retrancher la clause 19."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

#### POUR :

#### Messieurs

Beaubien,  
Bédard,  
Carbray,  
Cooke,  
Desjardins,

Fitzpatrick,  
Gillies,  
Greig,  
Hackett,  
Hall,

Kennedy,  
Lemieux,  
McClary,  
Pelletier,  
Simpson,

Spencer,  
Stephens,  
Taillon,  
Villeneuve.—19.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste Marie,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tessier (Portneuf).</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Parent,</i>	—35.

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Hall propose comme amendement, secondé par M. Cooke,—Que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de retrancher la clause 18, étant la clause autorisant de pratiquer un tunnel à la Côte St-Lambert ".

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Villeneuve.</i> —16.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Ste-Marie,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Portneuf).</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Parizeau,</i>	—38.
<i>Dechène,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Fitzpatrick propose comme amendement, secondé par M. Gillies,—Que tous les mots après “ maintenant ” jusqu’à la fin de la question soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de remplacer la clause 16 par la suivante

“ 16. La sous-section 4 de la section 19 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 49 est remplacée par la suivante :

“ 4 De prélever une taxe de vingt-cinq centins pour chaque poteau de télégraphe, de téléphone ou de lumière électrique et déterminer la manière et le lieu où ils seront placés.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L’ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L’honorable M. Taillon propose, secondé par l’honorable M. Beaubien,—Que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Tessier (Portneuf) propose comme amendement, secondé par M. Gladu,—Que tous les mots après “ Que ” jusqu’à la fin de la question soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants :

“ cette Chambre, en consentant à voter les subides à Sa Majesté, déclare que le gouvernement a appliqué, l’an dernier, aux réparations de l’Asile de Beauport, une somme de \$19,395.60 ; qu’il appert par le budget supplémentaire de 1894-95 qu’un montant de \$25,000.00 a été souscrit pour le même objet, formant en totalité une somme de \$44,395.65 consacrée jusqu’ici par le gouvernement aux dites réparations ;

Que le dit asile a été vendu à l’instigation du gouvernement pour la somme élevée de \$425,000 ; laquelle somme, d’après les arrangements pris à cette occasion, le gouvernement peut être appelé ci-après à payer ;

Que la dite somme de \$44,395.60, ajoutée à celle de \$425,000.00, constitue un prix exorbitant pour le dit asile ;

Que les dites sommes ont été à tort inscrites au budget sous la rubrique de prêts, attendu qu’elles ne portent pas intérêt et qu’il est constaté par les documents produits devant cette Chambre que les Sœurs de la Charité, actuellement chargées du soin des aliénés dans cette institution, déclarent n’être pas obligées d’en effectuer le remboursement ;

Que l'incurie du gouvernement dans cette affaire, et sa négligence à la régler de manière à ne laisser aucun doute sur les droits en conflit des parties, méritent la condamnation de cette Chambre."

Et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre ;

M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il réfère spécialement à un article du budget supplémentaire de l'année 1894-95, déjà adopté par le comité des subsides.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ; ils sont pris comme suit :

#### POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR.

##### Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Villeneuve.—37.</i>
<i>Desjardins,</i>			

#### CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR.

##### Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pinault,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Parent,</i>	<i>—15.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la question étant de nouveau mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski), Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette Province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses d'entretien, réparations et améliorations à Spencer-Wood, et d'en remettre la possession aux propriétaires ; que cette Chambre compte sur le patriotisme et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de Lieutenant-Gouverneur, pour l'aider à réaliser cette économie considérable."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

*Mercredi, 9 janvier 1895.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,  
Dechène,  
Desjardins,  
Fitzpatrick,*

*Girouard,  
Gladu,  
Gosselin,  
Lemieux,*

*Laliberté,  
Marchand,  
Parent,*

*Pinault,  
Tessier (Rimouski),  
Tessier (Portneuf).  
—14.*

CONTRE :

Messieurs

*Allard,  
Baker,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bédard,  
Cartier,  
Casgrain,  
Châteauvert,  
Cooke,*

*Doyon,  
Duplessis,  
England,  
Flynn,  
Girard (Lac St-Jean),  
Greig,  
Grenier,  
Hackett,  
Hall,*

*King,  
Lacouture,  
McDonald,  
McClary,  
Magnan,  
Marion,  
Martineau,  
Nantel,*

*Normand,  
Petit,  
Rioux,  
Savaria,  
Simpson,  
Spencer,  
Taillon,  
Tétreau.—34.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant posée ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction des silos ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau provincial d'analyse agricole et autres industries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou Herd-Book canadien, dépenses des bureaux nommés dans ce but, impressions de bulletins, etc., etc., traitement des vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association pour l'aviculture, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de "La Compagnie du Haras National," Montréal, balance de subvention ;—Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890—; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chicoyne informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'aujourd'hui, à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Chicoyne rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction de silos ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau provincial d'analyse agricole et autres industries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou Herd-Book canadien, dépenses des bureaux nommés dans ce but, impressions de bulletins, etc., traitement des vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association pour l'aviculture, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de " La Compagnie du Haras National ", Montréal, balance de subvention ;—Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890—; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " *Women's Protective Immigration Society* ", Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.



11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "*Women's Protective Immigration Society*", Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de cette Chambre, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant l'assignation des jurés ", sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la transmission des rôles d'évaluation au Secrétaire de la Province et aux registrateurs " ;

Et Bill intitulé : Acte modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements ".

Les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la transmission des rôles d'évaluation au Secrétaire de la Province et aux registrateurs ".

Les dits amendements, étant lus deux fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mercredi, 9 janvier 1895.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—le rapport des affaires de la Société St-Jean-Baptiste de Bienfaisance, d'Aylmer, pour l'année 1894. (*Documents de la session No 18.*)

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant la loi relative aux Fabriques;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le libelle par les journaux; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lussier.—1. Le procureur général est-il informé que Laurent-Ubald-Archibald Genest, avocat et greffier de la paix à Trois-Rivières, s'occupe en même temps de réglemens de succession, donne des avis légaux à son bureau, et se fait payer des honoraires pour ces travaux?

2. Rend-il compte au gouvernement des honoraires qu'il perçoit comme greffier de la paix?

3. Sinon, ces honoraires lui appartiennent-ils en sus du salaire de \$1600.00 qu'il perçoit annuellement?

Réponse par l'honorable M. Casgrain :—1. Non. 2. Oui. 3. Non.

Par M. Girard (Lac St-Jean).—Le rapport des juges du Mérite agricole pour 1894 est-il déposé au département de l'agriculture ?

Si oui, quels sont les noms et résidences des lauréats ? Quel est le degré de mérite de chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Beaubien :—

CI-SUIT la liste des Lauréats du concours de Mérite agricole de 1894.

—	NOMS.	PAROISSES.	COMTÉS.	POINTS.
1	Révérèdes Dames Ursulines.....	Roberval.....	Lac St-Jean.....	90.90
2	Célestin Fortin.....	St-Joachim.....	Montmorency.....	89.15
3	David Fortin.....	".....	".....	89.12
4	Joseph Ratté.....	St-Augustin.....	Portneuf.....	87.45
5	Louis Durand.....	St-Ambroise.....	Québec.....	87.45
6	Thomas Boivin.....	Bagotville.....	Chicoutimi.....	87.15
7	Luc Boily.....	St-Louis Chambord.....	Lac St-Jean.....	87.15
8	H. J. Beemer.....	Roberval.....	".....	86.60
9	Ferdinand Gauthier.....	N.-D. Laterrière.....	Chicoutimi.....	86.45
10	Némèze Garneau.....	Ste-Foye.....	Québec.....	86.40
11	Stanislas Tremblay.....	Bagotville.....	Chicoutimi.....	85.90
12	Joseph P. Gagnon.....	St Jérôme.....	Lac St-Jean.....	85.90
13	Alexandre Couture.....	St-Augustin.....	Portneuf.....	85.80
14	Victor Châteauevert.....	Ste-Foye.....	Québec.....	85.75
15	François Couture.....	St-Augustin.....	Portneuf.....	85.45
16	Alfred Couture.....	".....	".....	85.15
17	Jean-Louis Maltais.....	St-Dominique de Jonquière.....	Chicoutimi.....	86.15
18	Joseph Gagnon.....	Hébertville.....	Lac St-Jean.....	85.10
19	J.-Bte Jobin.....	Charlesbourg.....	Québec.....	83.40
20	Louis Jobin.....	St-Augustin.....	Portneuf.....	80.85
21	Isidore et Edmond Valin.....	".....	".....	80.05
22	Louis Boulianne.....	Malbaie.....	Charlevoix.....	79.15
23	Damase Ouellet.....	St-Félicien.....	Lac S.-Jean.....	79.05
24	Onésime Lapointe.....	N.-D. Laterrière.....	Chicoutimi.....	78.55
25	Daniel Papillon.....	St-Bazile.....	Portneuf.....	78.45
26	Augustin Constantin.....	St-Augustin.....	".....	78.25
27	Antoine Hébert.....	St-Félicien.....	Lac St Jean.....	78.25
28	Wm Ed Duggan.....	Malbaie.....	Charlevoix.....	77.95
29	Louis Guay.....	Chicoutimi.....	Chicoutimi.....	77.55
30	Joseph Boily.....	St-Jérôme.....	Lac St-Jean.....	77.00
31	Jean McNicoll.....	Malbaie.....	Charlevoix.....	76.50
32	Wilfrid Simard.....	St-Gédéon.....	Lac St-Jean.....	76.45
33	Dme Vve R. Hudon.....	Hébertville.....	".....	75.95
34	Alfred Couturier.....	Malbaie.....	Charlevoix.....	75.80
35	Guillaume Roy.....	Beauport.....	Québec.....	75.70
36	Charles Juneau.....	St-Prime.....	Lac St-Jean.....	75.70
37	Sixte Bouchard.....	St-Jérôme.....	".....	75.70
38	Joseph Bolduc.....	St-Louis Chambord.....	".....	75.67
39	Georges Hudon.....	Ste-Anne de Chicoutimi.....	Chicoutimi.....	75.65
40	Thomas Coulombe.....	St-Jérôme.....	Lac St-Jean.....	75.65
41	Flavien Dufour.....	".....	".....	75.62
42	J.-Bte Rossignol.....	St-Louis Chambord.....	".....	75.52
43	Joseph Riverin.....	Chicoutimi.....	Chicoutimi.....	75.50
44	J.-Ete Carbonneau.....	Normandin.....	Lac St-Jean.....	75.47

LISTE des Lauréats du concours de Mérite agricole de 1894.—*Suite.*

	NOMS.	PAROISSES.	COMTÉS.	POINTS.
45	Pierre Boily.....	St-Gédéon.....	Lac St-Jean.....	75.40
46	Pierre et Bernard Chabot.....	St-Laurent I. O.....	Montmorency.....	75.15
47	Jacques Fouchard.....	Malbaie.....	Charlevoix.....	75.10
48	Armas Dufour.....	".....	".....	75.10
49	Didime Bouchard.....	St-Alphonse.....	Chicoutimi.....	75.05
50	Damase Laprise.....	St-Félicien.....	Lac St-Jean.....	75.00
51	Ephraïm Potvin.....	St-Jérôme.....	".....	74.72
52	Jean Maranda.....	St-Laurent I. O.....	Montmorency.....	72.65
53	Nérée Gravelle.....	Ste-Anne de Chicoutimi.....	Chicoutimi.....	72.00
54	André Plourde.....	St-Jérôme.....	Lac St-Jean.....	71.90
55	Alfred Arcand.....	Deschambault.....	Portneuf.....	71.35
56	Jos. et Naz. Cloutier.....	Château Richer.....	Montmorency.....	71.05
57	Alfred Lavoie.....	Hébertville.....	Lac St-Jean.....	70.65
58	John West.....	Deschambault.....	Portneuf.....	70.00
59	Maurice Lemoine.....	Malbaie.....	Charlevoix.....	69.40
60	Omer Lavoie.....	St-Alexis G. B.....	Chicoutimi.....	68.95
61	Alfred Boivin.....	Bagotville.....	".....	68.45
62	Alfred Filion.....	St-Joachim.....	Montmorency.....	68.35
63	Claude Villeneuve.....	St-Jérôme.....	Lac St-Jean.....	68.32
64	J.-Bte Gosselin.....	St-Laurent, I. O.....	Montmorency.....	68.10
65	Joseph G. Côté.....	Grossières.....	Portneuf.....	68.05
66	Henry McNicoll.....	St-Alexis G. B.....	Chicoutimi.....	67.95
67	Joseph Lamarche.....	St-Jérôme.....	Lac St-Jean.....	67.50
68	François Bilodeau.....	Malbaie.....	Charlevoix.....	67.35
69	Ephrem Allard.....	Hébertville.....	Lac St-Jean.....	66.90
70	Louis Gagnon.....	St-Gédéon.....	".....	66.75
71	Abel Savard.....	St-Félicien.....	".....	66.65
72	Elzéar Dufour.....	St-Jérôme.....	".....	66.49
73	Louis D. Tremblay.....	St-Alexis G. B.....	Chicoutimi.....	66.30
74	Ferdinand Landry.....	Hébertville.....	Lac St-Jean.....	66.25
75	J.-B. Beaulieu.....	St-Louis de Chambord.....	".....	66.15
76	Isaïe Jobin.....	Chicoutimi.....	Chicoutimi.....	66.10
77	François Tremblay.....	St-Félicien.....	Lac St-Jean.....	66.05
78	Thomas Villeneuve.....	St-Jérôme.....	".....	65.75
79	Charles Gagnon.....	".....	".....	65.75
80	Augustin Neron.....	".....	".....	65.70
81	André Neron.....	".....	".....	65.57
82	Joseph L. Oré.....	".....	".....	65.05

Par M. Savaria —1. Le gouvernement a-t-il mis en force les règlements passés le 19 juillet 1894, par un ordre en conseil, au sujet des manufactures ?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des rapports des inspecteurs des manufactures au sujet des appareils d'extinction que les dits règlements prescrivent dans les manufactures et édifices publics ?

3. Ces rapports justifient-ils l'achat obligatoire de ces appareils ?

Réponse par l'honorable M. Nantel :—1. Oui, par la publication dans la *Gazette Officielle*.

2. Oui. Il est fait mention des appareils d'extinction dans le rapport du président des inspecteurs des établissements industriels, publié à l'appendice No. 5 du rapport général du Commissaire des Travaux publics pour 1894.

3. Oui; mais l'obligation, pour les établissements industriels, de se pourvoir d'extincteurs découle des règlements approuvés par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sous l'autorité de la loi, et non des rapports que peuvent faire les inspecteurs.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Bisson,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance et de toutes demandes de subventions en argent ou en terres, adressées par toutes compagnies de chemins de fer au gouvernement de la province de Québec, depuis le 15 septembre 1891.

Sur motion de M. McDonald, secondé par M. Kennedy,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill amendant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la cité de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Châteauvert, secondé par M. Tellier,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, de tous protêts, de toutes représentations et de tous rapports d'ingénieurs ou d'inspecteurs, faits au gouvernement, se rattachant à l'état du pont Scott sur la rivière St-Charles, dans la municipalité de St-Malo, et à la reconstruction du dit pont, pour les deux dernières années.

Sur motion de M. Dechène, secondé par M. Turgeon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance se rapportant à la remise faite le 24 septembre 1894, à Dame Raymond Roy, de Saint-Anselme, de la somme de \$117.92, étant 3 o/o de taxe sur une succession.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Bisson,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des états de comptes fournis par les Cercles agricoles des paroisses de St-Polycarpe, St-Télesphore, St-Zotique, St-Ignace de Coteau du Lac, St-Joseph de Soulanges (Cèdres) et St-Clet, comté de Soulanges, de leurs opérations pour l'année 1894.

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par M. Cooke,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill concernant la rue Milton, à Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré, et que cette remise a été recommandée par le comité des Bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de cette Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill amendant le Code civil relativement aux Compagnies d'assurance de Montréal ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Marion,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du district de Québec " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill, avec l'amendement, passent.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec un amendement, pour lequel elle demande leur concours.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

---

*Trois heures P. M.*

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 décembre 1894, pour : 1. Un état des péages perçus aux barrières de St-Valier, Ste-Foye et St-Louis, séparément, par la Commission des chemins à barrières de la Rive Nord de Québec, année par année, depuis 1889.

2. Copie du dernier rapport annuel transmis par la dite compagnie au gouvernement de la Province. (*Document de la session No. 66.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toutes requêtes et correspondance de certains curés et cultivateurs de la paroisse de Maskinongé, touchant différents cours d'eau dans la dite paroisse. (*Document de la session No 67.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 janvier 1895, pour un état du coût de l'enquête faite devant le comité des Privilèges et élections, à la dernière session, sur certaines accusations portées par A. Turgeon, écrivain, député du comté de Bellechasse, contre Victor Allard, écrivain, député du comté de Berthier,

Aussi,—le coût de l'enquête faite avant le même comité en 1893, sur certaines accusations portées par Victor Allard, écrivain, député du comté de Berthier, contre Avila Bourbonnais, écrivain, député du comté de Soulanges.

Aussi,—le coût de l'impression et publication de la dite enquête, dans les Journaux de la Chambre, comme annexe No 3 et autrement. (*Document de la session No 68.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1894, pour un état détaillé des dépenses des procès Hooper, exclusivement des frais des témoins et des jurés, le total seul de ces derniers frais devant être mentionné séparément. (*Document de la session No 69.*)

L'ordre du jour étant lu pour le concours dans les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte amendement la loi relative aux transmissions des rôles d'évaluation au Secrétaire de la Province et aux registrateurs " ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que les dits amendements soient amendés en ajoutant les mots : " si le secrétaire, le secrétaire-trésorier ou le greffier est incapable ou refuse d'agir ", après les mots : " ou tout autre employé civique " dans le deuxième amendement du Conseil législatif, " et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre concourt alors dans les dits amendements ainsi amendés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement, pour lequel elle demande leur concours.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par M. Duplessis,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Gladu propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que des chiffres donnés par les comptes publics, il ressort que la moyenne annuelle de la dépense pour les salaires du service civil a été de \$22,377.48 plus élevée sous le gouvernement Taillon, durant les exercices 1892, 1893 et 1894, que sous le gouvernement Mercier, durant les quatre exercices compris entre le 30 juin 1887 et le 30 juin 1891 ;

Qu'à l'exception du bureau du Lieutenant-Gouverneur où la diminution a été de \$5.49, l'augmentation a été générale et s'est étendue à tous les départements, ainsi qu'il suit :

## CONSEIL EXÉCUTIF

Gouvernement Taillon.....	\$ 11,598 50
Gouvernement Mercier.....	8,279 28
Augmentation .....	\$ 3,019 22

## SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE

Gouvernement Taillon.....	\$ 23,238 27
Gouvernement Mercier.....	22,091 77
Augmentation .....	\$ 1,146 50

## PROCUREUR GÉNÉRAL

Gouvernement Taillon.....	\$ 15,650 00
Gouvernement Mercier.....	11,442 03
Augmentation .....	\$ 4,207 97

## TRÉSOR, AUDITEUR ET CONTROLEUR

Gouvernement Taillon.....	\$ 32 061 08
Gouvernement Mercier.....	29,827 50
Augmentation.....	\$ 2,233 58

## TERRES DE LA COURONNE

Gouvernement Taillon.....	\$ 46,308 08
Gouvernement Mercier...	43,982 16
Augmentation .....	\$ 2,325 92

## TRAVAUX ET ÉDIFICES PUBLICS

Gouvernement Taillon.....	\$ 27,772 26
Gouvernement Mercier.....	23,958 34
Augmentation .....	\$ 3,813 92



---

 AGRICULTURE ET COLONISATION
 

---

Gouvernement Taillon.....	\$ 22,714 87
Gouvernement Mercier.....	17,738 60
Augmentation .....	\$ 4,976 27

## INSTRUCTION PUBLIQUE

Gouvernement Taillon.....	\$ 21,433 33
Gouvernement Mercier.....	20,773 74
Augmentation .....	\$ 659 59

Que cette augmentation d'une dépense aussi susceptible de contrôle est une violation flagrante des déclarations et des promesses antérieurement faites par plusieurs des ministres ; qu'elle n'est justifiée par aucune raison valable et que, par conséquent, elle mérite le blâme de cette Chambre.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

---

*Huit heures, P. M.*

L'honorable M. Nantel, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Nantel, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Votre comité a aussi soigneusement examiné tous les documents mis devant cette Chambre, et recommande l'impression des suivants, savoir :

No. 14.—Réponse à ordre.—Correspondance relative à l'emprunt autorisé par l'article 9 du chapitre 2 de la 57<sup>e</sup> Victoria.

No. 15.—Correspondance relative à la résignation de l'honorable M. Hall, comme membre du Conseil exécutif de la province de Québec et comme Trésorier de la Province.

No. 20.—Réponse à adresse.—Ordres en conseil, correspondance, etc., relatifs à l'avis donné par la Compagnie du Pacifique au gouvernement de cette Province de son intention de rembourser à celui-ci sa dette de sept millions.

No. 21.—Réponse à adresse.—Documents, correspondance, etc. se rapportant à l'emprunt de £600,000 sterling, contracté en mars 1894.

No. 23.—Réponse à ordre.—Correspondance, rapports et documents au sujet du Palais de justice de Montréal, depuis le 16 novembre 1893 au 26 novembre 1894.

No. 24.—Correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec, au sujet du subside accordé à la dite province de Québec, par le Statut du Canada, 47 Victoria, chapitre 4.

Et aussi No. 90 de la dernière session.—Réponse à ordre.—Copie de tous les rapports des architectes ou autres et toutes correspondances au sujet du Palais de justice de Montréal, depuis le contrat accordé à Charles Berger, écuyer, jusqu'au 1er décembre 1891 et de tous documents relatifs à l'octroi du dit contrat.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la *Royal Paper Mills Company*", lesquels sont lus une seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé aujourd'hui, à la question,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; lequel amendement était,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que des chiffres donnés par les comptes publics, il ressort que la moyenne annuelle de la dépense pour les salaires du service civil a été de \$22,377.48 plus élevée sous le gouvernement Taillon, durant les exercices 1892, 1893 et 1894, que sous le gouvernement Mercier, durant les quatre exercices compris entre le 30 juin 1887 et le 30 juin 1891 ;

Qu'à l'exception du bureau du Lieutenant-Gouverneur où la diminution a été de \$5.49, l'augmentation a été générale et s'est étendue à tous les départements ainsi qu'il suit :

#### CONSEIL EXÉCUTIF

Gouvernement Taillon.....	\$ 11,298 50
Gouvernement Mercier. ....	8,279 28
Augmentation .....	\$ 3,019 22

#### SECRÉTAIRE ET RÉGISTRAIRE

Gouvernement Taillon.....	\$ 23,238 27
Gouvernement Mercier.....	22,091 77
Augmentation .....	\$ 1,146 50

---



---

 PROCUREUR GÉNÉRAL

Gouvernement Taillon.....	\$ 15,650 00
Gouvernement Mercier.....	11,442 03
Augmentation ..	<u>\$ 4,207 97</u>

## TRÉSOR, AUDITEUR ET CONTROLEUR

Gouvernement Taillon.....	\$ 32,061 08
Gouvernement Mercier.....	29,827 50
Augmentation ...	<u>\$ 2,233 58</u>

## TERRES DE LA COURONNE

Gouvernement Taillon.....	\$ 46,308 08
Gouvernement Mercier.....	43,982 16
Augmentation .....	<u>\$ 2,325 92</u>

## TRAVAUX ET ÉDIFICES PUBLICS

Gouvernement Taillon.....	\$ 27,772 26
Gouvernement Mercier.....	23,958 34
Augmentation .....	<u>\$ 3,813 92</u>

## AGRICULTURE ET COLONISATION

Gouvernement Taillon.....	\$ 22,714 87
Gouvernement Mercier.....	17,738 60
Augmentation .....	<u>\$ 4,976 27</u>

## INSTRUCTION PUBLIQUE

Gouvernement Taillon.....	\$ 21,433 33
Gouvernement Mercier.....	20,773 74
Augmentation .....	<u>\$ 659 59</u>

Que cette augmentation d'une dépense aussi susceptible de contrôle est une violation flagrante des déclarations et des promesses antérieurement faites par plusieurs des ministres ; qu'elle n'est justifiée par aucune raison valable et que par conséquent, elle mérite le blâme de cette Chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix ; il est résolu négativement.

Alors la question principale étant posée ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Résolu*, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte du comité des subsides une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à a prochaine séance de cette Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Tessier (Rimouski) propose comme amendement, secondé par M. Gosselin, —Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté ; mais constatant, par le rapport du Commissaire des Travaux publics pour l'année expirant au 30 juin 1894, que M. A. Charlebois a, le 19 avril 1894, produit une pétition de droit contre Sa Majesté, représentée par le gouvernement de cette Province, pour la somme de \$52,681.85 ; que le gouvernement a contesté et plaidé qu'il ne devait rien à M. Charlebois, mais qu'au contraire le gouvernement lui avait payé \$52,540.95 de trop ; que l'allégation

dans le plaidoyer que le gouvernement ne doit rien et que M. Charlebois a reçu \$52,540.95 de plus qu'il ne lui était dû, est basé sur un état de compte fourni par les officiers du département des Travaux publics (page 33 du rapport du Commissaire des Travaux publics de 1894.)

" Elle regrette qu'au lieu de maintenir sa réclamation contre M. Charlebois au montant de \$52,540.95, réclamation appuyée sur les rapports des officiers autorisés, le gouvernement ait cru devoir l'abandonner et donner en sus une somme de \$10,000.00 au dit M. Charlebois, tel qu'il appert au rapport du Commissaire des Travaux publics de 1894, page 36, faisant ainsi perdre un montant considérable à la Province".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turgeon — 13.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	
<i>Dechène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>	
<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>McClary,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 10 janvier 1895.*

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et neuf mille sept cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers,

des assurances, des réparations, etc., des édifices publics en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-trois mille quatre-vingt-cinq piastres et quarante-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des Palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'améliorations aux terrains environnant les nouveaux édifices du Parlement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des appareils de chauffage des Palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du geôlier: prison de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le mur d'enceinte du Palais de justice et de la prison de Hull; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Carbray informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Qu'aujourd'hui cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Carbray rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et neuf mille sept cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, des assurances, des réparations, etc., des édifices publics en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-trois mille quatre-vingt-cinq piastres et quarante-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des Palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'améliorations aux terrains environnant les nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des appareils de chauffage des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du logement du geôlier, prison de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le mur d'enceinte du Palais de justice et de la prison de Hull ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul " ;

Bill intitulé : " Acte concernant l'avocat de la province de Québec, dans l'arbitrage, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 4 " ;

Bill intitulé : " Acte amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds à cette fin, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent " ;

Et Bill intitulé : " Acte concernant la Commission nommée pour étudier la question de la culture de la betterave à sucre ".

Aussi, le Conseil législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre à ses amendements au Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la transmission des rôles d'évaluation au Secrétaire de la Province et aux registrateurs ".

Et aussi, le Conseil législatif n'a agréé pas les amendements faits par cette Chambre à ses amendements au Bill intitulé : " Acte concernant la *Consolidated Land and Investment Company, Limited*, et la *Montreal Freehold Company*,

---

et constituant en corporation la *Montreal Investment and Freehold Company* ", parce qu'il y a des erreurs dans la rédaction des dits amendements.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Jeudi, 10 janvier 1895.

*Trois heures, P. M.*

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De M. McCoy et autres, demandant des amendements à la loi des licences.

Sur motion de l'honorable M. Beaubien, secondé par l'honorable M. Flynn,

*Résolu*, Que cette Chambre se formera en comité général, à sa prochaine séance d'aujourd'hui, pour considérer une certaine résolution proposée, concernant l'agriculture.

L'ordre du jour étant lu, pour que la Chambre se forme en comité des subsides ;

Et la question étant mise aux voix, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que tous les mots après " Qu " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Dans son discours sur le budget prononcé le 20 mai 1892, l'honorable Trésorier de la Province, parlant au nom de ses collègues et sous leur responsabilité collective, fit, au sujet de notre situation financière et de la politique du gouvernement à cet égard, les déclarations suivantes, pages 39 et 40 :

" Il n'y a qu'une seule voie à suivre, c'est d'équilibrer réellement nos recettes " et nos dépenses et *d'éviter de nouvelles obligations*. Pour arriver à ce résultat, " nous devons augmenter notre revenu pendant quelques années et cela signifie " augmenter les taxes..... Mon prédécesseur surmontait toutes les difficultés *en faisant des emprunts* et en se servant des fonds en fidéicommiss, mais *il faut s'arrêter*, pour la seule raison que *la Province ne peut plus recourir à d'autres emprunts*..... Il est clair que nous pouvons faire et nous ferons encore d'autres " réductions sur nos dépenses et *notre dette publique*..... Fions-nous à nos



“ propres ressources, et faisons face aux difficultés avec nos propres moyens et  
 “ notre énergie..... Nous devons voir à augmenter notre revenu d'environ  
 “ \$1,000,000.00 par an.”

Que, par ces déclarations officielles, le gouvernement s'est formellement engagé envers cette Chambre à faire face aux difficultés financières existantes, et notamment à réduire la dette publique à même ses propres ressources, et sans recourir aux emprunts ;

Que, comptant sur la sincérité de ces promesses ministérielles, la majorité de cette Chambre, pour donner effet à la politique financière du gouvernement, telle qu'énoncée par son trésorier, imposa au peuple de cette Province des taxes nouvelles et onéreuses, déclarées requises, mais en même temps suffisantes pour “ équilibrer nos recettes et nos dépenses en évitant de nouvelles obligations ” ;

Qu'en effet à la suite de cette législation nos revenus annuels se sont accrus de \$927, 510 pour l'exercice de 1892-93, et de \$801,584.00 pour l'exercice de 1893-94 (voir état B, exposé budgétaire du 20 novembre dernier), atteignant ainsi le taux approximativement jugé requis, d'après les déclarations ministérielles plus haut citées, pour équilibrer nos finances, sans recourir à l'emprunt ;

Que, même avec cet énorme surcroît de recettes annuelles, le gouvernement a failli à la tâche qu'il avait assumée d'équilibrer son budget à même ses propres ressources ; qu'au contraire il a, pour cet objet, contracté de nouveaux emprunts et, sans mettre fin aux déficits, augmenté considérablement le passif de cette Province, ainsi qu'il est établi par le tableau suivant, basé sur les chiffres et documents officiels :

Excédant du passif sur l'actif de la province de Québec au 30 juin 1893, d'après l'état contenu à la page 15, version anglaise, du discours sur le budget prononcé par l'honorable Trésorier de la Province, le 5 décembre 1893.....	\$ 22,951,680 00
--	------------------

Dont il faut déduire les subventions de chemin de fer périmées, d'après le discours sur le budget prononcé par l'honorable M. Taillon, trésorier de la Province, le 21 décembre dernier (page 18).....	1,996,520 00
--	--------------

Total de l'excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1893...	\$ 20,955,160 00
--	------------------

---

Excédant du passif sur l'actif du 30 juin 1894, d'après l'état contenu dans le même discours de l'honorable M. Taillon, (pges 16 et 17).....	\$ 21,342,854 00
--	------------------

Auquel il faudra ajouter, pour constater l'excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1895, l'escompte sur le dernier emprunt français ajouté au capital de la dette publique.....	1,226,645 00
---	--------------

Total.....	\$ 22,569,499 00
------------	------------------

---



---

Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1895, tel que ci-dessus établi.....	\$ 22,569,499 00
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1893, tel que ci-dessus établi.....	20,955,160 00
Augmentation du passif de la Province depuis le 30 juin 1893...	\$ 1,614,339 00

---

Qu'en manquant ainsi à la foi solennellement engagée, le gouvernement s'est rendu indigne de la confiance de cette Chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Pinault,</i>	<i>Turgeon.—20.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cooke,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Augé,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Doyon,</i>	<i>King,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—41.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

---

---

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte du comité des subsides une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La dite résolution étant lue une seconde fois.

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill suivant, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte modifiant la loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique " ; et les dits amendements sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Huit heures P. M.*

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hall,—la pétition de Lizzie-D. Taylor et autres ; et la pétition de A.-M. Tinning et autres.

*Ordonné*, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la saisissabilité du traitement des officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Parizeau, du comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que M. W.-G. Stephens ayant demandé à votre comité que M. E.-J. Barbeau soit interrogé sur le résultat général de sa mission à Paris, en sa qualité de mandataire du gouvernement pour l'emprunt de \$5.333,000 effectué dernièrement par le gouvernement, et M. Barbeau ayant comparu devant le comité :

L'honorable M. Flynn, représentant le gouvernement, dit que l'honorable M. Taillon, premier ministre, est absent pour cause de maladie, qu'il ne peut assister à la séance, que le comité ne peut procéder à examiner généralement M. Barbeau, au sujet de sa mission en Europe, pour la même raison que celle donnée en Chambre par l'honorable M. Taillon, qu'il n'est pas dans l'intérêt public de le faire maintenant.

En conséquence, rien de ce qui n'a pu être régulièrement communiqué à la Chambre ne peut l'être devant ce comité.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Que, à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les secours à accorder à certaines paroisses ayant souffert des dommages, en avril 1894, par le débordement de la rivière Ste-Anne.

L'ordre du jour étant lu pour le concours dans les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte concernant la *Consolidated Land and Investment Company, Limited*, et la *Montreal Freehold Company*, et constituant en corporation la *Claremont Land Company* " ;

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. Beaubien,

*Résolu*, Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur ses premiers amendements à leurs amendements ;

Que cette Chambre ne concoure pas maintenant, dans les amendements, mais que le second amendement soit retranché et remplacé par le suivant :

2e. L'amendement suivant est ajouté comme clause 2 :

"2. Avant de procéder au complément de la fusion autorisée par la section précédente, les directeurs de chaque compagnie nommeront chacun un évaluateur compétent et désintéressé, et les deux évaluateurs, ainsi nommés, devront en nommer un troisième. Les trois évaluateurs, ainsi nommés, procéderont à l'évaluation de l'actif et du passif de chacune de ces compagnies et feront, dans le délai fixé par la résolution les nommant, un rapport à chacune de ces compagnies de leur évaluation de l'actif et du passif et du surplus de l'une sur l'autre.

Sur le rapport des évaluateurs, la compagnie fusionnée, représentée par ses directeurs provisoires ci-après mentionnés, est autorisée à acquérir l'actif de chacune des dites compagnies et à émettre autant d'actions acquittées que les directeurs de la compagnie, constituée par les présentes, pourront déterminer, pour un montant égal à l'excédant de l'actif sur le passif, tel que déterminé par ces évaluateurs.

Si ce montant excède le total du capital autorisé de la compagnie fusionnée, elle pourra émettre en faveur de chacune des dites compagnies un montant de stock proportionné à la valeur du surplus de l'actif apporté par chaque compagnie à la compagnie fusionnée, pourvu toujours que la dite émission de stock n'excède pas le total du capital autorisé de la compagnie ; mais rien de contenu dans les présentes n'aura pour effet d'empêcher le recours des créanciers des dites compagnies contre elles ou leurs actionnaires pour des dettes existant à l'époque de la fusion."

*Résolu*, Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, communiquant le dit amendement à leurs Honneurs, et les priant respectueusement de vouloir bien y donner leur concours.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par M. Gladu, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre constate, par le rapport du comité des comptes publics, que le dit comité a refusé d'entendre M. Barbeau sur le résultat de sa mission à Paris ;

Que, vu les circonstances qui ont précédé et accompagné la négociation de l'emprunt de \$5,333,000 fait récemment par le gouvernement ;

Vu que M. Barbeau est allé à Paris, délégué par le gouvernement, en mission officielle, en rapport avec cet emprunt ;

Vu que ce Monsieur est de retour et prêt à témoigner devant le comité des comptes publics sur le résultat de sa mission ;

Vu qu'il est de l'intérêt public que toutes les circonstances se rapportant, dans cette affaire, à la vente des débetures de la Province, au taux de \$77 par \$100, soient connues de cette Chambre, cette Chambre croit et est d'avis que le comité des comptes publics doit entendre le dit M. J.-E. Barbeau sur le résultat de sa mission à Paris en rapport avec le dit emprunt, et faire rapport."

Et objection étant faite par l'honorable M. Flynn, que cet amendement n'est pas dans l'ordre, M. l'Orateur prend cette objection en délibéré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mardi le 11 décembre dernier, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des magistrats de police, Montréal: traitements du grand connétable et de son assistant, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture de la betterave; bonus de 50 centins par tonne donné aux producteurs; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des concours des produits de l'industrie laitière; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction de ponts sur la rivière Ottawa, de Portage-du-Fort aux Joachims; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, vendredi le 14 décembre dernier, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Cercles agricoles et un encouragement à l'agriculture en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre-vingt-une piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des ponts en fer dans les municipalités : règlement de réclamations diverses en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent vingt-deux piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des comptes d'annonces et d'actes notariés se rapportant au Château Ramesay ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cent trois piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Palais de justice et de la prison, Bryson : balance de contrat et de travaux de maçonnerie additionnels et autres travaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, lundi le 17 décembre dernier, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses encourues par suite des procès Hooper à Joliette et à Trois-Rivières, et frais d'inspections nécessaires des bureaux du Palais de justice de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Asile des orphelins catholiques et de l'Asile de Nazareth, Québec, pour compenser les réductions faites par erreur dans leurs allocations, pour l'exercice dernier et l'exercice courant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des "Mémoires du Chevalier de Lévis", impression d'un volume, y compris la correction des épreuves et la surveillance de l'ouvrage, en vertu de la résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène de la Province : *re* Congrès de l'Association d'hygiène publique d'Amérique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-neuf piastres et quatre-vingt-trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la transcription des registres, pour payer N. Bernatchez pour transcription de minutes notariées ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du concours d'histoire du Canada, pour payer la part de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mardi le 18 décembre dernier, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cent trente piastres et soixante-dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux aux nouveaux édifices législatifs : balance due à M. Charlebois en vertu d'un acte d'accord *re* construction des murs d'enceinte \$1,467.70 ; coût d'acte notarié \$63.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

La première résolution est adoptée.

Et la question étant mise aux voix, — Que la Chambre concoure avec le comité dans la seconde résolution, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau. — 36.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon. — 16.</i>

Ainsi, la question est résolue affirmativement.



La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mardi le 18 décembre, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-trois mille trois cent quarante piastres et soixante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des comptes d'entrepreneurs et d'architectes pour l'agrandissement du Palais de justice de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent huit piastres et quatre-vingt-dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de la balance des réclamations en suspens du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mercredi le 19 décembre dernier, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Compagnie d'exposition de Montréal, savoir : huit mille piastres, capital; intérêt du 1er juillet au 31 décembre 1894, deux cent quarante piastres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour faire face aux dépenses encourues par les réparations et améliorations nécessaires à l'Asile de Beauport, en vertu de l'ordre en conseil No. 417, en date du 30 juillet 1894; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cent trente et une piastres et vingt-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la dette publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement de l'Orateur du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille six cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille six cent dix-huit piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression et de reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes, etc., de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, de reliure et de distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, jeudi le 20 décembre dernier, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes des juges des sessions de la paix, Qu'bec ; des magistrats de police, Montréal, et de ceux de leurs employés, y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la prison de réforme, des écoles de réforme et d'industrie et de l'orphelinat agricole et d'industrie, " Notre-Dame de Montfort " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme de soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix

aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payés à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres à être donnés en prix dans les écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville, pour la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, 4<sup>e</sup> paiement de 5 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale de la Pointe Claire, pour construction ; second et dernier paiement, voté de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mercredi, le 2 janvier courant, 1895, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de sourds-muets, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Cercles agricoles et comme un encouragement à l'agriculture en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au conseil d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et des inspecteurs de syndicats de beurrieres et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Victoria, chapitre 20, en vertu d'O. C. du 24 janvier 1891, No 75; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière; primes aux producteurs de lait pendant l'hiver, encouragement à l'établissement de beurrieres et de fromageries et à l'enseignement de la fabrication de nouvelles espèces de fromage, y compris \$1,500 pour les édifices, achats et améliorations nécessaires aux écoles d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et hypothèques sur les dits édifices et machines; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, troisième paiement sur quatre paiements égaux accordés en vertu de l'ordre en conseil No 506, du 23 septembre 1892; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des concours des produits de l'industrie laitière; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, lundi, le 7 janvier courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillants des Dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, de Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Sainte-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervez, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Orphelinat Catholique et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.



46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, autrefois l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour la Maternité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patrouage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jean, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, mardi le 8 janvier courant, du comité des subsides lesquelles résolutions, sont de nouveau lues, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction des silos ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau provincial d'analyse agricole et autres industries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'Or ou Herd-Book canadien, dépenses des bureaux nommés dans ce but, impressions de bulletins, etc., etc., traitement des vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association pour l'aviculture, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de " La Compagnie du Haras National ", Montréal, balance de subvention ;—Résolution de l'Assemblée législative du 26 décembre 1890—; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Women's Protective Immigration Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Women's Protective Immigration Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Fête des aïres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Et les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportés, mercredi, le 9 janvier courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et neuf mille sept cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, des assurances, des réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-trois mille quatre-vingt-cinq piastres et quarante-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'améliorations sur les terrains environnant les nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des appareils de chauffage des Palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un logement pour le geôlier de la prison de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le mur d'enceinte du Palais de justice et de la prison de Hull ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La première jusqu'à la cinquième résolution inclusivement sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la sixième résolution ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (La St-Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—17.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>			

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

La septième résolution est adoptée.

M. l'Orateur, sur l'objection faite aujourd'hui par l'honorable M. Flynn, que l'amendement proposé par l'honorable M. Marchand à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, n'est pas dans l'ordre, décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il tend à engager la Chambre à prendre action sur un rapport qui vient d'être déposé sur la table de la Chambre, et qui ne peut être considéré, maintenant, que du consentement unanime de la Chambre. May, page 394, édition de 1893 ; Bourinot, pages 519 et suivantes.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés ; ils sont pris comme suit :

## POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR.

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau. — 36.</i>

## CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR.

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lauberté,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon — 16.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la question étant de nouveau proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Turgeon propose comme amendement, secondé par M. Dechène, — Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre, éclairée par les événements qui ont suivi la négociation du dernier emprunt consolidé, désire affirmer le principe de la compétition publique dans le placement des bons de la Province sur les marchés monétaires. "

Et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

*Vendredi, 11 janvier 1895.*

M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il contredit et tend à affecter une décision rendue par la Chambre au cours de la présente session.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR.

## Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbroy,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tollier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—35.</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Normand,</i>	

## CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR.

## Messieurs :

<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski,</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—18.</i>
<i>Doyon,</i>	<i>Liberté,</i>	<i>Pinault,</i>	
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Stephens.</i>	

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la question étant de nouveau proposée, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Caron propose comme amendement, secondé par M. Pinault, —Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle constate, par les documents qui lui ont été soumis, qu'une somme de \$192,080.23 a été payée pour réparation au Palais de justice de Montréal avant le 21 décembre 1891 ;

Que, d'après les évaluations des architectes, une somme additionnelle de \$255,000.00 aurait été suffisante pour compléter les améliorations nécessaires au dit Palais de justice ;

Que le gouvernement actuel, immédiatement après son arrivée au pouvoir, a cru devoir, pour des raisons que la Chambre ignore, changer les architectes et remplacer ceux qui avaient fait les plans et surveillé l'exécution du contrat par M. Raza, jusque là étranger à ces travaux, auquel il a payé une somme de \$24,220.72 pour services professionnels depuis le mois de juillet 1892 au mois de septembre 1894 ;

Que, par les documents publics il appert que le gouvernement a, le 1er septembre 1892, confié à une nouvelle société commerciale, composée de MM. Charles Berger, Emmanuel St-Louis et Louis Cousineau, le soin de parachever les travaux mentionnés au contrat originairement signé par Chs. Berger seul ;

Que, de plus, le gouvernement a confié aux dits Berger, St-Louis et Cousineau l'exécution des travaux "extra" non compris dans le dit contrat, pour des sommes considérables sans demander des soumissions ;

Que les dits Berger, St-Louis et Cousineau devaient être et de fait ont été payés pour les dits ouvrages "extra" à raison de 200% en sus du salaire des ouvriers employés par eux, et 200% en sus de la valeur des matériaux fournis, tel qu'il appert par une lettre de M. Raza, en date du 1er septembre 1892 ;

Qu'une somme de plus de \$468,260 90 a été ainsi dépensée pour des ouvrages "extra" depuis le 21 décembre 1891, à venir au 24 septembre 1894 ;

Que les dits Berger, Cousineau et St-Louis ont ainsi fait sur les dits ouvrages "extra" un bénéfice net et apparent d'au moins \$93,652.18 en sus des profits réalisés sur l'exécution des ouvrages mentionnés au contrat originaire ;

Qu'il appert, de plus, par les documents fournis à cette Chambre (rapport du Commissaire des Travaux publics, page 142), qu'une somme de près d'un million de piastres a été dépensée uniquement pour faire des réparations au Palais de justice de Montréal ;

Qu'il résulte des rapports des officiers compétents et des déclarations ministérielles, que des sommes considérables seront encore requises pour compléter les réparations et l'ameublement du dit Palais de justice ;

Qu'il n'appert pas, par les documents que le gouvernement a consenti à produire à la Chambre, qu'aucune pièce justificative des dits paiements ait été fournie au gouvernement par les dits Berger, Cousineau et St-Louis ;

En conséquence, cette Chambre regrette que les réparations au Palais de justice de Montréal aient été conduites avec une extravagance injustifiable, sans égard aux ressources de la Province ni à l'intérêt public ;

Qu'elle regrette, de plus, que le gouvernement ait fait faire des ouvrages "extra" sans contrat et sans soumissions pour des montants considérables, à des conditions qui constituent un encouragement à la malhonnêteté dans l'exécution des engagements ;

Que cette Chambre regrette, de plus, qu'avant de faire des paiements de sommes aussi considérables, le gouvernement n'ait pas pris les précautions les plus ordinaires pour constater quels étaient les montants légitimement dus".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,  
Caron,  
Dechêne,  
Doyon,  
Girard (Rouville),*

*Girouard,  
Gladu,  
Gosselin,  
Laliberté,  
Lussier,*

*Marchand,  
Morin,  
Parent,  
Pinault,  
Stephens,*

*Tessier (Portneuf).  
Tessier (Rimouski),  
Turgeon.—18.*



## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Descarries,</i>	<i>King,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—36.</i>

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des services divers en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des fonds des municipalités, Statuts refondus, province de Québec, article 2744 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, Statuts refondus, province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspection) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Qu'aujourd'hui cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des services divers en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des fonds des municipalités, Statuts refondus, province de Québec, article 2744 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène ; Statuts refondus, province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspection) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf), que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " pour remplir les promesses officielles qu'il a faites à cette Chambre, notamment dans son exposé budgétaire du 20 mai 1892, pages 39 et 40, le gouvernement est tenu en honneur d'équilibrer les recettes et les dépenses de la Province et de solder son passif à même ses propres ressources et sans recourir à de nouveaux emprunts ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernatchez,  
Caron,  
Dechêne,  
Girard (Rouville),  
Girouard,*

*Gladu,  
Gosselin,  
Laliberté,  
Lussier,*

*Marchand,  
Morin,  
Parent,  
Pinault,*

*Stephens,  
Tessier (Portneuf),  
Tessier (Rimouski),  
Turgeon.—17.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Allard,  
Baker,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bédard,  
Carbray,  
Cartier,  
Casgrain,  
Châteaufort,*

*Chicoyne,  
Desjardins,  
Duplessis,  
England,  
Flynn,  
Girard (Lac St-Jean),  
Greig,  
Grenier,  
Hackett,*

*Kennedy,  
Lacouture,  
McDonald,  
McClary,  
Magnan,  
Marion,  
Martineau,  
Nantel,  
Normand,*

*Parizeau,  
Pelletier,  
Petit,  
Rioux,  
Savaria,  
Spencer,  
Tellier,  
Tétreau.—35.*

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des subsides.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la question étant proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Girard (Rouville) propose comme amendement, secondé par M. Gladu, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle est d'opinion que, vu l'état des finances de la Province, la création de la charge de Greffier en loi dans le département des Terres de la Couronne, nécessitant une augmentation de dépense annuelle de \$1,200.00, n'était pas désirable."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,

Dechène,

Doyon,

Girard (Rouville),

Girouard,

Gosselin,

Lussier,

Marchand,

Morin,

Parent,

Pinault,

Stephens,

Tessier (Portneuf),

Tessier (Rimouski),

Turgeon.—15.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Parizeau,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tétreau.—35</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements des employés du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, sous la direction des Sœurs de Sainte-Anne, 5e paiement sur 6 égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à sa prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements des employés du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux ailes et autres dépenses occasionnelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, sous la direction des Sœurs de Sainte-Anne, 5<sup>e</sup> paiement sur 6 égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle à Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'agriculture ;

L'honorable M. Beaubien informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que chaque fois qu'un cercle agricole a satisfait à toutes les exigences de la loi, il ne pourra lui être accordé une allocation inférieure à vingt-cinq piastres en sus des trente centins, par membre, retenus pour le *Journal d'Agriculture*.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Parizeau fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Parizeau fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Que chaque fois qu'un cercle agricole a satisfait à toutes les exigences de la loi, il ne pourra lui être accordé une allocation inférieure à vingt-cinq piastres en sus des trente centins, par membre, retenus pour le *Journal d'Agriculture*.

La dite résolution étant lue une seconde fois est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en division électorale les Iles de la Madeleine ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Vendredi, 11 janvier 1895.

*Onze heures, A. M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi des licences de Québec ".

Et Bill intitulé : " Acte concernant la Compagnie d'exposition de Montréal ".

Sur motion de l'honorable M. Beaubien, secondé par l'honorable M. Flynn,

*Résolu*, Que cette Chambre se forme en comité général, à sa prochaine séance, pour considérer une certaine résolution concernant la culture de la betterave à sucre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

---

*Trois heures P. M.*

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De A.-M. Tinning et *al.*, et de Lizzie Taylor et autres, demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant des secours à être accordés à certaines paroisses qui ont éprouvé des dommages, en avril 1894, par suite du débordement de la rivière Ste-Anne.

L'honorable M. Flynn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, se forme alors en le dit comité.



## (EN COMITÉ)

Attendu que le débordement de la rivière Ste-Anne, au mois d'avril 1894, a causé de grands dommages aux paroisses de Ste-Anne, de St-Casimir et de St-Alban, et a détruit des ponts sur la rivière Ste-Anne ;

Attendu que les pertes alors subies par les habitants de ces paroisses sont telles qu'il convient de leur venir en aide ;

*Résolu*, — Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, aux conditions, en la manière et pour les fins qu'il jugera à propos, pour les dites paroisses de Ste-Anne, de St-Casimir et de St-Alban, une somme n'excédant pas douze mille piastres, à être payée et distribuée de la manière qu'il lui plaira de déterminer.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Résolu*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Chicoyne fait, en conséquence rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que le débordement de la rivière Ste-Anne, au mois d'avril 1894, a causé de grands dommages aux paroisses de Ste-Anne, de St-Casimir et de St-Alban, et a détruit des ponts sur la rivière Ste-Anne ;

Attendu que les pertes alors subies par les habitants de ces paroisses sont telles qu'il convient de leur venir en aide ;

*Résolu*, — Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, aux conditions, en la manière et pour les fins qu'il jugera à propos, pour les dites paroisses de Ste-Anne, de St-Casimir et de St-Alban, une somme n'excédant pas douze mille piastres, à être payée et distribuée de la manière qu'il lui plaira de déterminer.

La dite résolution étant lue la seconde fois est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill concernant des secours à être accordés à certaines paroisses qui ont éprouvé des dommages, en avril 1894, par suite du débordement de la rivière Ste-Anne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois ;

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure d'une certaine résolution rapportée, mercredi, le 19 décembre dernier, du comité des subsides, laquelle résolution est de nouveau lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour faire face aux dépenses encourues par les réparations et améliorations nécessaires à l'Asile de Beauport, en vertu de l'ordre en conseil No. 417, du 30 juillet 1894; pour l'année financière finissant le 30 juin 1895.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. Dechêne propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ les Sœurs de la Charité de Québec n'ont droit, en vertu de leur acte d'incorporation, 16 Victoria, amendé par 25 Victoria, chapitre 90, section 1, d'acquérir des biens meubles et immeubles que pour les fins suivantes :

Recevoir et loger les orphelins, leur donner, ainsi qu'aux autres jeunes filles pauvres l'éducation gratuite et pour des fins de charité et d'éducation ;

Qu'en vertu du dit acte les dites Sœurs étaient autorisées à posséder des biens meubles et immeubles en cette Province n'excédant pas la valeur de mille livres courant de revenu ou rente annuelle, et pas plus ;

Qu'il appert par les journaux de cette Chambre pour la session de 1893-1894, que les dites Sœurs de la Charité ont, le 7 avril 1893, acheté pour des fins autres que celles autorisées par l'acte 25 Victoria, chapitre 90, section 1, par acte devant M<sup>re</sup> V.-W. Larue de Québec, de Georges Larue, Philippe Landry, Joséphine-Delphine Lavigne, les immeubles connus sous le nom d'Asile de Beauport, et les meubles meublant tel asile ;

Que les dites Sœurs, n'avaient pas le droit d'acquérir tel immeuble et que le dit acte contenait la clause et les conditions suivantes : “ Cet acte sera ratifié par un acte de la Législature à sa prochaine session ” ;

Que le dit acte n'a pas été ratifié par la législature et que les dites Sœurs n'avaient pas le droit, en vertu de leur acte d'incorporation, d'acquérir le dit immeuble et que le dit acte est radicalement nul ;

Qu'en conséquence, il est contraire à l'intérêt public de fournir aux Sœurs de la Charité une somme aussi considérable que celle contenue dans la présente résolution, savoir : vingt-cinq mille piastres, sans intérêt pendant cinq ans, pour leur permettre de faire des améliorations sur une propriété qui n'appartient ni aux Sœurs de la Charité ni à la Province ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Ricoux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Telher,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Châteauevert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve.—36.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant posée.

*Résolu,* Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Stephens propose comme amendement, secondé par M. Gladu,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est disposée à voter à Sa Majesté les subsides demandés, mais regrette que, par l'emprunt de Paris, effectué en 1893, il a été émis \$5,333,106 d'obligations, pour racheter \$4,106,492, soit une augmentation de la dette de \$1,226,614 ;

Que la dette consolidée, en 1893, était de \$25,104,266 et qu'elle est en 1894 de \$28,196,754, soit une augmentation de \$3,092,488 ;

Que le déficit de l'exercice financier de 1894 se solde ainsi :

Dépenses ordinaires.....	\$ 4,550,540
Recettes ordinaires.....	4,270,694

Déficit.....	\$ 279,846
--------------	------------

Subventions aux chemins de fer, moins les remboursements au fonds de subvention des chemins de fer...	\$ 928,538
Mandats en suspens.....	155,145
Emprunts temporaires.....	500,000

Déficit réel de 1894.....	\$ 1,863,529
---------------------------	--------------

Qu'il a été dépensé en dépenses contrôlables en 1893.....	2,505,770
"          "          "          "          en 1894.....	2,634 635
Soit un excédant de dépenses sur 1893 de.....	128,865
Que le passif s'élevait en 1893 à.....	\$ 33,981,446
Et en 1894 à.....	32,473,392
Soit une réduction apparente de.....	\$ 1,508,054

portée en compte par les subventions forfaites s'élevant à \$1,996,520, tel qu'établi par le Trésorier *pro tempore*, ce qui constitue une réduction purement légale.

Cette Chambre regrette aussi que la politique de réduction de dépenses et de retranchements réels n'ait pas été suivie, pour les dépenses annuelles, jusqu'à rendre inutiles d'autres emprunts et que le gouvernement n'ait pas adopté le principe confirmé par cette Chambre, pendant la dernière session, de n'employer l'actif de la Province que pour diminuer notre passif et éviter ainsi de faire d'autres emprunts.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

#### POUR :

##### Messieurs

<i>Bérnatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf).</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon.—15.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	

#### CONTRE :

##### Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve.—36.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant posée,

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide en faveur de la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à cette séance, la Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide en faveur de la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides);

M. Turgeon propose comme amendement, secondé par M. Dechène,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle désire affirmer, pour l'avenir, le principe de la compétition publique dans le placement des bons de la Province sur les marchés monétaires ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,  
Dechène,  
Desjardins,  
Fitzpatrick,

Girard (Rouville),  
Gladu,  
Gosselin,  
Lussier,

Marchand,  
Morin,  
Parent,  
Shehyn,

Stephens,  
Tessier (Portneuf),  
Tessier (Rimouski),  
Turgeon.—16.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve. — 35.</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>	

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'application de la loi des manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7, chapitre 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duplessis informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'application de la loi des manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7, chapitre 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La dite résolution étant lue une seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Turgeon, — Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que les deniers votés pour la colonisation, sous l'administration actuelle, ont été distribués dans l'intérêt du parti au pouvoir et contrairement à celui des colons de cette Province.

Que cette Chambre croit devoir attirer l'attention du gouvernement sur le fait qu'il est urgent de pourvoir à la réparation immédiate des chemins et routes dits de colonisation dans les comtés de :

Arthabaska, Bellechasse, Bonaventure, Charlevoix, L'Islet, Lotbinière, Maskinongé, Matane, Montmagny, Pontiac, Portneuf, Québec Comté, Rimouski".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

#### POUR :

##### Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon. — 15.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	

#### CONTRE :

##### Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dup'essis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Roux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Suvaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve. — 36.</i>

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duplessis fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Résolu,* Qu'immédiatement cette Chambre se forme en le dit comité.

Et la question étant proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Fitzpatrick propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est disposée à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que, d'après les termes du contrat de vente de la propriété connue comme étant le chemin de fer de la rive Nord, la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien est endettée envers la Province de la balance du prix d'achat du dit chemin de fer, soit : la somme de sept millions de dollars dont la susdite compagnie est obligée de payer les intérêts à raison de 5070 par année ;

Que la dite somme de sept millions de dollars est remboursable à cette Province, en tout temps, après le premier mars de l'année 1894, après six mois d'avis donné par la dite compagnie à la Province ;

Que cet avis a été donné le 19 juin dernier ;

Que, d'après l'état actuel des finances, on ne peut s'attendre à ce que la dite Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien puisse continuer de payer la somme susdite de cinq pour cent d'intérêt, et retenir la dite somme de \$7,000,000.00 ;

Que, par un acte concernant la dette publique 57 Victoria, chapitre 2, qui plus tard a été ratifié, en principe, par le gouvernement fédéral, cette Chambre a pourvu à la manière dont les dits \$7,000,000.00 pourraient être employés par le Trésorier de cette Province ;

Que, d'après ce qui a été constaté par feu Sir John Thompson, alors premier ministre du Dominion et ministre de la justice, la dite somme de \$7,000,000.00 est devenue par cette législation utile à cette Province pour le paiement des engagements qui existent et dont l'échéance arrive ;

Que les conditions financières du moment empêchent le placement profitable de la dite somme de \$7,000,000.00 à un taux raisonnable d'intérêt et qu'un intérêt de trois pour cent au plus est tout ce que nous pouvons espérer, ce qui diminuera le revenu de la Province de cent quarante mille piastres par année ;

Que cette Chambre est d'avis que la dite somme de \$7,000,000.00 ou toute partie d'icelle jugée nécessaire aurait pu être employée au paiement de l'emprunt français devenant dû au mois de juillet prochain ; ce qui aurait assuré à la Province un paiement de quatre pour cent d'intérêt sur le montant employé dans ce but, et aurait libéré la Province d'une dette augmentée d'un million quatre cent mille dollars causée par cet emprunt ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernatchez,  
Dechêne,  
Fitzpatrick,  
Girard (Rouville),

Gladu,  
Gosselin,  
Lussier,  
Marchand,

Morin,  
Parent,  
Shehyn,  
Stephens,

Tessier (Portneuf),  
Tessier (Rimouski),  
Turgeon.—15.



## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit.</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClary,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Châteaufort,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve.—36.</i>

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix;

*Ordonné,* Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

1. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes des registrateurs; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné,* Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duplessis informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu,* Qu'à cette séance cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes des registrateurs; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La dite résolution étant lue une seconde fois;

*Ordonné,* Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides);

M. Gladu propose comme amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf), Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à

voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que, des chiffres produits dans les comptes publics, il ressort que, contrairement à ses engagements pris devant l'électorat, le gouvernement a, depuis son ascension au pouvoir, annuellement augmenté la dépense pour les salaires du service civil et pour pensions de retraite, ainsi qu'il est établi par le tableau suivant :

## SALAIRES DU SERVICE CIVIL.

Pour 1890-91.....	\$ 202,408
" 1891-92.....	202,021
" 1892-93.....	199,908
" 1893-94.....	207,225
" 1894-95 (Voir Budget).....	207,877
" 1895-96 " ".....	209,577

## PENSIONS DE RETRAITE.

Pour 1890-91.....	\$ 28,669
" 1891-92.....	32,977
" 1892-93.....	36,928
" 1893-94.....	38,069
" 1894-95 (Voir Budget).....	40,000

Que cette augmentation graduelle et constante d'une dépense susceptible de contrôle est une violation flagrante des déclarations et des promesses du gouvernement et mérite la condamnation de cette Chambre".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Dechène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pirent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Fitzpatrick,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turgeon — 15.</i>
<i>Girard (Rouville),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacouture,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Poirier,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McClory,</i>	<i>Rioux,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Magnan,</i>	<i>Savaria,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Simpson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard (Lac St-Jean),</i>	<i>Martineau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Greig,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parizeau,</i>	<i>Tétreau,</i>
<i>Châteauvert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Villeneuve. — 36.</i>

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression d'un volume des "Mémoires du Chevalier de Lévis," y compris correction d'épreuves et surveillance des travaux, par résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duplessis informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à sa prochaine séance cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Duplessis rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression d'un volume des "Mémoires du Chevalier de Lévis", y compris correction d'épreuves et surveillance des travaux, par résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

La dite résolution étant lue une seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., sans que la question ait été mise aux voix.

*Huit heures P. M.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, jeudi, le 10 janvier courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des services divers en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et allocation pour loyer de bureau, etc., d'un agent en France; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des fonds des municipalités, Statuts refondus, province de Québec, article 2744; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, Statuts refondus, province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspection); pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages, par le département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à St-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, sous la direction des Sœurs de Sainte-Anne, 5<sup>e</sup> paiement sur 6 égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements des employés du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède, à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, vendredi, le 11 janvier courant, du comité des subsides, lesquelles résolutions sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide en faveur de la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'application de la loi des manufactures de Québec, S. R. Q., titre 7, chapitre 2, section 4 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes des registrateurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression d'un volume des "Mémoires du Chevalier de Lévis", y compris correction d'épreuves et surveillance des travaux, par résolution de l'Assemblée législative du 11 juin 1888 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Les dites résolutions sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$232,447.30—pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-quinze—soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,011,996.62—pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-seize—soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Carbray fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$232,447.30—pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-quinze—soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*, Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,011,996.62—pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-seize—soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1895 et le 30 juin 1896 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la culture de la betterave à sucre ;

L'honorable M. Beaubien informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une allocation de cinquante centins par tonneau de betteraves livré à la fabrication durant les douze mois à venir, à tout cultivateur qui recevra du manufacturier au moins quatre piastres et demie par tonneau ; pourvu que le montant total à être accordé n'excède pas \$20,000.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martineau fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Résolu*, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Martineau fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une allocation de cinquante centins par tonneau de betteraves livré à la fabrication durant les douze mois à venir, à tout cultivateur qui recevra du manufacturier au moins quatre piastres et demie par tonneau ; pourvu que le montant total à être accordé n'excède pas \$20,000.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill concernant la culture de la betterave à sucre.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à l'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 88, relativement aux droits sur les subsides à certains chemins de fer ".

Aussi, le Conseil législatif a passé le Bill suivant, avec un amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine ".

Au-si, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre à ses amendements au Bill intitulé : " Acte concernant la *Consolidated Land and Investment Company, Limited*, et la *Montreal Freehold Company*, et constituant en corporation la *Montreal Investment and Freehold Company*."

Et aussi, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité et du district de Québec ", sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeline "; et le dit amendement, étant lu deux fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.

L'honorable M. Nantel informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Alors la Chambre se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que, dans les circonstances actuelles, il est impossible au gouvernement de cette Province d'accorder de nouvelles subventions aux chemins de fer, mais qu'il est de l'intérêt général que certaines lignes soient terminées dans le plus court délai, sans quoi, les deniers qui y ont été employés ne produiront aucun résultat appréciable ;



Attendu que les subsides non encore périmés seraient plus avantageusement employés sur certains chemins de fer qui sont d'une importance générale, tels que les chemins de fer d'Ottawa et de la vallée de la Gatineau, de la Rive Sud et du Grand Nord (relativement à Parry Sound) que sur d'autres dont la construction pourrait être différée, —qu'il soit

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de confirmer et ratifier les conventions qui pourront être faites, relativement à la disposition des subsides non périmés appartenant à ces compagnies, en la manière ci-après indiquée :

1. Si la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency & Charlevoix renonce à la balance de son subside en terres et en argent qui est de la somme de trois cent deux mille quatre cents piastres (\$302,400), il lui sera alloué, par le gouvernement, une somme n'excédant pas cent mille piastres (\$100,000), pour mettre sa ligne en parfait état d'exploitation sur trente milles de longueur, à partir de son terminus, à Québec, pourvu qu'elle érige, à son terminus, dans la cité de Québec, une gare spacieuse et jugée convenable sous tous rapports, suivant plans approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, — la dite somme devant être employée uniquement pour le parachèvement de la dite ligne et pour la construction de la dite gare et devant être payée, suivant la valeur des travaux exécutés, sur le rapport de l'ingénieur des chemins de fer du gouvernement.

2. La renonciation à ce subside sera faite par le bureau de direction de la dite compagnie, ratifiée par les actionnaires et signifiée par acte notarié au Commissaire des Travaux publics.

3. Si la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique renonce à la balance de son subside de cent soixante-douze mille neuf cent vingt piastres (\$172,920), il pourra lui être alloué par le gouvernement la somme de cent dix mille piastres (\$110,000), dont l'emploi sera réglé comme suit :

(a) Soixante mille piastres (\$60,000) pour acheter l'embranchement du Pacifique Canadien de Hull à Aylmer, aux termes et conditions fixés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, qui pourra donner mainlevée générale et finale de toute hypothèque, prétentions ou réclamations que la Province peut avoir contre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique sur le dit embranchement de Hull à Aylmer ;

(b) Trente mille piastres (\$30,000) pour continuer la ligne jusqu'à Hull-Est, où une gare, commune à ce chemin de fer et à celui d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, doit être bâtie ;

(c) Vingt mille piastres (\$20,000) pour compléter la dernière section, du soixantième au soixante-dixième mille, jusqu'à Waltham, près de Black River, dans le comté de Pontiac.

Le dit subside pourra être payé de temps à autre, sur le rapport de l'ingénieur des chemins de fer du gouvernement pour ce qui concerne l'exécution des travaux à faire sur la dite ligne, tant pour la gare de Hull-Est que pour le reste du chemin, le tout à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

La dite renonciation devra être faite en observant les mêmes formalités que celles ci-dessus mentionnées relativement au subside de la Compagnie Québec, Montmorency & Charlevoix.

2. *Résolu*, Qu'à même la balance de deux cent soixante-cinq mille trois cent vingt piastres (\$265,320) des deux subsides mentionnés ci-dessus, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une somme de cent quinze mille trois cent vingt piastres (115,320) à la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, pour lui permettre de terminer sa ligne de chemin de fer depuis Hull jusqu'au village de Notre-Dame du Désert, laquelle somme, avec le subside non périmé de quarante et un mille huit cent vingt-deux piastres (\$41,822) qui reste encore à la compagnie, forme un subside total de cent cinquante-sept mille cent quarante-deux piastres (\$157,142).

2. Que sur cette somme de cent cinquante-sept mille cent quarante-deux piastres (\$157,142), un montant de trente-cinq mille piastres (\$35,000) pourra être payé pour cette portion du chemin de fer entre le cinquante-quatrième mille et la rive nord de la rivière Pickanock, y compris le pont et ses approches, d'après les estimés mensuels de l'ingénieur de la compagnie approuvés par l'ingénieur du gouvernement; et que le reste de ce subside sera réparti par l'ingénieur du gouvernement, d'après le coût de chaque mille, et sera payable suivant la loi des chemins de fer; mais que dix pour cent seront retenus sur chaque paiement de ce subside affranchissant à une section terminée de dix milles ou plus de ce chemin et sur le coût du pont, lesquels ne seront payés que sur le rapport final de l'ingénieur du gouvernement, constatant que les travaux sur toute la ligne sont terminés, ainsi que ceux projetés à Hull, et que toute la ligne est en parfait état d'exploitation et munie d'un matériel roulant suffisant pour un service efficace et régulier entre Notre-Dame du Désert et Hull-Est, sur la rivière Ottawa, où une gare et dépendances, de la valeur d'au moins cinq mille piastres (\$5,000), communes à ce chemin de fer et à celui de Jonction de Pontiac au Pacifique, devront être bâties.

3. Que le gouvernement pourra, cependant, à même la retenue de dix pour cent ci-dessus mentionnée, sur rapport de son ingénieur et du Commissaire des Travaux publics, payer la proportion qu'il jugera convenable du coût des travaux et de la dite gare et dépendances projetées à Hull, d'après les estimés mensuels de son ingénieur, mais toujours de manière à assurer l'achèvement de toute la ligne et des travaux du terminus à Hull avant le paiement entier de cette retenue.

3. *Résolu*, Que les plans des travaux et de la gare centrale et dépendances projetées, à Hull, tant pour le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau que pour celui de Jonction de Pontiac au Pacifique, ainsi que de ceux projetés à Québec pour le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, devront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil avant que ces travaux soient commencés.

2. Que les travaux sur le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau devront être commencés sans retard et terminés le ou avant le premier janvier 1897, et que la gare centrale et les dépendances projetées, à Hull-Est seront

immédiatement commencées, continuées sans interruption et complétées le ou avant le premier janvier 1896.

3. Que les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique et sur celui de Québec, Montmorency et Charlevoix devront être terminés le ou avant le premier juillet 1896.

4. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder la somme de cent mille piastres (\$100,000), à même la balance restant des deux subsides ci-dessus mentionnés, à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, pour l'aider à souder son tronçon de l'Est, ou Basses-Laurentides, au tronçon de l'Ouest, à, ou près de la ville de Joliette.

2. Que ce subside sera réparti, suivant la loi, d'après le coût de chaque mille, entre le canton de Caxton, dans le comté de St-Maurice, et Joliette, et sera payable aux conditions de la section 3 du chapitre 3 de la loi 56 Victoria.

3. Que la Compagnie du Grand-Tronc, agissant pour elle-même ou pour la Compagnie des Basses-Laurentides, sera, nonobstant les dispositions contraires de la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe k, et de la loi 56 Victoria, chapitre 3, section 2, autorisée à construire un pont sur le Saint-Maurice à l'endroit dit "La Grand'Mère", et à faire jonction avec le chemin des Basses-Laurentides, à, ou près de Saint-Tite, le tout, suivant plans approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

5. *Résolu*, Qu'une somme de cinquante mille piastres (\$50,000), prise sur la balance des deux subsides ci-dessus, pourra être accordée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud, ou à ses représentants, pour aider à la construction du pont sur la rivière Richelieu, dans les limites de la cité de Sorel, et que cette somme sera payée sur estimés mensuels de l'ingénieur de la compagnie approuvés par l'ingénieur du gouvernement.

2. Que les travaux de construction du dit pont seront commencés dans les six mois qui suivront la fin de la présente session, poursuivis sans interruption et complétés le ou avant le premier janvier 1897.

3. Qu'à défaut par la dite compagnie de se conformer à cette condition, le dit subside pourra être transféré à toute autre compagnie qui démontrera au Lieutenant-Gouverneur en conseil qu'elle est en état de construire le dit pont, ainsi qu'une ligne de chemin de fer entre Sorel et Lévis, à travers les comtés d'Yamaska, Nicolet, Lotbinière et Lévis jusqu'aux Chaudières, pour faire raccordement à Saint-Joseph de Sorel avec le chemin de fer de Montréal et Sorel, de manière à procurer à la rive sud du Saint-Laurent un service de chemin de fer direct depuis Saint-Lambert jusqu'à Lévis, vis-à-vis de Québec.

6. *Résolu*, Que le temps fixé pour terminer certains chemins de fer sera prolongé d'un an en faveur des compagnies suivantes, vu la preuve qu'elles ont fournie de leurs ressources au Lieutenant-Gouverneur en conseil :

1. La Compagnie de chemin de fer de Colonisation du Lac Témiscamingue ;
2. La Compagnie de Lotbinière & Mégantic ;
3. Les Compagnies du Grand-Nord et des Basses-Laurentides ;
4. La Compagnie de la Baie des Chaleurs ;
5. La Compagnie du Québec Central ;
6. La Compagnie de la Montagne d'Orford ;
7. La Compagnie des Comtés-Unis ;
8. La Compagnie de la Vallée Est du Richelieu.

7. *Résolu*, Qu'attendu qu'en vertu d'un transport, par la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, d'une partie des subsides votés par la législature pour ce chemin, dûment notifié au gouvernement, la Banque d'Ontario a fait à la dite compagnie des avances afin de lui procurer les moyens d'exécuter ses travaux, et que, nonobstant la dite notification, la balance des subsides a été payée par le gouvernement d'alors à d'autres personnes, à l'exclusion de la réclamation de la dite Banque, tel que relaté dans l'ordre en conseil, No. 80, du 11 février 1894, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer à la dite Banque d'Ontario, à l'acquit de sa créance contre le gouvernement et pour le compte de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, une somme n'excédant pas vingt-huit mille cinq cent quarante-six piastres (\$28,546), avec intérêt à quatre pour cent du 30 novembre 1889 ; pourvu que cette somme et les intérêts sur icelle soient chargés à la dite Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et que le recours du gouvernement contre la dite compagnie pour le recouvrement de la dite somme avec les intérêts soit spécialement réservé.

#### Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Et la question étant mise aux voix,—Que le rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

M. Chicoyne rapporte, en conséquence, les résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, dans les circonstances actuelles, il est impossible au gouvernement de cette Province d'accorder de nouvelles subventions aux chemins de fer, mais qu'il est de l'intérêt général que certaines lignes soient terminées dans le plus court délai, sans quoi les deniers qui y ont été employés ne produiront aucun résultat appréciable ;

Attendu que les subsides non encore périmés seraient plus avantageusement employés sur certains chemins de fer qui sont d'une importance générale, tels que les chemins de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, de la rive Sud et du

Grand Nord (relativement à Parry Sound) que sur d'autres dont la construction pourrait être différée, —qu'il soit

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de confirmer et ratifier les conventions qui pourront être faites, relativement à la disposition des subsides non périmés appartenant à ces compagnies, en la manière ci-après indiquée :

1. Si la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency & Charlevoix renonce à la balance de son subside en terres et en argent qui est de la somme de trois cent deux mille quatre cents piastres (\$302,400), il lui sera alloué, par le gouvernement, une somme n'excédant pas cent mille piastres (\$100,000), pour mettre sa ligne en parfait état d'exploitation sur trente milles de longueur, à partir de son terminus, à Québec, pourvu qu'elle érige, à son terminus, dans la cité de Québec, une gare spacieuse et jugée convenable sous tous rapports, suivant plans approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil,—la dite somme devant être employée uniquement pour le parachèvement de la dite ligne et pour la construction de la dite gare et devant être payée, suivant la valeur des travaux exécutés, sur le rapport de l'ingénieur des chemins de fer du gouvernement.

2. La renonciation à ce subside sera faite par le bureau de direction de la dite compagnie, ratifiée par les actionnaires et signifiée par acte notarié au Commissaire des Travaux publics.

3. Si la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique renonce à la balance de son subside de cent soixante-douze mille neuf cent vingt piastres (\$172,920), il pourra lui être alloué par le gouvernement la somme de cent dix mille piastres (\$110,000), dont l'emploi sera réglé comme suit :

(a) Soixante mille piastres (\$60,000) pour acheter l'embranchement du Pacifique Canadien de Hull à Aylmer, aux termes et conditions fixés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, qui pourra donner mainlevée générale et finale de toute hypothèque, prétentions ou réclamations que la Province peut avoir contre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique sur le dit embranchement de Hull à Aylmer ;

(b) Trente mille piastres (\$30,000) pour continuer la ligne jusqu'à Hull-Est, où une gare, commune à ce chemin de fer et à celui d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, doit être bâtie ;

(c) Vingt mille piastres (\$20,000) pour compléter la dernière section, du soixantième au soixante-dixième mille, jusqu'à Waltham, près de Black River, dans le comté de Pontiac.

Le dit subside pourra être payé de temps à autre, sur le rapport de l'ingénieur des chemins de fer du gouvernement pour ce qui concerne l'exécution des travaux à faire sur la dite ligne, tant pour la gare de Hull-Est que pour le reste du chemin, le tout à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

La dite renonciation devra être faite en observant les mêmes formalités que celles ci-dessus mentionnées relativement au subside de la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency & Charlevoix.

2. *Résolu*, Qu'à même la balance de deux cent soixante-cinq mille trois cent vingt piastres (\$265,320) des deux subsides mentionnés ci-dessus, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une somme de cent quinze mille trois cent vingt piastres (115,320) à la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, pour lui permettre de terminer sa ligne de chemin de fer depuis Hull jusqu'au village de Notre-Dame du Désert, laquelle somme, avec le subside non périmé de quarante et un mille huit cent vingt-deux piastres (\$41,822) qui reste encore à la compagnie, forme un subside total de cent cinquante-sept mille cent quarante-deux piastres (\$157,142).

2. Que sur cette somme de cent cinquante-sept mille cent quarante-deux piastres (\$157,142), un montant de trente-cinq mille piastres (\$35,000) pourra être payé pour cette portion du chemin de fer entre le cinquante-quatrième mille et la rive nord de la rivière Pickanock, y compris le pont et ses approches, d'après les estimés mensuels de l'ingénieur de la compagnie approuvés par l'ingénieur du gouvernement; et que le reste de ce subside sera réparti par l'ingénieur du gouvernement, d'après le coût de chaque mille, et sera payable suivant la loi des chemins de fer; mais que dix pour cent seront retenus sur chaque paiement de ce subside afférant à une section terminée de dix milles ou plus de ce chemin et sur le coût du pont, lesquels ne seront payés que sur le rapport final de l'ingénieur du gouvernement, constatant que les travaux sur toute la ligne sont terminés, ainsi que ceux projetés à Hull, et que toute la ligne est en parfait état d'exploitation et munie d'un matériel roulant suffisant pour un service efficace et régulier entre Notre-Dame du Désert et Hull-Est, sur la rivière Ottawa, où une gare et dépendances, de la valeur d'au moins cinq mille piastres (\$5,000), communes à ce chemin de fer et à celui de Jonction de Pontiac au Pacifique, devront être bâties.

3. Que le gouvernement pourra, cependant, à même la retenue de dix pour cent ci-dessus mentionnée, sur rapport de son ingénieur et du Commissaire des Travaux publics, payer la proportion qu'il jugera convenable du coût des travaux et de la dite gare et dépendances projetées à Hull, d'après les estimés mensuels de son ingénieur, mais toujours de manière à assurer l'achèvement de toute la ligne et des travaux du terminus à Hull avant le paiement entier de cette retenue.

3. *Résolu*, Que les plans des travaux et de la gare centrale et dépendances projetées, à Hull, tant pour le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau que pour celui de Jonction de Pontiac au Pacifique, ainsi que de ceux projetés à Québec pour le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, devront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil avant que ces travaux soient commencés.

2. Que les travaux sur le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau devront être commencés sans retard et terminés le ou avant le premier janvier 1897, et que la gare centrale et les dépendances projetées, à Hull-Est seront immédiatement commencées, continuées sans interruption et complétées le ou avant le premier janvier 1896.

3. Que les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique et sur celui de Québec, Montmorency et Charlevoix devront être terminés le ou avant le premier juillet 1896.

4. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder la somme de cent mille piastres (\$100,000), à même la balance restant des deux subsides ci-dessus mentionnés, à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, pour l'aider à souder son tronçon de l'Est, ou Basses-Laurentides, au tronçon de l'Ouest, à, ou près de la ville de Joliette.

2. Que ce subside sera réparti, suivant la loi, d'après le coût de chaque mille, entre le canton de Caxton, dans le comté de St-Maurice, et Joliette, et sera payable aux conditions de la section 3 du chapitre 3 de la loi 56 Victoria.

3. Que la Compagnie du Grand-Tronc, agissant pour elle-même ou pour la Compagnie des Basses-Laurentides, sera, nonobstant les dispositions contraires de la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe k, et de la loi 56 Victoria, chapitre 3, section 2, autorisée à construire un pont sur le Sain-Maurice à l'endroit dit "La Grand'Mère", et à faire jonction avec le chemin des Basses-Laurentides, à, ou près de Saint-Tite, le tout, suivant plans approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil

5. *Résolu*, Qu'une somme de cinquante mille piastres (\$50,000), prise sur la balance des deux subsides ci-dessus, pourra être accordée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud, ou à ses représentants, pour aider à la construction du pont sur la rivière Richelieu, dans les limites de la cité de Sorel, et que cette somme sera payée sur estimés mensuels de l'ingénieur de la compagnie approuvés par l'ingénieur du gouvernement.

2. Que les travaux de construction du dit pont seront commencés dans les six mois qui suivront la fin de la présente session, poursuivis sans interruption et complétés le ou avant le premier janvier 1897.

3. Qu'à défaut par la dite compagnie de se conformer à cette condition, le dit subside pourra être transféré à toute autre compagnie qui démontrera au Lieutenant-Gouverneur en conseil qu'elle est en état de construire le dit pont, ainsi qu'une ligne de chemin de fer entre Sorel et Lévis, à travers les comtés d'Yamaska, Nicolet, Lotbinière et Lévis jusqu'aux Chaudières, pour faire raccordement à Saint-Joseph de Sorel avec le chemin de fer de Montréal et Sorel, de manière à procurer à la rive sud du Saint-Laurent un service de chemin de fer direct depuis Saint-Lambert jusqu'à Lévis, vis-à-vis de Québec.

6. *Résolu*, Que le temps fixé pour terminer certains chemins de fer sera prolongé d'un an en faveur des compagnies suivantes, vu la preuve qu'elles ont fournie de leurs ressources au Lieutenant-Gouverneur en conseil :

1. La Compagnie de chemin de fer de Colonisation du Lac Témiscamingue ;
2. La Compagnie de Lotbinière & Mégantic ;
3. Les Compagnies du Grand-Nord et des Basses-Laurentides ;

4. La Compagnie de la Baie des Chaleurs ;
5. La Compagnie du Québec Central ;
6. La Compagnie de la Montagne d'Orford ;
7. La Compagnie des Comtés-Unis ;
8. La Compagnie de la Vallée Est du Richelieu.

7. *Résolu*, Qu'attendu qu'en vertu d'un transport, par la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, d'une partie des subsides votés par la législature pour ce chemin, dûment notifié au gouvernement, la Banque d'Ontario a fait à la dite compagnie des avances afin de lui procurer les moyens d'exécuter ses travaux, et que, nonobstant la dite notification, la balance des subsides a été payée par le gouvernement d'alors à d'autres personnes, à l'exclusion de la réclamation de la dite Banque, tel que relaté dans l'ordre en conseil, No. 80, du 11 février 1894, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer à la dite Banque d'Ontario, à l'acquit de sa créance contre le gouvernement et pour le compte de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, une somme n'excédant pas vingt-huit mille cinq cent quarante-six piastres (\$28,546), avec intérêt à quatre pour cent du 30 novembre 1889 ; pourvu que cette somme et les intérêts sur icelle soient chargés à la dite Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et que le recours du gouvernement contre la dite compagnie pour le recouvrement de la dite somme avec les intérêts soit spécialement réservé.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Qu'il lui soit permis de présenter un bill concernant les subsides des chemins de fer, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Nantel présente, en conséquence, un bill concernant les subsides des chemins de fer, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

*Samedi, 12 janvier 1895.*

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte concernant les assurances sur la vie " ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.



La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, avec un amendement, auquel elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif à la loi 57 Victoria, chapitre 69 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la saisissabilité des traitements des officiers publics ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Parizeau fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Flynn, du comité spécial nommé dans le but de recueillir d'amples données sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation des terres publiques et des forêts, en cette Province, etc., présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire connaître à votre honorable Chambre :

1. Qu'il a entendu plusieurs personnes connaissant les ressources des forêts et terres publiques de la Province, et ayant pris intérêt au sujet de l'enquête confiée au comité, et que le comité rapporte à la Chambre la preuve recueillie ;

2. Que le temps dont votre comité a pu disposer n'a pas été suffisant pour lui permettre de compléter ses travaux, et qu'il recommande la continuation de l'enquête qui est de la plus haute importance pour la Province ;

3. Que, dans le but d'obtenir d'autres renseignements, votre comité a résolu de faire imprimer et d'envoyer aux personnes de la Province, compétentes dans les matières relatives à nos forêts et à la colonisation de nos terres publiques, une série de questions auxquelles il sera répondu pendant les vacances ;

4. Que votre comité a pris en considération deux questions relatives à la compagnie dite : "*The Canada Iron Furnace Company, Limited*", savoir :

L'une relative à l'allocation de terrains ou de sommes d'argent à la compagnie ; et l'autre au sujet de la possibilité, pour la compagnie, de s'assurer, dans le voisinage de son établissement sur des terres autres que celles licenciées à la compagnie dite : "*The Laurentide Pulp Company*", un approvisionnement de bois franc pour le transformer en charbon de bois, suffisant pour ses besoins futurs.

Sur la dernière question, les représentants de la "*Canada Iron Furnace Company, Limited*" et de la "*Laurentide Pulp Company*" ont comparu devant votre comité et ont fait des déclarations et produit des preuves à l'appui de leurs contestations respectives, la première prétendant qu'il n'existait pas de source profitable suffisante d'approvisionnement de bois franc pour l'avenir, ailleurs que sur les limites possédées par la *Pulp Company*, et la seconde prétendant le contraire. Votre comité a fait des efforts pour en arriver à un arrangement entre les dites compagnies, mais, à son regret, n'a pu y parvenir.

Quant à la question d'allocation de terres ou de sommes d'argent à faire à la "*Canada Iron Furnace Company, Limited*", votre comité est d'avis que c'est une affaire du ressort de l'exécutif et sur laquelle il ne se croit pas appelé à formuler aucune opinion particulière.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte concernant des secours à être accordés à certaines paroisses qui ont éprouvé des dommages, en avril 1894, par suite du débordement de la rivière Sainte-Anne ", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte étendant la disposition de la loi concernant l'organisation des compagnies de gaz et d'eau aux compagnies de lumière électrique ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Marion,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte étendant la

disposition de la loi concernant l'organisation des compagnies de gaz et d'eau aux compagnies de lumière électrique", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures, aujourd'hui.

---

samedi, 12 janvier 1895.

*Onze heures A. M.*

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant les subsides aux chemins de fer ;

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Beaubien,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Dechène propose comme amendement, secondé par M. Turgeon,—Que tous les mots après “ maintenant ” jusqu’à la fin de la motion soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instructions de retrancher la clause 7, pourvoyant au paiement à la Banque Ontario, cessionnaire de la Compagnie de la Baie des Chaleurs, d’une somme de \$28,546.00 déjà payée à la dite Compagnie de la Baie des Chaleurs ”.

Et l’amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l’Orateur met devant la Chambre,—l’état des affaires de l’Hospice de la Miséricorde, Québec, et l’état des affaires des Sœurs de la Charité de l’Hôpital-Général (Sœurs Grises), de Montréal, les deux pour l’année 1894. (*Documents de la session No. 18.*)

L’honorable M. Flynn présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 janvier 1895, pour : 1. Copie de toutes correspondances, dépêches, etc., échangées depuis les dernières correspondances produites, entre le gouvernement et ses agents et la Banque des Pays-Bas et le Crédit Lyonnais, au sujet du dernier emprunt fait à Paris et du placement des bons de la Province sur le marché, ainsi que du paiement de l’emprunt de 1893.

2. Copie du rapport de M. Barbeau concernant toutes les négociations relatives à cet emprunt. (*Document de la session No. 72.*)

L’ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1895 et le 30 juin 1896, et pour d’autres fins du service public ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Dechène propose, secondé par M. Fitzpatrick,—Que, le contrat passé le 1er juillet 1875, entre le gouvernement et les Sœurs de l’Asile de la Providence, pour la garde et l’entretien des aliénés, devant prendre fin le 30 juin prochain (1895), il soit

*Résolu*, Qu'il est urgent que des mesures soient prises immédiatement pour faire de nouveaux arrangements ;

Que cette Chambre espère que le gouvernement la consultera, pendant la présente session, lui soumettra ses projets et les arrangements qu'il a l'intention de conclure au nom de la Province, pour prendre effet après le premier juillet prochain, et se fera autoriser par cette Chambre à faire les dits arrangements avant de les conclure définitivement.

M. Marion propose comme amendement secondé par M. Macdonald,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est satisfaite des explications données par l'honorable Secrétaire de la Province et a confiance que le gouvernement règlera cette question d'une manière équitable pour toutes les parties intéressées ".

M. McDonald propose comme sous-amendement, secondé par M. Spencer, que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement : " et dans l'intérêt public ".

Et le sous-amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Que cette Chambre est satisfaite des explications données par l'honorable Secrétaire de la Province et a confiance que le gouvernement règlera cette question d'une manière équitable pour toutes les parties intéressées et dans l'intérêt public,—la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

M. Tessier (Portneuf) propose, secondé par M. Gladu, —Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Elzéar Labrecque au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,  
Dechêne,  
Fitzpatrick,*

*Lussier,  
Marchand,  
Parent,*

*Pinault,  
Shehyn,*

*Tessier (Portneuf).  
Turgeon.—10.*

CONTRE :

Messieurs

*Beauchamp,  
Bédard,  
Carbray,  
Cartier,  
Casgrain,  
Châteauvert,  
Cooke,*

*Desjardins,  
England,  
Flynn,  
Grenier,  
Hackett,  
Kennedy,  
Lacouture,*

*McClary,  
Marion,  
Martineau,  
Nantel,  
Pelletier,  
Petit,*

*Rioux,  
Simpson,  
Spencer,  
Stephens,  
Télier,  
Tétreau.—6.*

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Beaubien,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le Bill constituant en corporation la communauté des Filles de la Sagesse, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,  
*Ordonné*, Que l'indemnité de M. F.-X. Lemieux, député de Bonaventure, lui soit payée comme s'il eut pris son siège au commencement de la session et s'il eut siégé pendant plus de trente jours, laissant à déduire de la somme de \$800.00 le nombre de jours pendant lesquels il n'a pas assisté aux séances de la Chambre depuis le commencement de la session.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Trois heures P. M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé " Acte concernant la loi 57 Victoria, chapitre 69 " ;

Et Bill intitulé : " Acte concernant les subsides aux chemins de fer ".

Et aussi, le Conseil législatif concourt dans les amendements faits par cette Chambre au Bill intitulé : " Acte concernant les assurances sur la vie ".

L'honorable M. Nantel met devant la Chambre,—les états, rapports et statistiques transmis au Commissaire des Travaux publics par certaines compagnies de chemin de fer, en conformité des articles 5176, 5178, 5173 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session No 70*).

L'honorable M. Nantel du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a de nouveau examiné les documents mis devant cette Chambre et recommande l'impression du suivant, savoir :

No 43.—Réponse à ordre.—Copie des rapports soumis au Commissaire des terres de la Couronne, sur la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à l'agriculture " ;

Bill intitulé : Acte concernant la culture de la betterave à sucre " ;

Et Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1895 et le 30 juin 1896, et pour d'autres fins du service public.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le Bill intitulé : " Acte amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal ", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

L'honorable M. Pelletier, secrétaire de la Province, met devant la Chambre, — la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 novembre dernier, demandant copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs à la mission d'un personnage important, exerçant une influence sur les institutions monétaires de Paris, qui, d'après la lettre de l'honorable Premier Ministre à l'honorable M. Hall, du 7 novembre courant, a consenti à servir d'intermédiaire entre le gouvernement et ces institutions. (*Document de la session No. 71.*)

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Acte amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal ", et les dits amendements sont lus la première fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

M. Augé propose comme amendement à la question principale, secondé par M. Dechène, — Que le mot : " maintenant " soit retranché, et que les mots : " dans six mois, à dater d'aujourd'hui " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Huit heures P. M.*

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills publics et privés qui suivent :

Loi autorisant Louis Marin, fils, à remettre aux grevés de substitution l'administration de la succession de feu Louis Marin, père.

Loi confirmant les ventes faites à George Roberts et Duncan-J. McDonald, de certains immeubles appartenant à la succession de feu Thomas Ferguson Miller.

Loi déclarant Jean-Baptiste-Wilfrid Yvon membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, après examen.

Loi autorisant Dame Charlotte-Féodore-Louisa-Augusta Guérout à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées.

Loi concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Loi concernant les assurances sur la vie.

Loi étendant les dispositions de la loi organique des compagnies de gaz et d'eau aux compagnies de lumière électrique.

Loi concernant les subsides aux chemins de fer.

Loi concernant les coroners.

Loi amendant la loi concernant les officiers de justice.

Loi amendant la loi corporative des Compagnies à fonds social.

Loi amendant la loi de l'Instruction publique.

Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Ecole polytechnique.

Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Loi amendant le Code de procédure civile.

Loi amendant la loi des licences de Québec.

Loi déterminant les pouvoirs accordés par la loi 57 Victoria, chapitre 71.

Loi concernant la tenure des terres aux Iles de la Madeleine.

Loi amendant de nouveau la loi relative aux jurés.

Loi établissant le Parc national des Laurentides.

Loi établissant le Parc de la Montagne Tremblante.

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul.

Loi amendant la loi de la chasse.

Loi amendant "la loi des Douze enfants".

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du Cap de la Madeleine.



Loi amendant la loi relative à la transmission des rôles d'évaluation au Secrétaire de la Province et aux registrateurs.

Loi amendant le Code municipal.

Loi amendant la loi relative à l'agriculture.

Loi autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec à admettre Homère-Gaspard Fauteux au nombre de ses membres.

Loi constituant en corporation *The Andrews Home*.

Loi modifiant la loi constituant en corporation la corporation de " Les Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski ".

Loi constituant en corporation la *Seventh Day Adventists Conference of Quebec*, et pour d'autres fins.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Elzéar Labrecque au nombre de ses membres.

Loi déclarant Léopold Désilets membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Loi modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation *The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Company*.

Loi autorisant Firmin Hudon à vendre certains biens substitués.

Loi concernant la " Compagnie E. B. Eddy ".

Loi modifiant la charte de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke.

Loi prolongeant en faveur de Herbert-Molesworth Price tous les droits et privilèges accordés à Charles Côté, par la loi 38 Victoria, chapitre 97.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Xiste Pauzé au nombre de ses membres.

Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à réduire la durée de la cléricature de Robert-Bennett Hutcheson à un an, à l'admettre comme notaire et à lui permettre d'exercer cette profession, après examen.

Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, éclairage et pouvoir électrique de Buckingham.

Loi constituant en corporation le village de Senneville.

Loi concernant une certaine substitution créée par le testament de Dame Adelphe Vanier.

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal (1889) et ses amendements.

Loi constituant en corporation la ville d'Outremont.

Loi modifiant la charte de la ville de la Côte Saint-Antoine.

Loi concernant le numéro 24 du cadastre d'Hochelaga.

Loi constituant en corporation l'Union St-Joseph de l'Ancienne Lorette.

Loi constituant en corporation l'Union St-Joseph de St-Ambroise de la Jeune Lorette.

Loi constituant les propriétaires, locataires et occupants catholiques romaine du village de Dorion en corporation.

Loi modifiant la charte du village de Dorion, relativement à la confection d'un plan de la municipalité.

Loi constituant en corporation la *Royal Paper Mills Company*.

Loi modifiant l'acte constituant en corporation La Compagnie de pouvoir électrique de Montmorency, et les lois qui la modifient.

Loi modifiant les lois relatives à la corporation de la cité de Québec et à la Cour du Recorder de la dite cité.

Loi érigeant en municipalité séparée une partie de la municipalité du village de la Côte Visitation, sous le nom de " Village de la Petite Côte ".

Loi constituant en corporation la ville de Ste-Anne de Bellevue.

Loi modifiant la loi concernant l'Union St-Pierre de Montréal.

Loi modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 88, concernant l'Union St-Joseph de Montréal

Loi autorisant le Bureau des examinateurs de l'Association dentaire de la province de Québec à admettre Thomas Coleman, chirurgien dentiste, à la pratique de l'art dentaire et membre de la dite association.

Loi amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la Société de passage du Pont-Neuf de St-Hyacinthe, et les actes qui l'amendent.

Loi concernant la *Consolidated Land and Investment Company, Limited*, et la *Montreal Freehold Company*, et constituant en corporation la *Montreal Investment and Freehold Company*.

Loi autorisant la Fabrique de St-François de la Beauce à contracter un emprunt et pour d'autres fins.

Loi constituant en corporation *The Hull Electric Company*.

Loi modifiant la charte de la cité de Hull, et détachant certain territoire de la dite cité.

Loi constituant en corporation *The Quinze Electric Power Company*.

Loi amendant la loi constituant en corporation la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal.

Loi constituant en corporation l'Association des Maîtres-Plombiers de Montréal

Loi constituant en corporation la Société catholique de secours mutuels.

Loi concernant la substitution créée par Jean-Baptiste Charbonneau et son épouse.

Loi modifiant la charte de la cité de St-Hyacinthe.

Loi constituant en corporation la ville de Summerlea.

Loi amendant la charte de la cité de St-Henri.

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord.

Acte pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de St-Louis, à Montréal, et à la construction de son église.

Loi modifiant la loi 59 Victoria, chapitre 70, constituant en corporation *The Church Home*, de Montréal.

Loi modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de Philipsburg.

Loi constituant en corporation les " Filles de la Sagesse ".

Loi constituant en corporation l' " Institut des Sœurs du Perpétuel Secours ".

Loi amendant la loi relative aux enquêtes des coroners dans les cas d'incendie.

Loi modifiant la loi relative aux juges de paix.

Loi pour prévenir la corruption municipale et civique.

Loi concernant la Ferme modèle de Compton.

Loi concernant l'établissement de Cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

Loi modifiant la loi des licences de Québec.

Loi concernant l'Union St-Joseph de St-Henri.

Loi détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic.

Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191*a* des Statuts refondus et ses amendements.

Loi amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec.

Loi amendant la loi concernant la subdivision des lots cadastrés.

Loi concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Loi amendant la loi concernant la Cour de Circuit du district de Montréal.

Loi amendant la loi relative à la protection des forêts contre les incendies.

Loi amendant la loi concernant les bois et forêts sur les terres publiques.

Loi modifiant la loi concernant les pêcheries et la pêche dans les eaux sous le contrôle de la Province.

Loi concernant le tarif des droits sur les différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières, criques et cours d'eau.

Loi amendant la loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles.

Loi amendant la loi concernant l'assignation des jurés.

Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds à cette fin, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent ".

Loi concernant la loi 57 Victoria, chapitre 69.

Loi concernant l'Orateur du Conseil législatif.

Loi détachant la paroisse de Ste-Flore du comté de Champlain et l'annexant au comté de St-Mawice, pour toutes fins quelconques.

Loi modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 88, relativement aux droits sur les subsides à certains chemins de fer.

Loi concernant l'avocat de la province de Québec, dans l'arbitrage, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 4.

Loi concernant la Commission nommée pour étudier la question de la culture de la betterave à sucre.

Loi concernant les secours à accorder à certaines paroisses ayant souffert des dommages, en avril 1894, par le débordement de la rivière Ste-Anne.

Loi concernant la culture de la betterave à sucre.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

" Qu'il plaise à Votre Honneur,

" Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un Bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1895 et le 30 juin 1896, et pour d'autres fins du service public ", lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

En venant mettre un terme à vos travaux parlementaires, je désire vous offrir mes remerciements pour la diligence dont vous avez fait preuve dans l'exécution de vos devoirs publics.

Dans le cours de cette laborieuse session, plusieurs mesures importantes sont venues solliciter votre attention et ont été, de votre part, l'objet d'études approfondies.

J'ai surtout remarqué, avec satisfaction, que les grandes questions vitales auxquelles se rattachent si étroitement la prospérité et l'avenir de notre chère Province, comme l'industrie agricole, le développement progressif de nos terres publiques et la conservation de nos ressources forestières, avaient occupé une large place dans vos délibérations. Le pays, j'en suis persuadé, ne pourra qu'applaudir aux patriotiques efforts de ses mandataires pour résoudre, dans son plus grand intérêt, des questions d'une nature parfois si complexe, et toujours si importantes au point de vue de leurs résultats.

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous lui avez généreusement votés pour les différents services publics.

---

*Honorables Messieurs de l'Assemblée législative,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

A cet instant où vous devez vous séparer pour rentrer dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur et je prie Dieu d'étendre sa protection sur vos familles et sur tous les habitants de notre fidèle et loyale Province.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif s'exprime ainsi :

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à vendredi, le vingt-deuxième jour de février prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature est, en conséquence, prorogée à vendredi, le vingt-deuxième jour de février prochain.



# INDEX

DU

## VINGT-NEUVIÈME VOLUME

---

58 VICTORIA, 1894-95.

---

**A**BATTOIRS :—Motion proposée et adoptée attirant l'attention du gouvernement sur les études et les travaux qui ont été faits dans le but d'établir des abattoirs et des réfrigérants dans la province de Québec, 237.

ABUS PRÉJUDICIALES A L'AGRICULTURE :—Voir *Agriculture*, 1.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD :—Bill ayant rapport à cet acte, 74.  
Voir *Stanford*.

ACTE ÉLECTORAL :—

1. Bill amendant la loi électorale de Québec (M. Bourbonnais), présenté 73.  
Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 90.
2. Bill amendant de nouveau la loi électorale de Québec (l'hon. M. Casgrain), présenté, 118.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :—Dépositions contre les délinquants, 165. Voir *Documents, item 80*.

## Adresses :

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—

1. *Discours du Trône* :—Copie du—obtenu par M. l'Orateur, 3. Devant être pris en considération, 6. Motion pour une adresse en réponse au—à l'ouverture de la Session, 9. Adoptée ; ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil exécutif, 12. Message en réponse, 51.

---

**A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.***

2. *Stanfold* :—Informant Son Honneur que le Bill détachant une partie du canton de Stanfold, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset, dans le comté de Mégantic, a été passé par l'Assemblée législative, du consentement de la majorité des représentants des comtés indiqués dans la seconde cédule de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, 167

**ADVENTIST CONFERENCE OF QUEBEC, SEVENTH DAY :—Voir *Seventh, &c.***

**AFFICHES INDÉCENTES** :—Bill pour prohiber les affiches indécentes (M. Stephens), présenté, 24. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 62. Considéré ; rapport de progrès en est fait et bill renvoyé au comité de Législation, 77. Rapport contre ce bill, 190.

**AGENCES DES TERRES DE LA COURONNE :—Interpellations, 227.**
**AGRICULTURE :—**

1. Bill (du Conseil législatif) concernant les abus préjudiciables à l'—(M. Tellier), lu la 1ère fois, 75. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 90. Le comité fait rapport qu'il n'a pas juridiction, 111. Bill remis sur l'ordre du jour, 135. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 151. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 43).
2. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaine résolution concernant l'agriculture, 318, 349. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolution rapportée et adoptée, 349.
3. Bill amendant la loi relative à l'agriculture (l'hon. M. Beaubien), présenté ; lu la 3ème fois et passé, 365. Passé par le Conseil, 381. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 24).

**AGRICULTURE ET COLONISATION :—Rapport du commissaire. Voir *Documents, items 1 et 2.***

**AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION** :—Comité permanent nommé, 6, 15, 28. Membres ajoutés à ce comité, 45. Premier rapport nommant M. Bauchamp, président, et demandant que le quorum soit réduit à neuf membres ; adopté, 44. Second rapport (question des abattoirs à Lévis) ; motion pour l'adoption du rapport ; M. l'Orateur décide que la motion ne peut être faite, 181.

**ALIÉNÉS** :—Motion qu'il est urgent que le gouvernement prenne des mesures pour la garde et l'entretien des aliénés ; motion adoptée avec amendement et sous-amendement, 378.



ALIÉNÉS.—Voir *Asiles d'aliénés* ; Voir aussi *Documents*, items 3, 4, 7 et 9.

ALLARD, VICTOR :—Voir *Documents*, item 5.

AMEUBLEMENT DE CERTAINS PALAIS DE JUSTICE :—Voir *Palais de justice*.

AMHURST :—Kaolin dans— :—Voir *Documents*, item 81.

ANCIENNE LORETTE :—Union St-Joseph de l'— :—Voir *Union St-Joseph*, etc.

ANDREWS HOME, THE — :—Pétition demandant un acte constituant en corporation—, 17. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (l'hon. M. Hall), 38. Renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 59. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 66. Passé par le Conseil, 130. Honoraire remboursé, 229. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 88).

ARBITRAGE :—Bill concernant l'avocat de la province de Québec, dans l'arbitrage en vertu de la loi 54 Vict., ch. 4 (l'hon. M. Taillon), présenté, 226. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 272. Passé par le Conseil, 317. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 8).

ARBITRAGE ENTRE ONTARIO ET QUÉBEC :—Voir *Documents*, item 7.

ARTHABASKA :—Détachant une partie de Stanfold du comté d'— :—Voir *Stanfold*.

ARTHABASKAVILLE :—Hôtel-Dieu de St-Joseph :—Etat d'affaires, 276. Voir 75 des *Documents*.

ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS :—Pétition demandant un acte modifiant la loi constituant en corporation la Société des—de Montréal, 37. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. Augé), 60. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté amendé, 87. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 97. Passé par le Conseil, 153. Sanctionné, 384. Honoraire remis, 149. (58 Vict., ch. 80).

ASILES D'ALIÉNÉS :—Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés (l'hon. M. Pelletier), présenté, 86. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 106. Considéré ; rapporté ; passé, 113. Passé par le Conseil, 153. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 35).

ASILES D'ALIÉNÉS :—Voir *Documents*, items 3, 4 et 7 ; Voir aussi *Aliénés*.

ASILE DE BEAUPORT :—Au sujet d'une avance aux Sœurs de l'— :—Interpellations, 121.

ASILE DE BEAUPORT :—Interpellations, 240.

ASILE DE BEAUPORT :—Ratification du contrat de vente :—Interpellations, 102.

ASILE DE BEAUPORT :—Voir *Documents*, *items* 8 et 85.

ASILE DE LA LONGUE POINTE :—Interpellations, 227.

ASILE DE LA LONGUE POINTE :—Voir *Documents*, *item* 9.

## Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la session, 382.

2. Copie de l'ordre en conseil sur la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative, 7. Voir *Documents*, *item* 50.

### *Réunions et ajournements de la Chambre :*

3. Continue à siéger après minuit, 69, 130, 172, 189, 197, 237, 271, 340 374. En comité, 172, 291, 315.

4. Devant avoir deux séances le même jour, 146. Trois séances, 195.

5. Devant siéger le samedi, 146, 151, 195. Siège le samedi, 152, 273.

6. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 169, 183, 194, etc.

7. Ajourne au lendemain, samedi, à 11 h. a. m., 151.

8. Ajourne du 21 au 23 novembre, 16.

9. Ajourne du 22 au 26 décembre, 163.

10. Ajourne du 29 décembre 1894 au 2 janvier 1895, 195.

11. Ajourne par respect pour la mémoire de Sir J.-S.-D. Thompson, décédé au château de Windsor, 86.

12. Motion d'ajournement, négative, 200.

13. Ajourne à une heure plus tôt qu'à l'ordinaire, 275. Plus tard qu'à l'ordinaire, 293.

ASSIGNATION DES JURÉS :—Voir *Jurés*.

ASSOCIATION CANADIENNE DE SECOURS DE L'ASSOCIATION CATHOLIQUE DE BIENVEILLANCE MUTUELLE :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 37. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. Augé), 60. Renvoyé au comité des Bills privés, 68. Rapporté amendé, 87. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 95. Passé par le Conseil avec amendements, 216. Considérés, 217. Adoptés, 236. Bill sanctionné, 384. Honoraires remis, 149. (58 Vict., ch. 83)

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE, ETC. :—Voir *Incorporation des*—.

ASSOCIATION DES MAÎTRES-PLOMBIERS DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 37. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (M. Augé), 81. Renvoyé au comité des Bills privés, 91. Rapporté, 132. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 147. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 384. Honoraires remboursés, 237. (58 Vict., ch. 84.)

ASSURANCES MUTUELLES :—Bill amendant le Code civil relativement aux hypothèques des assurances mutuelles (M. Bourbonnais), présenté, 73. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 183. Rapporté amendé, 267. Motion pour comité général ; débats ; l'hon. M. Pelletier propose l'ajournement des débats ; débats ajournés, 308.

ASSURANCES MUTUELLES CONTRE LE FEU :—Voir *Documents*, item 10.

ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU, DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal, Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu*.

ASSURANCES SUR LA VIE :—Bill concernant les—(du Conseil législatif, présenté par l'hon. M. Casgrain) ; lu la 1ère fois, 276. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 374. Bill sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 46.)

AVOCATS :—Pétition demandant que les—soient tenus responsables des honoraires des huissiers qu'ils emploient, 144.

AVOCATS, Honoraires d'— :—Voir *Code de procédure civile*.

AVOCAT POUR ARBITRAGE —Voir *Arbitrage*.

AYLMER :—Société St-Jean-Baptiste de Bienfaisance :—Etat d'affaires, 304. Voir 75 *des Documents*.

**BAIE DES CHALEURS** :—Cie du chemin de fer de la—:—Voir *Documents*, *item* 11.

**BAIE DES PRÊTRES** :—Pétition demandant l'incorporation d'un chemin de fer partant de la—jusqu'au lac des Quinze, 18. Voir *Quinze, Lac des*—.

**BARBEAU, M. E.** :—Interpellations, 290.

**BARBEAU, M. E.** :—Voir *Documents*, *items* 12 et 58.

**BARREAU** :—

1. Bill amendant la loi relative au Barreau (M. Cartier), présenté, 73. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 123. Rapporté : Plaintes des étudiants non prouvées, 218.
2. Bill amendant la loi relative au Barreau de la province de Québec (l'hon M. Casgrain) présenté, 133. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général' 154. Considéré ; rapporté ; passé, 171. Par le Conseil, 235. Sanctionné' 385. (58 Vict., ch. 36.)

**BARREAU DE MONTRÉAL** :—Bill concernant le—(M. Augé) ; demande la permission de présenter un bill concernant le— ; question d'ordre soulevée et prise en délibéré, 145. M. l'Orateur décide que ce bill ne peut être présenté comme bill public, 152.

**BARTHE, G.-I.** :—Voir *Documents*, *items* 13 et 14.

**BATEAUX, BARGES ET VAISSEAUX** :—Taxe sur les — :—Voir *Documents*, *item* 15.

**BEAUDIN, M. S.** :—Interpellations, 76.

**BEAUHARNOIS** :—Administration de la justice dans— :—Voir *Documents*, *item* 16.

**BEAUPORT, ASILE DE** :—Voir *Asile de Beauport*.

**BÉDARD, AUGUSTE** :—Voir *Documents*, *item* 17.

**BÉPARD, M. P.-T.** :—Interpellations, 198.

**BÉLANGER, A.** :—Voir *Documents*, *item* 18.

**BÉLAND** :—Documents relatifs à l'homme de police—, 237 :—Voir *Documents*, *item* 14.

**BEURRERIES** :—Prime aux—:—Interpellations, 22.

**BEURRERIES ET FROMAGERIES** :—Voir *Documents*, *items* 19 et 25.

---

**BETTERAVE :—**

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaine résolution concernant la culture de la betterave, 350, 364. La Chambre en comité ; résolution rapportée et adoptée, 365. Bill basé sur cette résolution, 365. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant la culture de la betterave à sucre (hon. M. Beaubien), présenté, lu la 2ème fois sur division, lu la 3ème fois et passé, 365. Passé par le Conseil, 317. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 4).

**BETTERAVE A SUCRE :—**

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaine résolution concernant la Commission nommée pour étudier la culture de la betterave à sucre ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 273. Résolution rapportée et adoptée ; bill basé sur cette résolution, 274. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant la Commission nommée pour étudier la question de la culture de la betterave à sucre (l'hon. M. Beaubien), présenté ; lu la 2ème fois sur division ; lu la 3ème fois et passé, 274. Passé par le Conseil, 317. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 9).

**BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—**

1. Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 39. Membres nommés par l'Assemblée, 43.
2. Rapport du conservateur de la—, 15. Voir *Documents. item 20.*

**Bills :**

1. Bill introduit et lu *pro formâ* avant la prise en considération du discours du Trône, 3.
2. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 164.
3. Bills retirés, 84, 191.
4. Présentés, lus les trois fois et passés le même jour, 42, 274, 351, 365, 377.
5. Lus la seconde fois et renvoyés à un comité spécial, 113.
6. Lus les 2ème et 3ème fois et passés le même jour, 193, 238.
7. Motion pour renvoyer à six mois la seconde lecture d'un bill, adoptée, 41, 55, 89, 171.

---

**BILLS :—*Suite.***

8. Motion pour renvoyer à six mois la seconde lecture d'un bill, négative, 189.

9. Passés sans être renvoyés à un comité, 193, 268, 274.

10. Bills rejetés par un comité, 111, 191.

11. Lus la seconde fois sur division et renvoyés à un comité, 42, 53, 62, 72, 89, 143, 151, 191.

12. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général ; considérés ; rapportés ; passés, 113, 143, 147, 154, 171, 193, 214, 229, 272.

13. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général ; considérés ; amendés ; rapportés ; passés, 126, 143, 184, 193, 269.

14. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général et rapporté progrès, 126, 138, 171, 196, 237, 275, etc.

15. Motion pour renvoyer à six mois le comité général sur un bill ; adoptée, 122.

16. Motion pour renvoyer à six mois la troisième lecture d'un bill ; négative, 196.

17. Renvoyés à un comité spécial, 74, 77, 114, 167.

18. Ré-impression ordonnée, 183.

19. Remis sur les ordres du jour, 135, 182.

20. Un comité auquel ont été renvoyés divers bills fait rapport qu'il a réuni les dispositions de ces bills dans un seul bill, 242.

21. Bills rapportés d'un comité pour étude par la Chambre, 111, 152.

22. Un comité fait rapport qu'il n'a pas de juridiction au sujet d'un bill, 111.

23. Urgence, 111.

24. Motions pour renvoyer de nouveau un bill à un comité général ; négatives, 185, 191.

25. Amendés par le Conseil législatif, 130, 134, 148, 167, 183, 216, 275, 276, 317, 321.

---

**BILLS :—*Suite.***

26. Amendements non adoptés ; messages envoyés au Conseil, 277, 309. Amendements du Conseil amendés par la Chambre, 309 ; adoptés, 366. La Chambre n'insiste pas sur les amendements, 323.

27. Bills du Conseil législatif, 75, 96, 106, 164, 276, 376.

28. Amendés par la Chambre, 136, 239, 241, 303, 374.

29. Sanctionnés, 382 à 385.

**Bills Privés :**

1. Règle 57 de la Chambre au sujet de l'incorporation des compagnies de chemins de fer et autres, etc., etc., modifiée, 277.

2. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 6, 15, 28. Premier rapport, nommant M. Duplessis, président, et recommandant une réduction du *quorum* ; *quorum* devant être de sept, 33. Membres ajoutés à ce comité, 45, 160.

3. Rapports de ce comité sur divers bills, 58, 65, 72, 79, 84, 86, 92, 109, 117, 132, 145, 164, 181, 191, 213.

4. Bills renvoyés à ce comité, 43, 49, 51, 57, 63, 68, 76, 81, 91, 96, 112, 125, 164, 165, 191.

5. Ordre renvoyant un bill à un comité de Législation rescindé, bill renvoyé, au comité des chemins de fer, 88. Bill renvoyé à un comité spécial, 167.

6. Bill privé devant avoir la priorité, 290.

7. Délai pour recevoir les rapports sur bills privés, étendu, 110, 164.

8. Honoraires remboursés, 84, 149, 161, 166, 191, 200, 229, 237, 307, 380.

9. Motion pour remise des honoraires, négative, 379.

**BOIS :—**Bill amendant la loi concernant la protection des bois contre le feu (l'hon. M. Flynn), présenté, 133. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un comité général, 189. Considéré ; rapporté ; passé, 192. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 385. (58 Vict, ch. 19).

**BOIS :—Droits sur le flottage du—:—**Voir *Droits sur les bois.*

BOIS ET FORETS :—Bill amendant la loi concernant les—sur les terres publiques (l'hon. M. Flynn), présenté, 119. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 189. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 191. Par le Conseil avec amendements, 291. Considérés et adoptés, 291. Bill sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 18).

BOUFFARD, M. JEAN :—Interpellations, 160.

BOUFFARD, M. JEAN :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? :—Interpellations, 35.

BOUILLOIRES :—Inspecteur des— :—Voir *Documents*, item 73.

BOULANGERS :—Bill limitant les heures de travail des—(M. Augé), présenté, 106. Motion pour 2ème lecture ; débat, ajourné, 125.

BOUSQUET, M. P. :—Interpellations, 199.

BOWIE, M. GEORGE :—Interpellations, 119.

BOYER CALLOT :—Voir *Documents*, item 21.

BROWN, M. ALBERT-J. :—Interpellations, 76.

BRYSON :—Voir *Palais de justice*.

BUCKINGHAM :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de pouvoir électrique de—, 18. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Tétreau), 33. Renvoyé au comité des chemins de fer, 43. Rapporté amendé, 59. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 68. Passé par le Conseil, 134. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 68).

**C**ADASTRE :—Bill abrogeant et remplaçant les articles 5677 et 5678 des Statuts révisés de Québec, dans le but de faciliter la subdivision des lots cadastrés (M. Descarries), présenté, 112. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 171. Par le Conseil, 291. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 40).

CADASTRE D'HOCHELAGA :—Voir *Hochelaga*.

CALLOT, de BOYER CALLOT :—Voir *Boyer Callot*, *Documents*, item 21.

CANADA IRON FURNACE CO. :—Rapport du comité spécial sur la mise en exploitation, etc, des terres publiques, 325. Voir aussi *Documents*, item 22.



CAP DE LA MADELEINE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du—, 64. Rapport de l'avis, 79. Bill présenté (M. Normand), 81. Renvoyé au comité des chemins de fer, 113. Rapporté amendé, 118. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 137. Passé par le Conseil, 226. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 63).

CARTE RÉGIONALE DU LAC ST-JEAN :—Interpellations, 199.

CARUFEL, M. L.-E. :—Interpellations, 160.

CAUSES DU REVENU, DANS MONTRÉAL :—Voir *Documents*, *items* 23 et 110.

CAUSES NON APPELABLES :—Voir *Code de procédure civile*, 2.

CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Documents*, *item* 24.

CERCLES AGRICOLES :—Voir *Documents*, *items* 25 et 26.

CERCLE AGRICOLE DE ST-FRANÇOIS DU LAC :—Interpellations, 160.

CERCLE AGRICOLE DE SOULANGES :—Voir *Documents*, *item* 123.

CHARBONNEAU J.-B. :—Pétition demandant un acte concernant la substitution créée par—et son épouse, 37. Rapport de l'avis, 44. Bill présenté (M. Magnan), 45. Renvoyé au comité des bills privés, 51. Rapporté amendé, 110. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 138. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 146. Passé par le Conseil avec amendements, 216. Considérés et adoptés, 217. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 97).

CHARLEBOIS, M. A. :—Voir *Documents*, *item* 27.

CHARLEMAGNE ET LAC OUAREAU LUMBER Co. :—Voir *Documents*, *items* 28 et 29.

CHASSE :—Bill amendant la loi de la chasse, (l'hon. M. Flynn), présenté, 50. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 113. Passé par le Conseil, 153. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 21).

CHATEAUGUAY ET NORD :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer—, 37. Rapport de l'avis, 79. Bill présenté (M. Tellier), 80. Renvoyé au comité des chemins de fer, 91. Rapporté amendé, 152. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 169. Passé par le Conseil avec amendements, 235. Considérés et adoptés, 235. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 64).

CHAUDIÈRES A VAPEUR, Inspection des— :—Interpellations, 61.

CHAUVEAU, M. ALEXANDRE :—Interpellations, 240.

---

CHAUVEAU, M. ALEXANDRE :—Voir *Documents*, item 30.

CHEMINS :—Bill amendant l'ordonnance 3 Vict, ch. 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Montréal, etc." (l'hon. M. Taillon), présenté, 195. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 238. Amendement adopté ; Bill lu la 3ème fois et passé, 268. Passé par le Conseil, 317. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 44).

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :—Voir *Documents*, items 21, 32 et 135.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE SUD :—Voir *Documents*, item 33.

CHEMINS DE FER :—

1. Bill concernant les subsides des chemins de fer :—Voir *Subsides des chemins de fer*.
2. Bill relatif au payement des employés de chemins de fer :—Voir *Employés de chemins de fer*.
3. Comité permanent des—nommé, 6, 15, 28. Premier rapport annonçant la nomination de M. Carbray comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 32. Autres rapports, 59, 64, 84, 118, 132, 152, 180, 205. Bills renvoyés à ce comité, 43, 49, 68, 91, 113. Membres ajoutés à ce comité, 45.
4. Divers sujets relatifs aux chemins de fer :—Voir *Documents*, items 34, 39, 40, 127 et 128.

CHEMINS ET TRAVAUX DE COLONISATION :—Voir *Documents*, item 35.

CHURCH HOME :—Voir *Montreal, The Church Home*.

CLÉMENT, M. ALEX. :—Voir *Documents*, item 36.

CODE CIVIL :—

1. Bill amendant de nouveau le Code civil (M. Panneton), présenté, 65. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 83. Renvoyé à la prochaine session, 268.
2. Bill amendant les articles 1481, 2261 et 2262 du Code civil (M. Girard, Rouville), présenté, 93.

CODE CIVIL :—*Suite.*

3. Bill amendant le Code civil relativement aux hypothèques des assurances mutuelles (M. Bourbonnais), présenté, 73. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 183. Rapporté, amendé, 267. Motion pour comité général ; débats ; l'hon. M. Pelletier propose l'ajournement du débat ; débat ajourné, 308.
4. Bill modifiant le Code civil relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autres narcotiques (M. Augé), présenté, 103. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; amendé ; amendements adoptés ;—Bill lu la 3ème fois et passé, 125.
5. Bill pour abolir la continuation de communauté et amendant le Code civil à cet effet (l'hon. M. Marchand), 29. Renvoyé au comité de législation, 135. Rapport, le bill devant être distribué pour étude aux membres de la Législature, aux juges et aux hommes de loi, 152.
6. Pétition demandant certains amendements au Code civil, 238.

## CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill amendant le—(l'hon. M. Casgrain), présenté, 25. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 143. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 382 (58 Vict., ch. 47).
2. Bill modifiant de nouveau le Code de procédure civile, au sujet des causes non appelables (M. Cooke), présenté, 29.
3. Bill modifiant le Code de procédure civile, au sujet des honoraires d'avocats dans certaines causes par défaut et *ex parte* (M. Cooke), présenté, 29. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 42. Rapport contre ce bill, 111.
4. Bill modifiant le Code de procédure civile concernant les exemptions de saisie (M. Tétreau), présenté, 86. Renvoyé au comité de législation, 96. Devant être soumis à ceux qui travaillent à la refonte du Code de procédure, 268.
5. Bill amendant l'article 1188 du Code de procédure civile (M. Turgeon), présenté, 170. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; rapporté ; passé, 214.
6. Bill pour amender le Code de procédure civile (M. Panneton), présenté, 190. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 238. Rapporté amendé, 267.
7. Divers sujets ayant rapport au Code de procédure civile :—Voir *Documents, itcms* 37 et 38.

---

CODE DU NOTARIAT :—Bill amendant le Code du notariat (l'hon. M. Pelletier), présenté, 85.

CODE MUNICIPAL :—

1. Pétition demandant des amendements au Code municipal, 17.
2. Bill amendant le Code municipal (M. Bisson), présenté, 50. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 88. Voir *infra*, 10.
3. Bill amendant le Code municipal (M. Turgeon), présenté, 65.
4. Bill amendant certains articles du Code municipal (M. Caron), présenté, 65. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 90. Voir *infra*, 10.
5. Bill amendant le Code municipal (M. Bourbonnais), présenté, 73. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 90. Voir *infra*, 10.
6. Bill amendant de nouveau le Code municipal (M. Tellier), présenté, 74. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 90. Voir *infra*, 10.
7. Bill amendant le Code municipal (l'hon. M. Pelletier), présenté, 85. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 106. Considéré ; rapporté ; passé, 113. Passé par le Conseil, 153. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 48).
8. Bill amendant l'article 776 du Code municipal (l'hon. M. Marchand), présenté, 87.
9. Bill amendant de nouveau le Code municipal (l'hon. M. Taillon), présenté, 145. Lu la 2ème fois, 172.
10. Comité spécial pour examiner les amendements proposés au Code municipal, 77.—Premier rapport, nommant M. Marion, président et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres ; adopté, 85. Second rapport (demandant que tous les amendements soient envoyés au département du Secrétaire de la Province) ; adopté, 111. Bills renvoyés à ce comité, 87, 88, 90.

COLEMAN, THOMAS :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de l'Association dentaire de la province de Québec à l'admettre à la pratique de l'art dentaire, 17. Rapport de l'avis, 78. Bill présenté (M. Simpson), 93. Renvoyé au comité des bills privés, 102. Rapporté, 145. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 162. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 108).

COLONISATION, CHEMINS DE—:—Voir *chemins de colonisation, etc.*

COLONS :—Droits de pêche des—:—Interpellations, 39.

COLLEY, A -W. :—Voir *Documents, item 64.*

COLPORTEURS :—Pétitions demandant une loi à l'effet de protéger les pétitionnaires contre les colporteurs, 99, 117, 132, 144, 152, 216.

COLPORTEURS :—Taxes sur les — :—Interpellations, 151.

## Comités :

1. Résolution pour la nomination de divers comités permanents pour la présente session, 6. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 15. Rapports, 21, 27. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents, Privilèges et Elections*, pour comités, etc., se rapportant à ces matières.

2. Comités conjoints :—Voir *Bibliothèque*, 39, 43 ; *Impressions*, 43, 83.

3. Comités spéciaux :—Voir *Dentistes*, 114 ; *Code municipal*, 77 ; *Stanfold*, 74 ; *Terres publiques et forêts*, 93.

4. Membres ajoutés à des comités, 45, 160.

5. Motions pour comités généraux, 22, 26, 36, 91, 146, 206, 219, 227, 318, 322, 350.

6. Comités généraux, 29, 154, 185, 206, 230, 232, 233, 242, 349, 350. Voir *infra*.

7. Un comité rapporte progrès et demande la permission de siéger de nouveau, 79, 308, etc.

8. Un comité demande qu'il soit permis de faire rapport de temps à autre, 93.

9. Un comité suggère la refonte du Code municipal, 111.

10. Un comité suggère que certains bills soient envoyés au département du Secrétaire de la Province, 111.

11. Un comité décide qu'il n'a pas de juridiction pour s'occuper d'un bill, 111.

---

**COMITÉS :—*Suite.*****RAPPORTS DES DIVERS COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, SAVOIR :**

12. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 44. Second, 181.

13. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la— ; Membres nommés par le Conseil législatif, 39. Membres nommés par l'Assemblée législative, 43.

14. *Bills privés* :—Premier rapport, 33. Adopté, 33. Second, 58. Troisième, 65. Quatrième, 72. Cinquième, 79. Sixième, 84. Septième, 86. Huitième, 92. Neuvième, 109. Dixième, 117. Onzième, 132. Douzième, 145. Treizième, 164. Quatorzième, 181. Quinzième, 191. Seizième, 213. Dix-septième, 297.

15. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 32. Second, 59. Troisième, 64. Quatrième, 84. Cinquième, 118. Sixième, 132. Septième, 152. Huitième, 180. Neuvième, 205.

16. *Code municipal* :—Premier rapport, 84. Second, 110.

17. *Comptes publics* :—Premier rapport, 32. Second, 322.

18. *Dentistes* :—Comité spécial nommé, 114. Premier rapport, 132. Second, 168.

19. *Discours du Trône* :—Rapport du projet d'une adresse, 12.

20. *Impressions* :—Comité conjoint des— ; Membres nommés par l'Assemblée, 43. Membres nommés par le Conseil, 83. Premier rapport, 311. Second, 381.

21. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 33. Second, 111. Troisième, 152. Quatrième, 191. Cinquième, 218. Sixième, 236. Septième, 267.

22. *Listes des députés devant faire partie des comités permanents* :—Rapports, 21, 27.

23. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 27. Second, 32. Troisième, 38. Quatrième, 44. Cinquième, 54. Sixième, 58. Septième, 71. Huitième, 78. Neuvième, 110. Dixième, 144. Onzième, 164.

24. *Terres publiques et forêts* :—Comité spécial nommé, 93. Premier rapport, 99. Second, 375.

25. *Stanfold* :—Comité spécial des députés des douze comtés anglais, 74. Premier rapport, 118.

---

COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES À—

(Pour détails, voir les entrées suivantes dans le corps de cet index :)

Agriculture, 318, 349.

Ameublement de certains Palais de justice, 219, 242.

Betterave à sucre, 273.

Betterave, Culture de la—, 350, 365.

Coroners, 22, 29.

Compagnie d'exposition de Montréal, 146, 206.

Droits sur les bois, 146, 185.

Droits sur les subsides aux chemins de fer, 206, 233.

Domages causés par la rivière Ste-Anne, 322, 350.

Ecoles de réforme et d'industrie, 219, 232.

Frères de la Charité de St-Vincent-de-Paul, 91, 230.

Licences, 191, 212.

Officiers de justice, 26.

Parc de la Montagne Tremblante, 36, 154.

Parc National des Laurentides, 36, 172.

Subsides aux chemins de fer, 227, 366.

COMMISSAIRES D'ECOLE, MONTRÉAL :—Voir *Documents*, item 39.

COMMISSIONS DES CHEMINS A BARRIÈRES :—Voir *Documents*, items 31, 32, 33, 35.

COMMUNAUTÉ, CONTINUATION DE LA— : —Voir *Code civil*, 5.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill amendant la loi corporative des—, (l'hon. M. Pelletier), présenté, 86. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 107. Considéré ; rapporté ; passé, 113. Passé par le Conseil, 153. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 37).

---

COMPAGNIES D'ASSURANCES MUTUELLES CONTRE LE FEU :—Rapport de l'inspecteur, 24. Voir *Documents*, item 10.

COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal, Compagnie d'assurance mutuelle*.

COMPAGNIES DE GAZ ET D'EAU :—Voir *Compagnies de lumière électrique*.

COMPAGNIES DE LUMIÈRE ÉLECTRIQUE :—Bill étendant les dispositions de la loi concernant l'organisation des Compagnies de gaz et d'eau aux—, (du Conseil législatif, présenté par l'hon. M. Pelletier), lu la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 377. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 38).

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Rapports des—: —Voir *Documents*, item 34.

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Dépôts des—. Voir *Documents*, items 34, 39, 40 et 48.

COMPAGNIE dite CONSOLIDATED LAND & IMPROVEMENT COMPANY :—Voir *Consolidated etc.*

COMPAGNIE ÉLECTRIQUE DE HULL :—Voir *Hull*.

COMPAGNIE E. B. EDDY, LIMITÉE :—Voir *Eddy, E. B.*

COMPAGNIE DE PRÊTS ET D'HYPOTHÈQUE DE SHERBROOKE :—Voir *Sherbrooke*.

COMPAGNIE D'EXPOSITION DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal, Compagnie d'exposition*.

COMPAGNIE D'EXPOSITION DE MONTRÉAL :—Voir *Documents*, item 41.

COMPAGNIE D'EXPOSITION DE QUÉBEC :—Voir *Documents*, items 42 et 61.

COMPAGNIE DE POUVOIRS ÉLECTRIQUES DE MONTMORENCY :—Voir *Montmorency*.

COMPAGNIE DU CHEMIN A BARRIÈRES DE TERREBONNE :—Voir *Terrebonne*.

COMPAGNIE dite NATIONAL LOAN AND BUILDING COMPANY :—Voir *National Loan etc.*

COMPAGNIE dite ROYAL PAPER MILLS CO. :—Voir *Royal Paper Mills Company*.

COMPAGNIE dite THE QUINZE ELECTRIC CO. :—Voir *Quinze Electric Company*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU CAP DE LA MADELEINE :—Voir *Cap de la Madeleine*.



COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CHATEAUGUAY ET NORD :—Voir *Chateauguay et Nord*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal, Compagnie du chemin de fer de la cité, etc.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION ET DES CARRIÈRES DE PHILIPSBURG :—Voir *Philipsburg*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER PORTAGE DU FORT AND BRISTOL BRANCH RAILWAY :—Voir *Portage du Fort, etc.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUÉBEC, MONMORENCY ET CHARLEVOIX :—Voir *Québec, Montmorency, etc.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER, ÉCLAIRAGE ET POUVOIR ÉLECTRIQUE DE BUCKINGHAM :—Voir *Buckingham*.

COMPAGNIE DU PACIFIQUE :—Interpellations, 46.

COMPAGNIE DU PACIFIQUE :—Voir *Documents, item 43*.

COMPTES PUBLICS : Comité permanent nommé, 6, 15, 28. Premier rapport, nommant M. Hackett, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à sept; adopté, 32. Membres ajoutés à ce comité, 45. Second rapport, 322.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Documents, items 44 et 62*.

COMPTES PUBLICS DE 1894 : Impression par la *Gazette Printing Co.* :—Interpellations, 236.

COMPTON, FERME MODÈLE DE— :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la—, 50. Rapport de l'avis, 73. Bill présenté (M. Panneton), 80. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 110. Considéré en comité général; rapporté; passé, 124. Passé par le Conseil avec amendements, 216. Considérés et adoptés, 216. Bill sanctionné, 385. Honoraires remis, 200. (58 Vict., ch. 78).

CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL :—Voir *Documents, item 45*.

## Conseil législatif :

### *Messages envoyés au Conseil :*

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des impressions, 43. Au sujet de la Bibliothèque, 43.

---

**CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.***

2. Informant Leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur ses premiers amendements à leurs amendements, 323.

3. Adoptant leurs amendements avec divers amendements, 241, 277, 309, 323.

*Messages du Conseil :*

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 39.

5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 84.

6. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 75, 96, 106, 164, 276, 376.

7. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 124, 136, 241, 308, 374.

8. Adoptant les bills de la Chambre sans amendements, 88, 130, 134, 153, 180, 184, 205, 216, 226, 235, 270, 291, 317, 350, 366.

9. Avec amendements, 130, 134, 148, 153, 167, 183, 196, 216, 235, 270, 291, 303, 317, 321, 366.

10. N'adoptant pas les amendements faits par la Chambre à leurs amendements, 307.

11. Adoptant les amendements faits par la Chambre, 317, 366.

12. Amendements du Conseil considérés de suite, 131, 135, 148, 183, 196, 217, 235, 271, 276, 291, 303, 321.

13. Seconde lecture remise à plus tard, 168, 217, 276, etc.

14. Amendements lus la seconde fois et adoptés, 170, 236, etc.

15. Bill concernant l'Orateur du Conseil législatif :—Voir *Orateur du Conseil législatif*.

**CONSEIL LÉGISLATIF :—Voir *Documents*, item 46.**

**CONSOLIDATED LAND AND IMPROVEMENT COMPANY :—**Pétition demandant un acte concernant la—, limitée, et la *Montreal Freehold Company*, 44. Rapport de l'avis, 54. Bill présenté (M. Morris), 80. 58ème règle suspendue, 82. Renvoyé au comité des bills privés, 96. Rapporté amendé, 145. Considéré

---

**CONSOLIDATED LAND AND IMPROVEMENT COMPANY :—*Suite*,**

en comité général ; rapporté ; passé, 163. Passé par le Conseil avec amendements, 216. Considérés, 217 ; amendé et renvoyé au Conseil, 277. Amendements faits par la Chambre non adoptés par le Conseil, 317. La Chambre n'insiste pas sur ses premiers amendements, mais amende le 2ème amendement, 323. Amendements adoptés par le Conseil, 366. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 75).

**CONTINUATION DE COMMUNAUTÉ :—**Voir *Code civil*, 5.

**CORNELLIER, M. C.-A. :** Interpellations, 120.

**CORONERS :—**

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaine résolution relative aux coroners, 22. Motion pour comité ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolution rapportée et adoptée, 29. Bill basé sur cette résolution, 30. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant les coroners (l'hon. M. Casgrain), présenté, 30. Lu les 2ème et 3ème fois et passé, 42. Passé par le Conseil avec amendements, 130. Considérés et adoptés, 131. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 33).

**CORONERS, ENQUÊTES DES :—**Voir *Enquêtes des*—.

**CORPORATIONS DE CITÉ ET DE VILLE :—**Bill concernant les—(M. Tétreau), présenté, 133. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 159. Considéré ; rapporté ; passé, 167.

**CORPORATIONS DE VILLE :—**Bill amendant la loi relative aux—(M. Bisson), présenté, 60. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 90.

**CORRUPTION :—**Bill pour prévenir la corruption municipale et civique (M. Stephens), présenté, 24. Renvoyé au comité de Législation, 78. Rapporté amendé, 111. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 123. Passé par le Conseil avec amendements, 216. Considérés ; lus la seconde fois et amendés, 239. Amendements adoptés ; bill renvoyé au Conseil, 241. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 276. Bill sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 42).

**CÔTÉ, CHARLES :—**Voir *Price, Herbert-Wolesworth*.

**CÔTÉ, M. JULES :—**Interpellations, 197.

**CÔTE ST-ANTOINE** :—Pétition demandant un acte modifiant la charte de la ville de la—, 37. Rapport de l'avis, 54. Bill présenté (M. Villeneuve), 54. Renvoyé au comité des bills privés, 63. Rapporté amendé, 93. Considéré en comité général; rapporté; passé, 101. Passé par le conseil avec amendements, 216. Considérés et adoptés, 217. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 54).

**CÔTE VISITATION** :—Voir *Petite Côte*.

**COTISATIONS MUNICIPALES** :—Bill amendant la loi concernant les—(M. Hackett), présenté, 72. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 115. Ordre rescindé, bill renvoyé au comité de Législation, 122. Rapporté amendé, 152. Considéré en comité général; amendé; rapporté; amendements adoptés, 182. Bill lu la 3ème fois et passé, 213.

**COULOMBE, DR. E.-J.** :—Interpellations, 239.

**COUR DE CIRCUIT** :—Bill amendant la loi concernant la— du district de Montréal (l'hon. M. Casgrain), présenté, 146. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 171. Considéré; amendé; rapporté; amendements adoptés, 188. Bill lu la 3ème fois et passé, 188. Passé par le Conseil, 226. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 28).

**COURS DES COMMISSAIRES** :—Bill amendant l'article 2408 des Statuts révisés concernant l'établissement de— pour la décision sommaire des petites causes (M. Tétreau), présenté, 50. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 72. Considéré; rapporté; passé, 78. Par le Conseil, 120. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 29).

**COUR SUPÉRIEURE** :—Bill étendant la juridiction territoriale de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit du district de Montréal (M. Stephens), présenté, 119. Seconde lecture renvoyée à six mois, 171.

**COUTURE, L.-O.** :—Voir *Documents*, *item* 17.

**CRESPIEU, CANTON DE—** :—Voir *Documents*, *item* 79.

## DEBATS :—

1. Débats ajournés sur l'emprunt, 48, 53, 57, 63, 64, 66. Débats repris, 52, 56, 62, 63, 65, 69.

2. Sur le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, 205, 296, 381.

3. Sur le Bill concernant les Compagnies d'assurance de Montréal, 308.

4. Sur le Bill limitant les heures de travail des boulangers, 125.

---

DÉBATS :—*Suite.*

5. Sur le Bill relatif aux employés des Compagnies de chemins de fer, 183, 184.

6. Sur subsides, 146, 219, 220, 311, 312.

DE COURVAL, M. P.-L. :—Interpellations, 293.

DE COURVAL, L.-P. :—Voir *Documents*, *item* 47.

DE LA BRUÈRE, M. :—Voir *Documents*, *item* 18.

DENTISTES :—Bill modifiant la loi concernant les dentistes (M. Panneton), présenté, 50. Renvoyé à un comité spécial, 114. Rapporté, 132. A la motion pour comité général, une question d'ordre est soulevée et prise en délibéré par M. l'Orateur, 159. M. l'Orateur laisse à la Chambre de décider si bill public ou bill hybride, 164. Renvoyé de nouveau à un comité spécial, 167. Rapport, 168. Considéré en comité général; amendé; rapporté, 182. Amendements adoptés; Bill lu la 3ème fois et passé, 213.

DÉPÔTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Voir *Documents*, *items* 40 et 48.

DÉPÔTS EN BANQUE, MONTANT DISPONIBLE DES— :—Interpellations, 103.

DÉPÔTS EN FIDÉICOMMIS :—Voir *Documents*, *item* 18.

DÉPÔTS ET MANDATS :—Voir *Documents*, *item* 48.

## Députés :

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 9, 105.

2. Certificats d'élection des députés pour Bonaventure, 114;—Compton, 3.

3. Député devant être payé comme s'il eut pris son siège au commencement de la session, 380.

DESILETS, LÉOPOLD :—Pétition demandant un acte déclarant—membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, 38. Rapport de l'avis, 79. Bill présenté (M. Martineau), 80. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté, 110. Considéré en comité général; amendé; rapporté; passé, 124. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 104).

## Documents, par ordre alphabétique :

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
[REMARQUE.—Le chiffre à gauche du document n'est pas le Numéro de ce document, mais est mis comme Numéro de référence.]		
1. <i>Agriculture et Colonisation</i> :—Extrait du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation de la province de Québec, pour 1894.....( <i>Document No. 2.</i> )	.....	88
2. <i>Agriculture et Colonisation</i> :—Rapport du Commissaire de l'—pour 1894.....( <i>Document No. 2.</i> )	.....	99
3. <i>Aliénés</i> :—Lettres et requêtes demandant des remises d'arrérages dus au gouvernement pour pension des—dans les asiles subventionnés par la Province, depuis le 1er novembre 1893.....( <i>Document No. 33.</i> )	Par ordre 41	92
4. <i>Aliénés</i> :—Etat des montants perçus des corporations municipales pour pension des aliénés dans les asiles subventionnés par la Province, depuis le 30 juin 1894. ( <i>Document No. 51.</i> )	Par ordre 52	135
5. <i>Allard</i> :—Etat du coût de l'enquête faite sur certaines accusations portées par A. Turgeon, contre Victor Allard ; aussi, coût de l'enquête faite sur certaines accusations portées par Victor Allard, contre Avila Bourbonnais, etc. ( <i>Document No. 68.</i> )	Par ordre 240	309
6. <i>Arbitrage</i> :—Etat des dépenses faites par la Province jusqu'à ce jour pour l'arbitrage entre le gouvernement fédéral et les gouvernements d'Ontario et de Québec. ( <i>Document No. 26.</i> )	Par ordre 26	74
7. <i>Asiles d'aliénés</i> :—Etat de toutes les sommes reçues des municipalités pour contributions aux—pendant l'exercice financier de 1894. Aussi, état détaillé des arrérages dus par chaque municipalité.....( <i>Document No. 40.</i> )	Par ordre 25	100
8. <i>Asile de Beauport</i> :—Documents se rapportant à toutes avances faites aux Sœurs de la Charité pour réparations et améliorations à l'—.....( <i>Document No. 19.</i> )	Adresse 21	41
9. <i>Asile de la Longue-Pointe</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les Sœurs de l'Asile de la Providence au sujet du renouvellement de leur contrat pour l'entretien des aliénés à la Longue-Pointe.	Par ordre 229	
10. <i>Assurances mutuelles contre le feu</i> :—Onzième rapport de l'inspecteur des Compagnies d'—de la Province pour l'année 1893.....( <i>Document No. 17.</i> )	.....	24
11. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Lettres ou autres pièces par lesquelles le gouvernement aurait reconnu le 14 décembre 1888 et le 14 janvier 1889, le transport consenti par la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs à la Banque Ontario, d'un montant de subsides de \$28,545.00. ( <i>Document No. 65.</i> )	Par ordre 202	296

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
12. <i>Barbeau, M. E.</i> :—Correspondance échangée avec M. E. Barbeau, et copie des instructions qui lui ont été données au sujet de sa mission en Europe, ainsi que copie des rapports qu'il a faits sur le résultat de cette mission.	Par ordre 289	
13. <i>Barthe, G.-I.</i> :—Documents quelconques relatifs à la démission de G.-I. Barthe, écuyer, de la position qu'il occupait comme magistrat de district, pour les districts des Trois-Rivières et d'Arthabaska.	Adresse 150	
14. <i>Barthe, G.-I.</i> :—Copies de jugements rendus par G.-I. Barthe, écuyer, magistrat du district des Trois-Rivières, et des procédés de la corporation des Trois-Rivières, au sujet de l'homme de police Béland.	Par ordre 237	
15. <i>Bateaux, barges et vaisseaux</i> :—Correspondances échangées entre le gouvernement et tous propriétaires de bateaux, barges ou vaisseaux, au sujet de la demande faite par tels propriétaires à être tenus exempts de la taxe directe imposée par les lois 55-56 Victoria, chapitres 10 et 15, et 56 Victoria, chapitre 15, et 57 Victoria, chapitre 11.	Par ordre 162	
16. <i>Beauharnois</i> :—Correspondance ayant rapport à l'administration de la justice dans le district de Beauharnois.	Par ordre 103	
17. <i>Bédard, M. Auguste</i> :—Documents de toutes sortes concernant la destitution ou résignation de M. Auguste Bédard, comme régistrateur de Lotbinière, et la nomination de M. L.-O. Couture, titulaire actuel.	Par ordre 65	
18. <i>Bélanger, M. A.</i> :—Copie du compte de A. Bélanger au montant de \$300.00, pour un fauteuil pour M. de La Bruère, président du Conseil législatif.	Par ordre 202	
19. <i>Beurreries et fromageries</i> :—Copie de toutes lettres adressées au gouvernement par et de la part de toutes personnes demandant de l'aide et des octrois pour construction de beurreries et fromageries, en rapport avec les sommes payées pour cet objet par le gouvernement.	Par ordre 61	
20. <i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du Conservateur de la—	Règle 111	15
21. <i>Boyer Callot</i> :—Copie du compte de—de Paris, payé par le gouvernement pour argenteries, candélabres, etc., pour Spencer-Wood.	Par ordre 203	
22. <i>Canada Iron Furnace Co.</i> :—Requêtes et correspondance touchant une demande d'aide sous forme de concession de terres publiques, par la compagnie dite <i>The—</i> (Document No. 58.)	Par ordre 52	269
23. <i>Causes du Revenu, dans Montréal</i> :—Etat des amendes non perçues et des causes suspendues, (causes du revenu liquesurs) à Montréal, et copie de toute correspondance relative à ces causes.....(Document No. 57.)	Ordre du 30 nov. 1893 189	269

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
24. <i>Cautionnements</i> :—Etat des—donnés par les officiers publics du gouvernement depuis le 17 novembre 1893 au 20 novembre 1894.....( <i>Document No. 16.</i> )	Par acte	24
25. <i>Cercles agricoles</i> :—Montant des sommes payées à chaque cercle agricole, dans chaque comté; montant payé à chaque beurrerie et à chaque fromagerie dans chaque comté et à qui payé; depuis le 1er juillet dernier.	Par ordre 61	
26. <i>Cercles agricoles</i> :—Copie des états de comptes fournis par les cercles agricoles des paroisses Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Saint-Zotique, Saint-Ignace de Coteau du Lac, Saint-Joseph de Soulanges (Cèdres) et Saint-Clet, comté de Soulanges, de leurs opérations pour l'année 1894.	Par ordre 307	
27. <i>Charlebois, M. A.</i> :—Détail du compte de \$38,532.30, payé à M. A. Charlebois, pour travaux aux Palais législatif et départements.....( <i>Document No. 32.</i> )	Par ordre 49	75
28. <i>Charlemagne et Lac Ouareau Lumber Company</i> :—Documents relatifs aux droits de péage de la—sur les rivières Ouareau et Dufresne.....( <i>Document No. 41.</i> )	Adresse 26	100
29. <i>Charlemagne et Lac Ouareau Lumber Company</i> :—Etat des sommes d'argent payées au gouvernement par la—, de Charlemagne, pour rentes foncières et coupes de bois durant les sept dernières années fiscales. Aussi, un état des argents payés au gouvernement par M. Fisk, commerçant de bois, de Joliette, pendant la même période, pour rentes foncières et droits de coupe de bois.	Par ordre 150	270
30. <i>Chauveau, M. Alexandre</i> :—Copie du compte d'Alexandre Chauveau, juge des Sessions de la paix de Québec, pour services extra au montant de \$800.00 que lui a payé le gouvernement.....( <i>Document No. 62.</i> )	Adresse 203	270
31. <i>Chemins à barrières de la Rive Nord</i> :—Etat des montants dus à la Couronne par la Commission des chemins à barrières pour la Rive Nord .....( <i>Document No. 64.</i> )	Par ordre 166	273
32. <i>Chemins à barrières de la Rive Nord</i> :—Etat des péages perçus aux barrières de Saint-Valier, Sainte-Foye et Saint-Louis, séparément, par la Commission des chemins à barrières de la Rive Nord de Québec, année par année, depuis 1889. Copie du dernier rapport annuel de la dite compagnie. ( <i>Document No. 66.</i> )	Par ordre 150	308
33. <i>Chemins à barrières de la Rive Sud</i> :—Etat des montants dus à la Couronne par la Commission des—( <i>Document No. 63.</i> )	Par ordre 204	273
34. <i>Chemins de fer</i> :—Etats, rapports et statistiques transmis au Commissaire des Travaux publics par certaines compagnies de chemin de fer, en conformité des articles 5176, 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec.....( <i>Document No. 70.</i> )	Par acte	380



DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
35. <i>Chemins et travaux de colonisation</i> :—Etat indiquant de quelle manière a été distribué, par comté, l'octroi voté pour les—à la dernière session.....( <i>Document No. 50.</i> )	Par ordre 36	135
36. <i>Clément, M. Alex.</i> :—Copie du compte produit sur lequel a été payée à M. Alex. Clément la somme de \$400.	Par ordre 165	
37. <i>Code de procédure civile</i> :—Second rapport de la Commission chargée de reviser et de modifier le Code de procédure civile du Bas-Canada.....( <i>Document No. 52.</i> )	.....	181
38. <i>Code de procédure civile</i> :—Correspondance concernant notre système de judicature et la revision et modification du Code de procédure civile.	Par ordre 41	
39. <i>Commissaires d'écoles, Montréal</i> :—Documents se rapportant à la nomination des—dans la cité de Montréal. ( <i>Document No. 46.</i> )	Par ordre 35	108
40. <i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Etat détaillé des dépôts de—dus au 1er novembre 1894. Montant des subventions en terres ou en argent dues aux-dites compagnies. ( <i>Document No. 42.</i> )	Par ordre 41	100
41. <i>Compagnie d'exposition de Montréal</i> :—Rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 26 juin 1894, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 24 juillet 1894, sur le projet de contrat entre la—et le gouvernement. ( <i>Document No. 49.</i> )	.....	122
42. <i>Compagnie d'exposition de Québec</i> :—Documents relatifs à l'octroi de \$15,000.00 accordé à la—qui figure dans la liste des mandats spéciaux : liste des actionnaires et directeurs de la compagnie et état des recettes et dépenses de l'exposition qui a eu lieu à Québec, en septembre dernier.	Adresse 149	
43. <i>Compagnie du Pacifique</i> :—Documents relatifs à l'avis de remboursement par la—au gouvernement, de sa dette de sept millions. <i>Impression ordonnée, 311</i> .....( <i>Document No. 20.</i> )	Adresse 48	48
44. <i>Comptes publics</i> :—Etats des—de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1894. ( <i>Document No. 3.</i> )	Par ordre du Lt-Gouv.	22
45. <i>Congrégation de Notre-Dame de Montréal</i> :—Copie d'une requête ou demande présentée au gouvernement par les révérendes Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, afin d'obtenir un octroi pour leur aider à reconstruire leur maison-mère détruite par un incendie le 8 juin 1893.	Par ordre 87	
46. <i>Conseil législatif</i> :—Mémoires, ou requêtes, transmis à l'Exécutif, durant le présent parlement, demandant que la constitution soit amendée de manière que les membres du Conseil législatif soient recrutés, à l'avenir, au moyen d'un système d'élection basé sur un suffrage restreint.	Adresse 87	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
47. <i>De Courval, M. L.-P.</i> :—Copie de toutes instructions données à l'arpenteur L.-P. de Courval par le département des Terres de la Couronne, en septembre et octobre 1891, lui confiant la vérification du cadastre dans certains cantons et seigneuries.	Adresse 114	
48. <i>Dépôts et mandats</i> :—Etat démontrant les montants actuellement dus par la Province pour les objets suivants : 1. Dépôts en fidéicommis ; 2. Dépôts des compagnies de chemins de fer pour payer les intérêts garantis sur les obligations de ces compagnies ; 3. Mandats non payés. ( <i>Document No. 55.</i> )	Par ordre 105	220
49. <i>Droits sur la pulpe</i> :—Correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette Province se rapportant aux changements des droits sur la pulpe et copie de tout ordre en conseil, pétition, etc., se rapportant à tel changement.....( <i>Document No. 53.</i> )	Adresse 201	216
50. <i>Economie interne</i> :—Rapport concernant la nomination des membres composant la Commission d'—de l'Assemblée législative.....( <i>Document No. 12.</i> )	Par message	7
51. <i>Embouteilleurs</i> :—Copie d'un ordre en conseil, en date du 28 avril 1894, concernant les licences d'embouteilleurs. ( <i>Document No. 56.</i> )	Adresse 165	220
52. <i>Employés du Palais de justice, Québec</i> :—Etat détaillé indiquant le nombre des employés au Palais de justice de Québec, nom, emploi, salaire et date de leur nomination ; aussi dépenses pour chauffage et entretien, année par année, de cet édifice depuis le 30 juin 1890.	Par ordre 289	
53. <i>Emprunt</i> :—Correspondance ayant rapport à l'—autorisé par l'article 9 de l'acte 57 Victoria, chapitre 2. ( <i>Document No. 14.</i> )	.....	22
54. <i>Emprunt</i> :—Documents se rapportant à l'emprunt de £600,000 sterling contracté en mars 1894. <i>Impression ordonnée, 312.</i> .....( <i>Document No. 21.</i> )	Adresse 35	54
55. <i>Emprunt</i> :—Etat détaillé des sommes payées à même l'emprunt de \$2,920,000 fait le 1er mars 1894.	Par ordre 103	
56. <i>Emprunt</i> :—Documents quelconques relatifs à la mission d'un personnage important, exerçant une influence sur les institutions monétaires de Paris, qui, d'après la lettre de l'honorable Premier Ministre à l'honorable M. Hall, en date du 7 novembre courant, a consenti à servir d'intermédiaire entre le gouvernement et ces institutions. ( <i>Document No. 7.</i> )	Adresse 48	381
57. <i>Emprunts consolidés</i> :—Copie d'une de chaque série des débetures pour—émises depuis le 17 décembre 1891 et des coupons.	Par ordre 41	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
58. <i>Emprunt de 1894</i> :—Correspondances, dépêches, etc., échangées depuis les dernières correspondances produites, entre le gouvernement et ses agents et la Banque de Paris et des Pays-Bas et le Crédit Lyonnais, au sujet du dernier emprunt fait à Paris et du placement des bons de la Province sur le marché, ainsi que du paiement de l'emprunt de 1893 et copie du rapport de M. Barbeau. (Document No. 72.)	Par ordre 289	378
59. <i>Enfants</i> :—Etat des lots octroyés aux pères et mères de douze enfants vivants, depuis que la loi est en force. (Document No. 34.)	Par ordre 41	92
60. <i>Estimés</i> :—Estimés supplémentaires pour l'année finissant le 30 juin 1895 et estimés pour l'année finissant le 30 juin 1896.....(Document No. 1.)	Par message 36	
61. <i>Exposition provinciale</i> :—Correspondance, etc., se rapportant à l'—tenue à Québec en septembre dernier 1894, ainsi qu'au paiement de toutes sommes d'argent à la Compagnie d'exposition.....(Document No. 47.)	Adresse 21	118
62. <i>Gazette Printing Co.</i> :—Comptes détaillés en vertu desquels le gouvernement a payé à la <i>Gazette Printing Co.</i> \$150.00 pour 100 copies extra des comptes publics en français de 1892, et \$300.00 pour 300 copies en anglais des mêmes comptes publics.	Par ordre 202	
63. <i>Girouard, D.</i> :—Etat des différents montants payés à—écr., C. R., pour services professionnels depuis le 2 décembre 1893.....(Document No. 27.) Réponse supplémentaire.....(Document No. 48.)	Par ordre 35	74 121
64. <i>Hache &amp; Cie, M.</i> :—Copie de la facture d'Alfred Hache & Cie, de Paris, pour deux services de vaisselle en porcelaine, ainsi que du compte payé à A. W. Colley pour frais de transport et de douane sur ces deux services de vaisselle.	Par ordre 203	
65. <i>Hall, l'hon. J. S.</i> :—Correspondance relative à la résignation de—comme membre du Conseil exécutif et comme Trésorier de la Province. <i>Impression ordonnée</i> , 311.....(Document No. 15.)	.....	24
66. <i>Hébert, M. Ph.</i> :—Copie de toutes requêtes, lettres et documents relatifs au contrat de M. Ph. Hébert, pour l'érection des statues du Palais législatif.	Par ordre 240	
67. <i>Heyman fils</i> :—Copie du compte en vertu duquel le gouvernement a payé à Heyman fils, de Paris, \$156.86 pour une paire de chandeliers en argent.	Par ordre 203	
68. <i>Hooper</i> :—Etat des frais des procès Hooper. (Document No. 69.)	Par ordre 25	309
69. <i>Hudon, M. P.-E.</i> :—Copie de toute correspondance, rapport, etc. se rapportant au paiement d'une somme de \$100.00 à P.-E. Hudon, d'Hébertville.	Par ordre 215	

		ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>			
70. <i>Huntingdon</i> :—Liste des personnes poursuivies pour vente de liqueurs sans licence, dans le comté de Huntingdon ; montant des amendes imposées ; montant des amendes perçues ; noms des personnes qui doivent des amendes et le montant dû.		Par ordre 52	
71. <i>Iberville et Joliette</i> :—Papiers et correspondances relatifs à la publication des annonces du shérif, dans le district d'Iberville ; aussi, correspondance de janvier 1897 à décembre 1891 au sujet des avis et annonces du shérif, publiés dans les journaux du district de Joliette.		Adresse 135	
72. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts.....( <i>Document No. 13.</i> )		Par message	8
73. <i>Inspecteurs de bouilloires</i> :—Correspondance relative aux opérations des inspecteurs des bouilloires, nommés en vertu du Statut 57 Victoria.		Par ordre 166	
74. <i>Inspecteurs des prisons, etc.</i> :—Vingt-quatrième rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics pour 1893.....( <i>Document No. 9.</i> )		Par acte	7
75. <i>Institutions littéraires, de Charité et Hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des—ci-dessous mentionnés :			
Hôtel-Dieu de Saint Joseph,	Arthabaskaville.	.....	276
Société Saint Jean-Baptiste,	Aylmer.	.....	304
Hôpital de	Fraserville.	.....	50
Union Saint Joseph,	Lachine.	.....	97
Asile Nazareth,	do	.....	291
Asile Saint Vincent de Paul,	do	.....	78
Church Home,	do	.....	23
Diocesan Theological College,	do	.....	109
Dispensaire,	do	.....	23
English Working Men's Benefit Society,	do	.....	84
Home for Friendless Women,	do	.....	226
Hôpital de la Maternité,	do	.....	23
Hôpital-Général (Sœurs Grises),	do	.....	378
Institut Hervey et Ecole d'industrie,	do	.....	31
Ladies Hebrew Benevolent Society,	do	.....	23
Orphelinat Catholique Romain,	do	.....	23
Salle d'asile Saint Joseph,	do	.....	58
Société bienveillante des Dames,	do	.....	23
Sœurs de la Providence,	do	.....	97
Union Saint Joseph,	do	.....	64
Union Saint Pierre,	do	.....	44
Western Hospital,	do	.....	27
Hôtel-Dieu,	Nicolet.	.....	23
Asile Finlay,	Québec.	.....	23
Asile du Bon Pasteur,	do	.....	23
Asile des orphelines de l'Eglise d'Angleterre,	do	.....	23
Club de la Garnison,	do	.....	54
Hospice de la Miséricorde,	do	.....	378

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec.....		276
Ladies Protestant Home, do.....		31
Œuvre du Patronage, do.....		23
Women Christian Association, do.....		50
Hospice des Sœurs de la Charité, Rimouski.....		194
Hospice du Sacré-Cœur, Sherbrooke.....		50
Hôpital-Général, Sorel.....		23
Hospice, Ste-Elizabeth de Farnham.....		23
Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe.....		27
Orphelinat, do.....		27
Hôpital Saint Jean, St-Jean d'Iberville.....		86
Salle d'asile Saint Jean, do.....		86
Hôpital, St-Jérôme.....		219
Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne.....		64
76. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surintendant pour l'année 1893-94..... (Document No. 5.)	Par ordre du Lt-Gouv.	6
77. <i>Instruction publique</i> :—Etat des mandats reçus et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1894. (Document No. 5.)	Par ordre du Lt-Gouv.	6
78. <i>Des de la Madeleine</i> :—Rapport soumis au Commissaire des Terres de la Couronne depuis un an, touchant la tenure des terres aux..... (Document No. 43.)	Par ordre 21	100
79. <i>Jalbert, Damase</i> :—Correspondance relative à la demande d'exploitation par—d'une certaine étendue de territoire dans le canton Crespien, Lac St-Jean... (Document No. 25.)	Par ordre 26	74
80. <i>Justice, Administration de la</i> :—Copie des instructions données par le Procureur général aux magistrats et autorités de police ou autres officiers de la justice criminelle, d'exiger un honoraire ou dépôt d'argent des personnes portant des plaintes devant ces magistrats ou officiers pour obtenir l'arrestation ou la conviction des délinquants.	Par ordre 165	
81. <i>Kaolin</i> :—Documents relatifs à la découverte du—dans le 6e rang du canton d'Amherst..... (Document No. 41.)	Par ordre 35	100
82. <i>Lac Ste-Anne</i> :—Correspondance, plainte, etc., se rapportant à la location du Lac Ste-Anne, dans le comté de l'Islet.	Par ordre 165	
83. <i>Leduc, Charles</i> :—Correspondance, ordre en conseil, etc., depuis le 1er juillet 1890 à venir au 1er novembre 1894, se rapportant à la vente d'une limite forestière située dans l'agence de l'Ottawa Supérieur, à un nommé Charles Leduc.	Adresse 182	
84. <i>Lépine, M. J.-D.</i> :—Comptes détaillés des sommes payées à J.-D. Lépine, écuyer, shérif, Montmagny, montant payé au grand connétable Gendreau pour service et déboursés <i>in re</i> Morin, et des frais <i>re</i> Lépine <i>vs</i> Gendreau.	Par ordre 202	
85. <i>Limoulo</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement de cette Province et la municipalité de Limoulo, concernant l'exemption de l'Asile de Beauport des taxes municipales et scolaires..... (Document No. 60.)	Par ordre 105	269

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
86. <i>Magistrats d'Ontario</i> :—Correspondance relative au refus par certains magistrats de la province d'Ontario d'endosser des mandats d'arrestation émis par des magistrats de la province de Québec.....( <i>Document No. 28.</i> )	Par ordre 35	74
87. <i>Maskinongé</i> :—Requêtes et correspondances de certains curés et cultivateurs de la paroisse de Maskinongé, touchant différents cours d'eau dans la dite paroisse. ( <i>Document No. 67.</i> )	Par ordre 215	309
88. <i>McIntosh et Killburn</i> :—Correspondance se rapportant au règlement des comptes entre le gouvernement et MM. McIntosh et Killburn, marchands de bois.	Par ordre 215	
89. <i>Mercier, M. Honoré</i> :—Copie de tous comptes détaillés et pièces à l'appui, sur lesquels ont été payées certaines sommes pour frais relatifs aux poursuites du gouvernement contre l'honorable Honoré Mercier.	Par ordre 202	
90. <i>Mérite agricole</i> :—Copie du rapport des juges du Mérite agricole provincial, pendant l'été 1894.	Par ordre 228	
91. <i>Morency, M. L. et Frère</i> :—Copie du compte de L. Morency & Frère au montant de \$348.55, pour miroirs fournis à Spencer-Wood.	Par ordre 203	
92. <i>O'Sullivan, Henry</i> :—Copie de tous comptes détaillés et des pièces à l'appui en vertu desquels le gouvernement a payé pour arpentages et inspection d'arpentages certaines sommes à Henry O'Sullivan.	Par ordre 203	
93. <i>O'Sullivan, Henry</i> :—Instructions données par l'honorable Georges Duhamel, ex-commissaire des terres, à Henry O'Sullivan, arpenteur, au sujet des arpentages du territoire du Lac Kakabouga.	Par ordre 241	
94. <i>Ouellet et Lapointe</i> :—Correspondance se rapportant à l'exécution des jugements rendus par la Cour de Circuit de Montmagny contre Michel Ouellet, de Ste-Louise, et Norbert Lapointe, de St-Damase, dans le comté de l'Islet.	Par ordre 200	
95. <i>Pacaud, M. Ernest</i> :—Copie des comptes détaillés payés pour frais de poursuite <i>in re</i> la Reine vs Ernest Pacaud à F.-X. Drouin, avocat.	Par ordre 201	
96. <i>Palais de justice, Montréal</i> :—Documents au sujet du— depuis le 16 novembre 1893.....( <i>Document No. 23.</i> )	Par ordre 26	54
97. <i>Palliser, Joseph</i> :—Documents se rapportant à une poursuite pour assaut intentée par— .....( <i>Document No. 45.</i> )	Par ordre 21	100
98. <i>Parcs</i> :—Correspondances et documents touchant l'établissement du Parc de la Montagne Tremblante et du Parc National des Laurentides .....( <i>Document No. 39.</i> )	Adresse 26	100

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
99. <i>Personnage important</i> :—Documents relatifs à la mission d'un—ayant consenti à servir d'intermédiaire au sujet de l'emprunt. Voir <i>Emprunt</i> .	Adresse 48	381
100. <i>Pin rouge</i> :—Correspondance, requête, etc., se rapportant à la diminution des droits perçus par la Couronne pour coupes de bois sur la coupe du pin rouge.	Par ordre 215	
101. <i>Pontiac</i> :—Correspondances et documents relatifs à la loi ayant pour but de nommer un juge de la Cour Supérieure pour le district de Pontiac.	Par ordre 215	
102. <i>Pont Scott</i> :—Correspondances, protêts, etc., se rattachant à l'état du pont Scott sur la rivière St-Charles.	Par ordre 307	
103. <i>Portneuf</i> :—Correspondances, etc., demandes d'octrois de colonisation pour le comté de Portneuf, depuis le mois de décembre 1891.	Par ordre 166	
104. <i>Québec, Hôtel de Ville</i> :—Documents se rapportant à l'extension du délai accordé à la cité de Québec pour la construction d'un hôtel de ville sur les terrains dits : "des Jésuites".....( <i>Document No. 30.</i> )	Par ordre 40	75
105. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Etat des sommes actuellement réclamées de la Province, pour prix de terrains et autres objets en rapport avec le chemin de fer—.	Adresse 105	
106. <i>Rapports de Conseil</i> :—Etat des—et mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des S. R. de Québec, préparé par l'auditeur de la Province.....( <i>Imprimé, 19.</i> )	Par acte	18
107. <i>Raza, M. A.</i> :—Compte détaillé de chacun des montants payés durant l'année 1893-94 à A. Raza, architecte de Montréal ; pour ses services en rapport avec l'agrandissement du Palais de justice de Montréal.	Par ordre 228	
108. <i>Recettes et dépenses de la Province</i> :—Etat des—depuis le 30 juin 1894 au 23 novembre 1894.....( <i>Document No. 38.</i> )	Par ordre 21	100
109. <i>Remises d'amendes</i> :—Etat détaillé des droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil du 9 novembre 1893 au 20 novembre 1894.....( <i>Document No. 22.</i> )	Par acte	51
110. <i>Revenu, Causes du—, Montréal</i> :—Etat du montant réclamé par chaque avocat du Revenu, en la cité de Montréal, dans les causes du Revenu, durant l'exercice financier finissant le 30 juin 1894, etc.	Par ordre 77	
111. <i>Roy, Dame Raymond</i> :—Correspondance se rapportant à la remise faite le 24 septembre 1894, à Dame Raymond Roy, de St-Anselme, de la somme de \$117.92, étant 3 pour cent de taxe sur une succession.	Par ordre 307	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
112. <i>St-Alban</i> :—Correspondance entre Jules Tessier et l'honorable Premier Ministre, à propos des dommages encourus par certaines personnes, à St-Alban, lors de la catastrophe du 27 avril 1894 et des rapports de Monseigneur Laflamme et de monsieur le curé de St-Alban, à ce sujet. Aussi, copie de la correspondance échangée entre M. Lawrence Stafford et le gouvernement, relative aux dommages causés par cette catastrophe dans la paroisse de St-Casimir et dans la paroisse de Ste-Anne de la Pérade.	Par ordre 165	
113. <i>Ste-Anne, Rivière</i> :—Documents échangés entre le gouvernement et les municipalités de Ste-Anne de la Pérade, St-Casimir et St-Alban, au sujet des dommages causés par le débordement de la rivière Sainte-Anne, le printemps dernier.	Par ordre 161	
114. <i>St-Hyacinthe</i> :—Correspondance, etc., se rapportant au paiement à l'Ecole d'industrie laitière de St-Hyacinthe, de la somme de \$2,000 par année, pendant quatre ans.	Adresse 228	
115. <i>St-Hyacinthe, Orphelinat de</i> :—Correspondances échangées entre toutes personnes et le gouvernement, depuis le mois de septembre dernier jusqu'au 4 décembre courant, demandant aide et allocation en faveur de l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.	Par ordre 77	
116. <i>Ste-Luce</i> :—Documents se rapportant à la révocation de la Commission pour la décision-sommaire des petites causes dans la paroisse de—, comté de Rimouski, en octobre 1894 et de la nomination d'une nouvelle commission. (Document No. 29.)	Adresse 36	74
117. <i>Samson, Dr C.-J.</i> :—Copie du compte détaillé de la somme de \$200.00 payée au Dr C.-J. Samson, inspecteur sanitaire, pour frais de voyage, pour les douze mois finissant le 12 avril 1894.	Par ordre 215	
118. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport du— pour l'année 1894..... (Document No. 6.)	Par ordre du Lt-Gouv.	6
119. <i>Sénécal, M. E.</i> :—Copie des comptes détaillés payés à E. Sénécal et fils.	Par ordre 204	
120. <i>Service civil</i> :—Copie d'un rapport du comité du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le—. (Document No. 11.)	Par message	7
121. <i>Sherbrooke, Palais de justice</i> :—Rapports des architectes et tous documents qui ont trait à la construction d'un nouveau—..... (Document No. 31.)	Par ordre 47	75
122. <i>Sociétés de secours mutuels</i> :—Copie de la correspondance entre A.-P. Cartier, député de St-Hyacinthe, et l'honorable Premier Ministre, au sujet de la demande d'un projet de loi pour protéger les Sociétés de secours mutuels, et les documents, rapports et résolutions passés à une convention des dites sociétés tenue le 24 et le 25 décembre à St-Hyacinthe.	Par ordre 228	



	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		
123. <i>Soulanges</i> :—Copie de la liste des membres de chaque cercle agricole en opération dans le comté de Soulanges, pour l'année 1893 et l'année 1894.....( <i>Document No. 54.</i> )	Par ordre 103	219
124. <i>Shepherd, R.-W.</i> :—Copie du rapport de R.-W. Shepherd sur la culture des fruits et sur les meilleurs moyens de les conserver.....( <i>Document No. 59.</i> )	Par ordre 104	269
125. <i>Statistiques municipales ou rapports municipaux</i> pour l'année finissant le 31 décembre 1893.....( <i>Document No. 8.</i> )	Par acte .....	7
126. <i>Subside accordé à la Province</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de Québec au sujet du—par le Statut du Canada, 47 Victoria, chapitre 4. <i>Impression ordonnée</i> , 312.....( <i>Document No. 24.</i> )	.....	55
127. <i>Subsides de chemins de fer</i> :—Copie de tous ordres en conseil déclarant périmés tous subsides et octrois pour chemins de fer et ponts et accessoires, votés et périmés pour défaut d'exécution des travaux.....( <i>Document No. 35.</i> )	Adresse 48	92
128. <i>Subventions aux chemins de fer</i> :—Copie de la correspondance et de toutes demandes de subventions en argent ou en terre, adressées par toutes compagnies de chemins de fer au gouvernement de la province de Québec, depuis le 15 septembre 1891.	Par ordre 307	
129. <i>Taxes</i> :—Etat indiquant le montant des taxes sur les successions et les transports d'immeubles. ( <i>Document No. 37.</i> )	Par ordre 48	92
130. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des—de la Province pour les douze mois expirant le 30 juin 1894.....( <i>Document No. 4.</i> )	Par ordre du Lt-Gouv.	8
131. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec pour 1894. ( <i>Document No. 7.</i> )	Par ordre du Lt-Gouv.	86
132. <i>Trois-Rivières, Bureau de la paix</i> :—Etat en détail des dépenses du bureau de la paix du district des Trois-Rivières, pour l'année finissant le 30 juin dernier.	237	
133. <i>Vallière, M. P.</i> :—Détail du compte de \$9,475.75, payé à M. P. Vallière, pour meubles pour l'école normale Jacques-Cartier.....( <i>Document No. 36.</i> )	Par ordre 49	92
134. <i>Vézina, M. L.-H.</i> :—Copie du compte de \$99.30 payé à L.-H. Vézina, pour une porte.	Par ordre 202	
135. <i>Vincelette, M.</i> :—Copie du rapport de M. Vincelette, touchant les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières de la Rive Nord.	Par ordre 228	

## DORION :—

1. Pétition demandant un acte modifiant la charte du village Dorion relativement à la confection d'un plan de la municipalité, 44. 58ème règle suspendue, 37. Rapport de l'avis, 54. Bill présenté (M. Cholette), 55. Renvoyé au comité des bills privés, 63. Rapporté amendé, 87. Considéré en comité général; rapporté; passé, 97. Passé par le Conseil avec amendements, 183. Considérés et adoptés, 183. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 58).
2. Pétition demandant un acte constituant en corporation les propriétaires, occupants et locataires catholiques du village Dorion, 17. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. Cholette), 59. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté, 79. Considéré en comité général; rapporté; passé, 88. Passé par le Conseil avec amendements, 154. Considérés et adoptés, 152. Sanctionné, 383. Honoraires remis, 162. (58 Vict., ch. 89).

DOUZE ENFANTS, LOI DES — :— Voir *Enfants*.

DOUZE ENFANTS, LOI DES — :— Voir *Documents*, item 59.

## DROITS SUR LES BOIS :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le tarif des droits sur les différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières et cours d'eau, 146, 186. La Chambre en comité; résolution à rapporter, 186. Rapportée, lue la seconde fois et adoptée, 187. Bill basé sur cette résolution, 188. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant le tarif des droits sur les différentes espèces de bois passant par les ouvrages faits pour en faciliter le flottage sur les rivières et cours d'eau (l'hon. M. Flynn), présenté, 188. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 193. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 39).

DROITS SUR LA PULPE :— Voir *Documents*, item 49.

## DROITS SUR LES SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant les—, 206, 233. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; la Chambre en comité, 233. Résolution rapportée et adoptée; bill basé sur cette résolution, 234. Voir *infra*, 2.

2. Bill modifiant la loi 54 Vict., ch. 88, relativement aux droits sur les subsides à certains chemins de fer (l'hon. M. Taillon), présenté, 234. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 272. Passé par le Conseil, 366. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 6).

**DROITS SUR LES SUCCESSIONS** :—Bill amendant la loi relative aux —et les transports d'immeubles (l'hon. M. Taillon), présenté, 182. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 193. Passé par le Conseil, 235. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 16).

**DROITS SUR TRANSPORTS D'IMMEUBLES** :—Voir *Droits sur les successions*.

**DROUIN, F.-X.** :—Voir *Documents*, item 95.

**DUPLESSIS, M. N.-L.** :—Elu orateur *pro tempore*, 296.

**DUPUIS, M. LUC** :—Interpellations, 119.

**ECONOMIE INTERNE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE** :—Voir *Assemblée législative*, paragraphe 2. Voir aussi *Documents*, item 50.

**ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE** :—La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les—, 219, 232. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; la Chambre en comité, 232. Résolution rapportée et lue la première fois, 233. Lue la seconde fois et adoptée, 268.

**ÉCOLE POLYTECHNIQUE** :—Bill modifiant la loi constituant en corporation l'école polytechnique (l'hon. M. Pelletier), présenté, 195. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 268. Passé par le Conseil avec amendements, 321. Adoptés, 321. Bill sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 26).

**ÉCOLES PUBLIQUES** :—Bill modifiant le Statut 57 Vict., ch. 24, concernant les— dans la cité de Montréal (M. Kennedy), présenté, 51. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 89. Considéré; amendé; rapporté; amendements adoptés; bill lu la 3ème fois et passé, 105.

**EDDY, E.-B.** :—Pétition demandant un acte concernant la Compagnie—(limitée), 18. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Tétreau), 33. Renvoyé au comité des chemins de fer, 43. Rapporté, 59. Considéré en comité général; rapporté; passé, 67. Passé par le Conseil avec amendements, 134. Considérés et adoptés, 135. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 73).

## ELECTIONS :—

## 1. Mandats émis durant la vacance :

District électoral.	En remplacement de	Pourquoi.
Bonaventure.....	L'hon. M. Mercier.....	Décédé, 4.
Compton.....	L'hon. John McIntosh.....	Nommé shérif, 2.

## 2. Certificats d'élections de :—

*Bonaventure*,—F. X. Lemieux, 114.

*Compton*,—Charles McClary, 3.

ELECTIONS :—Voir *Acte électoral*.

EMBOUTILLEURS :—Voir *Documents*, *item* 51.

EMPLOYÉS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Bill amendant la loi des chemins de fer relativement au paiement des—(M. Lemieux), présenté, 145. Motion pour 2ème lecture ; débats, 183. Bill lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 184. Rapporté amendé 218. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 237.

EMPLOYÉS DU PALAIS DE JUSTICE, QUÉBEC :—Voir *Documents*, *item* 52.

EMPLOYÉS DU REVENU, MONTRÉAL :—Interpellations, 46.

EMPLOYÉS PUBLICS, PENSION DE RETRAITE :—Interpellations, 227.

EMPRUNT :—Motion de M. Cooke au sujet de l'— ; amendement de M. Desjardins et sous-amendement de M. Tellier ; débats ajournés, 47, 53, 57, 62, 64, 66. Débats repris, 52, 56, 61, 63, 65, 68. Sous-amendement adopté ; motion, ainsi amendée, adoptée, 69.

EMPRUNT :—Voir *Documents*, *items* 53, 54, 55, 56 et 58.

EMPRUNT DU CRÉDIT LYONNAIS :—Interpellations, 30.

EMPRUNTS CONSOLIDÉS :—Voir *Documents*, *item* 57. Voir aussi *Documents*, *item* 58.

EMPRUNT DE 1894 :—Interpellations, 40, 290. Voir aussi *Documents*, item 58.

EMPRUNT, PERSONNAGE IMPORTANT :—Interpellations, 46. Voir aussi *Documents*, item 99.

EMPRUNTS TEMPORAIRES, QUAND SONT-ILS REMBOURSABLES ?—Interpellations, 40.

EPIGERIES, MAGASINS D'—:—Vente des boissons enivrantes dans les magasins d'—:  
—Interpellations, 219.

ENFANTS :—LOI DES DOUZE—:—Bill amendant la loi des douze enfants (l'hon. M. Flynn), présenté, 50. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 113. Considéré; amendé; rapporté; amendements adoptés; bill lu la 3ème fois et passé, 126. Passé par le Conseil, 180. Sanctionné, 332. (58 Vict., ch. 17).

ENFANTS :—LOI DES DOUZE—:—Voir *Documents*, item 59.

ENQUÊTES DES CORONERS :—Bill modifiant l'article 2990 des Statuts refondus de la province de Québec concernant les—dans les cas d'incendie (M. Tessier, Rimouski), présenté, 39. Renvoyé au comité de Législation, 56. Rapporté, 191. Considéré en comité général; rapporté; passé, 213. Passé par le Conseil, 291. Sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 34).

ESTIMÉS :—Voir *Documents*, item 60; Voir aussi *Subsides*.

EXEMPTIONS DE SAISIE :—Bill modifiant le Code de procédure civile concernant les—(M. Tétreau), présenté, 86. Renvoyé au comité de Législation, 96. Soumis à ceux qui travaillent à la refonte du Code de procédure, 268.

EXPOSITION DE QUÉBEC :—Voir *Québec, Compagnie d'exposition*.

EXPOSITION DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal, Compagnie d'exposition*.

EXPOSITION PROVINCIALE :—Voir *Documents*, items 42 et 61.

**F**ABRIQUES :—Bill amendant la loi relative aux—(l'hon. M. Casgrain), présenté, 165. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 189. Ordre rescindé; bill renvoyé au comité de Législation, 304.

FAUTEUX, HOMÈRE-GASPARD :—Pétition demandant un acte autorisant l'Association des dentistes de la province de Québec à admettre—au nombre de ses membres, 37. Rapport de l'avis, 44. Bill présenté (l'hon. M. Pelletier), 49. Renvoyé au comité des bills privés, 51. Rapporté, 79. Considéré en comité général; rapporté; passé, 88. Passé par le Conseil avec amendements, 148. Considérés et adoptés, 149. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 109).

---

FERME MODÈLE DE COMPTON :—Voir *Compton*.

" FILLES DE LA SAGESSE " :—Pétition demandant un acte constituant en corporation les—, 18. Rapport de l'avis, 54. Bill présenté (M. Simpson), 54. Renvoyé au comité des bills privés, 63. Rapporté amendé, 87. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 95. Passé par le Conseil, 153. Sanctionné, 384. Honoraires remis, 380. (58 Vict., ch. 92).

FISK, M. :—Voir *Documents, v'en* 29.

FLOTTAGE DU BOIS :—Voir *Droits sur les bois*.

FONDS DE PENSION DES EMPLOYÉS PUBLICS :—Interpellations, 227.

FONDS SOCIAL, COMPAGNIES A— : —Voir *Compagnies à fonds social, etc.*

FOSTER, M. G.-E. :—Interpellations, 76.

FRAIS DE JUSTICE :—Bill réduisant les frais de justice dans les districts ruraux (M. Stephens), présenté, 24. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 62. Rapporté pour étude par la Chambre, 111. Seconde lecture renvoyée à six mois, 122.

FRASERVILLE :—

*Hôpital de—* : —Etat d'affaires, 50. Voir 75 des *Documents*.

FRÈRES DE LA CHARITÉ DE ST-VINCENT DE PAUL :—Voir *St-Vincent de Paul*.

GARDES-FORESTIERS, QUALIFICATION DES— :—Interpellations, 160.

GASPÉ, COMTE DE— :—Pétition demandant que le—soit divisé, au point de vue de la représentation à l'Assemblée législative, 117.

GAZETTE PRINTING Co. :—Voir *Documents, item* 62.

GAZETTE PRINTING Co. :—Impression des comptes publics :—Interpellations, 236.

GENDREAU *in re* MORIN :—Voir *Documents, item* 84.

GÉNÉREUX, M. J.-E. :—Interpellations, 161.

GENEST, M. LAURENT-U.-A. :—Interpellations, 304.

GIROUARD, D. : Voir *Documents, item* 63.

GOSSELIN, M. LOUIS :—Interpellations, 227.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—Informe la Chambre que M. l'Orateur ne peut être présent à l'ouverture de la séance ; M. Duplessis, député de St-Maurice, élu orateur *pro tempore*, 296.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Certificats des élections de Bonaventure, 114 ;—Compton, 3.

GUÉROUT :—Pétition demandant un acte autorisant Dame Charlotte-Féodore-Louisa-Augusta Guérout à vendre, ou autrement aliéner certaines propriétés substituées, 31. Rapport de l'avis, 58. Bill du Conseil (M. Cartier), présenté, 96. Renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté, 117. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 136. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 100).

HACHE & CIE :—Voir *Documents*, item 64.

HALL, L'HON. J.-S. :—Voir *Documents*, item 65.

HÉBERT, M. PH. :—Voir *Documents*, item 66.

HEYMAN FILS :—Voir *Documents*, item 67.

HOCHELAGA :—Bill concernant le numéro 24 du cadastre d'—, présenté (M. Villeneuve), 83. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté, 117. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 137. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 383. Honoraires remis, 237. (58 Vict., ch. 96).

HONORAIRES D'AVOCATS :—Voir *Code de procédure civile*.

HOOPER, FRAIS DES PROCÈS :—Voir *Documents*, item 68.

HÔPITAL PROTESTANT DE SHERBROOKE :—Interpellations, 76.

HÔTEL DE VILLE DE QUÉBEC :—Voir *Documents*, item 104.

HUDON, FIRMIN :—Pétition demandant un acte autorisant—à vendre certains biens substitués, 17. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Parizeau), 33. Renvoyé au comité des bills privés, 43. Rapporté amendé, 59. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 67. Passé par le Conseil avec amendements, 148. Considérés ; adoptés, 149. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 99).

HUDON, P.-E. :—Voir *Documents*, item 69.

---

**HULL :—**

1. Pétition demandant un acte amendant la charte de la cité de Hull et pour détacher un certain territoire de la dite cité, 31. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (M. Tétreau), 71. Renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 133. Considéré en comité général; rapporté; passé, 148. Passé par le Conseil avec amendements, 216. Considérés et adoptés, 217. Bill sanctionné, 384. (58 Victoria, ch. 53).
2. Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie électrique de Hull, 31. Rapport de l'avis, 38. Bill présenté (M. Tétreau), 39. Renvoyé au comité des chemins de fer, 49. Rapporté amendé, 65. Ordre rescindé; bill renvoyé au comité des chemins de fer, 88. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général; rapporté; passé, 169. Passé par le Conseil avec amendements, 271. Considérés et adoptés, 271. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 69).

**HUNTINGDON :—**Voir *Documents*, *item* 70.

**HUISSIERS :—**Pétition demandant une loi à l'effet de rendre les avocats responsables des honoraires des huissiers qu'ils emploient, 144.

**HUTCHESON, ROBERT-BENNETT :—**Pétition demandant un acte autorisant la Chambre des notaires à réduire la cléricature de—à un an et à l'admettre comme notaire, après examen, 37. Rapport de l'avis, 44. Bill présenté (l'hon. M. Marchand), 45. Renvoyé au comité des bills privés, 51. Rapporté, 72. Considéré en comité général; rapporté; passé, 76. Passé par le Conseil, 130. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 107).

**HYPOTHÈQUES DES ASSURANCES MUTUELLES :—**Voir *Assurances mutuelles*.

**I****BERVILLE :—**Publication des annonces du shérif, 134. Voir *Documents*, *item* 71.

**ILES DE LA MADELEINE :—**

1. Pétition demandant que les—forment un district électoral séparé, 117.
2. Bill constituant en division électorale les—(l'hon. M. Flynn), présenté, 226. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 289. Considéré; rapporté; passé, 349.
3. Bill concernant la tenure des terres aux—(l'hon. M. Flynn), présenté, 34. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 143. Considéré; rapporté; passé, 185. Passé par le Conseil avec un amendement; considéré et adopté, 366. Bill sanctionné, 382. (59 Vict., ch. 45).



---

ILES DE LA MADELEINE :—Voir *Documents*, item 78.

IMMEUBLES, TRANSPORTS D'— : —Voir *Droits sur les Successions*.

IMPRESSIONS :—

1. *Comité conjoint des* :—Membres nommés par l'Assemblée législative ; message envoyé au Conseil, 43. Message du Conseil nommant les membres désignés par lui, 83. Premier rapport ; président nommé et *quorum* réduit ; impression recommandée de certains documents, 311. Adopté, 312. Second rapport ; adopté, 381.

2. Bill dont la réimpression est ordonnée, 183.

*Documents dont l'impression est recommandée par le comité :*

No. 14. *Emprunt* autorisé par l'article 9 de la 57 Victoria, chapitre 2, 311.

No. 15. *Hall, l'hon. J.-S.* :—Sa résignation comme trésorier, 311.

No. 20. *Compagnie du chemin de fer du Pacifique* :—Avis du remboursement de sa dette de \$7,000,000, 311.

No. 21. *Emprunt* :—Contracté en mars 1894, pour £600,000, 312.

No. 23. *Palais de justice, Montréal* : Documents du 16 novembre 1893 au 26 novembre 1894, 312.

No. 24. *Subside* accordé à la province de Québec par l'acte 47 Victoria, chapitre 4, 312.

No. 43. *Iles de la Madeleine* :—Tenure des terres aux—, 381.

No. 90 de 1893-94. *Palais de justice de Montréal* :—Correspondance depuis le contrat Berger, 312.

IMPRESSIONS DES DOCUMENTS PUBLICS :—Interpellations, 198.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l'— :—Voir *Documents*, item 72.

INCORPORATION DES ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE, ETC. :—Bill relatif à la constitution en corporation des—, des Unions de métiers et des Sociétés de travail (M. Augé), présenté, 152. Lu la 2ème fois sur division ; renvoyé à un comité général (sur division) ; considéré ; rapporté et passé, 184.

INCORPORATION DES COMPAGNIES A FONDS-SOCIAL :—Voir *Compagnies à fonds-social*.

INDEMNITÉ LÉGISLATIVE :—Bill modifiant l'article 148 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'—(M. Desjardins), présenté, 22. Seconde lecture renvoyée à six mois, 55.

INDENTURE :—Un député prend son siège en produisant seulement son—en double, 105.

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 6, 15, 28.

INSPECTEURS DES AGENCES DES TERRES DE LA COUBONNE :—Interpellations, 198.

INSPECTEURS DE BOUILLOIRES :—Voir *Documents*, item 73.

INSPECTEUR DES MANUFACTURES, POUR DISTRICT D'OTTAWA :—Interpellations, 61.

INSPECTEURS DES PRISONS, ASILES, ETC. :—Voir *Documents*, item 74.

INSPECTION DES CHAUDIÈRES A VAPEUR, 61.

INSPECTION DES MANUFACTURES, 61.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HÔPITAUX :—Rapports annuels, etc. des — :—Voir *Documents*, item 75.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—

1. Rapport du Surintendant :—Voir *Documents*, item 76.
2. Mandats reçus et dépenses pour 1893-94 :—Voir *Documents*, item 77.
3. Bill amendant la loi de l'— (M. Marion), présenté, 99. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 151. Considéré ; rapporté et passé, 159.
4. Bill amendant la loi de l'— (l'hon. M. Pelletier), présenté, 85. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 106. Considéré et rapporté progrès, 126. Lu la seconde fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; amendements adoptés sur division ;—Bill lu la 3ème fois sur division et passé, 143. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 25).

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM. :

Bernatchez, 199.

Caron, 120, 239.

Chicoyne, 151.

Cooke, 227.

---

**INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.***

Dechène, 34, 35, 160, 197, 198, 214, 227, 240, 290.  
Descarries, 240.

Fitzpatrick, 240, 290.

Girard (du Lac St-Jean), 292, 305.

Gladu, 40, 52, 61, 102, 103, 160, 198, 199, 290.

Kennedy, 46, 219.

Laliberté, 22, 160, 161.

Lussier, 168, 236, 304.

Marchand, 30, 46, 119, 120, 150.

Pauneton, 76.

Pinault, 120, 227.

Rioux, 39.

Savaria, 306.

Simpson, 34.

Stephens, 22, 61, 76, 119, 199.

Tellier, 25.

Tessier (de Portneuf), 121, 168, 240.

Tessier (de Rimouski), 22, 289.

Turgeon, 46, 103.

**INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—**

Agents des Terres de la Couronne, 227.

Asile de Beauport, 240.

Asile de Beauport, au sujet d'une avance aux Sœurs de l'—, 121.

Asile de Beauport, ratification du contrat, 102.

Asile de la Longue Pointe, 227.

Barbeau, M. E., 290.

Beaudin, M. S., 76.

Bédard, M. P. T., 198.

Beurreries, prime aux—, 22.

Bouffard, M. Jean, 35, 160.

Bousquet, M. P., 199.

Bowie, M. George, 119.

Brown, M. Albert-J., 76.

Carte régionale du Lac Saint-Jean, 199.

Carufel, M. L.-E., 160.

---

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Cercle agricole de Saint-François du Lac, 160.  
Chaudières à vapeur, inspection des—, 61.  
Chauveau, M. Alexandre, 240.  
Colons, droits de pêche des—, 39.  
Colporteurs, taxe sur les—, 151.  
Compagnie du Pacifique, 46.  
Comptes publics de 1894 :—Impression par le *Gazette Printing Co*, 236.  
Côté, M. Jules, 197.  
Cornellier, M. C.-A., 120.  
Coulombe, Dr E.-J., 239.
- De Courval, M. P.-L., 293.  
Dépôts en banque, montant disponible des—, 103.  
Dupuis, M. Luc, 119.
- Employés du revenu, Montréal, 46.  
Employés publics, pension de retraite, 227.  
Emprunt de 1894, 290.  
Emprunt de 1894, quel en est le produit net ? 40.  
Emprunt du Crédit Lyonnais, 30.  
Emprunt, personnage important, 46.  
Emprunts temporaires, quand sont-ils remboursables ? 40.  
Épiceries :—Vente des boissons enivrantes dans les—, 219.
- Fonds de pension des employés publics, 227.  
Foster, M. G.-E., 76.
- Gardes-forestiers, qualification des—, 160.  
*Gazette Printing Co* :—Impression des comptes publics, 236.  
Généreux, M. J.-E., 161.  
Genest, M. Laurent, U. A., 304.  
Gosselin, M. Louis, 227.
- Hôpital protestant de Sherbrooke, 76.
- Impression des documents publics, 198.  
Inspecteurs des agences des Terres de la Couronne, 198.  
Inspecteur des manufactures pour le district d'Ottawa, 61.  
Inspection des chaudières à vapeur, 61.  
Inspection des manufactures, 61.
- Johnston, M. Irvine, 119.
- Kaolin, dépôts de—, 34.  
Kirwin, M. W., 240.
- Landry, M. Philippe, 240.  
Larue, M. Georges-A., 240.  
Lauréats du mérite agricole, 305.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

LeBel, M. C.-E., 240.

Leduc, M. Charles, 198.

Lessard, M. Joseph, 239.

Liqueurs, vente par les épiciers, 219.

Longue Pointe, contrat de l'Asile de la—, 227.

Machin, M. :—A-t-il reçu une mission spéciale, en 1894 ?, 34.

Manufactures, appareils d'extinction, 306.

Manufactures, inspection des—, 61.

Manufactures, inspecteur de—pour Ottawa, 61.

Martineau, M., 197.

Massicotte, M. Pierre-Narcisse, 120.

Mérite agricole :—Noms des Lauréats, 305.

O'Sullivan, M. Henry, 120.

Ouareau et Dufresne :—Amélioration des rivières—, 25.

Pêche par les colons, 39.

Pension de retraite des employés publics, 227.

Personnage important, 46.

Pierre, à la prison de Montréal, 199.

Pont à Saint-Alban, 240.

Prime aux beurreries, 22.

Quebec Central, cause en appel contre le—, 103.

Raymond, M. Moïse, 168.

Réorganisation des tribunaux, 22.

Richard, M. J.-F., 289.

Rivière Sainte-Anne, dommages causés par la—, 168.

Roy, madame F.-E., 240.

Roy, M. Geo.-P. :—Combien reçu pour arpentage, etc., 292.

Saint-Alban, pont à—, 240.

Saint-Alban, secours aux familles de—, 168.

Saint-François du Lac, Cercle agricole de—, 160.

Sherbrooke, hôpital protestant de—, 76.

Soumissions pour impression des documents publics, 198.

Subventions aux chemins de fer, 103.

Taché, M. Jules, 199.

Terrain du gouvernement au Sault-au-Récollet, 199.

Tribunaux, réorganisation des—, 22.

Trois-Rivières, bureau de la paix, 150.

Vallière, M. Philippe, 214.

Vallière, M. :—Somme à lui payée, 22.

JALBERT, DAMASE :—Voir *Documents*, item 79.

JARDIN ZOOLOGIQUE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte accordant certains pouvoirs au —, 31. Rapport de l'avis, 38. Bill présenté (M. Allard), 38. Renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 79. Comité général renvoyé à six mois, 89. Honoraires remis, 161.

JÉSUS ET MARIE :—Pétition de la Communauté des Sœurs des Saints Noms de—, demandant une loi pour ratifier certain acte de donation, 71. Rapport de l'avis, 71.

JOHNSTON, M. IRVINE :—Interpellations, 119.

JOLIETTE :—Publication des annonces du shérif, 134. Voir *Documents*, item 71.

JOURNAUX, LIBELLE PAR LES — :—Voir *Libelle*.

JUDICATURE :—Au sujet de la revision du Code de procédure civile, 41. Voir *Documents*, item 39.

JUGES DE PAIX :—Bill modifiant la loi concernant la qualification des juges de paix (M. Desjardins), présenté, 45. Renvoyé à un comité général, 65. Considéré ; amendé ; rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 77. Passé par le Conseil, 130. Sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 30).

JURÉS :—Bill amendant la loi relative aux jurés (l'hon. M. Casgrain), présenté, 34. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général sur division ; considéré ; amendé ; rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 126. Passé par le Conseil, 180. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 31).

JURÉS, ASSIGNATION DES — :—Bill amendant l'article 2658 des Statuts révisés de la province de Québec concernant l'assignation des jurés (M. Descarries), présenté, 145. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 171. Ordre rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 182. Rapporté, 218. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 238. Par le Conseil, 302. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 32).

JUSTICE, ADMINISTRATION DE LA — :—Voir *Documents*, item 80.

JUSTICE, FRAIS DE — :—Voir *Frais de justice*.

**K**AOLIN, DÉPÔTS DE — :—Interpellations, 34.

KAOLIN DANS AMHERST :—Voir *Documents*, item 81.

KIRWAN, M. W. :—Interpellations, 240.

**LABRECQUE, ELZÉAR** :—Pétition demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre—au nombre de ses membres, 31. Rapport de l'avis, 38. Bill présenté (M. Jules Tessier), 38. Renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 93. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 102. Passé par le Conseil, 205. Bill sanctionné, 333. (58 Vict, ch. 105).

**LAC DES QUINZE** :—Voir *Quinze, Lac des*—.

**LACHINE** :—*Union St-Joseph* :—Etat d'affaires, 97. Voir 75 des *Documents*.

**LAC OUAREAU LUMBER CO., CHARLEMAGNE AND—** :—Voir *Documents, items 28 et 29*.

**LAC STE-ANNE DE LA POCATIÈRE** :—Voir *Documents, item 82*.

**LANDRY, M. PHILIPPE** :—Interpellations, 240.

**LA PETITE CÔTE, VILLAGE DE—** :—Voir *Petite Côte*.

**LAPOINTE, NORBERT** :—Voir *Documents, item 94*.

**LARUE, M. GEORGES-A.** :—Interpellations, 240.

**LAURÉATS DU MÉRITE AGRICOLE** :—Interpellations, 305.

**LAURENTIDES, PARC NATIONAL DES—** :—Voir *Parc, etc.*

**LAURENTIDE PULP CO.** :—Au sujet des terres publiques, 376.

**LEBEL, M. C.-E.** :—Interpellations, 240.

**LEDUC, M. CHARLES** :—Interpellations, 198.

**LEDUC, CHARLES** :—Voir *Documents, item 33*.

**LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES** :—

1. Comité permanent nommé, 6, 15, 28. Premier rapport nommant l'hon. T.-C. Casgrain, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq, adopté, 33. Second rapport, 111. Troisième, 152. Quatrième, 190. Cinquième, 218. Sixième, 236. Septième, 267.
2. Membres ajoutés à ce comité, 45, 160.
3. Bills renvoyés à ce comité, 42, 46, 56, 77, 82, 122, 123, 135, 170, 182, 238, 304.

LEMIEUX, F.-X. :—Prête serment et prend son siège, 105. Certificat de son élection, 114. Devant être payé comme s'il eut pris son siège au commencement de la session, 380.

LÉPINE, J.-D. :—Voir *Documents*, item 84.

LESSARD, M. JOSEPH :—Interpellations, 239.

LIBELLE :—Loi concernant le libelle par les journaux (l'hon. M. Casgrain), présenté 25. Lu la 2ème fois sur division ; renvoyé à un comité général, 191 ; rapporté progrès, 196. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté, 304. Amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois sur division et passé, 304.

LICENCES D'EMBOUTEILLEURS :—Voir *Documents*, item 51.

### Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours, à l'ouverture de la Session, 3. Jour fixé pour la prise en considération, 6. Motion pour une adresse à Son Honneur, 9. Voir *Adresses*, 1.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 29, 154, 172, 206, 212, 230, 232, 233, 242, 349, 350, 366.

3. Sanctionne les bills, 382.

4. Son discours, à la clôture de la Session, 386.

### *Messages de Son Honneur :*

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif,—à l'ouverture de la Session, 1 ; pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 382.

6. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 51.

7. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 8. Voir *Documents*, item 72.

8. Transmettant un rapport du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil, 7. Voir *Documents*, item 120.

9. Transmettant les estimés, 36. Voir *Documents*, item 60.

10. Transmettant copie de l'ordre en conseil relatif à la nomination des membres de l'Economie interne de l'Assemblée législative, 70. Voir *Documents*, item 50.

LIMOLOU re ASILE DE BEAUPORT :—Voir *Documents*, item 85.



## LICENCES :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant les licences, 191, 212. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; la Chambre en comité; résolutions rapportées, 212. Adoptées, 213. Bill basé sur ces résolutions, 213. Voir *infra*, 2.
2. Bill amendant la loi des licences de Québec (l'hon. M. Taillon), présenté, 213. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un comité général, 272. Considéré et rapporté progrès, 275. Considéré de nouveau; amendé; rapporté; amendements adoptés; bill passé, 276. Passé par le Conseil, 350. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 14).
3. Bill amendant la loi des licences de Québec (M. Hackett), présenté, 72. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un comité général, 115. Considéré; rapporté; passé, 122. Passé par le Conseil, 184. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 15).
4. Bill amendant la loi des licences de Québec (M. Augé), présenté, 133.
5. Pétitions demandant des amendements à la loi des licences, 117, 132, 144, 152, 163, 180, 194, 216, 238, 318, 350.

## LIQUEURS ENIVRANTES :—

1. Pétition au sujet de la prohibition, de la fabrication ou de la vente des—, 23.
2. Pétitions demandant la prohibition de la vente des—, 84, 92, 99.
3. Au sujet de la vente des—par les épiciers :—Interpellations, 219.

LOI ÉLECTORALE :—Voir *Acte électoral*.

LONGUE POINTE :—Contrat de l'Asile de la— :—Interpellations, 227.

LORETTE, UNION ST-JOSEPH DE— :—Voir *Union St-Joseph*.

LUMIÈRE ÉLECTRIQUE, COMPAGNIE DE— :—Voir *Compagnies, etc.*

**M**ACDONALD, DUNCAN-J. :—Voir *Miller, T.-F.*

MACHIN, M. :—A-t-il reçu une mission spéciale, en 1894 ? Interpellations, 34.

MAGISTRATS D'ONTARIO :—Voir *Documents, item 85.*

MAÎTRES-PLOMBIEURS :—Voir *Association des—.*

MANDATS NON PAYÉS :—Voir *Documents*, *item* 48.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, *item* 106.

MANUFACTURES, APPAREILS D'EXTINCTION :—Interpellations, 306.

MANUFACTURES, INSPECTEUR DE—pour Ottawa :—Interpellations, 61.

MANUFACTURES, INSPECTION DES— :—Interpellations, 61.

MARIN, LOUIS :—Pétition demandant un acte autorisant Louis Marin, fils, à nommer un administrateur à la succession de feu Louis Marin, père, 18. Rapport de l'avis, 32. Bill du Conseil (M. Cartier), présenté, 75. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 110. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 124. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 134. Bill sanctionné, 332. (58 Vict., ch. 102).

MARTINEAU, M. :—Interpellations, 197.

MASKINONGÉ :—Voir *Documents*, *item* 87.

MASSICOTIE, M. PIERRE-NARCISSE :—Interpellations, 120.

MCCLARY, M. CHARLES :—Certificat de son élection, 3. Prête serment et prend son siège, 9.

MCINTOSH & KILBURN :—Voir *Documents*, *item* 88.

MÉGANTIC :—Détachant une partie du canton de Stanfold du comté d'Arthabaska et l'annexant au comté de Mégantic :—Voir *Stanfold*.

MÉRITE AGRICOLE :—Noms des Lauréats :—Interpellations, 305.

MÉRITE AGRICOLE :—Voir *Documents*, *item* 90.

MERCIER, M. HONORÉ :—Voir *Documents*, *item* 89.

MILLER, THOMAS-FERGUSON :—Pétition demandant une loi confirmant les ventes faites à George Roberts et Duncan-J. Macdonald, de certains immeubles appartenant à la succession de feu Thomas-Fergusson Miller, 37. Rapport de l'avis, 44. Bill du Conseil (M. Cooke), présenté, 75. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 110. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3e fois et passé, 136. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 101).

MILTON, RUE —, MONTRÉAL :—Voir Montréal, *Rue Milton*.

MINEURS, AU SUJET DU TABAC :—Voir *Tabac*.

---

MONTMORENCY, COMPAGNIE DE POUVOIRS ÉLECTRIQUES :—Pétition demandant un acte modifiant sa constitution, 17. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Carbray), 33. Renvoyé au comité des chemins de fer, 43. Rapporté amendé, 132. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 148. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 383. Pétition contre ce bill, 57. (58 Vict., ch. 71).

MONTAGNE TREMBLANTE, PARC DE LA— :—Voir *Parc*, etc.

MONTREAL, CITÉ DE— :—

1. Pétition demandant un acte amendant de nouveau la charte de la cité de Montréal ; lue et reçue, 99. Rapport de l'avis, 110. Bill présenté (M. Augé), 111. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 111. Rapporté amendé, 181. Réimpression ordonnée, 183. Considéré en comité général ; rapport de progrès, 220, 270. Motion est faite que ce bill ait la préséance sur les ordres du gouvernement, 290, 294. Considéré en comité ; rapporté progrès, 291. Amendé ; rapporté, 292. Amendements adoptés, 294. Bill renvoyé de nouveau à un comité général, 294. Amendé ; rapporté, 295. Lu la 3ème fois et passé, 298. Passé par le Conseil avec amendements, 381. Motion pour 2ème lecture de ces amendements ; amendement pour le renvoi à six mois ; débats ; la Chambre s'ajourne, 381. Pétitions contre ce bill, 144, 229.

2. Pétition demandant un acte modifiant la charte de la cité de Montréal 1889 et ses amendements, 37. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. Parizeau), 59. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté amendé, 181. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 195. Passé par le Conseil avec amendements, 303. Considérés et adoptés, 303. Bill sanctionné, 383. Pétition contre ce bill, 144. (58 Vict., ch. 50).

3. Pétition demandant un acte modifiant la loi 54 Victoria, chapitre 78 et la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal, 38. Rapport de l'avis, 44. Bill présenté (M. Descarries), 55. Renvoyé au comité des bills privés, 63. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill ; honoraires remboursés, 191.

4. Pétition demandant un acte modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la modifient, 37. Rapport de l'avis, 78. Bill présenté (M. Cooke), 80. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill ; honoraires remboursés, 191.

5. Pétition demandant un acte modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la modifient, 37. Rapport de l'avis, 78. Bill présenté (M. Cooke), 80. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill ; honoraires remis, 191.

---



---

MONTRÉAL, CITÉ DE— :—*Suite*

6. Pétition demandant que les dispositions du Statut de 1893, concernant la rue des Inspecteurs, ne soient pas changées, 194.

7. *Asile de St-Vincent de Paul* :—Etat d'affaires, 78. Voir 75 des Documents.

8. *Asile Nazareth pour les aveugles, etc.*, :—Etat d'affaires, 291. Voir 75 des Documents.

9. *Association des Maîtres-plombiers de Montréal* :—Voir *Association des Maîtres-plombiers*.

10. *Barreau de Montréal* :—Bill concernant le—(M. Augé demande la permission de présenter un bill concernant le—); question d'ordre soulevée et prise en délibéré, 145. M. l'Orateur décide que ce bill ne peut être présenté comme bill public, 152.

11. *Causes du Revenu dans—* :—Voir *Documents*, items 23 et 110.

12. *Church Home* :—Pétition demandant des amendements à l'acte constituant en corporation—, 17. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (l'hon. M. Hall), 60. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté, 132. Considéré en comité général; rapporté; passé, 147. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 384. Honoraires remis, 229. (58 Vict., ch. 87).

13. *Church Home* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des Documents.

14. *Commissaires d'Ecole* :—Voir *Documents*, item 39.

15. *Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu* :—Pétition demandant un acte amendant la charte de la—de la cité de Montréal, 24. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (M. McDonald), 71. Renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 93. Considéré en comité général; rapporté; passé, 102. Honoraires remis, 307.

16. *Compagnie d'exposition de Montréal* :—La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaine résolution concernant la—, 146, 206. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; série de résolutions, 206. Résolutions rapportées, 209. Adoptées, 212. Bill basé sur ces résolutions, 212. Voir *infra*, 17.

17. *Compagnie d'exposition de Montréal* :—Bill concernant la—; présenté (l'hon. M. Beaubien), 212. Lu la 2ème fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 269. Par le Conseil, 350. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 5).

---

---

MONTREAL, CITE DE — :—*Suite.*

18. *Compagnie d'exposition* :—Voir *Documents*, item 41.
19. *Congrégation de Notre-Dame* :—Voir *Documents*, item 45.
20. *Diocesan Theological College* :—Etat d'affaires, 109. Voir 75 des *Documents*.
21. *Dispensaire* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des *Documents*.
22. *English Workingmen's Benefit Society* :—Etat d'affaires, 84. Voir 75 des *Documents*.
23. *Home for Friendless Women* :—Etat d'affaires, 226. Voir 75 des *Documents*.
24. *Hôpital de la Maternité* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des *Documents*.
25. *Hôpital Général (Sœurs Grises)* :—Etat d'affaires, 373. Voir 75 des *Documents*.
26. *Institut Hervey et Ecole d'industrie* :—Etat d'affaires, 31. Voir 75 des *Documents*.
27. *Ladies Hebrew Benevolent Society* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des *Documents*.
28. *Palais de justice de Montréal* :—Motion pour un état de toutes sommes payées sur le premier contrat et les extras, ou sur le nouveau contrat ou autrement, pour l'agrandissement du Palais de justice de Montréal, depuis le 14 novembre 1893 ; motion négative, 104.
29. *Palais de justice* :—Voir *Documents*, items 95 et 107.
30. *Orphelinat Catholique Romain* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des *Documents*.
31. *Rue Milton* :—Pétition demandant un acte relatif à la rue Milton, Montréal, 17. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (l'hon. M. Hall), 81. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapport contre ce bill, 213. Honoraires remis, 307.
32. *Rue St-Laurent* :—Pétition demandant qu'il ne soit fait aucune législation tendant à retarder l'ouverture de cette rue, 152.
33. *Salle d'asile St-Joseph* :—Etat d'affaires, 53. Voir 75 des *Documents*.

---

**MONTREAL, CITE DE — :—Suite.**

34. *Société Bienveillante des Dames* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des Documents.

35. *Société des Artisans canadiens-français* :—Voir *Artisans canadiens-français*.

36. *Sœurs de la Providence* :—Etat d'affaires, 97. Voir 75 des Documents.

37. *Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie* :—Pétition demandant un acte ratifiant un acte de donation, 37. Voir *Jésus-Marie*.

38. *Union St-Joseph* :—Etat d'affaires, 64. Voir 75 des Documents. Voir aussi *Union St-Joseph*.

39. *Union St-Pierre* :—Etat d'affaires, 44. Voir 75 des Documents. Voir aussi *Union St-Pierre*.

40. *Western Hospital* :—Etat d'affaires, 27. Voir 75 des Documents.

**MORENCY ET FRÈRE** :—Voir *Documents*, item 91.

**MORIN, re LÉPINE vs GENDREAU** :—Voir *Documents*, item 84.

**N**ATIONAL MUTUAL LOAN AND BUILDING COMPANY :—Pétition demandant un acte pour changer son non et amender sa constitution, 38. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. Descarries), 60. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapport que ce bill est retiré et que les honoraires soient remis, 84.

**NAZARETH, ASILE—** :—Voir *Montréal*, 8.

**NICOLET** :—Hôtel-Dieu de— :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des Documents.

**NOTARIAT** :—Voir *Code du Notariat*.

**O**CTROI DE COLONISATION :—Voir *Documents*, item 35.

**OFFICIERS DE JUSTICE** :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux—, 26.
2. Bill amendant la loi concernant les officiers de justice (l'hon. M. Casgrain), présenté, 133. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté, 154. Passé, 154. Passé par le Censeur, 184. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 27).

---

**OFFICIERS PUBLICS :—**

1. Cautionnement des— :—Voir *Documents, item 24.*
2. Bill amendant la loi concernant la saisissabilité du traitement des officiers publics (M. Marion), présenté, 322. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 375. Voir *Saisissabilité.*

**OPIUM :—**Bill modifiant le Code civil relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autres narcotiques (M. Augé), présenté, 106. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; amendements adoptés ; bill lu la 3ème fois et passé, 125.

**Orateur :**

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la Session, 1. Pour la sanction des bills, à la clôture de la Session, 382.

2. Il fait rapport du discours du Trône à l'ouverture de la Session, 3.

3. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 168, 183, 194, 219, 229, 241, 290, 291.

4. Communique à la Chambre divers rapports, 23, 27, 31, 44, 50, 54, 58, 64, 78, 84, 86, 98, 109, 194, 219, 226, 276, 291, 304, 378.

5. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 15.

6. Informe la Chambre qu'il a été reçu, durant la vacance, l'avis d'une vacance pour les districts électoraux de Bonaventure et de Compton, 2.

7. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats des députés de Compton, 3 ; et de Bonaventure, 114.

8. *Décide sur des questions de forme et d'ordre*, 145, 152, 164, 181, 299, 339, 340. Pour ces décisions, voir *Questions.*

9. Remet sa décision à plus tard sur certaines questions, 145, 159, 324. Ses décisions sur ces questions, 152, 164, 339.

10. Appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 299, 340, 341.

11. Présente le bill des subsides, 386.

12. M. Duplessis nommé Orateur *pro tempore*, 296.

ORATEUR DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Bill concernant l'—(l'hon. M. Taillon), présenté, 190. Lu la 2ème fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 229. Passé par le Conseil, 291. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 13).

### Ordres du jour :

1. Mesures du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 195.
2. Ordre pour 2e lecture d'un bill rescindé, 88.
3. Ordre pour comité général sur un bill, rescindé, 122, 167, 170, 182, 184, 304.
4. Bills remis sur l'ordre du jour, 135, 182.
5. Bill privé devant avoir la priorité sur les ordres du gouvernement, à certaine séance, 290, 295.
6. Ordres concernant les bills privés appelés en vertu de la règle 19 : 63, 66, 88, 95, etc.

### Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 6, 15, 21. Premier rapport, nommant M. Marion président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres, 27. Second rapport, 32. Autres rapports sur différentes pétitions, 38, 44, 54, 53, 71, 78, 110, 144, 164.
2. Rapporte que les avis sont suffisants, 33, 44, 54, 58, 71, 78, 110.
3. Rapporte que les avis n'ont pas été donnés, 145.
4. Recommande la suspension de la 51e règle, 79.

### Ordres sessionnels :

1. Prolongation du temps pour recevoir rapports sur les bills privés, 110, 164.
2. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour ; adoptée, 146. Trois séances, 195.
3. La Chambre devant siéger le samedi, 146, 151, 195.
4. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre :—Voir *Documents*.



O'SULLIVAN, M. HENRY :—Interpellations, 120.

O'SULLIVAN, HENRY :—Voir *Documents*, items 92 et 93.

OUAREAU ET DUFRESNE, AMÉLIORATION DES RIVIÈRES— :—Interpellations, 25.

OUAREAU ET DUFRESNE, RIVIÈRES — :—Voir *Documents*, item 28.

OUAREAU, LAC—AND CHARLEMAGNE LUMBER CO. :—Voir *Documents*, items 28 et 29.

OUAREAU, LAC— :—Voir *Lac Ouareau*, etc.

OUELLET, MICHEL :—Voir *Documents*, item 94.

OUTREMONT :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville d'—, 37. Rapport de l'avis, 44. Bill présenté (M. Villeneuve), 45. Renvoyé au comité des bills privés, 51. Rapporté amendé, 93. Bill considéré en comité général ; rapporté ; passé, 101. Passé par le Conseil avec amendements, 216. Considérés et adoptés, 217. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 55).

**P**ACAUD, ERNEST :—Voir *Documents*, item 95.

PALAIS DE JUSTICE :—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'ameublement de certains Palais de justice, 219, 242. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 242. Résolution rapportée, 255. Lue la seconde fois sur division et adoptée, 271.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :— Voir *Documents*, item 96.

PALLISER, M. JOSEPH :—Voir *Documents*, item 97.

PARC DE LA MONTAGNE TREMBLANTE :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant le—, 36, 154. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 154. Résolutions rapportées, 157. Lues la seconde fois sur division et adoptées sur division, 188. Bill basé sur ces résolutions, 189. Voir *infra*, 2.
2. Bill établissant le—, (l'hon. M. Flynn), présenté, 189. Lu la 2<sup>ème</sup> fois sur division ; lu la 3<sup>ème</sup> fois et passé, 193. Passé par le Conseil, 235. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 23).

PARC DE LA MONTAGNE TREMBLANTE :—Voir *Documents*, item 98.

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant le—, 36, 172. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 172. Résolutions rapportées, 176. Lues la seconde fois sur division et adoptées sur division ; bill basé sur ces résolutions, 188. Voir *infra*, 2.
2. Bill établissant le— (l'hon. M. Flynn), présenté, 188. Lu la 2<sup>ème</sup> fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 196. Passé par le Conseil, 235. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 22).

PARC NATIONAL DES LAURENTIDES :—Voir *Documents*, item 98.

PAUZÉ, JOSEPH-XISTE :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres, 24. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Allard), 34. Renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté, 79. Considéré en comité général ; amendé, 138. Rapporté ; amendements adoptés ; bill lu la 3<sup>ème</sup> fois et passé, 162. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 103).

PAYEMENTS DES EMPLOYÉS DE CHEMINS DE FER :—Voir *Employés de chemins de fer*.

PÊCHE :—Bill amendant la loi concernant les pêcheries et la pêche dans les eaux sujettes au contrôle de cette Province (l'hon. M. Flynn), présenté, 133. Lu la 2<sup>ème</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 189. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 193. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné 385. (58 Vict., ch. 20).

PÊCHE PAR LES COLONS :—Interpellations, 39.

PENSION DE RETRAITE DES EMPLOYÉS PUBLICS :— Interpellations, 227.

PERSONNAGE IMPORTANT :—Voir *Documents*, item 99 ; Voir aussi *Interpellations* 46.

PETITE CÔTE :—Pétition demandant un acte érigeant en municipalité séparée une partie de la municipalité du village de la Côte Visitation, sous le nom de Village de la Petite Côte, 18. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Villeneuve), 33. Renvoyé au comité des bills privés, 43. Rapporté amendé, 84. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 101. Passé par le Conseil, 184. Sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 59).

PÉTITIONS :—Lues et reçues le même jour, sur motion spéciale, 99, 109.

- 
- PHILIPSBURG :—Pétition demandant un acte modifiant l'acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Jonction et des Carrières de— 18. Rapport de l'avis, 78. Bill, présenté (l'hon. M. Hall), 81. 58<sup>ème</sup> règle suspendue, 82. Renvoyé au comité des chemins de fer, 91. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 169. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 334. (58 Vict., ch. 65).
- PIERRE, A LA PRISON DE MONTRÉAL :—Interpellations, 199.
- PIN ROUGE :—Voir *Documents*, item 100.
- POLYTECHNIQUE, ECOLE :—Voir *Ecole*, etc.
- PONT A ST-ALBAN :—Interpellations, 240.
- PONT SCOTT SUR LA RIVIÈRE ST-CHARLES :—Voir *Documents*, item 102.
- PONTIAC :—Juge de la Cour Supérieure pour le district de— :—Voir *Documents*, item 101.
- PORTAGE-DU-FORT AND BRISTOL BRANCH RAILWAY COMPANY :—Pétition demandant un acte modifiant la loi constituant en corporation *The* —, 18. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. Gillies), 59. Renvoyé au comité des chemins de fer, 68. Rapporté amendé, 84. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 97. Passé par le Conseil, 153. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 66).
- PORTNEUF :—Octroi de colonisation :—Voir *Documents*, item 103.
- PRICE, HERBERT-WOLEESWORTH :—Pétition demandant un acte prolongeant en faveurs de—les droits et privilèges accordés à Charles Côté, 31. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. King), 71. Renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 117. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 137. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 77).
- PRIVILEGES DES CONSTRUCTEURS, ETC. :—Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 concernant les—(M. McDonald), présenté, 133. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un comité général, 159. Considéré et rapporté progrès, 170. Ordre rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 170. Rapporté amendé, 236. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 308, 350.
- PRIME AUX BEURRERIES :—Interpellations, 22.
- PRISONS, ASILES ETC :—Rapports concernant les— :—Voir *Documents*, item 74.
- PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 6, 15, 28.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant la Législature, V à XIII.

PROTECTION DES BOIS CONTRE LE FEU :—Voir *Bois*.

PULP COMPANY :—Voir *Laurentides Pulp Co*.

PULPE, DROITS SUR LA— : — Voir *Documents*, item 49.

QUALIFICATION DES JUGES DE PAIX :—Voir *Juges de paix*.

QUÉBEC, CITÉ DE :—

1. Pétition demandant un acte modifiant les lois relatives à la Corporation de la cité de Québec et à la Cour de Recorder de la dite cité, 23. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté, (M. Tessier, Portneuf), 45. Renvoyé au comité des bills privés, 51. Rapporté amendé 72. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 96. Par le Conseil avec amendements, 167. Considérés, 168. Adoptés, 170. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 49).

2. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des *Documents*.

3. *Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des *Documents*.

4. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des *Documents*.

5. *Club de la Garrison* :—Etat d'affaires, 54. Voir 75 des *Documents*.

6. *Compagnie d'exposition* :—Voir *Documents*, item 42.

7. *Compagnie du chemin de fer de la cité et du district de Québec* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 31. Rapport de l'avis, 38. Bill du Conseil (M. Tessier, Portneuf), présenté, 164. Renvoyé au comité des chemins de fer, 170. Rapporté amendé, 205. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 308. Amendements adoptés par le Conseil, 366. Pétition contre ce bill, 58. Bill sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 62).

8. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires, 378. Voir 75 des *Documents*.

9. *Hôtel de ville* :—Voir *Documents*, item 104.

10. *Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus* :—Etat d'affaires, 276. Voir 75 des *Documents*.

11. *Ladies Protestant Home* :—Etat d'affaires, 31. Voir 75 des *Documents*

---



---

QUÉBEC, CITÉ DE— :—*Suite.*

12. *Œuvre du Patronage* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 des Documents.

13. *Women Christian Association* :—Etat d'affaires, 50. Voir 75 des Documents.

14. *Women's Christian Temperance Union* :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 72.

QUÉBEC-CENTRAL, CAUSE EN APPEL CONTRE LE— :—Interpellations, 103.

QUÉBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER :—Bill déterminant les pouvoirs accordés par la loi 57 Victoria, chapitre 71 (l'hon. M. Casgrain), présenté, 25. Lu la 2ème fois sur division ; renvoyé à un comité général, 53. Considéré ; rapporté ; passé, 55. Passé par le Conseil, 88. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 67).

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Voir Documents, item 105.

### Questions :

1. Débats sur une question ajournée par M. l'Orateur quittant le fauteuil à six heures, 66. Par l'ajournement de la Chambre, 381.

2. Sous-amendements, 47, 378.

3. Remplacée par un amendement, 104.

4. Questions adoptées *nemine contradicente*, 37, 151, 166.

5. Question d'urgence, 111.

6. A la motion de M. Augé,—Qu'il lui soit permis de présenter un Bill concernant le Barreau de Montréal,—objection est faite que ce bill ne s'appliquant qu'à une partie du Barreau de la Province, est un bill privé, et ne peut être présenté comme bill public ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 145. Décide que c'est un bill privé, 152.

7. A la motion pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill modifiant la loi concernant les dentistes,—objection est faite que ce bill participant de la nature d'un bill privé, est un bill hybride et conséquemment soumis aux règles de la procédure parlementaire relative aux bills privés. Cette question d'ordre est prise en délibéré par M. l'Orateur, 159. M. l'Orateur laisse à la Chambre de décider si elle considère ce bill comme bill hybride ou bill public, 164.

---

**QUESTIONS :—*Suite.***

8. A la motion pour que la Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent de l'Agriculture, immigration et colonisation, M. l'Orateur décide que la motion ne peut être faite, parce qu'elle recommande trop directement l'emploi de deniers publics à une fin déterminée, et n'est pas appuyée par un message du Lieutenant-Gouverneur, 181.

9. A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, un amendement est proposé par M. Tessier (Portneuf), et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il réfère spécialement à un article du budget supplémentaire de l'année 1894-95, déjà adopté par le comité des subsides ; et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre confirme sa décision, 299.

10. A l'amendement de l'hon. M. Marchand proposé à la question,—Que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,—objection est faite par l'hon. M. Flynn que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur prend cette objection en délibéré, 32. Décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 339. Sa décision est confirmée par la Chambre, 339.

11. A l'amendement de M. Turgeon fait à la motion,—Que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,—objection est faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'il est hors d'ordre, 340.

12. Question négative :—Motion pour un état de toutes sommes payées sur le premier contrat et les extra ou sur le nouveau contrat ou autrement, pour l'agrandissement du Palais de justice de Montréal, depuis le 14 novembre 1893, 104.

QUINZE ELECTRIC POWER COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 31. Rapport de l'avis, 78. Bill présenté (M. Tétreau), 80. Renvoyé au comité des chemins de fer, 91. Rapporté amendé, 152. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 169. Passé par le Conseil avec amendements, 271. Considérés et adoptés, 271. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 70).

QUINZE, LAC DES :—Pétition demandant l'incorporation d'une compagnie pour la construction d'un chemin de fer partant de la Baie des Prêtres jusqu'au lac des Quinze, 18. Rapport que la Compagnie ne désire pas présenter son projet de loi, 79.

**R**APPORTS DU CONSEIL EXÉCUTIF ET MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, item 106.

RAPPORTS MUNICIPAUX :—Voir *Documents*, item 125.

---

RAYMOND, M. MOÏSE :—Interpellations, 168.

RAZA, M. A. :—Voir *Documents*, item 107.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, item 108.

RECORDER, COUR DU—Québec :—Voir *Québec*, etc.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. 49<sup>e</sup> règle suspendue, 109.

2. 51<sup>e</sup> règle suspendue, 79, 236.

3. 57<sup>e</sup> règle suspendue, 138, 236.

4. 57<sup>e</sup> règle amendée au sujet des bills privés et des documents accompagnant ces bills, 277.

5. 58<sup>e</sup> règle suspendue, 37, 83, 236.

6. 59<sup>e</sup> règle suspendue, 236.

7. Règles de la Chambre suspendues en autant qu'elles se rapportent à certain bill, 111.

RÉGISTRATEURS :—Voir *Rôles d'évaluation*.

REMISES D'AMENDES :—Voir *Documents*, item 109.

RÉORGANISATION DES TRIBUNAUX :—Interpellations, 22.

RÉORGANISATION JUDICIAIRE :—Pétition en faveur du projet de loi, 216.

REVENU, CAUSES DU—, dans Montréal :—Voir *Documents*, items 23 et 110.

RICHARD, M. J.-F. :—Interpellations, 289.

RICHMOND, CHAMBRE DE COMMERCE DE—:—Réorganisation judiciaire, 216.

RIMOUSKI :—

1. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 194. Voir 75 des *Documents*.

RIMOUSKI :—*Suite.*

2. *Sœurs des petites écoles de Rimouski* :—Pétition demandant un acte modifiant la loi constituant en corporation les—, 23. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Tessier), 39. Renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 59. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 67. Passé par le Conseil, 180. Sanctionné, 383. Honoraires remis, 200. (58 Vict., ch. 94).

RIVIÈRES OUAREAU ET DUFRESNE :—Voir *Documents*, item 28.

RIVIÈRES, CRIQUES ET COURS D'EAU :—Pétition abrogeant la loi concernant la protection des intérêts publics dans les—(M. Tellier), présenté, 24. Renvoyé au comité de Législation, 46.

RIVIÈRE STE-ANNE :—Dommages causés par la— :— Voir *Ste-Anne* ; aussi, Interpellations, 168 ; Voir aussi *Documents*, items 112 et 113.

ROBERTS, GEORGE :—Voir *Miller, T.-F.*, 37, 44.

RÔLES D'ÉVALUATION :—Bill amendant la loi relative à la transmission des rôles d'évaluation au Secrétaire de la Province et aux registrateurs (l'hon. M. Pelletier), présenté, 85. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 126. Passé par le Conseil avec amendements, 303. Considérés et adoptés, 303. Amendés par la Chambre, 309. Amendements adoptés par le Conseil, 317. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 41).

ROYAL PAPER MILLS COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 58. Rapport de l'avis, 79. Bill présenté (M. Panneton), 81. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté, 180. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 194. Passé par le Conseil avec amendements, 276. Considérés, 276. Adoptés, 312. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 74).

ROY, DAME RAYMOND :—Voir *Documents*, item 111.

ROY, MADAME F.-E. :—Interpellations, 240.

ROY, M. GEO.-P. :—Combien reçu pour arpentages, etc. :—Interpellations, 292.

RUE MILTON, MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, rue *Milton*.

**S**SAINT-ALBAN, PONT A—:—Interpellations, 240.

SAINT-ALBAN, SECOURS AUX FAMILLES DE—:—Interpellations, 168.

SAINT-ALBAN :—Voir *Documents*, item 112.



SAINT-AMBROISE DE L'ANCIENNE LORETTE :—*Union St-Joseph de* :—Voir *Union St-Joseph*.

SAINT-AMBROISE DE LA JEUNE LORETTE :—*Union St-Joseph de* :—Voir *Union St-Joseph*.

SAINTE-ANNE, RIVIÈRE :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaine résolution concernant les secours à accorder au sujet des dommages causés par la rivière Ste-Anne en avril 1894, 322, 350. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 350. Résolution rapportée et adoptée, 351. Bill basé sur cette résolution, 351. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant des secours à être accordés à certaines personnes qui ont éprouvé des dommages en août 1894, par suite du débordement de la rivière Ste-Anne (l'hon. M. Flynn), présenté ; lu les trois fois et passé, 351. Passé par le Conseil, 376. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 3).

SAINTE-ANNE, RIVIÈRE :—Voir *Documents*, items 112 et 113.

SAINTE-ANNE DE BELLEVUE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville de—, 18. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Descarries), 34. Renvoyé au comité des bills privés, 43. Rapporté amendé, 65. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 82. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 56).

SAINTE-ELIZABETH DE FARNHAM :—Hospice de— : —Etat d'affaires, 23. Voir 75 *des Documents*.

SAINTE-FLORE :—Pétition demandant une loi pour détacher la paroisse de—du comté de Champlain pour l'annexer au comté de Saint-Maurice, 164. Bill présenté (M. Grenier), 164. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté et passé, 214. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 12).

SAINT-FRANÇOIS, BEAUCE :—Pétition demandant un acte autorisant la Fabrique de—à contracter un emprunt et pour d'autres fins, 23. Rapport de l'avis, 54. Bill présenté (M. Poirier), 60. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté amendé, 87. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 95. Passé par le Conseil, 184. Sanctionné, 384. Honoraires remis, 229. (58 Vict., ch. 90).

SAINT-FRANÇOIS DU LAC, CERCLE AGRICOLE DE— : —Interpellations, 160.

SAINT-HENRI :—Pétition demandant un acte amendant la charte de la ville de—, 17. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (M. Villeneuve), 85. Renvoyé au

SAINT-HENRI :—*Suite.*

comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 191. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 195. Passé par le Conseil, 276. Sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 51).

SAINT-HENRI, UNION ST-JOSEPH :—Voir *Union St-Joseph de St-Henri.*

SAINT-HYACINTHE :—

1. *Cité de* :—Pétition demandant des amendements à la charte de la dite cité, 24. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Cartier), 73. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 117. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 137. Passé par le Conseil avec amendements, 235. Considérés et adoptés, 235. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 52).
2. *Hôtel-Dieu de* :—Etat d'affaires, 27. Voir 75 *des Documents.*
3. *Ecole d'industrie laitière* :—Voir *Documents*, item 114.
4. *Orphelinat de* :—Etat d'affaires, 27. Voir 75 et 115 *des Documents.*
5. *Société de Passage du Pont Neuf de* :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la—, 24. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Cartier), 73. Renvoyé au comité des bills privés, 82. Rapporté, 117. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 136. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 72).
6. *Société de secours mutuels* :—Convention des Sociétés de secours mutuels à— :—Voir *Documents*, item 122.

SAINT-JEAN D'IBERVILLE :—

1. *Hôpital St-Jean* :—Etat d'affaires, 86. Voir 75 *des Documents.*
2. *Salle d'asile St-Jean* :—Etat d'affaires, 86. Voir 75 *des Documents.*

SAINT-JÉRÔME :—Hôpital de— :—Etat d'affaires, 219. Voir 75 *des Documents.*

SAINT-LOUIS DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte pourvoyant à l'érection civile de la paroisse de—et à la construction de son église, 17. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. Parizeau), 59. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté amendé, 80. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 97. Passé par le Conseil avec amendements, 149. Considérés et adoptés, 149. Honoraires remis, 160. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 91).

SAINTE-LUCE :—Cour des Commissaires. Voir *Documents*, item 116.

SAINT-VINCENT DE PAUL, FRÈRES DE LA CHARITÉ DE :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les—, 91, 230. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 230. Résolution rapportée, 231. Sur division, 232. Bill basé sur cette résolution, 232. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul (l'hon. M. Pelletier), présenté, 232. Lu la 2ème fois sur division ; lu la 3ème fois et passé, 268. Passé par le Conseil, 317. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 7).

SAISSISSABILITÉ DU TRAITEMENT DES OFFICIERS PUBLICS :—Bill amendant la loi concernant la—(M. Marion), présenté, 322. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 375.

SAMARITAN HOSPITAL FOR WOMEN :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom ; lue et reçue et 49ème règle suspendue, 109. Rapport que les avis n'ont pas été donnés, 145.

SAMSON, DR C.-J. :—Voir *Documents*, item 117.

SAULT-AU-RÉCOLLET :—Terrain pour prison projetée, 199.

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE :—Voir *Rôles d'évaluation*.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRAIRE DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, item 118.

SÉNÉCAL, M. E. :—Voir *Documents*, item 119.

SENNEVILLE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation le village de —, 37. Rapport de l'avis, 44. Bill présenté (M. Descarries), 55. Renvoyé au comité des bills privés, 63. Rapporté amendé, 80. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 123. Passé par le Conseil avec amendements, 196. Considérés et adoptés, 196. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 60).

SERMENTS D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office (l'hon. M. Taillon), lu la première fois *pro forma*, 3.

SERVICE CIVIL :—Nominations dans le— : —Voir *Documents*, item 120.

SEVENTH DAY ADVENTIST CONFERENCE OF QUEBEC :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la—, 18. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Hackett), 55. Renvoyé au comité des bills privés, 63. Rapporté amendé, 87. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; amendements adoptés, 101. Lu la 3ème fois et passé, 112. Passé par le Conseil 205. Honoraire remis, 229. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 95).

SHEPHERD, R.-W. :—Voir *Documents*, item 124.

SHERBROOKE :—

1. *Compagnie de Prêts et d'hypothèques de*— Pétition demandant un acte modifiant la charte de la—, 38. Rapport de l'avis, 58, Bill présenté (M. Panneton), 60. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté, 84. Considéré en comité général; rapporté; passé, 100. Passé par le Conseil, 184. Sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 76).

2. *Hôpital protestant de*— :—Interpellations, 76.

3. *Hospice du Sacré-Cœur* :—Etat d'affaires, 50. Voir 75 *des Documents*.

4. *Palais de justice* :—Voir *Documents*, item 121.

SOCIÉTÉS D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU :—Rapport du comité de Législation concernant les—, 267. Voir *Code civil*.

SOCIÉTÉ DE PASSAGE DU PONT NEUF DE ST-HYACINTHE :—Voir *St-Hyacinthe*.

SOCIÉTÉ DES ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS :—Voir *Artisans canadiens-français*.

SOCIÉTÉS NATIONALES :—Voir *Incorporation des*—.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS :—Voir *Documents*, item 122.

SOCIÉTÉS DE TRAVAIL :—Voir *Incorporation des*—.

SŒURS DES SAINTS NOMS DE JÉSUS ET MARIE :—Voir *Jésus et Marie*.

SŒURS DU PERPÉTUEL SECOURS :—Pétition demandant un acte constituant en corporation les—, 23. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (M. Turgeon), 71. Renvoyé au comité des bills privés, 76. Rapporté amendé, 110. Considéré en comité général; rapporté; passé, 124. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 384. Honoraires remis, 166. (58 Vict., ch. 93).

SOMERSET :—Annexant une partie du canton de Stanfold au canton de—:—Voir *Stanfold*.

SOREL :—*Hôpital Général* :—Etat d'affaires, 23. Voir 75 *des Documents*.

SOULANGES, CERCLE AGRICOLE DE—:—Voir *Documents*, item 123.

SOUMISSIONS POUR IMPRESSION DES DOCUMENTS PUBLICS :—Interpellations, 198.

SPENCER-WOOD :—Voir *Documents*, item 91.

STAFFORD M. LAWRENCE :—Voir *Documents*, item 112.

STANFOLD :—Bill détachant une partie du canton de Stanford, dans le comté d'Arthabaska, et l'annexant au canton de Somerset dans le comté de Mégantic. Bill présenté (M. King), 74. Renvoyé à un comité spécial, 74. Rapporté, 118. Lu la 2ème fois *nemine contradicente* et renvoyé à un comité général, 151. Considéré; amendé; rapporté; amendements adoptés, 159. Bill lu la 3ème fois et passé, 166. Adresse au Lieutenant-Gouverneur au sujet de ce bill, 167. Passé par le Conseil, 270. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 11).

STATISTIQUES MUNICIPALES :—Voir *Documents*, item 125.

STATUES DU PALAIS LÉGISLATIF :—Voir *Documents*, item 66.

STATUTS RÉVISÉS :—

1. Bill modifiant l'article 148 :—Voir *Indemnité législative*.
2. Bill validant certains actes de transports d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191 des Statuts refondus :—Voir *Transports d'immeubles*.
3. Bill amendant l'article 2282 des Statuts refondus (M. Bernatchez), présenté, 154.
4. Bill amendant l'article 2408 :—Voir *Cours des Commissaires*.
5. Bill amendant l'article 2564 :—Voir *Juges de paix*.
6. Bill amendant l'article 2658 :—Voir *Jurés*.
7. Bill adoptant les articles 5677 et 5678 :—Voir *Cadastres*.
8. Bill modifiant l'article 2990 :—Voir *Enquêtes des Coroners*.

SUBSIDES :—

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1895; et estimés pour l'année finissant le 30 juin 1896; renvoyés au comité des subsides, 36. Voir *Documents*, item 60.
2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 15.
3. La Chambre se forme en comité des subsides, 81, 93, 107, 112, 115, 127, 138, 223, 278, 300, 312, 315, 321, 343, 345, 347, 355, 356, 361.
4. Résolutions rapportées, 82, 94, 107, 115, 128, 129, 141, 224, 283, 300, 312, 316, 321, 341, 348, 355, 356, 361.

---

---

SUBSIDES :—*Suite*.

5. Considération de certaines résolutions remises à plus tard, 82, 94, 107, 116, 129, 143, 226, 289, 303, 312, 317, 321, 344, 346, 349, 355, 356, 361.

6. Considération ultérieure de certaines résolutions, 130, 324, 325, 326, 327, 331, 337, 338, 352, 361, 362.

7. Amendements proposés et négatifs—à la motion que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides—(M. Caron), 341 ;—(M. Dechène), 299, 357 ;—(M. Fitzpatrick), 358 ;—(M. Girard, Rouville), 346 ;—(M. Gladu), 220, 309, 312, 359 ;—(l'hon. M. Marchand), 310, 323, 344 ;—(M. Stephens), 353 ;—(M. Tessier, Portneuf), 298 ;—(M. Tessier, Rimouski), 314 ;—(M. Turgeon), 340, 355.

8. Amendement proposé et négatif lors de la motion pour concours dans certaine résolution des subsides : (M. Dechène), 352.

9. *Voies et moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 15.

10. La Chambre en comité des voies et moyens, 364. Résolutions rapportées et adoptées, 364.

11. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1895 et le 30 juin 1896 et pour d'autres fins du service public (l'hon. M. Taillon), présenté, 364. Lu les 2ème et 3ème fois et passé, 378. Passé par le Conseil, 381. Sanctionné, 386. (58 Vict., ch. 1).

SUBSIDE ACCORDÉ A LA PROVINCE :—Voir *Documents*, item 126.

## SUBSIDES DES CHEMINS DE FER :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, 227, 336. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 366. Résolutions rapportées, 370. Adoptées sur division ; bill basé sur ces résolutions 374. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant les subsides des chemins de fer (l'hon. M. Nantel) ; lu la première fois sur division, 374. Lu la 2ème fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; lu la 3ème fois sur division et passé, 377. Passé par le Conseil, 380. Bill sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 2).

3. Subsides des chemins de fer :—Voir *Documents*, item 127.

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER :—Voir *Documents*, *items* 127 et 128 ; Voir aussi *Interpellations*, 103.

SUCCESSIONS ET TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Voir *Droits sur les Successions et les Transports d'immeubles*.

SUMMERLEA :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville de—, 38. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (M. Descarries), 73. Renvoyé au comité des bills privés, 112. Préambule non prouvé, 164. Règles suspendues bill remis sur l'ordre du jour, 182. Ordre rescindé, bill renvoyé de nouveau au comité des bills privés, 184. Rapporté amendé, 191. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 194. Passé par le Conseil avec amendements, 275. Considérés et adoptés, 275. Bill sanctionné, 384. (58 Vict., ch. 57).

**T**ABAC :—Bill concernant l'usage du tabac par les mineurs (M. Cooke), présenté, 28. Seconde lecture renvoyée à six mois, 41.

TACHÉ, M. JULES :—*Interpellations*, 199.

TAXES SUR LES SUCCESSIONS ET LES TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Voir *Droits sur les successions*. Voir aussi *Documents*, *item* 129.

TAXES SUR LES VAISSEAUX :—Voir *Documents*, *item* 15.

TÉMISCAMINGUE ET LAC DES QUINZE :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer—, 18. Rapport que la compagnie ne désire pas présenter son projet de loi, 79.

TERRAIN DU GOUVERNEMENT AU SAULT-AU-RÉCOLLET :—*Interpellations*, 199.

TERREBONNE :—Compagnie du chemin à barrières de— :—Etat d'affaires, 64. Voir 75 *des Documents*.

TERRES DE LA COURONNE :—Rapport du Commissaire—. Voir *Documents*, *item* 130.

TERRES PUBLIQUES ET FORETS :—Comité spécial chargé d'étudier l'exploitation des — ; membres nommés, 93. Premier rapport, 99. Second rapport, 375. Adopté, 376.

TESSIER, M. JULES :—Voir *Documents*, *item* 112.

THE ANDREWS HOME :—Voir *Andrews Home*.

THOMPSON, SIR J.-S.-D. :—La Chambre s'ajourne par respect pour sa mémoire, 86.

TRAITEMENT DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Saisissabilité du*—.

TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Bill validant certains actes de— sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondu, et ses amendements (l'hon. M. Marchand), présenté, 87. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 125. Considéré ; amendé ; rapporté ; amendements adoptés, 135. Bill lu la 3ème fois et passé, 159. Passé par le Conseil, 184. Sanctionné, 385. (53 Vict., ch. 10).

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du commissaire, 86. Voir *Documents*, item 131.

TRIBUNAUX, RÉORGANISATION DES— :—Interpellations, 22.

TROIS-RIVIÈRES, BUREAU DE LA PAIX :—Interpellations, 150 ; Voir aussi *Documents*, item 132.

TURGEON, A. :—Voir *Documents*, item 5.

**U**NIONS DE MÉTIERS :—Voir *Incorporation des*—.

UNION ST-JOSEPH DE L'ANCIENNE LORETTE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation l'—, 31. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (M. Fitzpatrick), 80. Renvoyé au comité des bills privés, 91. Rapporté amendé, 133. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 148. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 383. Honoraires remis, 229. (53 Vict., ch. 85).

UNION ST-JOSEPH DE ST-AMBROISE DE LA JEUNE LORETTE :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 31. Rapport de l'avis, 38. Bill présenté (M. Fitzpatrick), 38. Renvoyé au comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 79. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 96. Passé par le Conseil, 153. Bill sanctionné, 383. Honoraires remis, 229. (53 Vict., ch. 86).

UNION ST-JOSEPH DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte modifiant la loi de cette Province 53 Victoria, chapitre 88, concernant l'—, 31. Rapport de l'avis, 71. Bill présenté (M. Parizeau), 73. Renvoyé au comité des bills privés, 82. Rapporté, 117. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 136. Remise de l'honoraire, 166. Passé par le Conseil, 205. Sanctionné, 384. (53 Vict., ch. 82).

UNION ST-JOSEPH DE ST-HENRI :—Pétition demandant un acte concernant l'—, 44. Rapport de l'avis, 110. Bill présenté (M. Villeneuve), 111. Renvoyé au comité des bills privés, 125. Rapporté, 140. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 170. Passé par le Conseil avec amendements, 235. Considérés ; adoptés, 235. Honoraires remis, 241. Bill sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 79).



UNION ST-PIERRE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte modifiant la charte de l'—, 31. Rapport de l'avis, 58. Bill présenté (M. Parizeau), 59. Renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté amendé, 84. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 97. Passé par le Conseil, 153. Sanctionné, 384. Honoraires remis, 166. (58 Vict., ch. 81).

V ALLIÈRE, M. :—Somme à lui payée :—Interpellations, 22.

VALLIÈRE, M. PHILIPPE :—Interpellations, 214.

VALLIÈRE, M. P. :—Voir *Documents*, *item* 133.

VANIER, DAME ADELPHINE :—Pétition demandant un acte concernant une certaine substitution créée par le testament de—, 18. Rapport de l'avis, 32. Bill présenté (M. Parizeau), 33. Renvoyé au comité des bills privés, 43. Rapporté amendé, 58. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 67. Passé par le Conseil avec amendements, 130. Considérés et adoptés, 131. Bill sanctionné, 383. (58 Vict., ch. 98).

VÉZINA, M. L.-H. :—Voir *Documents*, *item* 134.

VICTORIA 57, CHAPITRE 46. :—

1. Pétitions demandant l'abrogation de la loi—, 132, 144.

2. Bill abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 (M. McDonald), présenté, 133. Lu la 1<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un comité général, 159. Considéré ; rapporté progrès ; ordre rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 170. Rapporté amendé, 236. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 308, 350.

VICTORIA 57, CHAPITRE 69 :—Bill relatif à la loi—, Règles suspendues et bill présenté (M. Villeneuve), 236. Lu la 2<sup>ème</sup> fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 375. Passé par le Conseil, 380. Sanctionné, 385. (58 Vict., ch. 61).

VICTORIA, 57, CHAPITRE 71 :—Bill pour déterminer les pouvoirs accordés par la—, (l'hon. M. Casgrain), présenté, 25. Lu la 2<sup>ème</sup> fois sur division et renvoyé à un comité général, 53. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 55. Passé par le Conseil, 88. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 67).

VILLAGE DE LA CÔTE VISITATION :—Voir *Petite Côte*.

VILLAGE DORION :—Voir *Dorion*.

VINCELETTE, M. :—Rapport sur les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières de la Rive Nord, 228. Voir aussi *Documents*, *item* 135.

---

**Y**VON, JEAN-BAPTISTE-WILFRID :—Pétition demandant un acte déclarant Jean-Baptiste-Wilfrid Yvon, membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, après examen, 24. Rapport de l'avis, 32. Bill du Conseil (M. McDonald), présenté, 106. Renvoyé au comité des bills privés, 113. Rapporté, 132. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 147. Sanctionné, 382. (58 Vict., ch. 106).

**Z**OOLOGIQUE, JARDIN :—Voir *Jardin*, etc.

## Errata

---

Page 80, après la ligne 8, insérez : “ *Ordonné*, Que M. Cooke ait la permission “ de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Montréal et les lois qui la “ modifient.

“ Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu “ pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.”

Page 227, ligne 19, au lieu de “ agents ”, lisez “ agences ”.

Page 246, ligne 21, au lieu de “ 6 pupitres ”, lisez “ 15 pupitres ”.

Page 308, lignes 8 et 9, retranchez “ de Montréal ” et insérez “ mutuelle ”.

Page 303, ligne 35, retranchez les mots “ sont adoptés ”; retranchez aussi les lignes 36 et 37 et remplacez-les par les mots : “ *Ordonné*, Que la considération ultérieure de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre”.